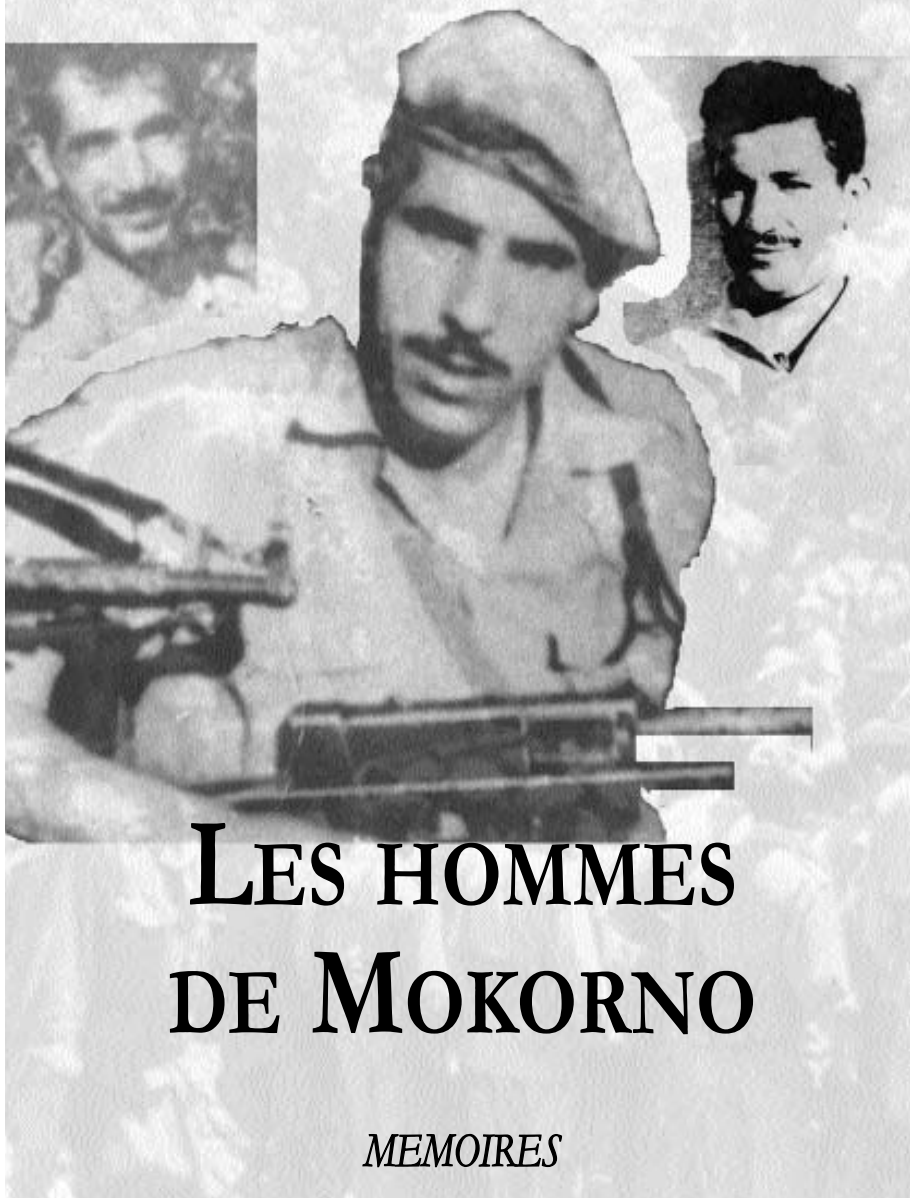


LAKHDHAR BOURAGAA



LES HOMMES
DE MOKORNO

MEMOIRES

LAKHDHAR BOURAGAA

**LES HOMMES DE
MOKORNO**

INTRODUCTION

" Je suis né le 1er novembre 1954, sous un chêne, dans le maquis ". Depuis que j'ai rejoint l'ALN, en 1956, j'ai pris l'habitude de donner cette réponse quand on m'interrogeait sur mes origines. Je le faisais par nécessité, par conviction, un peu par jeu aussi. Mais avec le temps, ce qui était une boutade est devenu une évidence.

Car pour moi, comme pour plusieurs générations, la guerre de libération ne fut pas seulement le début d'une nouvelle vie, d'une nouvelle époque, mais un acte de naissance, un acte fondateur de ce que nous sommes, de ce que nous devons être, ce que nous n'aurions jamais dû cesser d'être : des hommes libres, des Algériens vivant librement dans un pays libre.

Je considère que j'ai eu une chance immense, comme toute une génération, celle qui est arrivée à la force de l'âge au moment où le pays se battait pour son existence et avait besoin de toutes ses potentialités. J'ai participé, comme des millions d'autres, à une épopée, celle de la libération. Je n'ai pas eu droit à la récompense suprême, la chahada, le martyr, mais j'ai connu la fraternité, le sacrifice, le courage, j'ai assisté à des drames et à des épopées, à des actes d'une fabuleuse signification. J'ai connu des hommes exceptionnels, je les ai côtoyés, j'ai eu l'honneur d'être leur ami, leur confident, leur compagnon. J'ai eu à subir des accrochages en compagnie d'un homme qui était plus qu'un mythe, Si M'Hamed Bougara, j'ai fait face aux épreuves en compagnie d'un géant, Si Mohamed Bounaama, j'ai côtoyé Si Salah Zaamoun dans les moments fastes et dans le drame.

J'ai connu plus tard l'injustice, j'ai subi la soif du pouvoir. J'ai vécu les affres de la prison, j'ai assisté à la mort de nombreux espoirs, à la destruction de nos rêves. J'ai vu des compagnons se déchirer, des hommes céder à la tentation du pouvoir, des honneurs et de l'argent. J'ai assisté, impuissant, à un spectacle qui m'a révolté, et j'ai tenté de m'y opposer, pour subir des actes que je ne pouvais imaginer dans une Algérie libre. Mais ceci n'efface pas l'œuvre accomplie par ces hommes que j'ai côtoyés pendant six ans au sein de l'Armée de Libération Nationale. Certains nous ont façonnés, d'autres ont eu tellement d'influence sur nous que nous leur devons plus que la vie, la liberté. Fellahs et intellectuels, ouvriers et chômeurs,

riches et pauvres, hommes et femmes, jeunes et vieux, ils ont participé à l'œuvre de libération. Pour eux, rejoindre l'ALN n'était pas un acte de courage, mais une évidence : on ne peut vivre que libre. La mort, la chahada, n'était pas une menace, mais la récompense suprême.

Devant tous ces hommes, je m'incline. A la mémoire de ceux qui sont partis, et en hommage à ceux qui ont été leurs compagnons, je dédie ce livre.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉPOPÉE

I-L'APPRENTISSAGE

Douar, gourbi, le nidham, Cheïkh Tayeb Djoughlali, el colone, le colon. Ces mots ont habité mon enfance, comme celle de millions d'enfants Algériens de ma génération. Mon douar, c'est Ouled Tourki. Il ne pouvait même pas prétendre à l'appellation de douar. C'était une succession de gourbis disséminés au gré de la nature, des habitations en toub, cette terre séchée qui constituait le seul matériau disponible.

Oued Tourki se trouve près d'El-Omaria, ex-Champelain, dans une vaste succession de vallées et montagnes à l'ouest de Médéa, sur le flanc sud des Monts de Chréa. C'était une région accidentée, très boisée, naturellement propice à l'établissement de maquis. Une solide tradition de révolte dominait d'ailleurs dans cette région, et nombreux sont les hommes recherchés qui s'y réfugiaient bien avant la guerre de libération. Didouche Mourad en faisait partie.

J'y suis né le 15 mars en 1933, d'un père, fellah, à la santé solide, qui lui permettra de vivre jusqu'à 92 ans, et d'une mère issue d'une famille voisine. Mon père était analphabète, mais il essaya de s'occuper de mon éducation. Il participa, à sa manière, à la guerre culturelle dès cette époque.

A Ouled Tourki, l'école coranique et l'école française se faisaient face. École est, là aussi, un bien grand mot. L'école coranique était un gourbi où se rassemblaient les élèves autour d'un taleb, pour apprendre le Coran. L'école française se limitait à une seule classe, construite au lendemain de la seconde guerre mondiale. Une rivalité féroce opposait les deux écoles. Pour mon père, il était hors de question d'envoyer ses enfants à l'école française.

Le seul enseignant de l'école française, Abdelaziz, était le fils d'un notable, un bachadel de Berrouaghia. Il portait une chéchia Stamboul, cette tunique rouge de forme conique héritée des Turcs. Le port de la chéchia était un indice qui ne trompait pas : l'enseignant était l'un des nôtres, malgré ce savoir, étranger, qu'il dispensait. Il a d'ailleurs été assassiné par l'armée coloniale pendant la guerre de libération.

Un seul algérien, Salah Bensaad, a mis ses enfants à l'école française. Sa décision a provoqué une rupture avec sa famille, et notamment avec son frère, Ahmed, qui était responsable de la mosquée. Ahmed Bessad refusait l'école française. C'était pourtant un militant connu. Didouche Mourad s'est réfugié chez lui à la fin des années 40.

La guerre des écoles connut son point culminant en 1948, après les célèbres élections de Naegelen, qui donnèrent lieu à une fraude massive. Des affrontements eurent lieu à El-Omaria. Il y eut mort d'homme. Le douar fut détruit, en représailles. La maison de Si Tayeb Djoughlali, principale figure du mouvement national à El-Omaria, fut rasée par un tank. C'était la première fois que nous voyions ce type d'engins.

Après ces incidents, une violente polémique domina dans toute la région : faut-il laisser les enfants revenir à l'école française ? Une grande réunion fut organisée. Le non l'emporta. Tous les parents se plièrent à cette décision. Aucun enfant ne se rendait plus à l'école.

L'enseignant qui y officiait ne voulait cependant pas partir. Il était là, tous les jours, attendant des enfants qui refusaient le savoir qu'il dispensait. Au bout de quelques jours, les enfants furent poussés à détériorer l'école. Pour la plupart, c'était plutôt un jeu. Mais pisser dans les locaux de l'école française était aussi un signe de refus, de révolte. C'était une manière de dire aux colons : nous refusons votre langue. L'enseignant, lassé, finit par partir.

Mais après les élections de 1948 et les émeutes qui s'en suivirent, le village eut à affronter une autre menace, celles de militaires d'origine africaine envoyés sur place pour maintenir l'ordre. Ce qui était d'abord une curiosité, puis une peur, se transforma bientôt en terreur. Une rumeur se répandit, selon laquelle ces tirailleurs sénégalais et autres militaires venus de lointaines contrées africaines mangeaient les enfants. Bêtise ? Ignorance ? Racisme ? Peu importe. Tout le monde y croyait. Les mères étaient terrorisées. Plus aucun enfant n'était désormais autorisé à sortir, ni même à se rendre à la mosquée, qui était en même temps l'école coranique. Celle-ci fut fermée pendant près d'une année.

Les élections de 1948 furent aussi, pour moi, l'occasion de voir Didouche Mourad. J'avais quinze ans, je n'avais aucune conscience de

l'envergure du personnage, mais il était là. Le Nidham, le PPA-MTLD, l'avait chargé de superviser les élections à El-Omaria.

Après le vote, Didouche fut emmené à dos de mulet vers Médéa, d'où il devait se rendre à Alger, par bus. Mais là, il était attendu. La police coloniale se doutait de la présence d'un dirigeant de premier plan. Reconnu, il fut empoigné par un homme de la police coloniale, à l'arrêt du bus, mais en se débattant, il réussit à se délester de sa kachabia pour s'enfuir. Il se retrouva dans une impasse, et fut de nouveau pris et emprisonné.

La présence de Didouche avait été connue à cause d'un journal. Les hôtes de Didouche avaient envoyé un jeune homme, Benyoucef Bensaad, à Berrouaghia, pour acheter un journal. Il devait contacter un homme sur place, qui achèterait le journal et le lui remettrait. Mais arrivé à destination, il n'a pas trouvé son correspondant. Ne sachant que faire, ni quel journal prendre, il a finalement décidé d'acheter plusieurs journaux disponibles.

La marchande, une gaouria évidemment, n'avait jamais vu un Algérien acheter autant de journaux. Elle fut prise de doute. Elle alerta aussitôt la police, qui fit suivre Benyoucef Bensaad jusqu'à El-Omaria.

L'arrestation de Didouche, Si Tayeb Djoughlali, M'Hamed Ben M'Hel, une autre figure du PPA, a bouleversé la vie du village. Apparemment, l'administration coloniale reprenait le contrôle de la situation. En fait, c'était un répit, un sursis. Comme dans toutes les régions du pays, l'impuissance face au jeu électoral faussé poussait les militants nationalistes à la radicalisation. Le résultat en était attendu : une année plus tard, fut créée l'OS, l'aile armée du PPA.

Service militaire

J'arrivais sur mes seize ans. Mon père décida de m'envoyer dans une autre école coranique, à Sidi Kheireddine, près de Larbaa. J'y vivais en interne. On nous donnait à manger, pain d'orge et petit lait quand il y en avait, et on dormait tous dans une grande salle. J'y suis resté deux ans, avant de me diriger vers une autre école, au douar Zerouala, près de Bekkalam, à Meftah. Là aussi, je suis resté deux ans.

En mars 1954, alors que le feu de la révolution couvait, j'ai été appelé à effectuer le service militaire. C'était le Ramadhan. Convoqué à Mostaganem, je fus envoyé à Briançon, en France. C'est là que je me trouvais le 1er novembre 1954. J'étais un chasseur alpin !

L'instructeur était un chrétien libanais, le capitaine Abdelhakim, un ancien de Dien Bien Phu. Nous étions 11 arabes, la plupart des Maghrébins. Nous n'arrivions pas à supporter cette vie de militaire, avec le froid et la montagne. Notre seule préoccupation était de trouver un moyen de nous faire renvoyer, d'être déclaré inaptes au service militaire.

La formation théorique avait lieu dans une grande salle, quand il faisait froid. Mais nous trouvions un moyen de nous dérober aux cours. La punition était inévitable, et toujours la même : une corvée consistant à transporter du fumier dans la ferme du capitaine d'instruction.

Pendant les séances de tir, nous évitions délibérément la cible, toujours dans le but d'être renvoyés. Le capitaine se rendait compte de notre jeu, et nous le reprochait. " Espèces de mulets, nous dit-il un jour, vous allez avoir besoin de cette formation ". Il avait raison : c'est lui qui nous a informés du 1er novembre 1954.

Peu auparavant, il y avait eu le séisme de Chlef, qui avait rasé l'ex-Orléansville. Nous avions inscrit trois personnes supposées habiter dans la région, pour leur faire obtenir une permission : Hamoud Daïdi, un boxeur, futur chahid, un homme de Cherchell, et moi-même. Notre mensonge fut rapidement découvert, et ce fut une nouvelle punition.

Après la fin de l'instruction, j'ai été envoyé Safy, au Maroc, puis à la frontière tunisienne. Au Maroc comme en Tunisie, les choses bougeaient. Les mouvements nationalistes avaient obtenu des résultats qui devaient déboucher sur l'indépendance deux ans plus tard. Il y avait un climat de tension, un vent de révolte qui annonçait de profonds bouleversements.

Nous vivions alors en militaires, relativement isolés de la population. J'étais encore plus isolé au sein d'un groupe de quelques Algériens, qui faisaient bande à part. Personne parmi nous n'avait une vraie formation. Il manquait, au sein de ce groupe, un vrai militant qui nous aiderait à comprendre les enjeux et à franchir le pas. Nous devions faire l'analyse nous-mêmes, sans information ni moyens, pour laisser notre réflexion chemi-

ner progressivement, jusqu'à acquérir cette conviction qui ressemble à l'évidence : Lakhdhar n'est pas un chasseur un alpin, mais un moudjahid. Non seulement je n'avais rien à faire dans cette armée française, mais ma place naturelle était de l'autre côté, parmi ceux qui la combattaient.

Peu à peu, l'idée de partir, de rejoindre nos frères, s'est imposée à nous, naturellement. Nous étions quatre à avoir pris cette décision. Cherif Rabiaa, de Ouled Slama, près de Bougara, un chahid, Hamoud Daïdi, de Blida, un quatrième homme, de Azzaba, et moi-même. Mais nous devons faire face à des problèmes inattendus. Nous ne savions même pas si nous étions en territoire algérien ou tunisien. Notre unité se déplaçait continuellement. Elle était toujours en mouvement. Nous cherchions à établir un contact, mais nous ne connaissions personne. Les déplacements ne facilitaient pas le contact.

Trahison

Nous sommes rentrés en Algérie sans même nous en rendre compte. Nous avons atteint une ferme, celle de Gajelin, près de Souk-Ahras, vers la frontière. La ferme avait été brûlée. Nous en avons conclu que nous nous trouvions en Algérie.

Nous avons réussi à établir un contact avec l'ALN grâce à un employé de la ferme, qui s'appelle Derradji. Celui-ci nous a informés des détails de l'opération contre la ferme, et nous a décrit la situation dans le secteur. Selon lui, l'ALN avait établi son emprise sur la région. Elle avait besoin d'hommes aguerris et, surtout, d'armes. Nous étions prêts.

A son tour, Derradji nous a mis en contact avec un autre homme, Rabah, dont le père était le garde champêtre de Bouhadjar. Il nous a promis de nous faire introduire au sein de l'ALN. Il nous a invités chez lui, pour préparer l'opération. Mais quand il s'est assuré de notre sincérité, il nous a livrés à l'armée coloniale.

Il devait nous établir un rendez-vous avec un homme de l'ALN pour le lendemain. Nous nous sommes préparés et nous l'avons attendu. Il n'est pas venu au rendez-vous. Nous lui avons envoyé un émissaire, chez lui, pour qu'il nous rejoigne.

Nous voulions toutefois rester prudents. Nous étions dans une zone où on connaissait peu de gens. Nos contacts ont été établis au hasard des rencontres. Rien n'était sûr, malgré la ferveur qui semblait régner. Nous avons donc décidé de cacher nos armes avant d'aller au rendez-vous.

Finalement, nous nous sommes rendus chez notre contact. C'est là que les gendarmes sont venus nous cueillir. Ma première tentative de rejoindre l'ALN a échoué.

Nous fûmes ramenés à Briançon, pour être jugés durant l'été 1955. Cette première expérience m'a appris une règle de base : la prudence. Avoir fait confiance à des gens que nous ne connaissions pas, qui s'étaient présentés à nous sous un aspect séduisant nous a menés devant le tribunal militaire. Avoir fait preuve de prudence en cachant nos armes avant d'aller au rendez-vous nous a sauvés. Au procès, il n'y avait aucune preuve matérielle à nous opposer. Nous fûmes donc condamnés à des peines de prison avec sursis.

Aussitôt après le procès, nous fûmes réexpédiés vers le bataillon, qui avait été de nouveau muté à Safy, dans la région de Fès, au Maroc. J'y suis resté jusqu'à ma démobilisation en 1956. J'avais alors 21 ans. J'étais jeune, j'avais une formation militaire, j'avais appris quelques rudiments de la vie. Ma place naturelle se trouvait au sein de l'ALN.

De retour à El-Omaria, je prenais la mesure des changements. Le vent de la révolution avait soufflé. Cheïkh Tayeb Djoughlali régnait sur la région, mais il avait à affronter une forte présence des messalistes. C'est d'ailleurs l'un des drames de ce début de la guerre de libération : des régions qui avaient massivement suivi le PPA-MTLD étaient attachées, d'une manière presque mystique, au personnage de Messali Hadj. Contester Messali équivalait à un blasphème. Le rejeter au profit du FLN était une apostasie, tant il avait marqué de son empreinte le mouvement nationaliste depuis sa naissance dans les années vingt jusqu'au début des années cinquante.

Des nombreuses personnes d'El-Omaria avaient rejoint l'ALN. Mais d'autres avaient rejoint les Messalistes, qui avaient eux aussi pris le maquis en force. Ils disposaient de militants aguerris, des organisateurs de talent, comme Ahmed Ben Djelloul, Bachir et Nadhir, les messalistes les plus influents dans la région.

Chercher un contact

Cette confusion a donné lieu à de nombreux drames. De jeunes militants, désirant faire le coup de feu, avaient recours à la filière qui était la plus facile, la plus proche, celle du douar, de la famille, du village. Il suffisait, pour eux, de connaître quelqu'un pour lui faire confiance et le rejoindre. Nombre d'entre eux se sont ainsi retrouvés au MNA de Messali Hadj, alors qu'ils voulaient participer à la libération du pays. Ils ne connaissaient pas tous les confits de l'époque. Les facilités dont bénéficiaient les messalistes leur permettaient de mieux recruter que l'ALN.

Pour moi, cependant, le nidham, le mouvement national, c'était Cheïkh Tayeb Djoughlali. Quelques jours après ma démobilisation, j'ai pris contact avec Cherif Rabiaa, mon ancien compagnon d'infortune, pour nous préparer à rejoindre l'ALN. Cherif Rabiaa a ramené avec lui Kouider le petit, un ancien syndicaliste, tombé chahid lors de la bataille de Mokorno. Petit Kouider était en contact avec des militants communistes, dont la sœur de l'aspirant Maillot. Il nous informé qu'il lui était possible d'acquérir des armes par ce réseau.

Notre décision prise, il nous restait à organiser notre intégration au sein de l'ALN. Après de nombreuses tentatives, j'ai pu entrer en contact avec Hadj Benaïssa, de Beni Slimane, lui aussi chahid. Il faisait partie du groupe de Cheïkh Tayeb.

Rendez-vous fut pris au douar El-Ancer, dans la région de Oued El Kemoune. C'est là que nous avons rejoint Hadj Benaïssa : c'était mon premier jour au maquis. Je venais de naître à nouveau. J'étais complètement transformé. J'étais un homme libre, décidé à se battre pour sa liberté. Je venais de faire un choix décisif. Avec le jour de l'indépendance, ce fut le plus grand jour de ma vie.

Hadj Benaïssa nous a conduits auprès de Cheïkh Tayeb, près de Ouzala, à l'est de Chréa. Je faisais connaissance avec la vie de maquisard, j'en apprenais les règles dans des conditions difficiles. L'organisation de l'ALN n'était pas encore affinée, les chefs de guerre s'organisaient comme ils pouvaient, en ce début d'été 1956, antérieur au congrès de la Soummam, qui devait jeter les bases de l'organisation de l'ALN. Il fallait

aussi cohabiter avec les maquis messalistes, dont les membres étaient parfois des proches, natifs du même village, du même douar, des anciens compagnons de ceux qui nous encadraient.

Nous avons informé Cheikh Tayeb de la possibilité de nous procurer des armes auprès de militants communistes. Sur ordre de Cheikh Tayeb, Kouider reprit contact avec le réseau de l'aspirant Maillot. Sa a accepté de livrer à Kouider dix mitraillettes. Pour cette époque, c'était un apport très important. Ces armes présentaient cependant deux handicaps. Il s'agissait d'armes de marque Sten de fabrication anglaise, que les hommes de l'ALN ne connaissaient pas bien. Leur maniement posait problème. De plus, il y avait un seul chargeur pour chaque arme.

Cheikh Tayeb comptait les utiliser pour une bataille décisive contre les messalistes. Il fut contraint de patienter. Les Messalistes étaient mieux armés. Il fallait donner aux hommes le temps de se familiariser avec ces nouvelles armes, et tenter de trouver des munitions supplémentaires.

Une Katiba de messalistes s'était installée dans la même région que nous, au douar Zouli, à l'est de Chréa. La population connaissait alors l'existence des deux maquis, mais il lui était difficile de faire la différence entre des groupes qui apparaissent la nuit, affirment oeuvrer pour l'indépendance, s'habillent, parlent et s'organisent de la même manière. Les messalistes avaient d'ailleurs souvent meilleure allure, ils étaient plus impressionnants car mieux armés et mieux habillés.

Cheikh Tayeb demanda à la population du douar Zouli d'accueillir les messalistes, le temps que les hommes de l'ALN se familiarisent avec les nouvelles armes et préparent une grande opération. Elle eut lieu fin mai, pour se solder par la mort d'une trentaine de messalistes. Nous avons fait onze prisonniers, qui sont restés avec nous jusqu'au 28 juin, date du passage chez nous des principaux dirigeants de l'intérieur qui se rendaient au congrès de la Soummam.

J'ai vu Abane Ramdane, Larbi Ben M'Hidi, Amara Rachid, Si M'Hamed Bougara, Krim Belkacem. A la même période, un premier groupe d'étudiants qui avaient rejoint le FLN après la grève du 19 mai 1956 se trouvait parmi nous. Il y avait notamment Meriem Benmihoub, Safia Bazi, Fadhila Mesli, Hassan Boudissa et Bachir Rouis.



Eh haut, de gauche à droite:
Ali Mellah, commandant de la Wilaya VI, Bougara, Salah
Zamoun, Amar Ouamrane, Sadek Dehilès, Omar Ousseddik.
Photo prise fin 1958.
En bas: 1. Bougara. 2. Tayeb Djoudhlali. 3. Salah Zamoun



Peu auparavant, avait eu lieu célèbre désertion à partir de la caserne de Bouchaoui. Deux des déserteurs, Abdelkader Haddou, d'Oran, et Mahfoudh, de Tlemcen, étaient des anciens d'Indochine. Le groupe comprenait également Chergui, de Beni Slimane, un autre militant, surnommé Boulganine, de Sour-El-Ghozlane, et Touhami, de Tablat.

Patrouille à l'ouest

Pour moi, c'était l'euphorie. Cette succession d'évènements, en si peu de temps, confirmait la montée en puissance de la révolution. L'afflux de combattants, d'étudiants et de lycéens, l'effervescence politique qui précédait le congrès de la Soummam, la ferveur qui dominait au sein de l'ALN, donnait à notre combat un caractère qui dépassait largement ce que je pouvais imaginer. Et tout ceci avait lieu deux mois à peine après mon intégration au sein de l'ALN.

Le groupe des dirigeants de la révolution devait se diriger vers l'est, en vue de participer au congrès de la Soummam. Ben M'Hidi décida de nous envoyer vers l'ouest, pour de nouveaux contacts. Il dépêcha un groupe de 45 hommes, dont je faisais partie. Il nous donna ses ordres : Où que vous soyez, les 5 et 14 juillet, il faut mener une opération, même symbolique.

Le 5 juillet, nous nous trouvions dans la région de Ksar-El-Boukhari. Nous nous sommes divisés en deux groupes, chargés de brûler les récoltes de colons aux douars de Medjber et Ouled Hakem. Ordre était de mener l'attaque à minuit.

Je me trouvais au sein du groupe qui se rendait à Oued El-Hakem, près de Zoubiria, ex-Braza, au sud de Berrouaghia. Nous avons réussi à brûler une ferme, mais nous avons dû subir un accrochage. Nous avons enregistré un chahid, Amar, originaire d'Azzefoun.

Le 14 juillet, nous nous trouvions beaucoup plus à l'ouest, à Remka, dans l'Ouarsenis. La région, difficile d'accès, connaissait également l'implantation des maquis de Kobus et du Bachagha Boualem. Mais l'ALN comptait deux hommes de grande valeur, qui allaient réussir à renverser la situation : Si Baghdadi, de son vrai nom Allili, originaire de Aïn-Defla, et Si Mohamed Bounaama, futur chef de la Wilaya IV.

A Remka, nous fûmes confrontés à un problème inattendu. Il n'y avait rien à faire. La région, montagneuse, était désespérément dépourvue de tout. La " civilisation " française n'était pas arrivée dans cette région. Ni poteau électrique à détruire, ni ferme à attaquer, ni poste colonial susceptible d'être pris, ni embuscade à mener. Nous avons peiné avant d'être informés de l'existence d'un poste de garde forestier, que nous avons brûlé.

Dans la journée, nous avons organisé un grand rassemblement de la population dans cette zone totalement sous contrôle de l'ALN. Si Abdelaziz a fait un discours. C'était un homme extraordinaire. Il était parti combattre en Palestine à l'âge de 17 ans, après la spoliation de la terre sainte. Il y était resté pour faire des études, avant de rejoindre l'ALN. On le surnommait Saout El-Arab, la Voix des Arabes, en référence à cette radio qui émettait à partir du Caire. Quand il s'installait pour l'écouter, il nous intimait à tous l'ordre de nous taire.

Dans son discours, il a expliqué la colonisation, le combat de l'Emir Abdelkader, les soulèvements du XIXème siècle, l'histoire du mouvement national, et le devoir du djihad qui s'imposait à tous, chacun selon ses capacités et ses moyens, pour chasser le colonisateur.

A la fin de son discours, il ouvrit un débat, et demanda s'il y avait des questions à poser. Un vieux demanda la parole:

- vous dites que les kouffar (non musulmans, athées) sont chez nous depuis 132 ans.

- Oui.

- Et le colonialisme, c'est qui, alors ?

Le mot " colonialisme " n'était pas connu dans ces zones reculées, où l'analphabétisme était systématique. Les gens utilisaient d'autres termes pour désigner les colons et les habitants de souche européenne : gaouri, koffar, n'sara, roumi, étaient utilisés, mais les termes " colon " et " colonialisme " étaient inconnus pour eux.

Si Abdelaziz ne se démonta pas.

- Le garde forestier, répondit-il simplement.

La population de ces régions montagneuses connaissait l'administration coloniale à travers le garde forestier, symbole de l'oppression. Pour

eux, c'était l'ennemi quotidien. C'est à lui qu'ils avaient à faire quand ils allaient chercher du bois, seule manière de faire le feu, quand ils fabriquaient du charbon pour le revendre, ou quand ils braconnaient.

Le vieil homme regarda Si Abdelaziz pendant un moment.

- Où étiez-vous depuis 132 ans ? lui dit-il simplement.

Les communistes

Ma première grande tournée au sein de l'ALN tirait à sa fin par cette leçon d'humilité. Cet homme ne s'interrogeait ni sur les motivations idéologiques, ni sur l'armement, ni sur les chances de survie et de succès de l'ALN. Il considérait comme un acte naturel le fait de combattre ce qui symbolisait l'oppression, et se demandait simplement comment la lutte n'avait pas commencé plus tôt.

Notre tournée se prolongea vers l'ouest, jusque dans la région de Frenda, fin août 1956, au moment où la révolution connaissait un saut qualitatif majeur, avec la tenue du congrès de la Soummam.

Sur le chemin du retour, nous avons croisé un groupe dépendant du Parti Communiste Algérien, qui tentait alors de mettre sur pied ses propres groupes armés, sous la direction du célèbre aspirant Maillot, mort dans la région de Beni Boudouane, sur le versant nord de l'Ouarsenis. Sa sœur nous avait déjà remis des armes auparavant, ce qui nous incitait à respecter ces hommes dont nous ne partageons pourtant pas les choix idéologiques.

Une longue discussion fut engagée avec eux. Chacun exposa son point de vue et ses objectifs. Ils nous invitèrent à les rejoindre et nous en fîmes de même. Finalement, chacun resta sur ses positions, mais nous ne nous sommes pas affrontés. En gage de bonne volonté, ils nous ont offert deux armes.

II- WILAYA IV, INTÉRIEUR, EXTÉRIEUR

A- LA RENCONTRE DES COLONELS DE L'INTÉRIEUR

Un simple regard sur la carte de la Wilaya IV, telle que délimitée lors du congrès de la Soummam en 1956, révèle son importance stratégique, avec ses plaines fertiles, son poids économique, ses côtes qui s'étendent sur plus de 300 kilomètres, ses ports, ses aéroports, ses centres de ravitaillement, avec également ses montagnes et ses maquis, et la concentration importante de colons, avec leurs biens, leur poids politique et leurs institutions. La région côtière de Sidi Fredj, où le colonisateur avait débarqué en 1830, se situe dans notre Wilaya, qui s'étend jusqu'au village de Taquine, aux portes du Sahara, où était tombé le dernier soldat de l'Emir Abdelkader. D'est en ouest, elle s'étend de la région de Sour El-Ghozlane aux portes de Tiaret et Mostaganem.

Les autorités coloniales ont parfaitement compris l'importance stratégique de cette Wilaya, ce qui les poussées à prendre ses dispositions et à y déployer des moyens militaires considérables, dont les milliers de moudjahidine et de chouhada ont payé le prix. Les innombrables stèles et les multiples lieux de commémoration sur toute l'étendue de la Wilaya IV montrent la férocité des combats et l'ampleur des sacrifices.

Sur son flanc sud-est, la Wilaya IV était délimitée par la Wilaya VI, qui a beaucoup souffert en raison de son relief peu propice à la guérilla, et la forte présence des Messalistes pendant de longues années, avec notamment les forces du " général " Bellounis. De nombreuses unités de la Wilaya VI étaient contraintes de trouver refuge chez nous. A plusieurs reprises, la Wilaya IV y a dépêché des unités pour y remettre de l'ordre. Un officier de la Wilaya IV, Cheikh Tayeb Djoughlali, y a été assassiné.

Délimitée au nord par la Wilaya IV, à l'est par la Wilaya III, et à l'ouest par la Wilaya V, la Wilaya VI a été négligée, et n'a pu bénéficier de la même attention que les autres wilayas en termes d'encadrement et d'organisation. Ceci a poussé les messalistes, dirigés par le général Mohamed Bellounis, à s'y concentrer, notamment après avoir abandonné le nord à la suite d'une défaite cinglante qu'ils subirent dans la région de Ksar El-

Boukhari. Quarante cinq messalistes ont été tués dans cette bataille, et dix huit autres faits prisonniers, les autres étant contraints à se replier en Wilaya VI.

Le général Mohamed Bellounis, une des figures du mouvement nationaliste avant le déclenchement de la guerre de libération, a choisi le courant messaliste à la suite des divergences au sein du MTLD et de l'opposition entre messalistes et centralistes. Il est devenu par la suite un ennemi de la révolution, mettant sur pied une milice devenue plus tard le bras armé de Messali Hadj et un allié de l'armée coloniale.

La Wilaya IV a souffert de cette situation, dans les premières années, de 1954 jusqu'à 1957. Mais même après la mort de Bellounis, des éléments messalistes ont poursuivi leur action contre l'ALN. Une unité de la Wilaya IV a subi un accrochage avec des éléments de Bellounis en février 1962, un mois avant la proclamation du cessez-le-feu, dans la région située entre Birine et Aïn-Lahdjel. Trois moudjahidine sont tombés dans cette bataille, alors que les messalistes ont enregistré un nombre élevé de morts, et vingt cinq autres ont été faits prisonniers.

Sur le flanc ouest, les relations entre la Wilaya IV et la Wilaya V ont été paradoxales. Alors que les contacts entre moudjahidine étaient excellents, faits d'une fraternité et d'une solidarité sans faille, avec de nombreuses rencontres dans l'Ouarsenis, les relations avec le commandement de la Wilaya V ont souvent été difficiles, voire conflictuelles. C'était pourtant un passage obligatoire pour nos unités se rendant vers la frontière marocaine. Ces difficultés se sont reflétées négativement sur nos relations avec l'état-major général quand Houari Boumediene, ancien commandant de la Wilaya V, en a pris le commandement. Le contentieux s'est prolongé jusqu'à l'indépendance, quand le groupe d'Oujda, toujours dirigé par Boumediene, a pris le pouvoir, et que nous nous sommes opposés à son projet.

Avec la Wilaya III, les relations ont été beaucoup plus cordiales. Les contacts étaient fréquents, réguliers. La concertation était permanente, y compris dans les moments les plus difficiles. Peut-être que l'enclavement des deux Wilayas, les seules à ne pas avoir de débouché direct sur l'extérieur, a influé en ce sens. A cela s'ajoute la profonde amitié qui liait Si

M'Hamed Bougara, le plus prestigieux chef de la Wilaya IV, au colonel Amirouche, chef mythique de la Wilaya III. Les deux hommes se connaissaient depuis qu'ils avaient fréquenté ensemble le lycée technique de Kouba, au début des années cinquante. Plus tard, Amar Ouamrane, responsable en Wilaya III, est devenu commandant de la Wilaya IV, ce qui a contribué encore davantage à renforcer ces relations. Bougara avait participé au congrès de la Soummam, et établi de solides amitiés, tout comme il avait gagné la sympathie et l'estime des Wilayas I et II à l'occasion de ses contacts directs ou par le biais des émissaires qui faisaient le lien à l'intérieur.

Clivages avec l'extérieur

Malgré les résolutions du congrès de la Soummam, un fossé a commencé à s'instaurer entre les maquis de l'intérieur et la direction de la révolution à l'extérieur. Peu à peu, cette dernière s'est trouvée prise dans une logique imposée par certains facteurs objectifs, et d'autres beaucoup moins nobles. Certes, il y avait toute une administration à gérer, des réfugiés à prendre en charge, une diplomatie à organiser, des réseaux d'achat d'armes à mettre en place, un embryon d'état algérien à créer. Mais il y avait aussi des appétits de pouvoir, des querelles de leadership, un manque de solidarité flagrant avec les maquis de l'intérieur.

Le premier Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, GPRA, a été formé en septembre 1959. C'était une grande victoire pour la révolution algérienne. Mais c'est aussi à cette époque que les dirigeants de l'intérieur ont commencé à sentir la dérive de la direction de l'extérieur, qui ne prenait pas la mesure exacte de l'évolution de la situation. De Gaulle était revenu au pouvoir en France, les lignes Challe et Maurice étaient lancées, de grandes opérations militaires étaient en préparation, mais la direction ne prenait pas d'initiative en direction des Wilayas. Celles-ci étaient contraintes de trouver une parade par elles-mêmes, ce qui a débouché sur la réunion des dirigeants de l'intérieur en décembre 1958, trois mois après la création du GPRA.

La rencontre, dans la région de Jijel, a regroupé Amirouche, Si Haouès, Bougara, Hadj Lakhdhar et Lamine Khane, représentant respec-

tivement les Wilaya III, VI, IV, I et II. Elle constituait l'aboutissement d'une idée qui a mûri sur le terrain, en contact avec la réalité quotidienne. Depuis le congrès de la Soummam, de nouvelles données avaient émergé, et demandaient une nouvelle forme de coordination, de manière globale. La pratique quotidienne, le contact de ces dirigeants avec la réalité de la révolution, leur connaissance du terrain, la confrontation quotidienne avec les plans de l'ennemi, les a amenés à prendre cette initiative pour mieux organiser la confrontation.

A travers mes propres contacts, et ce que j'ai pu connaître des préoccupations des dirigeants de l'intérieur, je peux affirmer qu'ils faisaient preuve d'une exceptionnelle clairvoyance. Leur rencontre marquait une volonté de donner une meilleure assise à la révolution, alors que les dirigeants de l'extérieur l'ont interprétée comme une tentative de reprise en mains du pouvoir au sein de l'ALN.

Pourtant, il suffisait de bien analyser les nouvelles données apparues depuis la Soummam pour se rendre compte de la nécessité de revoir certaines formes d'organisation et d'action. L'arrivée de De Gaulle au pouvoir en France, son prestige, sa détermination, sa capacité à lancer de grands projets, ont constitué un sérieux problème pour l'action du FLN et de l'ALN. Tout en lançant de grandes opérations militaires pour tenter d'en finir avec l'ALN, De Gaulle misait sur l'émergence d'une troisième force, et lançait de grands projets sociaux et de développement, comme le plan de Constantine, pour tenter de séduire la masse de la population algérienne.

Il fallait faire face à ces périls. Mais la direction de l'extérieur en était incapable. Plus grave encore, elle constituait, en elle-même, un danger, avec les divisions aiguës et les crises qui la secouaient. Mais curieusement, elle a fait bloc pour rejeter l'esprit même de la rencontre des dirigeants de l'intérieur de décembre 1958. Elle en a refusé les résultats, qui prônaient pourtant une meilleure coordination des efforts, une nouvelle définition des priorités, une révision de la répartition des efforts et des moyens dont disposait l'ALN, et l'élaboration d'une stratégie qui puisse inclure tout le pays, pour éviter de donner à l'ennemi l'occasion d'isoler un front et d'entrevoir une liquidation de la révolution par étapes.

Car même si le cours de l'Histoire paraissait tracé, l'ennemi n'en a pas moins réussi des opérations d'envergure pour tenter de renverser la vapeur. Avant son travail sur les divisions, isolant les Wilayas, il n'a pas lésiné sur les moyens pour gagner du temps, exploiter les faiblesses de la révolution. Cela est clairement apparu lorsque, y compris dans les négociations qui ont abouti à l'indépendance, il a tenté de traiter le dossier du Sahara séparément, l'isolant du nord. Sa tâche a été facilitée par les erreurs de la direction de la révolution et ses négligences concernant le sud. De Gaulle a ainsi réussi à retarder l'échéance de la paix en avançant l'idée de la séparation du Sahara lors des négociations d'Evian.

Ceci est dû au décalage qu'il y avait entre la situation sur le terrain, et l'aptitude de chaque partie à y faire face. Car pendant que l'ennemi réfléchissait de manière stratégique en vue de se préparer à différents scénarios, nous étions, de notre côté, pris dans un cercle vicieux, à essayer de savoir si les résolutions de la Soummam étaient dépassées ou non, si le congrès de la Soummam était légitime ou non, après que la direction de l'extérieur ait émis des réserves sur sa crédibilité, le considérant comme une remise en cause de son hégémonie sur l'intérieur. Cette direction extérieure refusait ainsi la composante de la révolution telle qu'elle émanait du terrain, voyant en elle un concurrent sur le plan international, oubliant que la notoriété acquise au plan international était d'abord le résultat des sacrifices quotidiens consentis par les Algériens à l'intérieur des frontières.

Un seul exemple suffit à le prouver. En 1960, pendant l'Assemblée Générale des Nations Unies, la délégation algérienne ne réussissait guère à intéresser les participants, encore moins la presse internationale. Puis, brutalement, les choses ont changé, et elle est devenue l'objet de toutes les attentions. Elle était extrêmement sollicitée, aussi bien par la presse que par les autres délégations, qui demandaient à la rencontrer : les manifestations de décembre 1960 venaient de renverser le cours de l'histoire.

Le fossé s'est progressivement creusé. Les préoccupations n'étaient plus les mêmes, à l'intérieur et à l'extérieur. Nombreux sont les dirigeants, y compris des colonels, qui l'ont vécu amèrement. Quand ils étaient envoyés en mission à l'extérieur, les moudjahidine de l'intérieur étaient

sidérés par la gabegie et l'incurie qui s'étaient installées aux frontières. Ils ne comprenaient pas que leurs frères de l'extérieur puissent faire preuve d'autant de négligences, de désinvolture, alors que ceux de l'intérieur affrontaient quotidiennement la mort.

Les griefs étaient nombreux. Pas d'envoi d'armes et de munitions en premier lieu, mais aussi incapacité à empêcher la construction des lignes Challe et Maurice, à aider financièrement les wilayas, à imaginer une démarche qui puisse alléger le fardeau de l'intérieur dans les moments difficiles. Faiblesses politiques aussi, à cause du manque d'informations et de concertation avec l'intérieur, et faiblesse du renseignement. Les services de renseignements n'ont que très rarement pu donner des informations précises permettant d'organiser des opérations ou d'éviter des pièges.

En Wilaya V, le général Challe avait annoncé, le 21 avril 1959, que l'opération Couronne avait fait 2.462 morts et prisonniers dans les rangs de l'ALN. Bilan terrible d'une opération que l'état-major n'avait su ni prévoir ni contrer.

Nous nous trouvions au douar Ouled Abed, au nord de Ksar El-Boukhari, quand cette information nous est parvenue. Le colonel Si M'Hamed Bougara a donné l'ordre de mener une série d'actions, pour alléger la pression sur la Wilaya V, et remonter le moral de la population. Si M'Hamed ne savait pas qu'il n'avait plus que deux semaines à vivre. Mais il voulait, malgré les risques, exprimer sa solidarité avec ses frères de combat.

Nous devions attaquer un poste de la force d'autodéfense. Mais l'ennemi a réussi à découvrir nos intentions, et s'est lancé à notre poursuite. Ce fut la bataille de Reguita, près de la caserne de Boghar, au sud de Berrouaghia. Nous y avons perdu 22 moudjahidine, mais nous avons réussi à en éliminer 26, dont un officier, et nous avons fait deux prisonniers. Nous avons aussi abattu un avion, qui s'est écrasé sur la route nationale, à quatre kilomètres au nord de Ksar El-Boukhari.

Dès le lendemain, nous repartions à l'attaque, à Ben Hasan. Nos deux prisonniers étaient avec nous. Si M'Hamed avait l'intention de les libérer, mais ils sont morts sous les bombardements, tués par leurs propres compagnons. Dure loi de la guerre, que Si M'Hamed voulait la mener à sa

manière. Car pendant que l'armée française s'apprêtait à lancer l'opération Courroie, qui devait décimer la Wilaya IV, il refusait de faire des calculs étroits, égoïstes. Sa personne, sa Wilaya, son énergie étaient au service de la révolution. La seule question qui se posait à lui était la suivante : comment les exploiter au mieux au service de la révolution ? Le prix à payer, les souffrances à endurer ne comptaient pas.

Les colonels de l'intérieur

C'est dans cet esprit qu'il s'était rendu à la réunion des dirigeants de l'intérieur, en décembre 1958, en Wilaya II. La rencontre, tenue en plein hiver, était dictée par les impératifs de la lutte. Ses principaux animateurs, Bougara, Amirouche et Haouès, devaient mourir au printemps. Un signe du destin.

La rencontre a adopté une série de résolutions, et chargé Si Haouès de les transmettre à la direction, à l'extérieur. Ces résolutions portaient sur plusieurs points essentiels :

- unifier la direction de la révolution, et en restaurer le caractère collégial, conformément aux résolutions du congrès de la Soummam.
- envoyer des officiers des frontières est et ouest auprès des combattants de l'intérieur,
- élaborer un plan pour contrer les initiatives du général Challe, qui voulait étouffer la lutte armée en isolant les Wilayas.
- envoyer des unités en Wilaya I et VI. Toutes deux connaissaient des troubles internes.

Une simple lecture de ces résolutions confirme le décalage entre l'intérieur et la direction de l'extérieur. Les uns étaient sur le terrain, vivaient quotidiennement les difficultés, et tentaient de trouver des solutions, pendant que les autres, d'abord animés par des ambitions de pouvoir, élaboraient des plans théoriques inadaptés, que personne n'aurait à appliquer.

La réunion des dirigeants de l'intérieur a finalement échoué, pour de nombreuses raisons. On peut en citer cinq :

- la réunion a été décidée à l'intérieur, et non à l'extérieur,

- la Wilaya V n'y a pas participé,
- la participation mitigée de la Wilaya II, qui n'était pas représentée par son chef, Ali Kafi, bien qu'elle ait eu lieu sur son territoire,
- le refus de la direction de l'extérieur, qui a rejeté la réunion, la considérant comme un complot,
- la mort de trois de ses principaux animateurs, Amirouche et Haouès, en mars 1959, et Bougara, en mai.

Peu après, les autres participants étaient convoqués à Tunis, auprès de l'état-major, et interrogés sur cette rencontre qu'il trouvait suspecte. Pourtant, la rencontre était dénuée d'arrière-pensées. Elle n'avait pas d'instigateur, mais elle fut le résultat d'un consensus. Personne ne peut mettre en doute la probité, l'honneur et la sincérité des participants, ni leur sens du sacrifice. Ils étaient au-delà de ces considérations.

Cela n'a pas empêché les dirigeants de l'extérieur de parler de complot. Mais si complot il y avait, il était précisément l'œuvre de ceux qui se pavanaient à l'extérieur. Ils craignaient que cette réunion ne rétablisse certains principes de base progressivement oubliés. Peut-être aussi craignaient-ils de ne plus être les représentants de la révolution algérienne à l'étranger, de ne plus être considérés comme des chefs...

Ces préoccupations étaient absentes à l'intérieur. D'autant plus que les conditions de lutte étaient de plus en plus difficiles. Il nous arrivait aussi d'en vouloir à certains de nos compagnons qui se trouvaient à l'extérieur de ne pas faire suffisamment d'efforts pour nous venir en aide. Mais eux aussi étaient pris dans des engrenages terribles. Ils étaient contraints de se soumettre à la discipline. D'autres n'ont pas pu résister. Ils ont été arrêtés, détenus, humiliés. Combien d'entre eux n'avaient qu'un souhait, être réexpédiés vers l'intérieur, malgré les dangers et une mort plus que probable. D'autres, enfin, se sont enfuis... pour revenir à leur Wilaya. Ils préféraient affronter l'armée française plutôt que d'assister à la gabegie de l'extérieur.

Ali Hambli est l'un de ces hommes à avoir fait le choix de revenir à l'intérieur plutôt que de côtoyer ceux restés aux frontières. Quand il a insisté pour rentrer, il a été arrêté, et durement traité. Isolé, affamé, il n'a pas pour autant cédé. Il a fini par s'évader, pour rentrer, et tomber en chahid.

Le destin d'Ahmed Aggoun a été encore plus terrible. Quand il a insisté pour rentrer, l'état-major a décidé de le liquider physiquement. Son corps a été jeté dans un endroit isolé. Il n'était pas encore mort. Des bergers tunisiens l'ont retrouvé. Souhaitant ne pas dévoiler la vérité, il leur a affirmé qu'il avait été blessé dans une bataille contre l'armée française. Il fut alors ramené auprès de ses bourreaux, qui l'ont exécuté.

Le colonel Lotfi, chef de la Wilaya V, a lui-même a fait ce choix du retour auprès des combattants de l'intérieur. L'indépendance était alors en vue. Chef de Wilaya, il pouvait tranquillement rester dans son PC au Maroc, sans prendre de risques. Mais il ne pouvait supporter le comportement de ses compagnons. Il est allé franchir la frontière, avec ses barbelés et ses mines, pour tomber au sud de Béchar, en plein jour, avec son ami et compagnon Tahar Ferradj.

L'accumulation de ces contentieux a eu de graves effets sur les Wilayas, notamment la Wilaya IV. Des militants de grande valeur l'ont payé de leur vie.

La responsabilité du MALG

La plupart des Français qui ont écrit à propos de la guerre de libération ont insisté sur le rôle primordial joué par les services de renseignements. C'est un appareil qui ne s'arrête jamais de fonctionner, alternant manipulation, intox, infiltrations, liquidations physiques, tout en maintenant un travail de renseignements proprement dit.

La révolution algérienne a mis sur pied un service chargé de ce travail, le Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales, plus connu sous son abréviation, le MALG. Il a été dirigé jusqu'à l'indépendance par Abdelhafidh Boussouf, son concepteur et son architecte.

Cet appareil n'a pas rempli la mission que la révolution était en droit d'en attendre. Il s'est même transformé en un outil de règlements de comptes entre dirigeants, un instrument pour combattre les Wilayas et limiter leur influence, avant de servir de levier pour l'accès au pouvoir à l'indépendance.

J'ai eu personnellement à faire au MALG quand j'ai reçu la lettre du chahid Lakhdhar Bouchama. C'est la seule lettre à avoir été préservée.

Bouchama était responsable des liaisons et renseignements de la Wilaya IV. Sa lettre nous mettait en garde contre les services de renseignements. Lui-même en a été la victime, et il l'a payé de sa vie.

Yves Courrière a longuement évoqué le MALG. Ses écrits, glorifiant les uns, mettant en avant le rôle des autres, transforme la révolution en un long et interminable feuilleton policier, vide de tout contenu politique. Peut-être que ses sympathies ont été influencées par le refus des dirigeants de la Wilaya IV de répondre à ses sollicitations.

Mais ceci est secondaire. Pour les Wilayas, par contre, elles sont en droit de demander des comptes au MALG. Pourquoi ces armes, qui serviront plus tard à prendre le pouvoir, ont-elles été stockées à l'extérieur, alors que les combattants de l'intérieur les attendaient désespérément pendant des années ? Combien de moudjahidine sont morts, faute de pouvoir trouver des armes, alors que le MALG accumulait les stocks ?

Abdellatif Tolba s'est rendu au Maroc. Il fut, lui aussi, stupéfait du comportement de ces combattants de l'extérieur, particulièrement ceux du MALG. Il refusa de manger au mess des officiers. Il fut arrêté, et sanctionné. Il fut placé sous la responsabilité de Rabah, à qui avaient été confiées les prisons du MALG. Cet homme avait pleins pouvoirs. Pourtant, c'était un collaborateur avéré des services spéciaux français. Il avait été identifié, mais le MALG s'était contenté de l' " éloigner ", en l'envoyant à Tanger.

Tolba a tout de même réussi à s'évader. Il a réussi à rejoindre la Wilaya IV en compagnie du Dr Farès. Il a rédigé un long rapport sur les agissements du MALG, sur l'exécution des militants, et son rôle nocif pour la révolution. Tolba ne s'en est jamais remis. C'est ce qui l'a poussé, plus tard, à s'engager dans une solution impossible avec les autorités coloniales, une solution qui lui a coûté la vie, dans l'affaire de l'Elysée.

Abane Ramdane et Lamouri ont été les victimes les plus connues du MALG. Mais d'autres, moins connus, ont payé de leur vie leur opposition à cet appareil. Un militant fut assassiné au Caire. Il a été jeté du cinquième étage d'un immeuble. Les enquêteurs égyptiens ont établi les faits alors que le MALG avait parlé d'un suicide. Le colonel Lotfi lui-même a été poussé vers la mort par le MALG, qui n'a pas été en mesure de lui

fournir la protection nécessaire, ni les informations adéquates pour lui faire traverser la ligne Maurice. Il a été sacrifié, comme les autres, pour que le MALG assure sa mainmise sur la révolution et sur l'Algérie.

B- PATROUILLES ET FORCES DE PAIX

La concertation au sommet à l'intérieur des frontières est restée très limitée. A l'exception du congrès de la Soummam et de la rencontre des colonels de décembre 1958, il n'y a pas eu de rencontre au sommet, durant les huit années de lutte armée.

D'autres formes de coopération, parfois difficile, s'étaient établies entre la Wilaya IV et les autres Wilayas. Nous en citerons quatre exemples: les patrouilles qui devaient se rendre aux frontières pour ramener des armes, les unités envoyées par la Wilaya IV pour porter secours à la Wilaya VI et la Wilaya I, et la décision de la Wilaya IV de prendre en charge certaines zones limitrophes, notamment Alger et la zone 5 de la Wilaya IV.

Les expéditions vers l'extérieur se faisaient à travers trois principaux itinéraires. Le premier, à partir de l'Ouarsenis, menait les katibas à travers la Wilaya V, à la lisière de la steppe, pour aboutir dans une vaste bande frontalière, allant de Béchar à Tlemcen, le plus souvent dans la région du village marocain de Figuig, en passant par El-Bayadh et Aïn-Sefra. Le second, à travers la Wilaya III puis la II, débouchait au nord de la frontière tunisienne. Il était peu utilisé en raison des difficultés du terrain et des approvisionnements impossibles à assurer. Le troisième, enfin, à travers la Wilaya III, menait vers les Aurès et la Wilaya I. C'était un trajet de 2.000 kilomètres en aller et retour, dur, harassant, à travers un relief accidenté, durant lequel il fallait affronter les embuscades, les opérations de ratissage, et parfois l'animosité des frères d'armes. Les unités les plus aguerries pouvaient, théoriquement, le parcourir en trois mois. En fait, il durait entre six et dix huit mois. Il exigeait la coopération des Wilayas traversées, chacune devant guider nos unités à travers des terrains inconnus.

Pendant les premières années de la révolution, le trajet comportait certains dangers, mais il restait relativement aisé. Les pertes étaient impor-

tantes, mais l'opération se justifiait. Plus tard, avec l'édification des lignes Challe et Maurice, c'était devenu une expédition périlleuse. Nos unités étaient parfois décimées avant même leur arrivée aux frontières.

Nous avons perdu huit compagnies entières, et près de 3.000 hommes au total, dans ces expéditions. La zone la plus dangereuse se situe à partir de Bouira, jusqu'aux confins de la Wilaya I. A marche forcée, il faut trois nuits pour la traverser. Partant de la région de Tablat, on arrivait, au terme d'une première étape, vers El-Morra, au sud de Bouira, en Wilaya III. Ensuite, on prenait la direction de Beni Oulmane et la région de Melouza, pour arriver aux montagnes des Maadhidh, entre M'Sila et Bordj Bou-Arredj. Enfin, la dernière étape menait l'expédition jusqu'à Chelia, près de Tébessa. A El-Morra, en une seule fois, la Wilaya IV a perdu 111 hommes en 1958.

Ce sont ces expéditions qui ont été à l'origine de l'affaire de Melouza. Une katiba de la Wilaya IV, envoyée presque sans armes, est arrivée à Beni Oulmane. Elle était composée d'éléments très jeunes, peu armés. Les habitants de Beni Oulmane les ont accueillis, hébergés, invités à manger, réussissant à les mettre en confiance. Mais dans le même temps, ils avaient informé les autorités françaises, en donnant toutes les informations sur le nombre, l'armement et l'itinéraire des moudjahidine. L'armée française a laissé les moudjahidine repartir, pour les décimer le lendemain, au cours une embuscade, entre Beni Oulmane et Maadhidh. Le même scénario s'est répété plusieurs fois. Quatre compagnies ont été ainsi décimées.

Si M'Hamed Bougara a envoyé plusieurs messages au commandement de la Wilaya III, pour lui demander d'assurer la protection des katibas quand elles se trouvaient sur leur territoire. La Wilaya III elle-même suivait ce dossier inquiétant. Ses dirigeants ont envoyé des messagers aux habitants de Beni Oulmane, sans succès. Et ce fut l'affaire Melouza.

D'autres zones étaient connues comme étant dangereuses en Wilaya I, notamment El-Ma Labiaddh, Bhairat Lerneb, Khenchela et Oum El-Bouaghi. Mais en général, les pertes étaient systématiques, et très élevées. A leur retour, les katibas subissaient accrochage sur accrochage. L'armée française connaissait, en gros, les itinéraires et les étapes de ces

convoyeurs d'armes. Il était facile de suivre une compagnie depuis le moment où elle franchit la frontière jusqu'à son arrivée en Wilaya IV.

Pendant les années 1980 et 1990, de nombreux charniers ont été découverts dans ces zones frontalières. Il est très probable que nombre d'entre eux contenaient des corps de ces convoyeurs d'armes. Il est difficile d'imaginer que des habitants de la région puissent disparaître en aussi grand nombre sans être signalés. La seule explication est qu'ils venaient de loin, de Wilaya IV mais aussi d'autres Wilayas, ce qui explique que la population locale ne pouvait s'apercevoir de leur disparition. Les archives de l'armée coloniale peuvent révéler des détails sur le sort de ces hommes.

Il était exceptionnel qu'une katiba revienne totalement indemne de ce périple. A ma connaissance, seules deux expéditions en sont revenues sans aucune perte. Fin 1957, Si Mohamed Baghdadi, de son nom Allili, de Aïn-Defla, a réussi à ramener deux compagnies de Tunisie, sans subir aucune perte. Ce pionnier de l'ALN était l'ancien chef de la zone 3. A son retour dans l'Ouarsenis, il a provoqué le responsable auquel il a confié le commandement militaire de la zone pendant son absence, Tahar Bouchouareb, un ancien lycéen originaire de Laghouat, qui avait rejoint l'ALN en abandonnant ses études au lycée de Médéa.

- Depuis que j'ai quitté Tunis, je n'ai pas entendu le bruit de l'Ouarsenis, lui dit Si Baghdadi.

- Tu vas l'entendre, répondit Bouchouareb.

Il organisa aussitôt une opération dans l'Ouarsenis, durant laquelle il réussit à faire 48 prisonniers. C'est, à ma connaissance, le plus grand nombre de prisonniers jamais fait par l'ALN.

Les pertes n'étaient cependant pas le seul fait de l'armée française. Pendant leur passage à travers les autres Wilayas, nos unités étaient parfois la cible d'attaques de leurs propres frères d'armes. Les passeurs de la Wilaya IV, se trouvant en terrain inconnu, étaient induits en erreur, parfois trahis. Il leur est aussi arrivé d'être dessaisis de leurs armes par leurs propres accompagnateurs, qui les livraient ainsi à l'armée coloniale.

Commandos en Wilaya I et VI

La réunion des colonels de décembre 1958 a décidé l'envoi d'unités en Wilaya I et VI, qui connaissaient des difficultés. Depuis la mort de son chef mythique, Mostéfa Benboulaïd, la Wilaya I avait vécu de graves conflits. Hadj Lakhdhar, qui la commandait, tentait de rétablir l'ordre dans cette Wilaya frontalière, vitale pour l'approvisionnement à partir de l'extérieur. Car si les luttes fratricides se poursuivaient, au moment où était édifiée les lignes Challe et Maurice, la révolution serait contrainte de payer un prix très élevé pour rétablir la situation.

En Wilaya VI, Si Haouès, nouvellement nommé, avait besoin d'une assistance pour venir définitivement à bout des poches messalistes et imposer le FLN-ALN comme seul mouvement de résistance.

Si M'Hamed Bougara a décidé de dépêcher en Wilaya I deux commandos. Il choisit celui de la zone 2, dirigé par Boualem Fakroun, de Saint Pierre Saint Paul, et son adjoint Brahim, d'El-Affroun, et celui de la zone 1, dirigé par Belaïd, de la région Aïn El-Hammam, et son adjoint Nahnah, surnommé Hadj Belkaïd, futur officier de l'ANP. Celui-ci était un ancien du mythique commando Ali Khodja.

Quant à la Wilaya VI, Bougara y dépêcha le commando de la zone 3, dirigé par Djillali, de la région de Aïn-Defla, secondé par un officier originaire d'El-Harrach. Omar Ramdane, commissaire politique, les accompagnait. Celui-ci a ramené le commando en Wilaya IV en septembre 1959, après de terribles épreuves.

Le coordinateur des trois commandos était Larbi, originaire de Cherchell. C'était un ancien déserteur. Il a été blessé lors de la bataille qui a coûté la vie à Amirouche et Si Haouès, en mars 1959. Des tracts, portant sa photo, ont été distribués en wilaya IV. Il ne s'est jamais remis de cette épreuve. Il ne s'est pas pardonné d'être resté vivant alors que ses compagnons, dont deux chefs de Wilaya, Amirouche et Si Haouès, avaient droit à la chahada. A l'indépendance, il sera employé comme agent d'entretien à l'école des officiers de Cherchell, puis renvoyé. Il n'a rien tenté pour faire valoir ses droits, car il était tenu par ce complexe d'avoir été pris vivant. Je suis intervenu personnellement en sa faveur, pour le rétablir dans ses droits.

Si M'hamed Bougara lui-même accordait une très grande importance à la Wilaya I. Zone frontalière, zone de passage pour nos patrouilles, elle était aussi un symbole : c'était la terre de Mostéfa Benboulaïd. La Wilaya IV a ainsi toujours eu un représentant permanent en Wilaya I, pour assurer la coordination. Omar Mahdjoub, Nayef, de Mouzaïa, Cheïkh Tayeb Djoughlali, Moussa Cherif, et Saïd Missouni, en dernier lieu, ont assumé cette fonction.

Le commando de la Wilaya IV envoyé en 1959 en Wilaya I a connu un sort assez curieux. Peu après son départ, l'opération Courroie a été déclenchée en Wilaya IV. Il y a donc échappé. Mais il s'est trouvé en Wilaya I pendant que s'y déroulait l'opération Etincelle. Pris dans des opérations sur un terrain que ses chefs ne connaissaient pas, il a été contraint de se replier dans une zone contrôlée par les dissidents.

L'armée française menait alors un grand ratissage dans le secteur. Le commando de la Wilaya IV choisit alors une position pour engager le combat. Mais le chef des dissidents de la Wilaya I a demandé au chef du commando de disperser ses hommes en petits groupes. Sentant le piège, celui-ci a refusé. Il pensait en fait que les dissidents voulaient simplement disperser le commando pour s'emparer plus facilement de ses armes. Il avait entendu parler de ce scénario.

- Vous êtes bien les hommes de Si M'Hamed Bougara ? demande alors le chef des dissidents.

- Bien sûr, lui répond le chef du commando.

- Alors, c'est à nous de prendre les risques, affirme le dissident.

Les choses s'apaisent alors. Les dissidents, entrés en opposition avec le commandement de leur Wilaya pour des raisons sans rapport avec la révolution, restent en bon termes avec le commando. De bonnes relations s'établissent, ce qui conforte le commando dans sa mission. Plus tard, ces mêmes dissidents ont fait acheminer des armes jusqu'en Wilaya IV, alors que les convoyeurs avaient été tués par l'armée française ! Finalement, le commando reviendra à son tour en Wilaya IV en octobre 1959, un mois après celui qui s'était rendu en Wilaya VI.

Ce dernier avait subi de terribles épreuves. Après la mort de Si Haouès et Amirouche au djebel Thameur, dans la région de Bou Saada, et la cap-

ture du coordinateur des trois commandos, un officier de la Wilaya IV, Moussa Cherif, est envoyé sur place pour enquêter. Il découvre le commando en situation très difficile. Il a subi de nombreux accrochages, notamment dans le djebel Boukehil, en Wilaya VI.

La situation en Wilaya VI était alors confuse. Son chef, Si Haouès, était mort en mars. Tayeb Djoughlali, son adjoint, en était, de facto, le successeur. Il devait faire face à une situation périlleuse, dans une Wilaya en pleine réorganisation. Sur un terrain difficile, qu'il connaissait peu, il devait poursuivre la réorganisation, ce que des hommes de la Wilaya VI refusent. Ceux-ci, dirigés par Ali Messaoud, chef de zone 4 de la Wilaya VI, décident de l'assassiner, en juillet 1959. 18 moudjahidine au total en tout ont été assassinées, parmi lesquels le secrétaire de la Wilaya, Khaled, et Hamidou, un des hommes de confiance de Tayeb Djoughlali.

Quant au commando envoyé en Wilaya VI, il vivait l'enfer. Après la mort de ses dirigeants, Omar Ramdane, le commissaire politique, s'est retrouvé comme l'officier le plus gradé. Il a décidé de rentrer en Wilaya IV, où il est arrivé en septembre 1959. Il relate ce qu'a affronté le commando : l'armée française, les messalistes et les dissidents. Au retour, pendant le trajet, il rencontre le chef de zone, Hadj Benaïssa, N'Haye, chef de compagnie, et M'Hamed Benkaddour, membre du conseil de zone, qui se rendaient à une réunion en Wilaya VI. Cette rencontre les a sauvés : ils allaient probablement être assassinés à leur tour. Ils les a informés de la grave crise qui secoue la Wilaya VI. Ils rebroussent chemin avec lui. Deux autres moudjahidine avaient entre-temps réussi à échapper au massacre commis par Ali Messaoud. Petit à petit, avec leur témoignage et celui de Omar Ramdane, le fil de l'histoire est reconstitué.

Si Salah avait alors succédé à Si M'Hamed Bougara à la tête de la Wilaya IV. Il décide de garder le secret. Il convoque Ali Messaoud et Mohamed Cadi, son assistant, officiellement pour réorganiser la zone qui leur avait été cédée par la Wilaya IV.

Ali Messaoud tombe dans le piège. Jugé, il reconnaît les faits. Il affirme avoir trouvé sur Tayeb Djoughlali une lettre adressée au maire d'El-Omaria. Il est condamné et exécuté. Mohamed Cadi, son assistant, originaire de Jijel, est un ancien de la Zitouna. Il plaide l'innocence. Il a reçu

des ordres, et les a exécutés, dit-il. Abdellatif Lakehal, commandant politique au sein de la Wilaya IV, un homme jouissant d'un certain prestige, le défend. Ils se sont connus à la Zitouna. Cadi épargné.

Si Mohamed Bounaama était absent lors du procès. Près d'un mois plus tard, il prend connaissance du dossier. Il décide de faire exécuter Cadi. Fidèle à son image, Bounaama reste intransigeant. Il n'accepte aucune concession quand il s'agit de la préservation de l'ALN.

Rares étaient ses amis. Il avait des compagnons, des frères d'armes, mais pour lui, seule la révolution comptait. A l'ouest, en Wilaya V, il avait cependant noué de solides relations avec Si Tarek, chef de zone que les officiers de la Wilaya V ont tenté de nommer à la tête de cette Wilaya quand tous ses dirigeants sont partis vers l'extérieur. Coïncidence : Tarek est mort en août 1961, à quelques jours d'intervalle avec Bounaama. Ayant longtemps vécu en zone 3, dans l'Ouarsenis, Si Mohamed avait établi de bons rapports avec les zones limitrophes de la Wilaya V depuis que Athmane s'y était trouvé comme chef de zone.

La Wilaya IV reprend Alger

Le Conseil de la Wilaya IV a décidé, au cours d'une réunion tenue en octobre 1960, de créer une nouvelle zone, incluant Alger et le Sahel. Ce serait la zone 6. Alger avait durement subi l'assaut des forces françaises durant la fameuse bataille d'Alger. Depuis, elle ne connaissait pas d'activité significative. Il était vital d'y relancer les réseaux du FLN et de l'ALN.

C'était aussi un choix de Si Mohamed Bounaama, destiné à alléger le fardeau qui pesait sur les zones rurales après l'opération Courroie et les pertes que l'ALN avait subies. Une grande opération de redéploiement de nos propres forces avait été lancée. Elle consistait à éclater les grandes unités en petits groupes mobiles, à éviter les grands affrontements, et à maintenir partout notre présence militaire pour contraindre les forces françaises à la dispersion.

Il fallait aussi transférer la lutte dans les plaines et les zones urbaines. La Zone autonome d'Alger n'avait plus d'existence sur le terrain depuis plus de deux ans, et l'état-major n'avait pris aucune initiative à ce sujet, alors

que la capitale offrait un potentiel extraordinaire, qu'on pouvait facilement exploiter sur le plan médiatique.

La réunion s'est tenue à Birtouta, en pleine Mitidja, dans la maison d'un colon, à quelques dizaines de mètres de la gare ferroviaire. Notre choix s'est porté sur cet endroit précisément en raison de la forte présence de colons et de militaires, ce qui offrait une protection exceptionnelle : qui imaginerait qu'on se risquerait à organiser une rencontre dans un fief de la colonisation, la Mitidja ?

Je m'y rendis en compagnie de mon adjoint, Mohamed Bousmaha, surnommé Mohamed Berrouaghia, et Boualem Rouchaï, dit Si Zoubir. A deux, ils avaient la lourde responsabilité de réimplanter le FLN à Alger. Quatre autres personnes assistèrent à la réunion, Khaled et Bennani Hadjadj, ainsi que deux chouchous, Si Djaafar et Ahmed Belli. Nous avons passé deux nuits dans cette ferme, chez un Français de souche, un de ces hommes qui avaient réussi à dépasser les considérations primaires pour mettre la justice et la liberté au-dessus des autres valeurs. Il avait fait un choix, celui d'aider l'ALN, et les moudjahidine avaient pris l'habitude de se rendre chez lui.

A la fin de la rencontre, il avait offert un poste radio à Boualem Rouchaï, avec qui il avait sympathisé. Rouchaï avait une bonne maîtrise de la langue française, ce qui avait facilité le contact entre eux. A son tour, Rouchaï me l'a offert quand nous nous sommes séparés. J'avoue que je n'ai pu contenir mes larmes en le quittant. " Je ne sais pas si nous allons nous revoir, me dit-il. Je t'offre ce poste grâce auquel tu entendras la voix de l'Algérie, émettant d'Alger ".

Quelques semaines plus tard, alors que je me trouvais dans la montagne surplombant Mouzaïa, j'ai mis en marche la radio. J'ai entendu la colère du peuple algérien, pendant les manifestations de décembre 1960 à Alger. Boualem Rouchaï et ses compagnons avaient réussi leur pari.

Je reçus son compte rendu des événements de décembre 1960 une dizaine de jours après sa mort. C'était une lettre forte, enflammée, relatant l'enthousiasme du peuple et l'opiniâtreté de éléments de l'ALN. Il décrivait l'impact politique décisif des ces manifestations grandioses qui allaient, une nouvelle fois, renverser le cours de la révolution, en ouvrant un nouveau front.

De nombreux moudjahidine sont tombés dans ces manifestations, ainsi que des civils. Bousmaha lui-même a été blessé, et fait prisonnier à Beni Moussa. Torturé, condamné à mort, il a été délivré par L'ALN dans des conditions difficiles. Son adjoint, Boualem Rouchaï, est tombé à son tour, au cœur d'Alger. Avec d'autres compagnons. Parmi eux, le capitaine Kheireddine, Saïd Bouraoui, l'officier Abderrahmane, connu sous le nom de Lounès, tombé à Bab El-Oued, Si Rédha, Si Toufik, Si Smaïl, Si Amar, et tant d'autres encore.

La présence de ces hommes à Alger et ses environs montre clairement que les manifestations du 11 décembre ont été minutieusement organisées, et non une action spontanée menée par une population sans encadrement. C'est probablement l'état-major, principal artisan de l'écriture de l'histoire officielle de la révolution, qui a propagé cette thèse de la manifestation spontanée, pour dénigrer ceux qui se sont opposés à lui lors de sa prise du pouvoir après l'indépendance.

C - TRAHISONS

Le FLN, avec ses branches politique et militaire, a été une organisation aussi complexe qu'efficace. Il était en mesure de mobiliser la population aussi bien dans les rangs de l'ALN, dans les réseaux et groupes de soutien, que pour l'action de propagande et le renseignement. Il a réussi à mettre sur pied une organisation aussi efficace dans les villes que dans les campagnes. Il peut paraître répétitif de le dire encore, mais il fallait faire face à l'armée coloniale, sa police, sa gendarmerie, ses unités supplétives faites de harkis et de mouchards, et s'imposer face aux traîtres et aux col-laborateurs.

Aux côtés de ces aspects les plus évidents, le FLN devait travailler à éveiller les consciences, à politiser la population, à remonter le moral des combattants et des civils, à maintenir présente l'idée selon laquelle un peuple aspirant à la liberté est invincible. Dans une société de paysans dont la majorité écrasante est analphabète, demander, en plus de cela, la solidarité nécessaire pour nourrir les militants, financer l'action politique et militaire, tout en subissant une répression féroce, a constitué une

bataille particulièrement dure au départ, mais qui a fini par être remportée en raison de l'adhésion générale à l'idée de liberté et d'indépendance.

La révolution s'est également occupée de certains aspects sociaux. Le commissaire politique s'est souvent retrouvé dans une bataille inégale face à la propagande française. Parcourant le pays sans relâche, il avait la charge de devancer cette propagande, de la contrer, de s'enquérir de la situation de la population, de ses besoins et son état d'esprit. Il peut être plus bénéfique pour la révolution d'apporter une aide matérielle, aussi modeste soit-elle, à une famille frappée par la répression que de mener une opération militaire.

Le FLN-ALN a réussi à organiser des cours d'alphabétisation dans les maquis, mais aussi au sein de la population civile. Pour celui qui, après l'indépendance, a pu accéder à l'université, et celui pour qui l'école est une évidence, ces efforts, avec la modestie de leurs résultats, peuvent paraître dérisoires. Mais la satisfaction de voir le bonheur de ce moudjahid qui, de ses propres mains, a écrit pour la première fois une lettre à ses parents méritait largement les efforts déployés. Le FLN a également incité à l'ouverture d'écoles coraniques dans les douars et villages où il n'y avait pas d'école française, et poussé les pères à scolariser leurs enfants dans les établissements français. Il faut savoir que sur deux millions d'élèves en âge d'être scolarisés, seuls quelques centaines d'Algériens fréquentaient l'école française au début de la guerre de libération.

En Wilaya IV, la moyenne d'âge des moudjahidine ne dépassait pas 25 ans. Cette situation comportait quelques inconvénients, essentiellement le manque d'expérience. Mais elle fournissait aussi un avantage fabuleux, car ces jeunes pouvaient exprimer leur fougue, leur vitalité et leur talent, dans la guerre elle-même, mais aussi dans l'organisation, l'audace, le sens du sacrifice, la fraternité de combat et la solidarité.

Au fil du temps, de l'expérience, et des décisions politiques relatives à l'organisation, notamment celles de la Soummam, la Wilaya s'est organisée à différents niveaux selon un schéma qui lui permet de quadriller tout la société. Conseil de Wilaya, conseil de zone, conseil de secteur, conseil de district, conseil de douar constituaient les différents niveaux d'organisation, chaque échelon disposant des prérogatives nécessaires pour agir, prendre l'initiative et occuper le terrain.

De l'intérieur

Le commissaire politique était le premier ennemi de l'armée coloniale. En plus de son rôle de combattant, il assumait des tâches aussi multiples que variées. Il menait le travail de mobilisation, travaillait à élever la conscience politique de la population, en assumant un rôle fondamental de lien entre le FLN-ALN et la population. Il collectait cotisations et médicaments, assumait un travail d'information permanent au sein de la population et au sein des unités combattantes. Il avait une marge de manœuvre très large, qui lui permettait d'organiser un marché hebdomadaire dans des régions isolées pour pouvoir parler à la population. Disposant d'un peu d'argent, il pouvait en prêter à des fellahs dans le besoin. Il incitait à la solidarité, à respecter les valeurs traditionnelles qui interdisent d'abandonner la veuve et l'orphelin ou de tourner le dos aux plus pauvres, comme il pouvait combattre ces traditions si elles mènent à la soumission ou au défaitisme.

Au pied de l'Ouarsenis, un homme, nommé Belaïd, s'était vu offrir un prêt de la part du commissaire politique pour l'aider à cultiver sa terre. Il acheta deux bœufs pour les labours. De passage chez lui, quelque temps plus tard, le commissaire politique avait remarqué qu'il n'y avait plus de bœufs. Il lui en demanda la raison. Belaïd répondit que des hommes de Kobus lui avaient pris un bœuf à l'issue d'une dénonciation. Il ajouta qu'il avait vendu le deuxième de peur qu'il ne lui soit confisqué, et qu'avec l'argent obtenu, il avait acheté un poste radio pour écouter la " Voix de l'Algérie ", qui émettait à partir du Caire. Le commissaire répondit, furieux : " et tu vas labourer ta terre en mettant Farid El Atrache et Mohamed Abdelouahab à la place des bœufs ! ". Mais connaissant la bonne foi du fellah, il ne lui en fit pas grief.

L'organisation politico-administrative mise sur pied a également incité les fellahs, souvent très pauvres, à se constituer en coopératives. Le FLN participait au financement des travaux, et la récolte était partagée à parts égales entre le Front et les fellahs. La récolte était stockée dans des caves greniers sous terrains (matmoura) en lieu sûr pour les besoins des unités combattantes. La population pouvait également y avoir accès.

Le FLN avait aussi érigé des tribunaux qui remplacèrent progressive-

ment ceux du colonisateur. Je me rappelle d'un conflit à propos d'une parcelle de terre qui avait duré une dizaine d'années devant les tribunaux français, sans jamais trouver d'issue. Soumis à la justice du FLN, le conflit trouva rapidement une solution, sans qu'il y ait recours à la contrainte.

Cette action multiforme, dans son ensemble, a permis d'instaurer une solide relation de confiance entre la population et le FLN. Elle a montré qu'il était possible de changer radicalement la société algérienne, et que l'obstacle majeur en était la colonisation. La population a adhéré à cette démarche, prenant souvent les devants par des initiatives individuelles ou collectives qui défient l'imagination.

Le citoyen faisait son devoir par conviction, de sa propre initiative. Il a appris à surveiller le mouvement des troupes ennemies et de leurs collaborateurs, à savoir décompter les troupes, à identifier leur armement et leur équipement, à tel point qu'il nous était devenu impossible de mener des opérations ou de nous déplacer sans l'aide de la population et les informations qu'elles nous fournissaient. Chaque douar avait ainsi son propre président de conseil, qui rendait compte au commissaire politique.

Avant de devenir des foyers révolutionnaires, les zones interdites constituaient, de leur côté, des endroits sinistres où le plus grand souhait était d'y entendre une voix humaine ou d'y sentir n'importe quelle présence. Le bruit du vent n'y était interrompu que par le vacarme des armes. L'ennemi ne lésinait pas sur les moyens dès qu'il y soupçonnait une présence humaine, peu importe qu'il s'agisse de moudjahidine ou de civils. Bombardements aveugles par l'aviation et l'artillerie, forêt brûlée, souvent au napalm, routes minées, chemins d'accès détruits, aucune solution n'était exclue, pourvu qu'elle permette de maintenir le sentiment de terreur qui y régnait. Les populations environnantes étaient regroupées dans des camps et étroitement contrôlées. Au moindre soupçon, on tirait sans sommation.

A cela s'ajoutait la torture. Il y avait d'abord la torture physique. Coups, bastonnade, gégène, mutilation, brûlure, eau savonnée qu'on force la victime à avaler : l'imagination des tortionnaires était exceptionnelle. Il y a aussi la torture morale, le chantage, les menaces de faire exécuter des proches, des parents, des enfants, de détruire les maigres biens d'une popu-

lation poussée dans la misère. La torture était si répandue, si généralisée, qu'il est impossible à un soldat ou officier français de dire qu'il n'était pas au courant. Qu'on soit jeune ou vieux, en bonne santé, blessé ou malade, qu'il s'agisse de femmes, de vieillards ou d'enfants, personne n'avait la certitude d'y échapper. Les commentaires de ceux qui, plus tard, ont voulu s'en démarquer prète à sourire.

La terreur ainsi instaurée n'a cependant pas réussi à détacher la population du FLN, malgré l'encadrement systématique tenté avec les SAS. Des réseaux de communication furent mis sur pied, à la fois pour s'informer de ce qui se passait dans les centres de regroupement et pour transmettre les directives du FLN. Celle demandant aux Algériens de s'abstenir de fumer en a constitué une preuve éclatante, car elle a été suivie dans les camps de manière plus stricte que parmi le reste de la population. Du reste, dans ces camps, la population était le plus souvent co-gérée par le FLN et l'administration française.

L'initiative laissée aux chefs de Wilayas, de zones et de secteurs les poussait à trouver des solutions, certaines évidentes, d'autres beaucoup plus originales. Chacun devait s'adapter. C'était le temps de la débrouille. Un moudjahid, marocain d'origine, avait rejoint l'ALN avec ses deux fils. Il s'était si bien adapté qu'il est rapidement passé responsable d'un dépôt de l'ALN. Je lui demandai un jour comment se présentait la situation chez lui, sur le plan de la logistique. Il répondit qu'il se débrouillait. " Nous essayons de trouver des solutions dans la nature ". J'appris qu'il chassait en utilisant des moyens primaires, mais très efficaces. Lapins, gibier de différentes sortes, cueillette de fruits qui poussent dans la forêt, il avait toujours une surprise à proposer. Il réussissait à faire sécher certains fruits qu'il conservait pour des temps plus durs. Il avait confectionné un moulin traditionnel avec de la pierre, et le transportait tout le temps avec lui, au cas où il serait difficile d'accéder aux zones habitées pour moudre le grain.

La population des campagnes a, de son côté, maintenu une relation permanente avec le FLN. Et si le rôle des combattants a été largement cité, celui des femmes a été fabuleux. Il est inutile de parler de toutes celles qui ont rejoint le maquis, combattantes, infirmières et autres membres

de réseaux de transport et d'information. Je veux parler des autres, celles qui ont fait leur devoir discrètement, patiemment, de manière si naturelle qu'il est difficile de saisir l'ampleur de leur rôle.

En plus des tâches quotidiennes, très pénibles, elles avaient souvent à gérer l'absence des pères de famille, à porter secours aux proches des chouhahda, des disparus, des détenus, sans parler de la nourriture préparée aux moudjahidine. Parfois, on arrivait par compagnie entière, c'est à dire 120 hommes, dans une famille. A l'improviste, car les règles de sécurité l'exigent. En quelques minutes, on a déjà un café pour tous les hommes. Les femmes s'organisent pour moulinier le grain, pétrir la pâte, et deux ou trois heures plus tard, chaque djoundi avait de quoi manger et un pain en réserve. Tout ceci se déroulait évidemment dans le plus grand secret, de peur de la moindre dénonciation qui provoquerait la destruction de la mehta ou du douar.

Les épouses de certains harkis ont bravé les sacro-saintes règles de la tradition familiale pour apporter leur soutien au FLN. Elles volaient des munitions à leur propre mari, la nuit, pour l'envoyer le lendemain aux moudjahidine. Cela s'est passé dans de nombreuses régions en Wilaya IV : à Ouled Hellal, Ouled Sehil, Sebt Aziz et dans les camps de regroupement, les fameuses SAS.

La contribution de la population se faisait selon des règles de base. Malgré l'établissement de camps de regroupement entourés de fil de fer barbelé et de champs de mines, et malgré la surveillance de tous les instants, les réseaux du FLN n'ont jamais cessé de collecter l'argent nécessaire auprès des citoyens. Les contributions se répartissaient entre les cotisations au profit de la révolution, fixées à 200 francs anciens ; les taxes payées par les Algériens qui accédaient à des postes de gestion ; les contraventions exigées des personnes qui commettaient des actes contraires aux directives du FLN, contraires à la morale ou à la religion ; et, enfin, des offrandes de toutes sortes de la part de ceux qui en avaient les moyens.

Une répartition naturelle de ces contributions s'est faite au départ : les citoyens fournissaient argent, vêtements et médicaments, ceux des campagnes offraient les produits alimentaires et assuraient l'approvisionne-

ment. Plus tard, l'évolution de la situation a poussé le FLN à assurer son autosuffisance, en aidant des fellah qui partageaient les récoltes avec le front. Ceci était devenu nécessaire avec l'établissement des SAS et des camps de regroupement : il y en avait 124 au début des années soixante.

L'administration coloniale avait elle aussi noté cette capacité du FLN à s'adapter. Dans une note de ses services de renseignements, le commandement français affirmait ainsi avoir remarqué que " la guerre, à partir de 1956, s'est développée de manière totalement différente de ce qui avait été observé en Indochine ". A partir de là, les auteurs de la note estimaient que " la nécessité de mettre fin au terrorisme doit viser sur un seul impératif : frapper un grand coup, par surprise, tout en travaillant à diviser les rangs " du FLN.

La note a été adressée à tous les militaires français, à différents niveaux de la hiérarchie. Elle suggérait un certain nombre de décisions susceptibles, du point de vue de l'armée française, de renverser le cours des choses :

1. une restructuration de l'armée française ;
2. une recrudescence de l'action militaire sur le terrain ;
3. une adaptation de l'armée à l'administration. La guerre devant durer longtemps, il était nécessaire d'apprendre aux militaires à prendre en charge la gestion de l'Algérie et de se familiariser avec le contact de la population civile.
4. un renouvellement du mode opératoire de l'armée française sur le terrain, pour assurer une meilleure gestion du renseignement et une plus grande coordination entre différentes armées et services spéciaux. Il était recommandé de mettre les troupes sous les ordres du chef de la cinquième région militaire, de créer une nouvelle dynamique dans le montage des unités d'intervention pour passer d'une armée classique à des unités mobiles, capables d'agir rapidement et de manière efficace.

Des documents français ont également révélé que l'aviation française a mené en 1957 près de 100.000 sorties aériennes, totalisant près de 2.000 heures de vol, sans compter les sorties non programmées mais dictées par les nécessités opérationnelles. L'Algérie a d'ailleurs constitué pour l'armée française un vaste champ d'expérimentation, aussi bien pour les méthodes que pour l'armement nouveau.

Les Messalistes

Affronter les messalistes a constitué, en Wilaya IV comme dans d'autres Wilayas, une des tâches les plus dures pendant les premières années de la révolution. Ceux-ci se répartissaient en trois grandes tendances : des partisans de Messali Hadj, qui suivront leur idole jusque dans la trahison ; un deuxième courant, composé de militants sincères, mais peu informés de la réalité politique, et qui ont mis du temps à réaliser leur erreur pour tenter de rejoindre le FLN ; enfin, un troisième groupe, entraîné dans un engrenage auquel ils n'ont pas eu le cran ou la possibilité d'échapper.

En 1956, le chahid Ziouche a été chargé d'une mission auprès des messalistes, pour tenter de les convaincre de rejoindre le FLN. Ils étaient alors bien implantés dans la partie sud-est de la Wilaya IV, ainsi qu'en Wilaya VI, limitrophe, et sur le flan sud de la Wilaya III. Ils disposaient d'unités combattantes, certaines relativement bien armées. Ziouche était habilité à négocier avec eux une formule en vue de les intégrer au sein de l'ALN.

Il partit à la tête d'un groupe de 35 hommes, jusqu'aux confins du désert. Mais peu après son départ, l'aviation française commettait le premier grand acte de piraterie aérienne. Elle a détourné l'avion qui transportait les dirigeants de la révolution de Rabat à Tunis, pour une rencontre avec le Roi Mohamed VI du Maroc et le Président tunisien Habib Bourguiba. Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Hocine Aït-Ahmed et Mohamed Khider se trouvaient ans l'avion. Arrêtés, ils restent en prison jusqu'à l'indépendance.

La mission de Ziouche fut quelque peu éclipsée par cette nouvelle affaire, qui a défrayé la chronique et occupait l'essentiel de nos discussions. Commentant l'événement, Ali Mellah, désigné à la tête de la Wilaya VI lors du congrès de la Soummam, a déclaré que " la révolution n'est pas dans un cartable, mais c'est une cause nationale de tout un peuple ". Une manière de nous rappeler qu'il nous fallait, avant tout, remplir notre devoir, chacun assumant son rôle là où il se trouvait.

Si M'Hamed Bougara, chef de Wilaya, nous réunit alors et donna l'ordre d'intensifier les opérations, pour montrer à la fois à la population et à

l'ennemi que l'arrestation de dirigeants ne pouvait signifier la fin de la lutte armée. Nous réussîmes à mener une série d'opérations militaires, contre des unités françaises et des colons dans les régions de Djendel, du barrage du Ghrib, à Aïn-Lechiakh, et Amoura, à l'ouest de Médéa. Nous avons brûlé des fermes, détruit des caves, et réussi à faire prisonniers deux colons connus pour leur comportement criminel.

Alors que nous étions dans le feu de l'action, un moudjahid du groupe de Ziouche, parti prendre contact avec les messalistes, est revenu seul. Il était à bout. Il demanda à voir d'urgence le chef de Wilaya. Il l'informa de ce qui était arrivé. Les messalistes avaient anéanti les membres du groupe de Ziouche. Ils les avaient égorgés. Lui seul avait réussi à s'échapper, par miracle.

Les messalistes avaient piégé les envoyés de la Wilaya IV. Ils les avaient reçus, et mis en confiance. Mais quand l'affaire de l'avion détourné avait été révélée, les messalistes avaient conclu à la fin de la révolution. Ils ont alors commis ce massacre, comme gage de fidélité envers la France.

Bien plus tard, en mars 1959, les messalistes ont réussi à faire onze prisonniers au sein d'une de nos unités, lors d'un accrochage survenu au sud-ouest de Ksar El-Boukhari. Ils ne les ont pas traités comme le veulent les règles de la guerre, ni ce que dicte les valeurs musulmanes : ils les ont égorgés, par la nuque, geste d'une ignominie particulière ! Parmi les victimes de ce massacre, il y avait notamment Omar Nakis et Abderrahmane Benaffou.

Ces deux crimes ont eu lieu à trois années d'intervalle. Ils montrent que les maquis messalistes n'ont pas existé seulement au début de la révolution, à une époque où on pouvait les attribuer à une certaine confusion et à une décantation qui a mis du temps se réaliser. Ils se sont poursuivis pendant des années, jusqu'à la veille de l'indépendance, ce qui montre que Messali Hadj a non seulement refusé de franchir le pas pour rejoindre la lutte armée, mais qu'il n'a pas hésité à contrer l'ALN par tous les moyens.

Par ce type d'actions, les messalistes nous ont imposé une vraie guerre. On n'avait pas à affronter la seule armée française, mais aussi ces troupes, composées parfois d'anciens militants nationalistes, des gens qu'on connaissait. Certains avaient été des figures du nationalisme, avant de ral-

lier à l'ennemi. Leur implantation dans certaines zones rurales et dans des centres urbains a parfois considérablement retardé l'action du FLN. Ils agissaient en supplétifs de l'armée française.

L'affaire Kobus

Kobus est un nom qui restera maudit dans l'histoire de l'Algérie. C'est un nom lié à la trahison, jusqu'à ce qu'il soit éliminé. Son vrai nom est Abdelkader Belhadj Djillali. Originaire de Zeddine, dans la région de Aïn-Defla, il descendant d'une grande famille, jouissant d'un prestige et d'une influence considérables. Il avait accueilli, dans sa ferme de Zeddine, un congrès du parti à la fin des années 40.

Fils d'officier, lui-même avait fait l'école des sous-officiers de Cherchell. Il en était sorti aspirant. Il a adhéré au MTLD, avant de faire partie de l'OS, dont il a été l'un des principaux dirigeants. Sa formation militaire l'a tout naturellement amené à être désigné responsable de la formation militaire au sein de cette organisation, qui annonçait la naissance de l'ALN.

Quand l'OS fut découverte, Belhadj fut arrêté, comme de nombreux autres militants. Mais il n'est pas resté longtemps en prison. Après avoir divulgué de nombreux secrets de l'organisation, il a été remis en liberté. Il avait enfreint les règles de sécurité imposées par l'OS, qui interdisait de divulguer certaines informations en cas d'arrestation.

Dès sa sortie de prison, il est devenu un informateur de la police française. Il était en contact permanent avec le mouvement nationaliste d'un côté, et avec la police française de l'autre. Au déclenchement de la guerre de libération, il s'est joint aux messalistes. A partir de 1956, il s'est choisi lui-même le nom de Kobus, qui le rendra tristement célèbre.

Quand il a commencé à monter sa propre armée, il a réussi à tromper nombre de militants sincères dans la région de Chlef. D'autres, originaires d'Alger et d'autres villes, où il était connu et respecté, l'ont rejoint de bonne foi, pensant participer au combat anti-colonial. Ils connaissaient son passé militant, et le considéraient comme un prisonnier politique récemment libéré. Lui-même affirmait qu'il constituait le noyau d'une

armée qui libèrerait le pays. Il avait établi son PC dans son fief de Zeddine. Ses partisans se recrutaient parmi ses proches, ainsi qu'au sein des militants de Chlef et dans l'Algérois, où il avait de puissants contacts, notamment à Birkhadem et Chéraga. Beaucoup d'entre eux, relativement pauvres et peu alphabétisés, se contentaient de son nom et étaient heureux de pouvoir enfin rejoindre le mouvement de libération. Il lui était facile, avec de fausses promesses selon lesquelles ses partisans auraient la charge de diriger l'Algérie de l'avenir, de les mobiliser.

Kobus était en fait l'exécutant d'un plan des services spéciaux français, qui aspiraient à un triple objectif. D'abord, provoquer des combats fratricides entre Algériens ; ensuite occuper le FLN à des batailles secondaires ; et enfin, tenter de transformer la guerre de libération en une rivalité entre Algériens. C'est ainsi que Kobus, armé par les autorités françaises, a obtenu de hisser le drapeau algérien aux côtés du drapeau français dans son campement de Zeddine.

A la tête d'une armée qui atteint près de 1.000 hommes, il s'est lancé progressivement dans une guerre contre l'ALN. Embuscades, accrochages, contre-propagande, il a réussi à imposer une présence dangereuse dans cette région. Seuls quelques uns de ses adjoints connaissaient réellement sa trahison. Les autres, les plus nombreux, peu au courant de la situation, étaient mobilisés par une propagande selon laquelle le FLN était composé soit de communistes, soit d'aventuriers. Il avait établi la jonction avec le Bachagha Boualem, établi dans la région de Karimia, un peu plus à l'ouest. C'est ainsi qu'à eux deux, ils pensaient assurer le contrôle de la plaine du Chélif et du versant nord de l'Ouarsenis.

Des hommes de Kobus ont commencé cependant à se poser des questions. Ils se voyaient engagés dans des opérations dirigées systématiquement contre l'ALN. Certains l'ont quitté, pour rejoindre l'ALN en zone 3. Durant le Ramadan 1957, un commando de l'ALN, dirigé par Mohamed Bounaama lui-même, alors chef de la zone 3, a mené une opération d'une rare audace contre le cantonnement de Kobus. L'opération fut couronnée de succès. Elle permit d'éliminer un certain nombre de partisans de Kobus, mais elle a surtout définitivement révélé la nature de son organisation pour les autres. Quand les hommes de Kobus se lancèrent à la

poursuite du commando de l'ALN, ils furent appuyés par l'aviation française. Les choses étaient désormais claires. D'autres hommes le quittèrent, pendant que chez certains, commençait à germer l'idée de l'éliminer.

Kobus déjoua une première tentative. Il réussit à connaître les détails d'une opération montée contre lui par ses hommes, dont Ahmed Kacem. Il l'a lui-même assassiné, froidement, devant des dizaines de témoins.

Mais les jours de Kobus étaient comptés. Rachid Bouchouchi, responsable des liaisons et renseignements de la zone 3, était en contact avec d'autres hommes de Kobus. Après de longues discussions au sein de l'état-major de la Wilaya IV, un accord fut donné en vue d'intégrer les hommes de Kobus au sein de l'ALN, à la condition qu'ils éliminent leur chef. C'était la seule et unique condition, mais elle n'était pas négociable. La Wilaya IV devait se débarrasser rapidement de cet abcès, car la situation devenait difficile. Il fallait agir rapidement. De nombreuses raisons y poussaient de manière pressante :

- rassurer la population qui risquait de se poser des questions sur l'avenir de la révolution ;
- mettre fin, de manière spectaculaire, à l'action d'un symbole de la trahison ;
- mettre fin aux crimes commis par Kobus, qui agissait en toute impunité ;
- mettre fin à l'insécurité qu'il imposait dans la région ;
- donner une leçon à l'ennemi, pour montrer que la révolution était en mesure de frapper de grands coups et d'éliminer les traîtres et les collaborateurs ;
- rétablir le contrôle de l'ALN dans une région stratégique, devenue le repaire de traîtres, de collaborateurs et de délinquants.

Un plan fut mis sur pied par le capitaine Rachid Bouchouchi et M'Hamed Belhadj, beau-frère de Kobus. Les décisions furent arrêtées après une longue période d'observation. Ils se familiarisèrent avec la manière d'opérer de Kobus, ses déplacements, les endroits qu'il fréquentait et les habitudes qu'il avait prises.

Un groupe, dont les éléments étaient triés sur le volet, fut désigné pour mener l'opération. Il se dirigea vers Zedine, où une surveillance stricte fut

mise sur pied pour le localiser avec précision. L'homme était en effet un vrai militaire, vigilant, toujours sur ses gardes. Il se méfiait, particulièrement depuis la première tentative visant à l'éliminer. Il se déplaçait constamment entre les différents cantonnements de ses troupes.

L'opération eut lieu le 16 avril 1958. Ce jour là, nous étions en réunion avec le chef de Wilaya, Si M'Hamed Bougara. J'y assistais en ma qualité de commandant de la compagnie Zoubiria, chargée de la sécurité de la réunion. La rencontre se déroulait dans la région du barrage de Ghrib. Si M'Hamed y avait parlé des conditions de création du commando de la zone 2, en cours de préparation, et des bases sur lesquelles il fallait en choisir les hommes. Certains hommes de ma compagnie devaient en faire partie. Il avait également parlé de l'envoi de certains officiers de la Wilaya IV vers la frontière, notamment Bachir Rouis, Ahmed Bencherif et Abderrahmane Mami, et du retour de la mission précédente, dirigée par Si Abdellatif Tolba, revenu en compagnie du Dr Yahia Farès. Nous étions très heureux d'accueillir ce médecin, qui avait quitté la faculté de médecine de Montpellier, abandonnant le confort de la France et le prestige de l'université pour nous rejoindre dans les sombres maquis algériens, où il devait monter un hôpital dans les grottes et les casemate, loin des équipements modernes qu'il avait pris l'habitude de manipuler.

C'était une journée particulièrement émouvante, entre ceux qui partaient et ceux qui revenaient, ceux qui se quittaient et ceux qui faisaient connaissance. Si M'Hamed Bougara appelait lui-même les hommes, à qui il remettait leur laisser-passer.

Un émissaire s'est approché de lui. Il lui apportait un message de la zone 3. Si M'Hamed lui a parlé brièvement, puis il s'est mis debout. Son visage était rayonnant. Ses doigts jouaient distraitemment avec la crosse de son fusil. Il sourit, et nous annonça la grande nouvelle. Il mit les hommes en rangs, et nous lut le message de Bounaama, annonçant l'élimination de Kobus. Nous suivions avec une grande attention la lecture du message, qui détaillait l'opération, en précisait les étapes, annonçait l'élimination de nombreux partisans de Kobus, et la récupération d'armes en grande quantité.

Nous étions heureux. Et soulagés. Un abcès était enfin éliminé. Si M'Hamed donna l'ordre de se diriger vers la zone de l'opération, pour

vérifier le tout sur place. En cours de route, nous avons rencontré un groupe d'hommes parmi ceux qui avaient participé à l'opération. Ils étaient victorieux, mais ils venaient de vivre trois journées éprouvantes. Ils avaient été poursuivis par des unités appuyées par l'aviation jusque dans la région de Theniet El-Had, près de cent cinquante kilomètres du fief de Kobus.

Les hommes avaient ramené un sac, qui fut présenté à Bougara. Nous nous sommes mis en cercle autour de lui. Le sac fut ouvert. Il contenait la tête de Kobus, qui a roulé par terre. C'était la fin d'un homme aveuglé par la trahison et la haine, mu par une ambition sans bornes.

La tête fut accrochée à une branche. Si M'Hamed a prononcé un discours.

- Mes frères, je vous demanderai d'abord de ne pas être surpris si je vous disais que cette tête est celle d'un homme qui a été, un jour, mon responsable direct pendant la période qui a précédé le déclenchement de la guerre de libération.

J'étais surpris d'entendre une telle révélation. Je ne connaissais alors de Kobus que le volet relatif à son attitude hostile à la résolution, une attitude qui commandait son élimination. Je ne connaissais pas son passé militant. Je n'arrivais pas à admettre que cet homme avait été le numéro deux de l'OS.

Omar Oussedik parla à son tour. Il donna les détails relatifs au passé militant de Kobus au sein du mouvement national, puis à sa trahison.

Une cour révolutionnaire fut instituée pour juger les hommes les plus en vue de Kobus. Ils furent châtiés par la suite. Quant aux hommes de troupe, ils furent surpris dans la grande opération de ratissage et de bombardement menée aussitôt par l'armée coloniale dans les régions de Amrouna, Matmata et Khebaza, sur le versant nord de l'Ouarsenis. Certains hommes de Kobus tirèrent profit de l'occasion pour se rendre et rejoindre les collaborateurs de l'armée française. Les autres furent répartis par le chef de la zone 3, Si Mohamed Bounaama, entre différents secteurs et districts, et intégrés au sein de l'ALN. Ils devaient subir un nouvel entraînement pour mieux s'adapter à la vie rude des maquis, eux qui s'étaient habitués au confort des cantonnements de Kobus.

Certains anciens compagnons de Kobus, qui avaient pourtant participé à son élimination, n'ont pas apprécié cette décision. Ils ont tenté de monter une structure au sein même de l'ALN, pour préserver leurs privilèges. Leur tentative fut cependant déjouée encore une fois. Ils furent traduits devant un tribunal, jugés et exécutés. C'était le dernier épisode du feuilleton Kobus. Le dossier était définitivement clos.

Bensaïdi

Kobus était à peine éliminé qu'un autre traître, Fodhil Bensaïdi, faisait son apparition dans une région située à la limite des Wilayas IV et VI. C'était un personnage sans passé militant, un simple militaire au sein de l'armée française, qui lui avait appris l'art de tuer et d'obéir aux ordres. En Indochine, il a appris la contre-guérilla, pour devenir un soldat aguerri, mais sans principes ni morale. Un simple mercenaire.

Revenu chez lui, dans la région de Chellalet El-Adhaoura, au sud de Ksar El-Boukhari, pour une visite familiale pendant la guerre de libération, Bensaïdi a attiré l'attention du commissaire politique de la région. Celui-ci l'a invité à rejoindre l'ALN pour participer au combat libérateur. Il lui a expliqué ce que serait l'apport d'un homme ayant sa formation et son expérience militaires.

Bensaïdi répondit favorablement à cette sollicitation, demandant toutefois un temps de réflexion. Il prit contact avec les services spéciaux français et les informa de ce travail d'approche du FLN. Ceux-ci le prirent en charge, décidant de lancer, à travers lui, une opération d'infiltration de l'ALN.

Il reçut l'ordre de rejoindre l'ALN. Le jour où il rejoignit l'ALN était également celui de l'arrivée du commandant Ali Mellah, qui venait d'être nommé à la tête de la Wilaya VI. Les autorités françaises étaient au courant de cette décision, après avoir mis la main sur des documents relatifs aux résultats du congrès de la Soummam, documents récupérés sur un mulet qui s'était égaré au cours d'un accrochage. Nous n'avons pu savoir si Bensaïdi avait été informé par ses officiers traitants de la nomination de Ali Mellah.

Celui-ci était un homme d'une grande simplicité. Il avait été nommé à la tête de la Wilaya VI malgré son opposition à la décision. Son seul but était de mener le djihad pour Dieu et la patrie.

Aussitôt la décision prise, un groupe de 35 hommes, dirigé par Ali Zouiche, fut mis à sa disposition. Ce groupe, chargé plus tard de prendre contact avec les messalistes, a été massacré, comme nous l'avons indiqué précédemment.

Ensuite, un groupe de 70 hommes, dirigé par Si Ahcène, ses adjoints Zoubir et Belaïd, a été envoyé de la Wilaya III vers la Wilaya VI pour appuyer Ali Mellah et y établir le contrôle de l'ALN. Un autre groupe dirigé par Errougi (le rouquin) prit la même direction.

Ali Mellah a entamé son travail en vue de structurer la Wilaya VI. Mais celle-ci offrait peu d'endroits susceptibles d'abriter le commandement d'une Wilaya. Il choisit alors d'établir provisoirement son PC à Djebel Ellouh, au cœur de la Wilaya IV, à la jonction des monts de Médéa et de l'Ouarsenis.

Il fit appel à Bensaïdi et Errougi pour l'aider dans sa tâche. Bensaïdi saisit l'opportunité. Il demanda à Errougi de l'accompagner à la convocation qu'il venait de recevoir de Ali Mellah. Bensaïdi voyageait avec un certain nombre de proches, originaires de la même région que lui. Utilisant des arguments primaires, il les avait convaincus que Ali Mellah et Errougi étaient des " envahisseurs " venus contrôler la région.

Arrivé dans un lieu appelé El-kerma (le Figuier), à la limite des Wilayas IV et VI, Bensaïdi a commencé par assassiner Errougi. Il a ensuite demandé à l'un de ses compagnons de lui tirer dessus, pour pouvoir affirmer plus tard qu'ils étaient tombés dans une embuscade, que Errougi était mort et lui-même avait été blessé.

Il put ensuite mener à bien son plan. Il assista à la réunion présidée par Ali Mellah, en présence de Si Ahcène et Belaïd, et quelques commissaires politiques. Un plan de bataille fut établi pour la Wilaya VI. Les moudjahidine se séparèrent ensuite, chacun devant remplir sa mission. Je me rappelle parfaitement ce jour où, à Djebel Ellouh, je fis mes adieux à Ali Mellah, ignorant que c'était notre dernière rencontre.

Bensaïdi réussit à convaincre un certain nombre de cadres de la Wilaya

VI de l'accompagner, afin de leur faire connaître ce nouveau territoire où ils devaient mener le combat, dit-il. Il avait auparavant soigneusement préparé une embuscade, à la limite des Wilayas IV et VI, où l'attendaient ses éléments. Il réussit à assassiner ses compagnons, qui comptaient parmi les meilleurs cadres de la Wilaya, dont Si Ahcène, Beläïd et Zoubir.

Son forfait accompli, il s'établit à Aïn-Boucif. Il se renforça en recrutant d'autres hommes parmi ses proches, sur une base strictement tribale. Il assassinait tous les moudjahidine qui se rendaient dans son secteur. Il commença à préparer l'assassinat de Ali Mellah. Il prit contact avec lui, en vue d'une rencontre en tête à tête, sous prétexte que la région n'était pas sûre. Ali Mellah accepta la rencontre, dont le lieu et la date furent fixées. Elle devait avoir lieu au douar Siouf, à l'ouest de Draïf. Là, il assassina froidement Ali Mellah et son secrétaire Abdelhamid.

Bensaïdi se rendit ensuite dans la région de Chellalet El-Adhaoura où il s'établit, pour lancer la dernière phase de son plan. Il convoqua un certain nombre d'hommes qu'il avait laissés en Wilaya VI, où ils attendaient Ali Mellah. Il leur tendit un piège, et les assassina à leur tour. Ils furent tous égorgés.

Abderrahmane Tahtouh put échapper au massacre. Il réussit à joindre le chef de la Wilaya IV, Si M'Hamed Bougara, pour l'informer de ce qui s'était passé, des trahisons de Bensaïdi et des dissensions suscitées par le recours du traître au tribalisme et à la rivalité entre régions. Si M'Hamed décida de garder le secret, n'en informant que Si Tayeb Djoughlali et Hadj Benaïssa, deux de ses plus proches compagnons.

Bougara établit un plan pour éliminer Bensaïdi. Il maintint le contact avec lui. Il l'invita à une réunion qui devait se tenir à Bougaadoun, dans la région de Ksar El-Boukhari. Mais Bensaïdi se rendit compte du piège. Il avait acquis la conviction sur son plan était désormais connu du commandement de la Wilaya IV. Sur ordre de ses officiers traitants, il refusa de se rendre au lieu du rendez-vous, préférant afficher publiquement sa collaboration avec l'armée coloniale. L'administration française lui fournit des armes modernes, de l'argent, et l'éleva au rang de colonel, comme elle avait accordé le grade de général à Bellounis. Dès lors, il réussirent, tous les deux, à établir leur contrôle sur une vaste région couvrant près de

1.500 km², à la lisière du Sahara.

Je ne pus voir cette région qu'après l'indépendance. Ma surprise fut immense. Un terrain plat à perte de vue, n'offrant aucun abri contre la chaleur en été, contre le froid en hiver, et surtout, aucune possibilité de cachette qu'impose la guerre de guérilla. Il n'y avait ni refuges, ni grottes, ni rochers sur lesquels s'appuyer, ni arbres ni eau. Quelques compagnons qui y avaient vécu l'enfer m'accompagnaient, des miraculés, membres de notre compagnie, parmi lesquels Mokhtar Mokhlat, Saïd Haigoun et Abdedaïm Abdedaïm. Il me racontèrent quelques uns des événements marquants de cette région, des accrochages dont certains avaient duré quatre jours et quatre nuits. Je ne pus me contenir :

-Notre djihad n'a que peu de valeur face au vôtre, avec tout ce que vous avez enduré et les sacrifices que vous avez consentis, dis-je avec admiration à ces hommes, qui s'étaient battus sur un terrain dont on pouvait voir le moindre détail à des kilomètres.

Il y a, en effet, une différence fondamentale entre une guérilla menée dans une zone montagneuse, boisée, difficile d'accès, où il est aisé de se cacher, et ce qui s'est passé en Wilaya VI. Ils avaient affaire à trois ennemis : la France, les traîtres et une nature difficile. Je pus encore mesurer la valeur de ces hommes au cours d'une seconde visite en 1964 en compagnie du colonel Mohamed Chaabani, qui m'a longuement raconté ce qu'ils avaient vécu, avec les difficultés d'approvisionnement, de déplacement, l'absence de caches, et le manque de coordination avec les Wilayas limitrophes. Il me parla également des conditions dans lesquelles étaient mort Si Tayeb Djoughlali, héros de l'Algérie, un homme de science et de foi, et Ali Mellah. Il évoqua ce que la population avait enduré avec les troupes des traîtres Bellounis et Bensäïdi.

Ces moments douloureux, ces hommes de valeur qui se sont sacrifiés, ont bâti la légende de la révolution algérienne, une révolution qui a réussi à atteindre la victoire. Malgré la férocité du colonisateur et de ses complices : Kobus, Messali, Bensäïdi, Bellounis et d'autres encore.

III- LA GUERRE

A- DES FAITS, DES HOMMES

Un bébé et sa mère

27 mars 19857. Des unités du génie militaire français aménagent une route dans l'Ouarsenis, pour faciliter l'accès à cette zone interdite. Une opération est organisée par deux compagnies, une de la Wilaya IV, la seconde de la Wilaya V. L'attaque a lieu au Mont Saadia.

Les unités françaises reçoivent l'aide de l'aviation. La bataille est terrible. L'intervention de l'aviation française a toujours deux significations : c'est une bataille d'envergure, et les troupes françaises sont en difficulté.

L'ALN réussit à abattre un hélicoptère. Les deux hommes d'équipage sont pris vivants. Ils sont capturés par les femmes, seules à se trouver au douar lorsque l'engin s'est écrasé. Les deux pilotes ont résisté à l'assaut des femmes. Finalement, l'un d'eux est tué, le second fait prisonnier.

Poussées par la curiosité, les femmes fouillent l'hélicoptère. Elles y découvrent des cordes. Elles en utilisent un bout pour attacher le pilote, et se mettent à la recherche des moudjahidine pour le leur livrer. Le lendemain, le pilote, interrogé sur ces cordes qu'il transportait, nous en dévoile le secret. Elles sont destinées à attacher les fellaghas que nous devions trouver drogués, explique-t-il. L'armée française avait mis des produits endormants dans les points d'eau où nous étions sensés boire nous approvisionner. Le cours de la bataille en avait décidé autrement, les moudjahidine ayant pris une direction opposée à celle prévue par l'état-major français.

Mais c'était surtout une guerre psychologique, car les soldats français se baladaient souvent, en cette période, avec des cordes. Ils affirmaient, à qui vouait les entendre, qu'elles étaient destinées à entraver les moudjahidine qui acceptaient de se rendre. Quand aux autres...

Pendant que le pilote d'hélicoptère était interrogé, les femmes du village s'étaient rendues compte de l'absence de l'une d'entre elles. Elle avait

été vue pour la dernière fois la veille. Elle courait se mettre à l'abri lorsqu'un second hélicoptère était venu à secours de celui qui s'était écrasé.

Aussitôt, des recherches furent organisées. Deux moudjahidine, accompagnées d'une femme, se rendirent dans la zone indiquée. Ils découvrirent le corps de la femme, sans vie, dans un endroit légèrement en retrait. Son fils de quinze mois était encore vivant. Il tétait les seins de sa mère...

Les chaussures de Bousboo

Ramdane Mekhloufi, dit Bousboo, l'homme au doigt, parce qu'il avait un doigt coupé, était mon adjoint lorsque j'étais chef de katiba. En sa compagnie, nous subîmes un accrochage en juillet 1959, à Ouled Benaïssa, au sud de Berrouaghia. Bousboo fut sérieusement touché au ventre. Il se mit à terre, se serra la ventre de sa main gauche, tout en tenant son arme de la main droite.

Il appela un de ses compagnons, Benaïssa.

- Prend mes armes, laisse moi juste le pistolet avec une balle engagée dans le canon, lui dit-il.

Benaïssa s'exécuta.

- s'ils arrivent, je pourrai me libérer, ajouta Bousboo.

Il donna un autre ordre à Benaïssa :

- Enlève mes chaussures.

Il les lui enleva.

- Enlève mon pantalon.

- Benaïssa hésita. Il voyait son supérieur souffrir, mais il ne voulait pas le laisser nu, le livrer à l'armée française ainsi.

- Fais-le. C'est un ordre, intima Bousboo.

Benaïssa s'exécuta de nouveau.

Débarrassé de son arme et de ses vêtements, Bousboo se sentit libre.

- Il ne sera as dit que Ramdane Mekhloufi est mort en emportant des chaussures neuves et un pantalon neufs, dit-il.

Il fit son testament

- Donne mon pantalon a Salah bouguerba et mes chaussures à Adebrrahmane. J'ai vu que ses chaussures sont déchirées, dit-il.

Salah Bouguerba était un moudjahid de Aïn-Soltane, de la région de Khemis Miliana, Abderrahmane était un tout jeune homme, le plus jeune du groupe.

Le courage ne suffit pas

Abdelkader Belhadj Djillali avait été une brillante figure de l'OS. Il en a été le premier instructeur avant son arrestation, suite au démantèlement de l'Organisation. Des réunions du MTLD s'étaient tenues dans sa ferme près de Zeddine, au sud Oued Rouina, sur les piémonts de l'Ouarsenis.

Comment a-t-il été amené à trahir ? Mystère. Il a fini par monter un contre-maquis, éliminé en 1957. Je me rappelle ce jour où nous trouvions dans la région de Djebel Ellouh. Si M'Hamed a fait un discours en apprenant la nouvelle. La tête de Kobus, dans un sac, était pendue à un arbre.

Bougara nous a surpris.

- Ne vous étonnez pas si je vous disais que cet homme, dont la tête est là, a été mon chef, dit-il.

J'étais stupéfait d'entendre pareille révélation. Je ne connaissais que des bribes de cette affaire auparavant, et j'ignorais le passé militant de Kobus.

Celui-ci avait un frère, qui s'occupait de la logistique de l'armée de Kobus. Il avait été capturé peu auparavant, avant que son frère ne soit éliminé. Il avait été ramené auprès du commandement de la wilaya, pour être jugé.

Le procès eut lieu dans la région de Djemaa Ouled Cheïh, dans l'Ouarsenis. Si M'Hamed, Boualem Oussedik, alors responsable de l'information, et Si Mohamed Baghdadi, de son vrai nom Allili, de Aïn-Defla, chef de zone, et Ali Lounissi, étaient présents. Si M'Hamed était le juge, Ali Lounissi l'avocat et Boualem Oussedik le procureur.

Il fut condamné à mort. Un choix lui fut laissé : choisir de quelle manière il voulait mourir. Il avait le choix entre mourir d'une balle, par pendaison ou être décapité. Il choisit de mourir par balles

Baghdadi, le chef de la zone 3, en avait le plus souffert de l'action de Kobus et de son frère. Il avait mené une lutte acharnée contre eux. Il intervint :

- Tu penses que nous avons des balles en quantité comme vous en avez ! dit-il. Vus, c'est l'armée française qui vous fournit. Nous, on achète les balles par notre sang !, ajouta-t-il avec colère. Tu seras exécuté par la hache.

Le frère de Kobus ne se démonta pas. Il fit preuve d'un cran étonnant.

- Vous m'avez jugé au nom de la révolution. Vous m'avez donné le droit de choisir. La révolution ne peut être que juste, dit-il. Si c'est une vraie révolution, elle sera juste.

Les dirigeants de la Wilaya IV étaient obligés de céder devant cet argument.

- quand vous m'avez capturé, j'avais un portefeuille, où est-il ? reprit le frère de Kobus.

- Le voici.

- combien y a-t-il d'argent ?

Il y avait exactement 52.00 anciens francs.

- c'est mon argent ou le vôtre ? demanda-t-il.

- C'est le tien.

- Alors, vendez moi une balle pour 52.000.

Ils furent contraints d'accepter.

Mais un nouveau problème fut soulevé : et s'il ne mourait pas d'une seule balle ? Une discussion s'engagea. Baghdadi intervint de nouveau :

- Je saurai comment faire, dit-il.

On lui ajouta une balle pour le même prix. Ainsi fut-il exécuté ainsi.

Boudherba

Smaïl Boudherba était médecin. Originaire de Béjaïa, il s'était établi à Médéa. C'était une personnalité connue de la ville, dans cette ville où les médecins d'origine algérienne se comptaient sur les doigts d'une seule main.

Nombreux étaient d'ailleurs les universitaires originaires de Kabylie à s'installer à Médéa, où se trouvait l'un des rares lycées d'Algérie. Seuls existaient à l'époque les lycées de Ben Aknoun, à Alger, celui de Blida et Médéa. Abane Ramdane a ainsi fait le lycée de Blida, et Omar Oussedik celui de Médéa.

Tahia Farès suivait de son côté des études de médecine à Montpellier, en France. Neveu de Abderrahmane Farès, il était rentré en Algérie et avait rejoint l'ALN et exerçait en Wilaya IV. Etant originaire de la même région que Boudherba, il avait tenté de le contacter Boudherba pour se procurer des médicaments et du matériel médical. Celui-ci, n'étant pas rassuré, avait cependant refusé de répondre aux sollicitations de notre médecin. Il avait des doutes sur l'identité de Yahia Farès. Il savait celui-ci à Montpellier, et ne comprenait pas qu'il puisse se trouver au maquis, dans une région éloignée de sa ville natale.

Yahia Farès a pris contact avec le chef de secteur de Médéa. Il lui a demandé d'attirer Boudherba chez un militant, qui habitait à quelques dizaines de mètres, sous prétexte que sa femme était malade et ne pouvait se déplacer. Boudherba accepta de se déplacer. Mais au lieu d'une femme malade, il y trouva un commissaire politique. Il s'agit de Mustapha, fils de Hadj Rabah, originaire de Médéa.

Boudherba accepta finalement d'accompagner Yahia Farès au maquis. Entre-temps, sa femme devait signaler sa disparition aux autorités coloniales. Il fallait que l'armée française soit convaincue qu'il avait été enlevé par l'ALN. Ainsi, pourrait-il plus tard nous fournir en médicaments et matériel.

Dans les maquis de la Wilaya IV, Boudherba vit les blessés, visita les endroits où ils étaient cachés, et se rendit compte de la manière sommaire dont nous étions contraints de les soigner.

Il rencontra également les moines de Tibhirine, enlevés peu auparavant. Père Luc et Père Mathieu se trouvaient eux aussi dans les maquis, dans une expédition qui les a définitivement convaincus, et qui finit par établir une solide amitié entre eux et l'ALN. Ils connaissaient aussi bien Smaïl Farès, notre médecin, que Boudherba.

Celui était définitivement convaincu de la nécessité de nous aider. Après ce qu'il venait de voir pendant les huit journées passées au sein de

l'ALN, il ne pouvait en être autrement. Nous décidâmes alors de poursuivre le scénario qui avait été mis en place.

On devait le ramener à Médéa, en compagnie du commissaire politique. Mais en cours de route, ils sont tombés dans une embuscade. Le médecin et le commissaire politique furent tous les deux faits prisonniers.

Un député de la région, Vignon, connu comme un ultra, se trouvait avec les colons et les militaires qui avaient capturé les deux hommes. Il connaissait Boudherba. Il a alors affirmé que le médecin n'avait pas été enlevé, mais avait délibérément rejoint l'ALN. Le médecin fut alors froidement assassiné, et le bruit fut répandu, selon lequel il avait été exécuté par l'ALN. Son corps fut exposé en public dans les rues de la ville.

Mustapha, le commissaire politique, a réussi à s'évader quelque temps plus tard. C'est lui qui nous expliqua ce qui s'était passé. Mais une terrible épreuve attendait le commissaire politique après son évasion. L'affaire fut examinée en conseil de zone, avec cette lancinante question : comment deux personnes peuvent être arrêtées ensemble par l'armée coloniale, et l'une d'elles meurt, alors que la seconde réussit à s'évader ? Mustapha, le commissaire politique était-il complice ?

Un procès fut organisé. Mustapha fut condamné et exécuté.

Sacrifice

El-Hadi Bensaad ne s'est pas contenté du sacrifice suprême. Il s'est donné la mort de la manière la plus terrible, en se tranchant la gorge, pour éviter de tomber entre les mains de l'armée française.

C'était un jeune homme de 19 ans. Il habitait une colline, près d'El-Omaria. Si les autres familles étaient toutes pauvres, la sienne était misérable. Elle vivait dans le dénuement le plus total. Mais c'est aussi une famille qui a été décimée par l'armée coloniale. Quatorze membres de sa famille avaient été exterminés.

Lui seul avait survécu. Son refuge naturel était l'ALN, qu'il rejoignit très tôt. Il devint rapidement un symbole. Il fut pourchassé avec d'autant plus de haine par l'armée coloniale qu'il représentait cette flamme de la liberté qui ne s'éteint jamais.

Il réussit à survivre à de multiples accrochages et sortit indemne de nombreuses embuscades. Jusqu'en 1961. Une nouvelle embuscade fut tendue à son groupe, qui se retrouva assiégé de toutes parts. Impossible de briser l'encerclement. Les munitions étaient épuisées. Mais lui refusait l'idée d'être pris. Il saisit son poignard, et se trancha la gorge.

Quand il fut découvert par les militaires français, il était déjà mort. Il avait réussi son dernier défi : mourir libre, ne pas tomber entre les mains de l'armée française qui pourrait utiliser sa capture comme un moyen de propagande. Se sacrifier était, pour lui, un geste naturel. Il l'a poussé à sa limite la plus extrême : décider lui-même du moment de sa mort plutôt que de laisser les militaires français souiller sa dépouille.

Cette famille Benssaad m'a profondément marqué. Elle eut en tout 14 martyrs. Deux frères, Ahmed et Salah, sont tombés le même jour. Ahmed lui-même a eu deux fils chouhaha, Mohamed, tombé en 1960 près d'El-Omaria, alors qu'il était officier, chef politique de région, et El-Hadi.

Salah, de son côté, a eu un fils chahid, Salem.

Dans l'autre branche de cette famille, on a compté trois frères chouhada. Il s'agissait de leurs cousins Benyoucef, Lakhdhar et Ramdane.

L'historien et le loup

Mohamed Tegua a été grièvement blessé à deux reprises pendant la guerre de libération. La seconde fois, c'était le 8 août 1961. Il était alors secrétaire de la Wilaya IV. Il fut blessé et fait prisonnier lors de l'accrochage qui a coûté la vie au chef de Wilaya, Si Mohamed Bounaama, au cœur de Blida.

Quatre mois plus tôt, en avril, il avait déjà été blessé dans un accrochage à Oued Lakhra, littéralement l'oued de la fin du monde, au sud-est de Chréa, sur le versant sud des monts de Blida. C'était une région boisée, avec un terrain fortement accidenté.

Se traînant tant bien que mal avec sa blessure à la jambe, Mohamed Tegua s'est mis à l'abri, dissimulé par des buissons. Après avoir essayé d'arrêter l'hémorragie par un bandage de fortune, il s'est adossé à un arbre. Comme le terrain était en pente, il avait peur de glisser. Il mit ses



En haut: Mohamed Teguir
En bas, Lakhthar Mokrani,
dit Si Lakhthar

pieds sur une grosse pierre, essayant de trouver la position la moins inconfortable. Et il a entamé sa longue attente. Seule la nuit le sauverait.

Dans le feu de l'action, ses compagnons s'étaient dispersés. Il s'est retrouvé tout seul. Les unités françaises qui menaient un ratissage dans ce secteur étaient nombreuses. Il était hors de question de tenter un combat frontal. Les consignes étaient claires. L'ALN avait perdu trop d'hommes dans des batailles inégales pour se laisser entraîner dans accrochages meurtriers. L'ordre de dispersion avait donc été donné, et un lieu de rendez-vous fixé. Mais Tegua, blessé, ne pouvait bouger. Il attendait donc la nuit, pour que les unités françaises rentrent. Il pourrait alors se traîner pour chercher de l'aide.

Mais la nuit venue, les unités françaises ont bivouaqué sur place. Un groupe de soldats français se trouvait à une vingtaine de mètres du buisson qui l'abritait. Il entendait distinctement leurs voix. Ils campaient tranquillement, discutant autour d'un grand feu.

Tegua était épuisé. Sa blessure le faisait souffrir. Elle l'affaiblissait considérablement. Sa jambe était raide. Le sang s'était coagulé, donnant à sa jambe une couleur et une allure inquiétantes. Il faisait froid, et il n'avait rien à manger.

Il était dans un état de semi-conscience. Il n'arrivait pas réellement à dormir. C'était plutôt des évanouissements, durant lesquels il gardait une vague conscience de sa situation.

Il sentit vaguement qu'on le tirait par le pied. Une petite traction, suivie d'une autre, plus forte. Il avait auparavant senti une sorte de frottement contre sa jambe. Mais il n'avait pas vraiment conscience des faits. Il ne s'était pas réveillé. C'est la douleur, dans la jambe, qui l'a finalement réveillé. Il lui fallut plusieurs secondes pour reprendre ses esprits, et pour pouvoir distinguer ce qui l'entourait. Là, au milieu des buissons, un loup tenait tout près de sa jambe. Ses yeux luisaient dans l'obscurité. Au bout d'un moment, le loup baissa la tête, mordit dans le bas du pantalon, et commença à tirer. C'est le loup qui était à l'origine de ces frottements, une sorte de caresse, qu'il avait ressenti sur sa jambe. L'animal léchait alors le sang séché qui collait au pantalon.

Maintenant, le loup semblait avoir des doutes. Il n'était pas sûr que sa proie était morte. Il voulait s'en assurer. Ou peut-être pensait-il que sa victime était morte, et essayait-il de la traîner vers son terrier.

Mohamed Tegua ne pouvait rien faire. Les militaires français étaient toujours là, à vingt mètres. Il ne pouvait tirer sur le loup. Il saisit une pierre, mais se rendit compte que s'il lançait contre l'animal, elle risquait de provoquer un bruit qui pourrait attirer la curiosité des militaires. Et ce loup qui repartait à la charge, tirant encore et encore.

Curieusement, il y avait comme une complicité entre l'homme et l'animal sur un point : ne pas faire de bruit. Ne pas alerter les militaires français. L'instinct de survie chez l'homme, l'instinct du chasseur chez l'animal, les poussaient à une lutte silencieuse. Qui dura longtemps.

Tegua réussit à couper un buisson, dont il se servit comme bâton pour chasser l'animal. Le loup finit par se retirer légèrement. Peut-être attendait-il que sa proie meure. Puis il finit par s'en aller, à la recherche d'une autre proie.

Tegua est resté dans son buisson jusqu'au matin. Les militaires français levèrent alors le camp. Ils allaient plus loin, poursuivant leur ratissage. Ils pensaient que les éléments de l'ALN étaient déjà loin, et partaient à leur poursuite. Ils ne pouvaient imaginer que l'un d'eux était là, à quelques mètres, et qu'il suffisait de faire un petit tour pour le retrouver, presque agonisant.

Mais l'épreuve n'était pas finie. Il fallait survivre, dans cet endroit isolé, sans nourriture, sérieusement blessé de surcroît. Il ne pouvait même pas bouger. Par quel miracle Tegua a survécu, je ne le sais. Près de quarante huit heures après sa blessure, des bergers le retrouvèrent, totalement épuisé. Ils le secoururent, et alertèrent l'ALN, qui le prit en charge. Il fut rétabli, et reprenait ses fonctions quelque temps plus tard.

Mais le destin s'acharnait sur lui. Le 8 août 1986, il était de nouveau blessé et fait prisonnier à la suite d'un accrochage à Blida. Il fut sauvagement torturé, et en a gardé des séquelles jusqu'à sa mort.

Ce compagnon, qui avait vécu près de Si Mohamed Bounaama, de par sa fonction de secrétaire de Wilaya, avait une force de caractère peu commune. Militant communiste, il faisait preuve d'une très grande ouverture

d'esprit. Réserve, à la limite de la timidité, il remplissait sa mission consciencieusement, avec une tranquille détermination.

Après l'indépendance, il a été arrêté, et torturé. Mais il gardait la foi, et une soif de savoir exceptionnelle. Il a repris ses études à l'âge où d'autres pensaient partir en retraite. Il soutenu un doctorat, et a enseigné l'histoire à l'université d'Alger jusqu'à sa mort. Il a notamment publié " l'Algérie en guerre ", et " l'ALN à travers un échantillon, la Wilaya IV ".

Rabah Bouragaa

C'était mon aîné de trois ans. Rabah Bouragaa, mon frère, a vécu dans les cercles nationalistes animés par Cheïkh Tayeb Djoughlali dès les années quarante, bien qu'il fût totalement analphabète. Il a naturellement rejoint très tôt l'ALN, en janvier 1955. Il acquit un surnom, le 18, qui lui est resté collé jusqu'à sa mort. Je ne sais d'où il lui est venu, mais il était plus connu que son vrai nom ou son nom de guerre.

Quand, à mon tour, j'ai rejoint l'ALN en 1956, lui faisait figure d'ancien. Il a tenu le maquis pendant un peu plus de quatre ans, côtoyant Si M'Hamed Bougara, Tayeb Djoughlali, et d'autres figures illustres.

En avril 1959, il était responsable d'un groupe chargé de la logistique. Un bien grand mot, pour décrire leur rôle, mais qui montre la confiance dont il jouissait. Une groupe de moudjahidine, généralement les plus anciens, ayant fait leurs preuves, était chargé de garder le stock de munitions de la Wilaya. Chacun avait en charge deux ou trois casemate, que lui seul connaissait, dans lesquelles étaient enfuies ces provisions précieuses. Si l'un d'eux devait mourir ou être fait prisonnier, et qu'il parlait sous la torture, les pertes étaient ainsi minimisées.

Quand a débuté l'opération " Couronne " dans l'ouest, pour toucher l'Ouarsenis, la Wilaya IV a envoyé une compagnie soutenir les unités dirigées alors par Si Mohamed Bounaama, alors chef de la zone 3. Les combats étaient durs, et d'une fréquence infernale. Les munitions s'épuisaient. De plus, les services spéciaux avaient lancé une nouvelle opération criminelle, consistant à abandonner des munitions piégées sur le champ de bataille. Quand les moudjahidine s'en servaient, elles explosaient, faisant

de nombreux morts et blessés. Bounaama a donc donné l'ordre de ne plus utiliser les munitions récupérées : la principale source d'approvisionnement de l'ALN se tarissait.

Je reçus l'ordre d'envoyer des munitions vers la zone 3. J'établis une liste des besoins, en rajoutai un peu, pour en prendre une partie au profit de ma compagnie, et envoyai une section auprès du groupe chargé de la logistique à cet effet. Habituellement, quand le groupe, dirigé par mon frère, reçoit ces ordres, les hommes vont séparément aux casemates qu'ils gèrent, ramènent ce qui leur est demandé, et le confie à ceux chargés de l'acheminement. L'opération se déroulait généralement dans la zone où se trouve le PC de la Wilaya. PC est aussi un bien grand mot. Il s'agissait en fait d'une zone relativement sûre, boisée, accidentée, difficile accès, et facile à surveiller. L'état-major de la Wilaya s'y déplaçait constamment, dans un vaste périmètre, mais dans une relative sécurité. En l'occurrence, il s'agissait de Ouled Bouachra, au sud-ouest de Médéa, là où a été érigée une stèle à la mémoire de Bougara.

Mais cette fois-ci, quand la section s'est rendue au PC, elle n'a trouvé que mon frère Rabah. Les autres éléments du groupe chargé de la logistique étaient absents. Renseignements pris, on nous apprit qu'ils avaient été convoqués au PC pour enquête. L'armée française avait découvert et détruit une des casemates, et pris les armes et munitions qui s'y trouvaient. Il fallait savoir comment et pourquoi elle avait été découverte.

Je redonnai l'ordre à la section de se rendre de nouveau au PC, d'arrêter mon frère Rabah, de le ligoter, et de le ramener. Je fixai un lieu de rendez-vous dans la zone où se trouvait le PC du chef de Wilaya Si M'Hamed Bougara. Je sentais vaguement une injustice dans cette démarche. Mon frère n'était pas considéré comme suspect, et échappait ainsi à l'interrogatoire, alors que les autres hommes risquaient l'infamie, peut-être la mort. Pour quelle raison était-il épargné, alors qu'il était chef du groupe, et devait, de ce fait, assumer la responsabilité des erreurs que pouvaient commettre les hommes qu'il dirigeait ?

Le hasard a fait que sur le chemin du retour, le groupe accompagnant mon frère, ligoté, a croisé Bougara. Celui-ci a demandé des explications. Personne ne pouvait lui en donner. Il s'adressa donc à mon frère, qu'il

connaissait de près. Il le connaissait d'ailleurs par son surnom, " le 18 ". Mais mon frère n'avait pas non plus d'explications.

Bougara était en colère. Il ne pouvait admettre qu'un homme, arrêté et ligoté dans un maquis, soit dans l'ignorance de ce qui lui était reproché. Il s'adressa donc à mon frère Rabah par une boutade restée célèbre :

- Tu prétends ne pas savoir ce qui te concerne ! Si tu es le 18, alors, je vais te montrer le 36, lui dit-il.

J'arrivai peu après sur les lieux. Bougara me demanda pourquoi je faisais arrêter mon propre frère. Je lui exposai mes arguments. L'armée française avait découvert une casemate par hasard. Les hommes chargés de ces caches étaient au-dessus de tout soupçon. Il s'agissait de moudjahidine de la première heure, des hommes aguerris, qui jouissaient de notre confiance totale. C'était d'ailleurs pour cette raison qu'on leur avait confié cette lourde responsabilité. Pour moi, leur innocence ne faisait aucun doute.

- S'ils sont coupables de quoi que ce soit, mon frère aussi est coupable, ajoutai-je. Il est chef du groupe, et donc responsable de leurs erreurs.

C'était, pour moi, la seule manière d'aborder la terrible question de la suspicion qui s'insinuait dangereusement dans les rangs de l'ALN. Les services spéciaux français avaient effectué leur sale besogne, avec la bleuite, qui avait fait des dégâts immenses. Pour détruire l'ALN de l'intérieur, les services de renseignements français faisaient courir le bruit que les hommes rejoignant l'ALN travaillaient pour eux, ce qui a conduit, parfois, à des procès expéditifs, des condamnations infâmantes, sans preuve, et des exécutions. C'était la terrible réalité de la vie du maquis.

Bougara a accepté mes arguments. Lui aussi se rendait compte de la dérive grave qui pouvait emporter l'ALN. Il connaissait personnellement les hommes en question. Il pouvait jurer de leur bonne foi et de leur innocence.

Mais le mal était fait. Il fallait trouver un moyen de réhabiliter ces hommes. Leurs compagnons les avaient vus ligotés, interrogés, suspects, et donc coupables. Il était difficile de rétablir leur image. Bougara dévina de les affecter dans des unités de leurs choix. Il demanda à mon frère où il voulait se rendre. Rabah choisit la zone 4.



La zone 4, couvrant le Dhahra, a particulièrement souffert.

En haut: scène de torture, près de Miliana.

En bas, photo trouvée sur un prisonnier français.



Bougara était choqué par la réponse. La zone 4, qui va de Tipaza jusqu'aux abords de Mostaganem, englobant le Zaccar, le Dhahra, et une partie de la plaine du Cheliff, était la plus dangereuse de la Wilaya IV. S'y rendre signifiait la mort, à coup sûr. Celui qui devait y effectuer une mission avait droit à des adieux d'un genre particulier : ceux qu'on adresse à un condamné à mort. Beaucoup de moudjahidine ne réussissaient même pas à l'atteindre. Ceux qui y arrivaient avaient peu de chances de survivre.

Pour Bougara, le choix de mon frère Rabah avait un sens particulier. Il le croyait déprimé, humilié. Il n'acceptait pas le fait d'avoir été soupçonné. Seule la mort, la chahada, pouvait donc le rétablir dans son honneur. Bougara demanda à Rabah les raisons de ce choix.

- Je veux rejoindre Youcef Benkherouf, répondit Rabah. Benkherouf, qu'il connaissait depuis longtemps, venait d'être nommé chef militaire de la zone 3.

Bougara était quelque peu soulagé. Mais il refusa la demande de Rabah. Il lui proposa de choisir une autre zone. Après réflexion, Rabah a opté pour le Sahel. Il avait travaillé dans la Mitidja avant la guerre de libération, et connaissait quelques villes. Nous avions également des parents dans cette région.

Bougara a accepté sa requête. Ils étaient trois à être mutés. Benyoucef Lahouel, Ramdane Messaoudani, et mon frère Rabah, tous trois d'El-Omaria

Ils quittèrent la région de Ouled Bouachra, pour se diriger vers l'est. De là, ils franchiraient la montagne, dans la région de Chréa, pour se retrouver dans la Mitidja.

Ils firent une première halte à El-Omaria. Rabah put y rencontrer les parents, sa femme et ses enfants. Mais ils repartirent rapidement. Leur passage ne pouvait passer inaperçu. Ils firent une seconde halte chez des oncles maternels, les Mabrouki, au nord d'El-Omaria. L'endroit leur paraissait plus sûr. C'était une maison isolée, en pleine campagne, construite en pierre et en terre séchée. Elle offrait un meilleur refuge pour la nuit.

A l'aube, pourtant, ils s'aperçurent que la maison était encerclée. El byaïne. Les mouchards. Visiblement, l'armée française agissait sur la base

d'informations précises. Ses chefs savaient que Rabah a longtemps vécu au PC de la Wilaya. Il devait donc avoir de précieuses informations. Ils voulurent alors le prendre vivant.

L'accrochage s'était engagé tôt le matin. Mais Rabah et ses deux compagnons n'avaient aucune chance de briser l'encerclement pour rejoindre le maquis. Les militaires français se contentèrent alors de maintenir leur dispositif, sans lancer l'assaut, pour tenter de le convaincre de se rendre.

Peu après, un hélicoptère s'est posé près de la ferme. Il ramenait mon père, ma mère, la femme de Rabah et ses cinq enfants. Dans une ultime tentative de le prendre vivant, ils utilisaient ses proches. Mais Rabah avait fait son choix depuis longtemps. Alors que des militaires français tentaient d'approcher de la ferme, en compagnie de ses parents, peut-être pour les inciter à lui demander de se rendre, Rabah fit feu, tirant de manière précise entre père et mère. Des militaires français tombèrent.

C'était fini. Il n'y avait rien à faire, rien à négocier. Les soldats français se retirèrent, laissant le terrain à l'artillerie et l'aviation. La maison fut totalement rasée. Rabah Bouragaa, mon aîné, connu sous le nom de " 18 ", était tombé en chahid avec ses compagnons.

Mariage

Fin juillet 1956. Je fais partie d'une patrouille de 45 hommes, venu de l'est de la Wilaya IV jusqu'en Wilaya V. Nous avons mené de nombreuses opérations, et subi de multiples accrochages. Nous avons deux blessés. Ils souffrent, et perdent leur sang.

Nous arrivons aux abords de Tiaret. C'est jour de marché. Si Abdelaziz, notre chef, décide de tenter le coup. Il décide de se rendre en ville pour chercher des secours. Pour passer inaperçu, il a acheté un âne, qu'il poussait devant lui comme ces centaines de fellah se rendant au marché.

La chance lui sourit. Il reconnut un homme de ses connaissances. Il l'aborda, sans lui révéler l'objet de sa présence. Ils s'isolèrent ensuite, et évoquèrent le passé, quand ils fréquentaient ensemble la Zitouna de Tunis. Au fil de la discussion, en évoquant leurs souvenirs, il finit par se

convaincre que l'homme était acquis au FLN. Il accepta son invitation, et ils se rendirent chez lui.

Si Abdelaziz lui révéla alors ce qui l'avait amené en ville. L'homme en fut surpris. Mais il n'hésita pas un instant. Il acheta les médicaments, ainsi que différents provisions dont nous avons besoin, et accompagna Si Abdelaziz. Ils réussirent à nous rejoindre à la nuit tombée.

Nous nous trouvions alors dans un douar isolé. L'armée française réussit cependant à nous repérer. Ne connaissant pas le terrain, nous avons préféré décrocher. Il était inutile de prendre des risques, de subir une bataille en terrain inconnu, et d'exposer un douar aux représailles de l'armée coloniale.

Dans notre retraite, nous sommes tombés sur une tente, isolée au milieu de la steppe. Elle était habitée par un homme, gardien de champs d'alfa, et son épouse. Le mari était absent à notre arrivée. C'est sa femme qui se chargea de nous guider. Elle nous dirigea vers un endroit où était organisée une fête de mariage traditionnel.

Nous fumes très bien accueillis. Nous nous sommes fondus dans la foule, participant à leurs jeux et à la fantasia. De fellaghas, nous étions devenus des fellahs de la steppe participant à une fête, que Si Abdelaziz transforma bientôt en un grand meeting politique.

Notre séjour se prolongea pendant deux jours. Nous nous sentions chez nous. Les hommes nous offrirent des armes, des munitions, des provisions et de l'argent. D'autres habitants de la région apprirent notre présence et se présentèrent à leur tour pour nous offrir ce qu'ils pouvaient. Si Abdelaziz tira profit de cette opportunité pour désigner des responsables chargés d'encadrer cette région, parmi lesquels Ould Larbi, dit Si Djaafar, son ami de la Zitouna, qui sera plus tard de l'ALN en zone 5 de la Wilaya V, avant d'être fait prisonnier. Il sera détenu jusqu'à l'indépendance.

Retrouvailles

Une révolution, c'est d'abord un rapport permanent avec une société. On peut aussi bien utiliser ses formidables ressources et ses énergies, et

contribuer à la libérer de ses chaînes et de ses tabous, que la subir quand on commet des maladresses. Mais c'est un travail quotidien, permanent, dans lequel le commissaire politique a un rôle essentiel. On peut vivre des drames, des grands moments d'émotion, mais aussi une joie intense qui compense toutes les peines du monde.

Ainsi, un groupe de moudjahidine s'est retrouvé dans un douar isolé, Fergh Ennemr, au sud de Berrouaghia, où ils ont trouvé refuge chez une dame âgée. Cela se passait à la fin des années cinquante. Elle habitait un coin reculé dans la montagne, où on parlait un dialecte qui était un mélange de berbère et d'arabe. Le douar avait très peu de contacts avec le monde extérieur. Beaucoup d'hommes, et la majorité écrasante des femmes n'avaient jamais mis le pied dans la ville.

Pendant que la vieille dame leur préparait le repas, elle aperçut un jeune djoundi, blotti dans un coin, serrant son arme contre lui. Elle le fixa un moment, tout en s'affairant. Puis elle s'approcha de lui et lui demanda d'où il était.

- Je suis de Maghnia, dit-il.

Il lui révéla ensuite son nom. A peine l'avait-elle entendu qu'elle se jeta sur lui pour le serrer dans ses bras. Le moudjahid était confus, ne comprenant ce qui poussait la vieille dame à cet élan d'émotion. Elle pleurait, tout en parlant de manière confuse. Puis ses mots devinrent plus intelligibles :

- Tu es mon neveu, tu es mon neveu, répétait-elle tout en pleurant.

Au bout d'un moment, elle put se reprendre. Elle s'assit et relata son histoire. Une histoire d'une simplicité terrible, en cette époque.

- Je me suis mariée très jeune à un jeune homme qui effectuait son service militaire au sein de l'armée française à Maghnia, dit-elle. A la fin de son service, nous sommes revenus à douar, en pleine montagne. Je n'ai jamais revu les miens depuis, et je n'ai jamais eu de leurs nouvelles.

Elle était donc restée près de trente ans sans nouvelles de sa famille. Le hasard a fait que par une difficile nuit, elle offrit le gîte à un groupe dont faisait partie son propre neveu pour renouer avec son passé. Depuis, les hommes de l'ALN ont adopté cette vieille dame qui leur ouvrait toujours les portes de sa modeste habitation.

Mausolée

Un autre douar, dans la même région. Une Koubba (mausolée) abritant la tombe d'un saint vénéré, Sidi El-Ghoul (Saint-Ogre), avait été érigée là depuis des générations. On organisait des fêtes rituelles en l'honneur du saint homme et on y sacrifiait des moutons.

Nous nous y rendîmes dans la nuit du 16 juillet 1956, emmenés par un guide originaire du douar. Nous trouvâmes, à l'intérieur du mausolée, des morceaux d'un tissu coûteux, utilisé traditionnellement pour couvrir la kabria, une sorte de monument abritant la tombe du saint, généralement placé au centre du mausolée, et dont les femmes faisaient le tour en prononçant des vœux. Une pratique dont on ne connaît pas l'origine exacte, peut-être copiée à partir du Tawef, la marche autour de la Kaaba à La Mecque, lors du pèlerinage.

La plupart de nos djounoud portaient alors de vieilles tenues, et avaient mal aux pieds, à forcer de marcher. Beaucoup n'avaient pas de chaussettes. Un petit groupe eux se porta volontaire pour déchirer le tissu et en faire des chaussettes qui soulageraient nos pieds.

Le guide regardait faire en silence. Puis, il s'éclipsa discrètement pour regagner le douar. Quand, à notre tour, nous quittâmes les lieux, nous fûmes surpris par des unités de l'armée coloniale qui nous avaient tendu une embuscade. Nous fûmes contraints à subir un accrochage d'une rare violence, dans un endroit que nous n'avions pas choisi.

Nous eûmes beaucoup de chance. Nous pensions avoir perdu un homme, Si Tahar, mais il s'avéra plus tard qu'il s'était simplement perdu en chemin, et il finit par nous rattraper. Les habitants du douar étaient venus à la fin de l'accrochage, et l'ont retrouvé sain et sauf. Mais il eut fort à faire pour les convaincre de sa bonne foi. Ils étaient furieux, et considéraient le geste des moudjahidine, utilisant le tissu du mausolée pour en faire des chaussettes comme sacrilège. Il leur expliqua que les moudjahidine se trouvaient dans un dénuement terrible, et s'étaient trouvés contraints d'utiliser le tissu car, pour eux, c'était une question de survie. Il put les convaincre que l'adoration de tombes et de mausolées ne pouvait en aucune manière être considéré comme un geste de dévotion.

- La véritable dévotion, c'est envers la révolution et le djihad qu'il faut les montrer, car l'ennemi a tout intérêt à nous préserver dans l'ignorance et l'adoration de choses aussi futiles qu'inutiles, dit-il.

Les habitants du douar furent touchés par sa franchise et son verbe. Ils l'invitèrent à rester auprès d'eux. Il y séjourna près d'un mois, où il mena un travail remarquable, avec un résultat exceptionnel. Il put ainsi collecter soixante fusils, au moment où les armes étaient très rares. Ils réussit également, grâce à leur concours, à s'introduire dans un cantonnement de l'armée française, dont il exécuta le chef d'unité, un capitaine.

Fouiller des chèvres

Ces rapports de confiance avec la population étaient pour nous d'un apport capital. Ils nous permettaient de nous approvisionner auprès des familles des harkis. Il n'était d'ailleurs pas rare des épouses de harkis dérobent des munitions, même en quantité infime, ou des effets vestimentaires, pour les envoyer à l'ALN. D'autres prélevaient sur les rations alimentaires que l'armée française fournissait généreusement à ses collaborateurs pour nous en envoyer une partie.

Toutes les astuces étaient permises pour nous envoyer quelques balles, ou un message. Dans ces zones reculées, ils étaient de tradition de couvrir les mamelles des chèvres d'une sorte de musette pour éviter que leurs petits ne les têtent dans la journée, ce qui garantissait ainsi une collecte de lait significative le soir à la rentrée des troupeaux. Ces musettes sont rapidement devenues des caches largement utilisées pour transmettre messages et objets de petite taille, notamment les munitions. Les bergers attendaient d'être à l'abri des regards pour extraire les lettres et objets à transmettre et partaient dans la montagne à la recherche de leurs destinataires parmi les moudjahidine. Quand l'affaire fut ébruitée, on a commencé à assister à des scènes grotesques : il n'était pas rare de trouver toute une section de l'armée coloniale en train de " fouiller " les chèvres en palpant leurs mamelles...

Une mère, deux frères

Mais à côté de ces situations burlesques, c'est le drame qui dominait. Comme au sein de cette famille du douar Cherata, près de Berrouaghia. Le père était mort, laissant trois enfants, élevés dans le dénuement le plus total par une mère sans ressources. Ils habitaient un gourbi en terre séchée, glacial en hiver, n'offrant aucun confort en été. Evidemment, aucun des trois enfants ne connut l'école.

L'aîné a rejoint l'armée française, dont il était devenu le chouchou d'une unité locale. Il était la malédiction du douar. Arrogant, prétentieux, il abusait de son pouvoir, sachant qu'il avait droit de vie et de mort sur ses semblables. Le second, Ramdane, a rejoint l'ALN. Sa bravoure en a fait rapidement un des éléments les plus activement recherchés dans la région.

Le troisième est resté auprès de sa mère, dont la santé vacillait. Celle-ci était déchirée entre les choix opposés de ses deux premiers fils. Elle préféra porter tout son amour sur le troisième, pour oublier son drame.

L'aîné ramenait souvent à sa mère de quoi manger, des rations alimentaires, des fruits, des confiseries qu'elle n'avait jamais connues. Elle était si pauvre, et avait vécu si pauvrement qu'elle finit par lui en être reconnaissante. Totalement analphabète, n'ayant connu de la vie que la misère, elle finit par pencher pour celui qui lui apportait à manger, lui offrait des produits inconnus pour elle. Elle finit par demander à Ramdane de quitter l'ALN pour l'armée française, où il pourrait être près de son frère.

Ramdane se rendit compte de la complexité de la situation. A son tour, il décida de se rendre fréquemment chez sa mère, qu'il chargea de transmettre un message à son frère pour lui demander de quitter l'armée française et de rejoindre l'ALN. Il insista, d'autant plus que son frère représentait, à ses yeux, une honte pour la famille et un danger grandissant, car l'homme se révélait un redoutable mobilisateur au profit de l'armée française.

La mère se retrouva au milieu d'une terrible pression. Elle subissait la guerre menée par ses deux fils, sans pouvoir y influencer. L'aîné se montrait

insistant, car malgré son zèle, la présence de son frère au sein de l'ALN jetait un doute sur son engagement et l'amenait à subir des interrogatoires désagréables auprès des services de renseignements de l'armée française.

Il revenait constamment à la charge auprès de sa mère, tantôt lui promettant une amélioration de sa situation, tantôt la menaçant de la laisser mourir de faim. Ses paroles étaient rapidement suivies d'effet, alors que Ramdane, ne voyant sa mère qu'à intervalles irréguliers, selon ce que lui permettait sa situation au sein de l'ALN, n'arrivait pas à convaincre sa mère avec son discours sur la révolution et la liberté. C'était insuffisant pour vaincre à la fois l'ignorance et la pauvreté.

Finalement, le traître, sa mère et Ramdane convinrent d'un rendez-vous pour discuter d'une solution à envisager, et mettre ainsi fin au calvaire de la famille. L'initiative venait de Ramdane. Il avait fait croire à son frère qu'il était disposé à quitter l'ALN, et qu'il organisait le rendez-vous en vue de se faire accompagner par son frère auprès de la garnison française la plus proche.

Est-ce le traître qui fut pris de doute ? Est-ce la fibre maternelle de la vieille dame qui l'a amenée à sentir le piège, et à changer la nature du rendez-vous ? Toujours est-il que, par une froide nuit de l'hiver 1961, elle accompagna Ramdane et son frère cadet pour un rendez-vous fatal. Arrivés sur le lieu prévu pour la rencontre, ils attendirent longtemps. Le traître ne vint pas.

Ramdane fut à son tour pris de doute. Ne lui avait-on pas tendu un piège, avec la complicité de sa mère et de son frère cadet ? Pour lui, les choses étaient évidentes. Le traître ne viendrait pas. On lui avait tendu un guet-apens. Dans peu de temps, il serait encerclé. Il lui fallait donc laver l'affront, éliminer cette honte qui planait sur la famille tout entière, avec un frère harki, une mère et un autre frère qui se révélaient ses complices. Il exécuta sa propre mère et son frère cadet pour laver l'affront. Il accomplit ce geste suprême pour servir la révolution, qu'il a placée au-dessus de tout. Ce fut un drame terrible, qui eut un profond retentissement. Il révélait à quel point les moudjahidine croyaient en la révolution, jusqu'où pouvait aller leur détermination, tout en offrant un exemple de ces situa-

tions extrêmes auxquelles pouvait mener la nécessité de combattre par tous les moyens un ennemi qui représentait le mal absolu.

Deux frères

Le drame faisait ainsi partie du vécu quotidien des moudjahidine et de toute la société algérienne. Même quand on vivait une épopée, le drame n'était jamais loin, comme le montre l'histoire des frères Ben Mehel. Issus d'une famille très pauvre de Berrouaghia, ils étaient contraints de survivre dans un dénuement complet, tout en essayant de suivre des cours à l'école primaire. L'aîné, Mahmoud, faisait des petits métiers en dehors des heures de scolarité. Il était un brillant élève. Il réussit à aider sa famille tout en poursuivant ses études mais, considéré comme un agitateur, il fut renvoyé à la fin du cycle primaire.

Il fut pris en charge par l'ALN qui, avec le temps, en fit un instituteur dans le maquis, puis un commissaire politique. Il mit son savoir et son enthousiasme au service de la révolution. Il sillonnait les montagnes pour mobiliser au profit de l'ALN, enseigner la grandeur de l'Algérie, évoquer ses héros et son passé, et soulignait la grandeur de l'épopée que constituait l'œuvre de libération de l'Algérie. Il effaçait, la nuit, tous les effets de la propagande française mise en oeuvre dans la journée par différents services de renseignements, avec le concours des SAS, de l'administration, des services d'action psychologiques et des traîtres.

Mahmoud Ben Mehel était devenu un élément clé du dispositif de propagande de l'ALN dans cette étape très difficile. Est-ce ce sentiment de pouvoir qui l'a poussé à l'excès ? Ou est-ce le résultat du travail des services de propagande français qui avaient réussi à jeter un fort sentiment de suspicion autour des maquis ? Toujours est-il que par une froide nuit de 1960, un jeune algérien, enrôlé dans l'armée française, prit la décision de désertir pour rejoindre l'ALN. Il choisit la nuit pour tenter de rejoindre le maquis. Il ne pensait pas aux conséquences, ni à établir un contact préalable pour lui préparer le terrain. Il se rendit directement dans la montagne, où il se mit à la recherche des moudjahidine. Il fut pris dans une tempête de neige, fut contraint de s'abriter, et finit par être repéré par les hommes de l'ALN. Il était radieux.

Il fut emmené auprès de Mahmoud Ben Mehel, qui le soumit à un interrogatoire. Le jeune déserteur lui expliqua sa volonté de rejoindre l'ALN et de combattre aux côtés des siens. De son côté, Ben Mehel avait des doutes. Il pensait que le jeune homme avait été envoyé par les services spéciaux français pour infiltrer l'ALN. Il avait peur des infiltrations, en cette époque où le doute et la suspicion avaient gagné les maquis. Il décida de faire exécuter le déserteur sur le champ, pour éviter de faire courir le moindre risque aux unités de l'ALN. Malgré les supplications du jeune homme et l'intervention des moudjahidine, il était déterminé à le faire éliminer. Le jeune déserteur fut exécuté par ses propres frères le jour où il avait décidé de les rejoindre.

Peu après, l'information parvint à Farès Ben Mehel, le frère de Mahmoud. Il fit convoquer les témoins directs du drame, les interrogea longuement, confronta les points de vue des uns et des autres, jusqu'à ce qu'il acquière la conviction totale que le jeune déserteur était sincère, et que son frère avait commis une erreur irréparable. Il lui reprochait de s'être laissé aller à des décisions injustes, de ne pas avoir organisé un procès équitable pour permettre au jeune déserteur de se défendre, de prouver sa bonne foi, et de l'avoir fait exécuter de manière injuste, sans preuve formelle attestant qu'il avait été envoyé par les services spéciaux français.

Farès Ben Mehel prit à son tour une décision terrible. Il fit exécuter son propre frère Mahmoud, en présence de nombreux moudjahidine. Il tint à voir lui-même le corps de son propre frère, pour montrer que la révolution est juste, impitoyable mais juste, et qu'elle exige des militants d'aller au-delà d'eux mêmes, de s'élever à la hauteur des idéaux de sacrifice qu'elle exige.

Tuer cent un arabes

Djendel, dans la région de Aïn-Defla, se trouve à l'ouest de la plaine du Haut Cheliff, une des régions les plus fertiles du pays. On y trouvait de grandes exploitations appartenant de colons qui s'étaient emparés des meilleures terres, réduisant la population à une situation proche de l'esclavage.

Un des colons les plus connus de la ville s'appelait Rock. C'était un roux gigantesque, avec des joues toutes rouges, un cou épais et un ventre

énorme. Il habitait une splendide demeure, entourée d'arbres et de jets d'eau, de fleurs et de plantes rares, ainsi que d'immenses superficies agricoles.

A quelques centaines de mètres de sa demeure, s'alignaient les gourbis de ses ouvriers agricoles, de ses bergers et de ses employés de maison. Ils menaient une vie misérable. L'hiver, ils souffraient du froid, et leurs enfants, en haillons, passaient leur temps à patauger dans la boue. En été, ils traînaient leurs maigres carcasses dans la poussière, pendant que le colon faisait ses comptes après les moissons.

En 1956, l'ALN donna l'ordre à des moussebiline de brûler les fermes des colons avec les récoltes. L'opération s'étendit de Sidi Naamane, à l'ouest, jusqu'à Djendel, à l'est. Il faisait chaud et sec, et le feu prenait partout, à une vitesse incroyable, brûlant maisons, récoltes et champs.

Rock était furieux. Il était aussi l'un des plus puissants colons de la région. Il rassembla ses pairs, leur fit un discours, les harangua longuement pour les pousser à la vengeance contre tout ce qui était algérien, qu'il soit civil, moussebel ou parent de moudjahid. Personne ne devait échapper à sa main vengeresse.

Le commandant du secteur militaire français assistait à la rencontre. Il leur fournit les armes et les munitions dont ils avaient besoin, ainsi que la logistique nécessaire, et les assura de son soutien. Ils dépêcha quelques unités pour assurer la sécurité des colons et de leurs biens.

Rock promit publiquement de tuer cent un arabes à titre de vengeance. Il appela les autres colons à se joindre à sa croisade. Sa fureur augmenta encore quand il apprit que son frère avait été exécuté par les moudjahidine et que sa ferme avait été brûlée.

Il se rendit aussitôt avec les autres colons au quartier arabe, qu'ils bouclèrent avant d'y mettre le feu. Ils tiraient sur tout ce qui bougeait, jeunes, vieux, enfants, bêtes. Rien ni personne n'échappait au massacre, qui se poursuivit jusqu'à la nuit. Onze personnes ont été tuées par balles, et des dizaines d'autres ont été brûlées vives.

Peu après, nous avons perdu le commissaire politique Hocine Benfarès, un homme qui avait fait preuve d'un talent rare dans la mobilisation et la propagande. Il était tombé dans une embuscade. Il fut déca-

pité, et son corps exposé publiquement aux Algériens, dans l'espoir de les terroriser. Sa tête fut emmenée au camp militaire de Barbouche, près du barrage du Ghrib, où elle fut hissée à la place du drapeau français. Elle restée exposée près de vingt jours, jusqu'à ce qu'elle soit complètement dévorée par les insectes. Il fut interdit à quiconque de l'enterrer et de lui donner une sépulture selon la chariaa.

Découpé en morceaux

C'était par une froide journée de fin 1958. L'après-midi tirait à sa fin. Les montagnes étaient couvertes de neige. Sur une piste peu fréquentée, à flanc de montagne, les moudjahidine pataugeaient dans la boue. Ils s'approchaient péniblement du douar de Sidi Ali, entre Médéa et Khemis Miliana. Seule leur foi, et la mission qu'ils devaient mener, les poussaient à avancer encore.

A la tombée de la nuit, ils devaient attaquer une unité de l'armée coloniale. Ce fut un succès retentissant. Le poste militaire français désigné comme cible fut anéanti. Au retour, les moudjahidine s'attaquèrent aux biens de colons connus pour leurs positions particulièrement haineuses envers les Algériens.

Le lendemain matin, les colons se réunirent. Ils avaient été durement touchés. Ils réclamèrent des armes, et commencèrent à monter une expédition punitive. Sur ces faits, l'armée coloniale réussit à capturer le moudjahid Si Brahim, le commissaire politique en charge de cette région.

Il fut sauvagement torturé. Il fut maintenu en vie pour prolonger son calvaire. Les chiens, lâchés contre lui, l'ont atrocement mutilé. Ses ongles furent arrachés, ses dents brisées. Différents objets ont été introduits dans ses orifices naturels, des cigarettes furent éteintes sur ses parties génitales.

Dès que les tortionnaires le voyaient à bout, ils suspendaient son calvaire, lui donnant le temps de reprendre ses esprits. Puis ils reprenaient. La douleur était si forte, le supplice si long, que Si Brahim finit par perdre toute lucidité. Mais ses tortionnaires n'en avaient cure. Ils poursuivaient leur tâche. Ils tentaient de comprendre les quelques mots compréhensibles qu'il prononçait au milieu des râles.

Il cita quelques noms, dont celui de Metidji et deux de ses compagnons. Les tortionnaires étaient heureux. Ils ne voulaient pas perdre une seconde. Ils se rendirent de nuit au douar de Sidi Ali, pour y enlever Metidji et ses compagnons. Ils les ramenèrent au camp, et décidèrent alors d'exécuter Si Brahim, du moment qu'ils avaient d'autres victimes à torturer.

Si Brahim fut attaché à un poteau avec une corde. Des colons amenèrent alors une grande scie utilisée pour abattre les arbres. Deux hommes prirent la scie, chacun d'un côté, et commencèrent à découper Si Brahim en tranches. Les autres colons s'étaient alignés à côté de la victime pour jouir du spectacle.

Ils commencèrent à le découper, en commençant par les pieds, et remontèrent progressivement, jusqu'à atteindre le cou. Ils découpèrent la tête, qui s'en alla rouler par terre. Les spectateurs applaudirent alors. Pour eux, ils avaient lavé l'affront. Ils faut dire que nombreux étaient totalement saouls, devenant de vraies caricatures des tueurs encouragés par l'effet de groupe, dans ces fameuses ratonnades dont tant d'Algériens furent victimes.

Les trois autres Algériens arrêtés, Metidji et ses deux compagnons, ont été contraints d'assister à la terrible agonie de Si Brahim. Une fois le crime accompli, un des deux bourreaux se tourna vers eux :

- Qui d'entre vous veut rejoindre son ami au paradis ? Ne prétendez-vous pas, vous les moudjahidine, que celui qui meurt va au paradis ?

Il riait très fort, encouragé par les rires de ses compagnons.

- Dites-moi, qui veut éviter d'assister à la mort de ses compagnons, en les précédant au paradis ? Quel est le héros qui veut rejoindre son Dieu avant les autres ?, reprit-il.

L'un des trois leva ses mains au Ciel, prononça la chahada, et s'avança. Il ne voulait pas voir le spectacle terrifiant du supplice de ses compagnons. Il préférait mourir avant. Mais ses compagnons étaient dans le même état d'esprit. Eux aussi voulaient éviter l'affreux spectacle.

Le colon était sidéré. Il n'arrivait pas comprendre pourquoi ces hommes aspiraient tant à mourir, pourquoi ils se bousculaient pour se faire

exécuter. Il recula, pour se concerter avec ses compagnons. Ceux-ci commençaient à prendre peur à leur tour. Ils se demandaient si l'âme de leur première victime n'était pas en train de se venger. Puis ils s'encouragèrent mutuellement, et leur hystérie reprit finalement le dessus. Ils reprirent leur sale besogne, et égorgèrent les trois hommes.

L'information se répandit rapidement dans toute la région. On apprit aussi bien le sens du sacrifice des uns que la cruauté des autres.

La vengeance de Ali Khodja

Peu avant le congrès de la Soummam, l'ALN tendit une embuscade à un convoi de l'armée coloniale. Ce fut une opération audacieuse durant laquelle les unités de l'ALN, menées par le chahid Mustapha Djemaï, surnommé Mustapha Lakehal (le brun), réussirent à éliminer un grand nombre de soldats de l'armée française.

Malheureusement, il y avait, au sein du convoi, une famille française qui fut décimée. La presse française s'empara de l'affaire, et en profita pour présenter l'ALN comme une armée de sanguinaires n'hésitant devant aucun crime. Des journaux du monde entier en firent leur " une, " avec des photos montrant une petite fille morte. La campagne dura une semaine entière.

Les journalistes se rendirent sur les lieux, prirent des photos des cadavres éparpillés, et transformèrent l'événement en feuilleton dramatique. Des photos prises sur les lieux furent reproduites à des milliers d'exemplaires pour être placardées partout sur les murs, et même sur les autobus. L'armée française en tira profit pour mobiliser l'opinion contre l'ALN, et les colons se déchaînèrent pour demander encore plus de troupes, d'armes et de répression.

Ce fut un déferlement de haine, qui masquait les crimes de l'armée coloniale, totalement occultés alors. Ils étaient pourtant nombreux. Répression, assassinats, représailles contre les civils faisaient partie de la vie quotidienne pour les Algériens.

La campagne fut si efficace que le commandement de la révolution à l'extérieur adressa des remontrances à la Wilaya IV. Le message fut transmis aux congressistes de la Soummam par Abane Ramdane.

Le responsable de l'opération, Mustapha Djemai, reçut ordre de se rendre à l'extérieur, en Tunisie, où il fut exécuté pour avoir enfreint les règles fixées par la révolution. Je connaissais Mustapha Djemaï. Je fus très peiné par cette sanction, décidée parce que l'homme avait décidé de tendre une embuscade à une unité de l'armée coloniale.

Djemaï était aussi un ami personnel de Ali Khodja, dont il était très proche. Celui-ci fut particulièrement touché par l'exécution de son ami. Il décida de mener des actions spectaculaires pour le venger.

Ali Khodja était ainsi fait. Il disait souvent qu'une balle qui atteint l'ennemi est préférable à mille discours. Il établit des plans pour des opérations qui seraient légendaires. Il pensa à attaquer le Palais du Gouvernement en plein jour, au moment où le gouverneur général y serait en réunion avec son état-major. Il pensait traverser les différents rideaux de sécurité et atteindre son objectif en forçant le service de sécurité mis en place par les autorités coloniales. Il ne connaissait pas la peur, et n'accordait aucune importance à sa propre vie, si ce n'est de faire en sorte qu'elle serve la révolution.

Il commença à préparer son plan. Il choisit les éléments les plus enthousiastes, les plus aguerris. A leur tête, il se rendit dans les environs d'Alger. Le groupe réussit à atteindre Bordj El-Kiffan, à l'ouest de la capitale. Dans une planque, il distribua à ses hommes des tenues de parachutistes, leur fournit les hommes et leur expliqua son plan. C'était une mission suicide, dont la portée serait énorme.

Le groupe se dispersa dans la ville, avec ses rues grouillantes de gens, de colons de fonctionnaires. C'était une petite ville de la périphérie d'Alger, avec un très beau front de mer, où frimer était à la mode. Ils réussirent à se mélanger à la foule, avant d'engager la bataille. Ce fut une action spectaculaire, durant laquelle tous les membres du groupe Ali Khodja tombèrent en martyrs. Cela se passait en octobre 1956.

L'opération eut un écho gigantesque. Ali Khodja avait voulu, à travers cet acte suprême, montrer aux forces coloniales que l'ALN était en mesure de frapper où elle voulait, quand elle voulait. Personne n'était à l'abri. Et que ses cibles, c'était les unités de l'armée coloniale, non une fillette tombée avec sa famille dans une embuscade.

Le prêtre

Un accrochage opposa une unité de l'ALN à des troupes françaises qui revenaient d'une opération, à quelques centaines de mètres d'un douar situé près du barrage du Ghrib, à l'est de Médéa. C'était le 30 janvier 1960. En fait, les troupes coloniales venaient de mener une opération de représailles. Des survivants, qui avaient réussi à échapper au massacre, en s'enfuyant à travers la forêt environnante, nous en avaient informé.

Un aumônier accompagnait les troupes françaises. C'était une tradition assez répandue chez nombre d'hommes de religion, de bénir l'action chrétienne des troupes coloniales, malgré la position aussi courageuse que symbolique de Monseigneur Duval, l'Archevêque d'Alger, qui avait refusé de cautionner la colonisation.

Une unité de l'ALN décida de tendre une embuscade au détachement français sur le chemin du retour. L'endroit s'y prêtait, car c'est une région accidentée, offrant de multiples possibilités d'opérer.

Le feu nourri de l'ALN, déclenché des deux côtés de la route, fit de nombreuses victimes. Mais pendant la bataille, le prêtre continuait de brandir sa croix, au dessus de sa soutane. Quel Dieu pouvait-il invoquer, lui qui venait de bénir un massacre commis de sang froid dont, il avait été le témoin direct. Ses invocations ne furent pas exaucées : une balle perdue eut raison de ses prières.

Là encore, la propagande française se saisit de l'affaire. Elle présenta le prêtre comme un nouveau Christ tué par des fellagha infidèles pendant qu'il brandissait sa croix en invoquant Jésus. Une messe fut célébrée dans toutes les églises, en France et en Algérie. L'événement fut érigé en symbole de la souffrance des Chrétiens en terre d'Algérie.

La légende de Beni Haoua

Face à la mer, sur le versant nord du Dhahra, Beni Haoua est l'une de ces petites villes qui donnent envie de regarder passer le temps. Elle vit au rythme de la mer, suivant passer les saisons, surveillant la brise et faisant attention au vent et aux nuages.

Le village est héritier d'une vieille, qui a fini par se confondre avec son histoire. Un navire hollandais avait été pris dans une tempête il y a des siècles. Il fit naufrage au large de Beni Haoua. Les légendes se contredisent sur le nombre de naufragés, mais toutes s'accordent sur un point : s'il y eut des survivants, il n'en eut que des jeunes filles.

Elles furent recueillies par la population de la région, où elles grandirent parmi les enfants de cette région berbère. L'une d'elles, belle comme le jour, épousa un jeune homme de la région, et donna son nom au village où ils s'établirent, Beni Haoua (les descendants d'Eve).

Abderrahmane Krimi était un enfant de Beni Haoua. Il était d'une famille de notables, qui s'est entièrement dévouée à la révolution. Il y eut vingt sept chahid dans la famille, dont le grand-père, le père, le fils, l'épouse et les beaux-parents. Une autre famille, celle des Miraoui offrit 55 chahid à la révolution.

Abderrahmane Krimi rejoignit naturellement l'ALN. Son nom de guerre était Mourad. C'était un homme puissant, courageux. Il était blond, avec des yeux bleus, ce qui nous avait poussé à l'appeler le fils de la Roumia, son ancêtre hollandaise.

Une mine avait été aménagée à Beni Haoua. Elle employait de nombreux employés, ingénieurs et techniciens, et était surveillée par un imposant dispositif militaire, avec des miradors, des projecteurs, et des patrouilles bien équipées.

Le minerai extrait était acheminé vers le port, puis transporté par bateau. C'est là que l'ALN décida de porter l'attaque. Certes, l'ALN n'avait ni sous-marin, ni homme grenouille, ni navire de guerre. Mais les hommes avaient la volonté de se battre, et un peu d'imagination suffisait pour monter une opération spectaculaire.

Le navire était en rade, au large du port, attendant le chargement. Une unité de l'ALN réussit à s'en approcher, côté mer, ce qui rendait l'intervention des unités chargées de la sécurité impossible. Était-ce le destin ? Le navire, dont un membre de l'équipage fut tué, battait pavillon hollandais, et tout son équipage était hollandais.

Corvée de bois

La corvée de bois est un phénomène connu pendant la guerre de libération. Il est devenu banal. Un moudjahid, fait prisonnier, reçoit l'ordre d'aller chercher du bois. Dès qu'il s'éloigne, il est abattu, dans le dos. Le rapport sur sa mort mentionne simplement qu'il a été abattu pendant une tentative de fuite. Cela permet d'éviter un long procès, et de rendre une " justice " sommaire.

Ahmed Moustache a échappé à une autre forme d'exécution sommaire. Cela se passe à Ouled Hamza, au nord de Ksar El-Boukhari. Les prisonniers étaient utilisés à des travaux pénibles, pour ouvrir des passages dans les zones difficiles, entretenir les routes, ou encore pour travailler sur des chantiers. Sur le chemin du retour, on choisit un passage étroit. Tout le monde descend, comme pour une halte. Les prisonniers sont alors fusillés. Un massacre.

Ahmed Moustache a deviné la manœuvre. Avant que les militaires français ouvrent le feu, il bondit, court en zigzagant, s'abritant derrière les buissons. Par miracle, il échappe à la fusillade. Il réussit à reprendre contact avec l'ALN, qu'il il informe de la banalisation de ces massacres.

L'ALN a décidé d'honorer ces hommes, en leur accordant une sépulture décente. A chaque fois que l'armée française assassinait ainsi des hommes, des moudjahidine se rendaient sur les lieux, les ramenaient et les inhumaient. Mais les autorités coloniales ont, à leur tour, appris que les moudjahidine s'occupaient ainsi de leurs morts. Alors, les artificiers français ont de nouveau prouvé leur savoir-faire. Ils piégeaient le cadavre. Ainsi, dès qu'on retournait le corps, une puissante explosion avait lieu, tuant tous ceux qui se trouvaient près de lui.

Il fallait trouver une nouvelle parade. On utilisait une corde, comme un lasso, pour " accrocher " de loin les pieds du cadavre. On tirait. L'explosion se déroulait alors sans danger pour nous. Mais il fallait subir une épreuve terrible : ramasser les morceaux de ce corps qui, au-delà de la mort, ne trouvait pas encore la paix.

Médecins et infirmiers

J'ai été blessé plusieurs fois pendant la guerre de libération. Cinq blessures légères, et deux autres plus sérieuses. J'ai été touché par un éclat de grenade, mais ma blessure la plus grave remonte à eu lieu en 1959, à Médéa, en pleine ville. J'ai été touché de deux balles au ventre.

Je me trouvais, avec un groupe de moudjahidine, dont Benyekhlef Boucherit, Sabor Benaïssa et Houari Houari, en ville, dans une maison appartenant à un militant, Mustapha Moulay. Nous avons été repérés et la maison encerclée. Il faisait nuit.

Je suis monté sur une chaise, pour regarder par la fenêtre. J'ai vu plusieurs militaires français, de l'autre côté de la rue, en position, au coin de l'immeuble qui se trouvait en face. Un rapide coup d'œil m'a révélé que nous avions peu de chances de nous en tirer. Il fallait tirer par la fenêtre, par surprise, sauter par cette même fenêtre, en profitant de la confusion, prendre tout de suite à gauche, au coin de l'immeuble, et couvrir mes compagnons qui pourraient sauter chacun à son tour. En agissant vite, par surprise, nous avons une chance de nous en tirer.

J'avais une carabine, à un coup. Je demandai à mon compagnon de me passer sa mitraillette, plus efficace. Je tirai, sautai par la fenêtre. Mais j'ai commis deux erreurs. La fenêtre était plus élevée que ce que je pensais. En outre, deux militaires français étaient en position juste sous la fenêtre. Je ne les avais pas vus. Eux non plus. Ce qui m'a probablement sauvé.

En sautant, je suis tombé sur l'un d'eux. Il s'est écroulé sous poids, en criant. Son compagnon se trouvait devant moi. Son visage se trouvait à quelques dizaines de centimètres du canon de mon arme. J'ai tiré instinctivement, le touchant en plein visage.

Les autres militaires français, au coin de la rue, en face, ont alors tiré. J'ai été touché de deux balles au ventre. J'avais eu conscience que j'ai été blessé, et je n'avais plus mes réflexes. En outre, quand j'avais échangé mon arme avec celle de l'un de mes compagnons, nous n'avions pas fait l'échange des chargeurs. Je me suis donc retrouvé avec une mitraille et des chargeurs de carabine.

Je m'abritai au coin de la rue, attendant que mes compagnons sautent. Mais ils s'étaient rendus compte que la maison, de ce côté, était bien gar-

dée. Ils ont donc choisi de passer de l'autre côté. Seul le fils du propriétaire de la maison, un jeune homme vigoureux, Mokhtar Moulay, m'a suivi. Il n'était même pas armé. Il a sauté, et a miraculeusement échappé aux tirs des soldats français.

Se rendant compte que j'étais blessé, il m'a aidé à courir. Il m'a sauvé. Il m'avait suivi, pesant que je le sauverais. C'est finalement lui qui m'a sauvé. Il m'a aidé à marcher, tant bien que mal, pour nous éloigner du lieu de l'accrochage. Il m'a littéralement transporté. Je continuais à me traîner à ses côtés, sur plusieurs pâtés de maison. J'arrivai chez une autre famille qui avait aménagé une casemate dans la maison familiale, toujours en pleine ville. Là, j'étais en sécurité, et rassuré : cette famille avait un fils, Zoubir, qui faisait partie de ma compagnie.

Toute la ville a été bouclée. Une fouille systématique a été organisée dans le quartier, puis dans toute la ville. Des barrages ont été établis, et tous les véhicules étaient systématiquement fouillés. Mokhtar Moulay, mon sauveteur, a réussi à s'en sortir, ce jour là, mais il est tombé plus tard, en chahid. Par contre, son cousin Larbi a été tué ce jour même. La maison de Moulay a été rasée.

De mon côté, j'étais à deux cents mètres à peine du lieu de l'accrochage, dans une casemate impossible à découvrir. Je devais cependant faire face à une situation critique. J'étais seul dans la casemate. Les propriétaires de la maison étaient tous partis. Je ne pouvais compter sur le secours de personne. Mes connaissances étaient rudimentaires. Je savais que le plus grand danger pour un blessé était de perdre son sang. Il fallait donc arrêter l'hémorragie. J'ai utilisé un pansement sommaire, serrant très fort pour arrêter l'hémorragie. Mais je n'avais rien à mettre sur la blessure.

Le seul produit chimique qui me soit tombé sous la main était du DDT. Il était très utile, dans un usage précis : éliminer les poux.

J'eux alors un raisonnement absurde. Puisqu'il tuait les poux, le DDT pouvait aussi tuer les microbes. J'en pris donc une quantité, que j'appliquai sur la blessure. Je bouchai les deux petits trous laissés par les balles avec du DDT. Quelque temps plus tard, la blessure avait pris une curieuse couleur jaune sale. C'est dans cet état que m'a trouvé, deux jours plus tard, le Dr Ould Larbi, un médecin originaire de Djemaa Ouled Cheïkh, dans la région de Aïn-Defla.

Le jeune homme qui m'avait sauvé avait contacté l'ALN, pour les informer de l'accrochage et de ma situation. Les responsables locaux ont alors établi un contact avec le médecin. Un homme s'est présenté chez lui, l'infirmant que sa femme était malade, et qu'il souhaitait que le médecin lui rende visite. Celui-ci a accepté de se déplacer, sans savoir qu'il aurait à soigner un membre de l'ALN.

Quand il s'est rendu compte de la manœuvre, il a été un peu surpris. Mais il n'a pas fait de commentaire. La plupart des médecins acceptaient de travailler pour l'ALN, sans poser de questions. Ils le faisaient volontiers, à la fois dans le respect de leur éthique qui leur commande de ne pas se préoccuper de l'identité du malade, et aussi par conviction. C'était leur participation à la guerre de libération.

Le Dr Ould Larbi a regardé ma blessure, intrigué. Elle avait pris une étrange couleur ocre. Il m'a demandé ce que j'y avais mis.

- Du DDT, répondis-je.

Il m'a regardé pendant quelques secondes. Il n'a rien dit. Mais son visage exprimait clairement ce qu'il pensait de ce traitement. Je ne sais pas s'il l'a réellement formulé, mais, sur le moment, j'ai cru entendre cette réflexion qu'il se faisait à lui-même :

- Du DDT ! Quel con !

Il m'a soigné, dans des conditions difficiles, avec des moyens rudimentaires. Mais quelques semaines plus tard, j'étais d'aplomb.

Ces hommes, médecins, infirmiers, personnel paramédical, ont accompli des miracles. Au sein de l'ALN, ils constituaient un monde à part. Ils avaient un pouvoir incroyable, celui de soigner des hommes sans rien. Ils avaient appris l'hygiène, vécu dans un monde où on parlait de prophylaxie, de prévention, pour se retrouver dans un autre monde où le mercurochrome était souvent le seul remède disponible. Ils ont monté et géré des hôpitaux de fortune dans des casemates, opérant à la lueur d'une bougie, mettant des pansements entre deux embuscades, donnant des conseils aux blessés entre deux rafales de mitraillette. Ils avaient un ascendant particulier sur les moudjahidine.

J'en ai rencontré plusieurs. Beaucoup sont tombés en martyrs. Je citerai Yahia Farès, neveu de Adebrrahmane Farès, qui avait quitté l'universi-

té de Montpellier pour rejoindre l'ALN, Bakir Kadiri, Brahim Triciline, Mahmoud Khouchet El-Djebs, un chirurgien-dentiste, Ali Aït-Idir, Salim Zemirli, Smaïl Boudherba. D'autres sont survécus : Saïd Hermouche, Smaïl Dehlouk, Djillali Rahmoun, Mohamed Bensouna.

Journalistes

La Wilaya IV a reçu la visite de deux journalistes. Le premier, de nationalité française, a affirmé être d'origine hongroise. Il a longtemps cherché à établir le contact avec les dirigeants de la Wilaya IV, disait-il, pour contribuer à faire connaître au monde la lutte du peuple algérien. Il affirmait vouloir partager notre vie pendant quelques jours, poussé qu'il était par sa mission de journaliste et ses convictions humanistes. Il nous a convaincus qu'il était un photographe professionnel.

Sa présence parmi nous était aussi un moyen de nous informer de ce qui se passait dans le monde, car nous étions totalement coupés de l'extérieur. Discuter avec lui nous permettait de savoir ce que pensait le monde de notre lutte, quel était l'écho de notre combat, qui nous soutenait et qui hésitait.

Il nous demanda de lui donner un prénom arabe. Nous avons choisi Djelloul. Il était séduisant. Il devenait sympathique, attachant. Il se pliait en quatre pour faire des photos des moudjahidines, qu'il distribuait généreusement. Il a ainsi réussi à gagner la confiance de tout le monde, en cette période où la photo est parfois le seul souvenir qu'on garde d'un compagnon qui nous a quittés.

Il s'est parfaitement adapté à notre vie. Il partageait, sans rechigner, nos maigres provisions, participait à nos jeux, nous accompagnait dans des déplacements aussi pénibles que dangereux. Il parlait de notre combat de manière élogieuse il s'intéressait à tous les détails, savait susciter les confidences, recherchait les petits détails. Fin observateur, il avait fini par nous connaître de manière étonnante.

Et puis, un jour, il a disparu à la suite d'un accrochage très dur que nous avons subi. Nous l'avons cherché partout, sans résultat. Nous étions qu'il avait été tué. Nous étions très peiné. Nous avons tenté de



Smaïl Fekkhar, Lakhdhar Bouragaa, avec un journaliste italien. De dos, Si Mohamed Bounaama.

En bas, Ramdane Mekhliufi, dit Bousboo, et Tahar, le mitrailleur qui a abattu deux avions.



faire des recherches pour retrouver sa famille, en Hongrie, pour lui présenter nos condoléances.

Les années sont passées. L'Algérie était indépendante. J'avais failli oublier Djelloul, jusqu'à la lecture des mémoires de Massu. L'ancien tortionnaire a consacré ses plus belles pages à ce " journaliste ", qui avait réussi à nous piéger. Il a gardé tous les négatifs des photos qu'il prenait, ce qui a permis aux services spéciaux français de remplir leurs fichiers.

Le second journaliste était italien. Il s'est rendu en Wilaya IV vers le mois de mai 1960. La rencontre de l'Elysée était en préparation, et l'armée française observait alors une sorte de trêve pour ne pas gêner les tractations en cours. Mais nous n'avions pas d'informations précises. Seul un petit noyau au sein de la Wilaya IV était à ce moment là au courant des discussions.

Le journaliste italien étant arrivé chez nous, nous étions perplexes. Non seulement l'armée française ne tentait rien contre nous, mais aucun mouvement de troupes n'était signalée. Nous sommes alors pris de doute : le journaliste est-il en cheville avec l'armée française ?

Lui-même était très déçu. Il devait initialement rester huit jours, mais il voulait partir au bout du cinquième jour, car il ne se passait rien. Il ne pouvait rester indéfiniment dans une zone où régnait le calme le plus total. Finalement, nous avons été contraints de monter une embuscade fictive : des coups de feu dans la nuit, un semblant d'accrochage, avec des moudjahidine jouant le rôle de soldats de l'armée française, et le tour est joué. Mais je ne sais s'il a été dupe.

Guerre totale

Pour nous, la propagande française était un simple aspect de la guerre. Nous avons appris à faire avec, à la contrer quand nous en avons les moyens. Mais sur ce terrain, le combat était inégal, à l'intérieur. Tout était en notre faveur, mais nous n'en avons pas le moyen d'exploiter les faits d'armes des unités de l'ALN.

C'était à la direction de l'extérieur de tirer profit de notre action. Elle réussit souvent à le faire, mais dans certaines circonstances, notre propre

direction mettait en doute notre action. Des dirigeants en vue ont en effet demandé à M'Hamed Yazid, le ministre de l'Information du GPRA, si les actions que nous annonçons avaient réellement eu lieu...

Peut-être étaient-ils influés par les conditions de vie dans lesquelles ils se trouvaient, et ne voyaient-ils pas la nécessité pour des dirigeants, des officiers de l'intérieur, mener des actions aussi osées alors qu'eux, ayant le même grade, se contentaient d'une vie paisible dans des résidences somptueuses où ils avaient droit à tout le confort.

Mais en Wilaya IV, nous avons affaire à une armée puissante, qui nous livrait une guerre totale. Nous avons évoqué plus haut les données géographiques, politiques et démographiques qui faisaient de la Wilaya IV la région la plus durement éprouvée. L'isolement aggravait notre situation. Etablir le contact avec l'extérieur était aussi difficile que périlleux, particulièrement depuis l'achèvement des lignes Challe et Maurice. S'approvisionner en armes était devenu presque aussi coûteux que le fait de ne pas en avoir.

Nous devons maintenir la pression sur l'armée coloniale, aussi difficile que soit notre situation. Il fallait prouver que l'ALN restait puissante, bien structurée, et que le FLN gardait le contrôle de la population, dans un pays où la Croix Rouge Internationale n'avait pas droit d'accès, où les mouvements de population étaient surveillés.

Un journaliste italien accepta de venir chez nous en 1961. Il partagea notre vie pendant plusieurs semaines, se contenta du pain sec et des fruits que nous pouvions récolter en montagne. Il partageait son temps entre notre compagnie et celles des civils, dans les douars où nous pouvions nous rendre ou lors des réunions que nous organisions avec la population.

A son retour en Italie, il publia une série de reportages qui eurent un grand écho. Il relata notre vie quotidienne, la fraternité qu'il avait décelée chez les moudjahidine, la solidarité de la population. Il décrivit les souffrances de la population, la répression contre les civils, et l'immense espoir de liberté qu'il avait décelé chez les Algériens.

Je ne peux que rendre hommage à cet homme qui avait accompli un travail honnête, mais qui nous rendit un grand service en évoquant simplement et honnêtement ce qu'il avait vu et vécu.

Cette expérience nous poussa à nous occuper davantage de la propagande. Mais nous étions si dépourvus que nos efforts paraissaient dérisoires face à ceux de l'ennemi. Du reste, nous nous sommes rapidement rendus compte du déséquilibre en termes d'informations. Alors que nous arrivions difficilement à nous informer avec précision des mouvements des unités coloniales, nous étions sidérés par la somme d'information que les services spéciaux français étaient en mesure d'accumuler sur les moudjahidine.

Ils réussissaient à savoir ce que contenait la ration d'un djoundi et celle d'un officier de l'ALN, où chacun a dormi et quand, et s'ils dormaient groupés ou isolés, et comment ils organisaient les tours de garde. Ils étudiaient le caractère des officiers, savaient s'il y avait des conflits entre eux ou entre eux et les djounoud, qui était le plus bavard et comment chacun se comportait face à la victoire et à la défaite, qui était le plus expansif et le plus discret. Ils arrivaient à tout savoir sur nous, nos caractères, le comportement de chacun, ses réactions prévisibles. A tout ceci s'ajoutait évidemment la connaissance de nos antécédents politiques, nos familles et nos proches. Ils ont mobilisé des moyens formidables pour acquérir ces informations, mis en place des réseaux d'informateurs, mobilisé des spécialistes du renseignement, des psychologues et autres spécialistes de tous genres, historiens, ethnologues, anthropologues et spécialistes de la guerre classique comme de la guerre subversive.

Peu après l'indépendance, en 1962, je pus entrer dans une caserne. Je vis les cartes accrochées aux murs, les documents, et différents documents, notes, avis de recherches et autres informations sur les moudjahidine. La curiosité me poussa à feuilleter quelques documents. J'y trouvai ma propre photo en tenue militaire. J'étais sidéré. Qui avait pris cette photo ? Où ? Quand ? je trouvai un volumineux dossier me concernant. Il contenait des détails sur ma vie privée et mon activité de militant que même mes proches ne connaissaient pas.

J'avais vécu au milieu de moudjahidine dont beaucoup étaient des analphabètes. Certains avaient appris à lire et à écrire au maquis. Je me rendais compte, maintenant, de l'immense décalage qu'il y avait entre nous et l'ennemi, avec sa technologie, ses spécialistes, ses méthodes d'or-

ganisation, qui s'ajoutaient à des armes accumulées pendant des décennies. C'était une machine qui fonctionnait de manière autonome, une mécanique destructrice qu'il suffisait de mettre en branle pour détruire un peuple et le priver de sa liberté. Je mesurais le chemin qui nous restait à parcourir, mais je me rendais également compte de la grandeur de l'action que nous avions menée.

Cette quête de l'information, et son exploitation, était devenue une hantise, au point de pousser à des formes d'action parfois ridicules. J'en citerai un cas. J'avais peur des serpents. Une de ces peurs instinctives, contre lesquelles on ne peut rien. Connaissant cette faiblesse, un compagnon m'amena un jour une lettre, accompagnée d'un coffret dans lequel j'étais sensé trouver des documents. Quand j'ouvris le coffret, un petit serpent releva la tête. Je m'enfuis à toutes jambes, soulevant l'hilarité de mes compagnons.

Comment la scène est-elle arrivée aux oreilles des services spéciaux français ? Je ne puis le dire. Mais quelques semaines plus tard, un officier français tenta de l'exploiter. Parlant à la population d'un village, il se moqua de moi : " votre officier Lakhdhar Bouragaa a peur des serpents ", dit-il. Je pus vérifier, plus tard, que cette information était soigneusement consignée dans mon dossier.

B- LA BATAILLE DE MOKORNO

Opération Couronne

Fin 1958, la Wilaya IV est au summum de sa puissance. Elle est si puissante, maîtrise si bien le terrain, qu'elle se permet de mettre sur pied des bataillons. Si M'Hamed Bougara a développé une organisation d'une terrible efficacité, qui étend son influence des gorges de Palestro, à l'est, jusqu'à l'Ouarsenis, à l'ouest, en passant par le Dhahra et les monts de Chréa, jusqu'aux confins du Sahara. Les poches contrôlées par les Messalistes ont été éliminées, le maquis de Kobus démantelé. L'ALN régnait en maître sur tout le centre du pays.

Mais les lois de la guérilla sont dures. Cette puissance ne devait durer qu'un moment, et nous imposer d'innover constamment, pour trouver de

nouvelles formes d'organisation. De Gaulle était revenu au pouvoir en France. L'opinion française était convaincue qu'il était capable de lancer des opérations en mesure de liquider l'ALN.

La Wilaya IV était alors dirigée par Si M'Hamed Bougara. Ses adjoints, le commandant Azzeddine, chef militaire, et Omar Oussedik, chargé des liaisons et renseignements, avaient été envoyés à l'extérieur. Oussedik se vit confier un secrétariat d'état. Son poste au conseil de wilaya est demeuré vacant. Azzeddine, sur qui pesait une certaine suspicion, à la suite d'une évasion douteuse, avait été envoyé auprès de l'état-major pour le préserver. Son retour n'était pas souhaité.

Si Salah Zamoun, responsable politique, secondait Bougara. C'était son ami et confident. Si Mohamed Bounaama, ancien chef de la zone 3, couvrant son fief de l'Ouarsenis, devient commandant, adjoint militaire. Il est remplacé à la tête de la zone 3 par le capitaine Youcef Khatib, Si Hassan.

Quand De Gaulle lance les grandes opérations militaires, en 1959, la Wilaya IV est dirigée par :

- Si M'Hamed Bougara, colonel, chef de Wilaya,
- Si Salah Zamoun, commandant, adjoint politique,

Les chefs de zone sont :

- zone 1, région de Lakhdharia, jusqu'à l'est de Chréa : Abdellatif Hamdi, dit Lakehal.
- zone 2, Médéa : Abdellatif Tolba
- zone 3, Ouarsenis : Si Hassan, Youcef Khatib.
- zone 4, Dhahra : Lakhdhar Bouchemaa.

Les événements se précipitent alors. L'opération Couronne est déclenchée en mars 1959 en Wilaya V. La Wilaya IV la subit partiellement dans sa partie ouest, dans l'Ouarsenis. Nous mesurons à peine la portée de cette situation nouvelle que nous apprenons la mort, en mars, des colonels Amirouche et Si Haouès. Si M'Hamed Bougara tombe à son tour, le 5 mai. Et c'est alors que nous devons subir la plus dure opération menée par l'armée coloniale, l'opération Courroie, en Wilaya IV.

C'était un ouragan de fer et d'acier, accompagné d'une marée de soldats aguerris. 60.000 hommes ont été mobilisés par l'armée coloniale pour cette opération.

J'étais alors officier dans la zone 2 de la Wilaya IV. J'ai vécu ce véritable enfer avec mes compagnons. La magnifique machine de guerre mise en place par Si M'Hamed en wilaya IV s'est trouvée brutalement confrontée à une force inouïe, à des unités si nombreuses et disposant d'une puissance de feu si élevée qu'elle s'en trouva disloquée, broyée. Tous les rouages de notre organisation se trouvaient emportés.

Les contacts étaient auparavant réguliers, permanents, et bien organisés. Ils devenaient impossibles. Il n'y avait plus de liaisons entre les unités. On était dans l'impossibilité totale d'organiser une seule réunion. On restait longtemps dans l'ignorance totale du sort des autres unités. Les zones étaient totalement isolées les unes des autres. Chaque unité devait survivre de manière autonome. Une seule règle s'imposait : tenir, survivre, en attendant que l'orage passe. On pensera plus tard à réparer les dégâts.

Livrés à eux-mêmes, les chefs de zones, de secteurs ou d'unités doivent faire preuve d'audace, d'imagination. Confrontés aux dures réalités d'un combat inégal, ils doivent assumer des responsabilités écrasantes, sans ressources, sans approvisionnement, et sans l'assistance de leurs supérieurs hiérarchiques. Ils doivent décider vite, sans disposer des informations nécessaires. Ils sont totalement autonomes, de fait, mais dans les pires des conditions.

Une liaison entre Lakhdharia, ex-Palestro, et l'Ouarsenis prend désormais deux mois, quand elle n'échoue pas. En temps ordinaire, quinze jours étaient largement suffisants pour accomplir le trajet en aller et retour. Il n'y avait plus de ravitaillement, et les stocks de munitions s'épuisaient à un rythme effrayant, en raison des accrochages quotidiens que devaient subir les unités de l'ALN. Un fusil mitrailleur, arme si précieuse, ne disposait plus que d'un seul chargeur.

Seule note positive, si on peut l'appeler ainsi : les accrochages étaient si fréquents qu'on récupérait régulièrement des armes et des munitions auprès des unités françaises. Les armes étaient de même calibre, et on pouvait se servir avec une certaine facilité.

Ceci a d'ailleurs provoqué une curieuse évolution au sein des unités de la Wilaya IV. Celui qui avait une arme venue de l'extérieur en avait littéralement honte. Pas seulement parce que cela signifiait qu'il n'avait pas pris une arme à l'ennemi, mais aussi pour des raisons pratiques. Les munitions n'arrivaient plus de l'extérieur, et ces armes devenaient rapidement inutilises, à l'épuisement des munitions.

C'est un fait qui paraît anodin, mais il a contribué à ce ressentiment envers le commandement de l'ALN à l'extérieur, qui n'arrivait plus à fournir armes et munitions. Par extension, tout ce qui avait trait à l'extérieur était devenu déplaisant, négatif, honteux. A partir d'un certain moment, envoyer un homme de la Wilaya IV vers l'extérieur était considéré comme une marque de défiance, une sanction.

Manoeuvres

La terrible réalité que nous vivions, à la suite de l'opération Couronne, a définitivement ancré cette pensée parmi les hommes, livrés à eux-mêmes. Les consignes de prudence, de discipline, les règles de sécurité les plus élémentaires étaient parfois oubliées, tant la pression était forte.

Ainsi, il arrivait que toutes les unités d'une zone, parfois plusieurs compagnies, se réfugiaient simultanément dans le même secteur, sans savoir que les autres avaient fait le même calcul et se trouvaient tout près. Chaque chef de groupe pense avoir fait le meilleur choix pour se replier, connaître un moment de répit, et s'assurer un minimum de ravitaillement.

En fait, les officiers de l'armée coloniale faisaient eux aussi le même calcul. Ils poussaient délibérément à ces regroupements, qui étaient inévitablement suivis par des opérations spectaculaires. Et nous, en pleine désorganisation, tombions dans le piège. Le résultat en est dramatique pour nous. Ainsi, dans un secteur où un accrochage aurait dû affecter un seul groupe, on s'aperçoit que plusieurs unités sont encerclées, car l'armée française les avait entre-temps poussées à s'y réfugier.

Début 1960, près de Mouzaïa, en zone 2, à la limite des régions 4 et 3, mon groupe s'est trouvé pourchassé par des unités spéciales de l'armée française. La poursuite dura longtemps, mais il n'y eut pas d'assaut. Nous

étions fatigués, épuisés. Nous avons trouvé refuge derrière un buisson, sur un versant rocailleux dominant un minuscule oued. De là, nous pouvions voir la progression d'un fort groupe ennemi qui se dirigeait inexorablement vers notre position.

Je vérifie le camouflage de mes hommes. Il n'y a rien à craindre pour le moment. Les chasseurs ne peuvent nous repérer. Mais ils avancent toujours. Que faire alors ? Tenter une sortie, au risque de nous démasquer, et tenter de nous réfugier ailleurs ? Nous n'avons aucune chance, tant les forces étaient inégales. Attendre là, cloués à notre buisson, jusqu'à la dernière minute, l'ultime seconde ? Je connaissais ces situations, où l'effet de surprise peut être déterminant. Il faisait la décision, aux détriments de la puissance de feu. Ce sont des accrochages à bout partant, où la décision se fait en quelques dizaines de secondes à peine. Ensuite, tenter de passer, en comptant sur la chance, sur l'aide Dieu.

Les soldats français continuent d'avancer. Ils sont là, à une cinquantaine de mètres. J'entends clairement la voix de l'éclaireur, un goumier, prononcer distinctement : " les salopards ont quitté l'oued, ils se trouvent là." Avec sa badine, il désigne le buisson derrière lequel nous nous trouvons. D'un geste instinctif, mes djounoud le mettent en joue, sans le moindre bruit. Intérieurement, chacun prononce la chahada, la profession de foi pour mourir en musulmans. Nous sommes prêts. Nous avons fait ce choix. La mort en fait partie. Elle ne nous effraie pas, bien au contraire. C'est la récompense ultime.

Plus que quelques secondes à attendre, et l'enfer va se déclencher. C'est un moment d'une émotion très forte, mais que nous avons appris à maîtriser au bout de plusieurs années de maquis. Il faut garder son calme, rester lucide, pour prendre les bonnes décisions en une fraction de seconde, dans une situation où le temps se compte précisément en centièmes de seconde.

A ce moment là, nous entendons un éboulis de roches sur notre droite, le long de l'oued, à une centaine de mètres de nous, en amont. Un autre groupe de l'ALN, qui s'était abrité là, probablement la nuit précédente, s'était découvert. Il avait plus de marge que nous pour tenter une sortie. Ses hommes se découvrirent, s'engouffrèrent dans une faille, évi-

tant la fusillade. Le commando de chasse se lança aussitôt à leur poursuite. Cette diversion inattendue nous a sauvés.

Ces moudjahidine qui venaient ainsi de nous sauver nous avaient-ils vus ? Probablement. Avaient-ils tenté cette sortie pour attirer l'attention sur eux et nous sauver grâce à cette diversion ? C'est tout aussi probable. Ils s'étaient rendus compte de notre situation critique. Ils avaient tenu le seul raisonnement qui s'imposait, comme s'ils lisaient dans nos pensées. Allaient-ils survivre ? Aurions-nous seulement l'occasion de savoir qui ils étaient, et pourrions-nous les rencontrer, vivants, pour les remercier ? Aurions-nous, à notre tour, l'occasion de leur venir en aide, un jour ? J'avoue qu'en ces moments difficiles, j'avais des doutes. La pression était si forte qu'à chaque rencontre, nous comptions les survivants, et nous nous demandions qui manquerait à l'appel lors de la prochaine rencontre.

Les temps avaient bien changé depuis l'époque où nous pouvions faire face, de manière frontale, au cours de grandes batailles qui allaient faire la légende la Wilaya IV. En fait, quelques mois seulement s'étaient écoulés. En décembre 1958, nous avons ainsi livré la bataille de Mokorno. Ce fut une bataille terrible, qui s'est étendue sur les derniers jours de 1958 et les premiers jours de 1959. Les soldats français ont passé un réveillon bien particulier dans cette région montagneuse, qui s'étend sur un vaste triangle entre Berrouaghia, au nord, Boghar, au sud, et Derrag, à l'ouest, pour se prolonger encore plus loin, jusqu'aux maquis imprenables de Djebel Ellouh et de l'Ouarsenis.

Lors de cette bataille, j'étais chef de la région 4, zone 2, Wilaya IV, par abréviation 424. Deux autres compagnies se trouvaient dans ma région, la katiba Hamdania, de la région 3 (324) et la katiba Omania, de la région 2 (224), en plus de la katiba Zoubiria, la 424, qui se trouvait chez elle. Cette dernière était la katiba de ma région et se trouvait, de ce fait, sous mes ordres. Plus tard, nous avons appris que la katiba 146 (région 1, zone 4- Wilaya VI), rudement accrochée les jours précédents dans sa région d'affectation, s'était réfugiée dans un secteur limitrophe de notre wilaya.

C'était une concentration gigantesque, pour un mouvement de guérilla, avec près de 600 hommes. Cela constituait une force de frappe redoutable, mais aussi un danger. Les consignes de sécurité auraient du

nous éviter un tel regroupement. Mais à cette époque là, l'ALN était puissante, l'armée coloniale encore incapable de mener des opérations en mesure de nous inquiéter.

Fraternité

La rencontre avait lieu chez nous. Nous avons reçu dignement nos frères de combat des autres compagnies, arrivés à partir du 27 décembre 1958, jour des premières escarmouches. Même si la hiérarchie ne perd jamais ses droits, la fraternité et la joie des retrouvailles dominant. Des groupes se forment, selon les liens de parenté, les affinités. Des moudjahidine retrouvent leurs frères, leurs cousins, leurs voisins, leurs anciens camarades d'école ou des collègues de travail pour les anciens fellahs qui avaient troqué la faucille contre une arme.

Moi-même, j'ai rencontré Abderrahmane, un cousin germain, chef de groupe dans la compagnie 224. Nous n'avions aucune nouvelle de la famille depuis de longs mois, mais nous avons évoqué avec plaisir des souvenirs communs. Parler des siens, évoquer leur tendresse, leurs espoirs, provoquait une curieuse impression dans cet déploiement de force. On pouvait faire la guerre et rester terriblement sensible et émotif.

En signe d'amitié, on s'échangeait de modestes cadeaux. Des ceinturons, des treillis, parfois quelques cartouches pour des armes de calibre identique, des montres, et autres objets sans grande valeur. Mais ce troc revêtait souvent une très grande valeur symbolique. De modestes souvenirs se transformaient bien souvent en pieuses reliques, quand on apprenait que l'ancien propriétaire venait de tomber.

Les responsables et les officiers évoquent leurs charges, parlent de leurs expériences respectives. Le plus humble des moudjahidine relate dans quelle circonstances il s'est emparé de la splendide arme qu'il exhibe fièrement. On raconte ses exploits, modestement ou en faisant le beau, selon les tempéraments. Car les hommes transposent souvent leurs qualités et leurs défauts dans la guerre. Des chuchotements, presque imperceptibles, trahissent la tristesse ressentie à la nouvelle de la mort d'un ami, d'un ancien compagnon.

On dévoile fièrement ses blessures, pour bien montrer qu'on a frôlé la mort. Seul Si Achour ne peut le faire. Il n'ose pas exhiber une cicatrice profonde, très mal placée sur son postérieur. On se gousse de le voir gêné, comme s'il était touché dans sa virilité. Mais son honneur est sauf. La blessure a été provoquée par la mitraille d'un avion.

Discrètement, on observe Madani qui, ostensiblement, met en évidence la cicatrice ornant son bras gauche. Il ne craint pas de retrousser ses manches, été comme hiver, pour bien montrer cette blessure. Petits travers, reflétant la mentalité, naïve mais saine, de ces combattants.

Ce regroupement imposant donne un sentiment de force. Et l'émulation joue un rôle important dans ces situations, y compris entre frères de combat. Mine de rien, avec des formules polies, pleines de tact, on s'informe sur l'armement de la compagnie voisine, on envie un peu l'armement de la katiba 424, dotée d'armes automatiques individuelles et collectives de qualité supérieure, étalées de manière un peu provocante. C'est l'orgueil du combattant, fier de servir dans une unité d'élite. Les moins nantis ont un léger pincement au cœur, et se promettent de nouveaux exploits pour récupérer des armes qu'ils pourront à leur tour exhiber à la prochaine rencontre.

La bonne humeur règne. Nous oublions nos soucis quotidiens, notre fatigue, nos pertes. La communion, la fraternité, la solidarité prennent alors un sens. C'est un moment de grande sérénité, de très forte émotion, durant lesquels le cœur devient léger. Nous sommes heureux. Un bonheur simple et fort. Un puissant sentiment de bien-être, qui envahit tout le monde, et au-delà, la forêt tout entière. Dire que c'est un moment inoubliable a peu de sens.

Je regarde tous ces hommes, et je sais que nos pensées sont les mêmes. On n'a pas besoin de beaucoup se parler. Les attitudes, les tics, les gestes ont plus de signification que de longs discours. Je suis heureux de constater cette détermination, notamment dans le regard des jeunes recrues. L'hymne national, entonné en cœur, prend une dimension que je n'ai jamais connue. Plus qu'un serment, une profession de foi, c'est notre être tout entier qui s'exprime.

Puis, chacun s'endort, l'esprit apaisé, le sommeil peuplé de hauts faits d'armes. Combien d'hommes ont souhaité tomber en martyr tout de suite, pour ne jamais quitter ce sentiment de sérénité absolue qui nous avait envahis !

Une semaine de combats

Nombre d'entre eux seront exaucés. Car le destin les attendait dès le lendemain, le 28 décembre 1958, lors de la bataille de Mokorno. Dire que ce fut une bataille terrible, dure, est peu de chose. C'est l'une des rares batailles où l'ALN s'est trouvée contrainte d'engager autant d'hommes. Elle allait durer une semaine, sans une minute de répit.

En tant que responsable de cette région 4 de la zone 2, et pour faire honneur à nos invités, j'ai placé ma katiba, la 424, sur la crête la plus exposée avant le lever du jour. Je choisis des positions moins exposées pour les autres katibas.

Nous sommes prêts quand le jour se lève. La dernière étoile, fidèle à son poste, telle un dernier guetteur, s'efface. La vie diurne reprend ses droits. Toute la forêt se réveille, reprenant le cours d'une vie immuable. J'aime cet instant. Toutes les fibres de mon cœur s'émeuvent à l'appel du jeune matin, s'éveillant après un long sommeil. Peut-être est-ce un atavisme enfoui au plus profond de notre subconscient qui fait vibrer des ondes mystérieuses léguées par nos lointains ancêtres. Il est vrai que la rude vie du maquis nous apprend à aimer la nature, une nature que nous comprenons puisque nous vivons à son rythme, respectant son cours éternel

Mais tout à coup, cette symphonie s'éteint. Elle est étouffée par le vacarme assourdissant des hélicoptères transportant les parachutistes. Ce bruit aussi, nous ne le connaissons. Ce n'est plus un hymne à la vie, c'est le glas, le prélude à la mort.

L'aube nous dévoile un important mouvement de troupes, des centaines de véhicules, des milliers d'hommes, qui avancent au loin, venant dans notre direction. Pour le moment, ils apparaissent comme des fourmis, se dirigeant vers un festin. Des fourmis menaçantes, appuyées par d'horribles insectes de fer et d'acier, des avions mouchards fouillant le sol, et dont le vrombissement devient bientôt assourdissant.

La fête va commencer. Je souhaite de tout cœur que ma compagnie supporte tout le poids du combat. Mes hommes connaissent le terrain, ils sont passés maîtres dans l'art du camouflage, et peuvent se dégager très

habilement, tant ils excellent à se confondre avec la nature. Ils sont, en outre, les mieux armés, et sont les plus indiqués pour supporter le choc d'une attaque frontale.

Je me trouve avec le chef de la katiba 224. Nous occupons la crête nord-ouest. Mon devoir de responsable du secteur m'impose de servir de guide et d'éclaireur à nos invités. Ma katiba, la 424, est installée au sud-est, et la katiba 324 plein sud. Une distance d'une heure de marche, peut-être un peu moins, les sépare. Avec mes jumelles, j'observe la progression de l'ennemi. Je situe mentalement l'emplacement des autres combattants.

Consigne absolue : bien se camoufler, ne tirer qu'en dernière extrémité, afin que l'effet de surprise joue en notre faveur. Il nous est impossible de tenter le moindre mouvement sans risque sérieux, car les avions mouchards indiquent immédiatement la moindre velléité de retraite.

Vers sept heures, la tactique de l'ennemi se précise. La compagnie 224 subira le choc le plus important. Je me félicite d'être là, car ma connaissance du terrain peut jouer un rôle efficace, peut-être déterminant. Dans la guérilla, ce facteur constitue, avec la surprise, les deux éléments essentiels du succès.

Les premiers groupes ennemis progressent lentement, mais se rapprochent inexorablement. Nos hommes collent davantage au sol, comme pour s'y enfouir. Ils ne veulent faire qu'un avec la terre, leur terre. Je devine leurs mains crispées sur leurs armes.

Bientôt, on entend les pas des premières unités ennemies, puis des voix, des jurons. Nous connaissons cela aussi, cette volonté de parler, d'entendre le voisin, pour se rassurer, ces plaisanteries, toujours les mêmes, destinées à cacher l'angoisse, la peur.

Vers huit heures, les premières rafales éclatent. La bataille a été engagée par la deuxième section. Je perçois un léger flottement dans les vagues d'assaut ennemies. Certains soldats, frappés de stupeur, s'immobilisent, cloués au sol par une force inconnue. Ils sont morts avant de réaliser ce qui leur arrivait.

C'est l'enfer. La lutte pour la vie. Un ballet macabre, avec un partenaire, la mort, qui réclame son dû et reprend ses droits. Tuer, détruire l'autre, seul moyen de survivre, tirer vite, sauter, tirer encore, garder sa lucidi-

té pour ne pas crier, pour économiser ses munitions, essayer d'être précis, efficace, dans un terrible affrontement, tuer l'ennemi pour qu'il ne tue pas le compagnon. Les mitraillettes crachent rageusement, les grenades déchirent l'air, labourent la terre, broient les chairs.

On tire, on s'acharne sur tout ce qui s'anime devant nous. Tuer pour vivre, ou vivre pour tuer, tout ceci n'a pas plus de sens, car on agit instinctivement. Les gestes s'enchaînent d'eux-mêmes, on ne se commande plus, c'est une force supérieure, peut-être l'instinct de survie, qui dicte nos gestes, règle nos attitudes en ces instants où la mort est là, si proche, fauchant de jeunes hommes dans la force de l'âge, des hommes qui ont des familles, des proches, des enfants, des personnes qui, la veille encore, riaient, s'amusaient, souriaient à la vie et élaboraient des projets. Tous les visages se ressemblent quand, tout à coup, ils s'immobilisent, fixant l'éternité ; les cris de douleur sont les mêmes, les corps tombent l'un sur l'autre, s'enchevêtrent, dans une sorte de fraternité de l'au delà.

Peut-être déjà se retrouvent-ils la main dans la main dans un autre royaume. Mais on n'a pas le temps d'y penser. Il faut encore plonger, puis se relever, semer la mort, tous gestes accomplis instinctivement, dans un état de semi-conscience. Il semble impossible de survivre dans cet enfer. Combien dure-t-il, ce corps à corps ? Je ne sais, car les minutes deviennent des heures, et les heures des secondes !

Une brève accalmie. Un court instant de lucidité pour faire le point. Pas de bilan, car on n'a pas encore les informations nécessaires. Juste un constat. L'affrontement rapproché a eu un effet positif. Il nous a évité une intervention de l'aviation, qui aurait pu être meurtrière.

Rapidement, un signal de repli est transmis. Il faut faire vite, afin d'éviter une réorganisation des troupes ennemies qui seraient tentées de nous fixer sur ces lieux mêmes, avec l'appui de l'aviation. Ordre de dispersion immédiate, par petits groupes, couverts à tour de rôle par le groupe arrivé le premier dans une position favorable. Courses désordonnées, faite de zigzags hallucinants, de sauts brutaux, de bonds, de gestes acrobatiques, d'arrêts brusques pour cracher encore une fois la semence de mort. Là, en cette fraction de seconde, le destin joue son rôle, salutaire ou tragique. De sa main puissante, il crochète une cheville, et c'est la chute, mais aussi la vie sauve. De son souffle puissant, il vous crie de courir plus vite : c'est la mort !

Monstres

Aussitôt, un bruit d'enfer reprend, couvrant la hargne sèche des rafales d'armes automatiques. L'aviation intervient, s'acharnant sur les positions abandonnées quelques minutes auparavant, encore chaudes du feu du combat et du sang des martyrs. Les T-6 apparaissent, la face grimaçante d'un tigre dessinée sur l'avant de la carlingue. Ils effectuent leur piqué, aussi beau qu'effrayant, dans un bruit d'enfer. L'effet psychologique est paralysant. La gueule du monstre semble vouloir nous déchirer. L'homme le plus courageux, le plus brave, ne peut contenir un frisson de terreur.

Affronter un homme, oui, mais un être fantastique, c'est au-delà de nos forces. Rien ne manque pour forcer la ressemblance, avec les yeux flamboyants de cruauté, les crocs acérés, les longues moustaches puissantes, le mufler d'ou s'échappe une légère vapeur. Hallucination ou réalité, l'avion s'anime de toute la puissance de ses mille chevaux, lancé à cinq cent kilomètres à l'heure. L'effet est saisissant. Il nous arrive de pousser, inconsciemment, des cris de frayeur, des plaintes. Les blessures de l'âme provoquent les mêmes réactions que les meurtrissures de la chair. Certains se plaquent au sol, la face contre terre, les paumes des mains collées aux oreilles, signe de protection dérisoire. D'autres, hélas, courent en tous sens, et se font impitoyablement faucher par le monstre déchaîné qui crache de la mitraille et des roquettes. De loin, les mortiers suivent notre repli, allongeant leur tir au fur et à mesure que nous éloignons. Leurs obus signalent notre présence, et les tigres n'ont qu'à suivre cette trace, pour se précipiter à la curée. Les rochers éclatent, la terre se soulève en larges mottes. Parfois, un corps désarticulé frémit de mouvements saccadés, tel un pantin livré aux mains d'un enfant. Parfois encore, il est déchiqueté.

Malgré tout, la deuxième section de la katiba 224, durement éprouvée, réussit son opération de repli, et se regroupe tant bien que mal deux kilomètres plus loin. A ce moment là, l'ennemi, dans sa quête intensive de victimes, découvre la première section. Un autre secteur de combat s'anime alors. La mort a choisi ses victimes. Elle dirige encore ce spectacle fascinant.

Une dizaine de T 6 s'engagent, et piquent, au ras du sol, sur l'objectif désigné. Ils apparaissent tout d'un coup, derrière un piton, comme sortis du néant, lancent leurs rafales meurtrières avec précipitation, continuent sur leur lancée, et tournent comme dans un manège forain. Les bolides se succèdent, on arrive même à les reconnaître dans cette ronde infernale.

La première section, clouée au sol par ces monstres puissants, ne peut se dégager. Nous tremblons pour sa survie. La rage étreint nos cœurs devant notre propre faiblesse. Mais à notre étonnement général, un tigre, frappé à mort par le mitrailleur de la section, s'écrase dans un oued situé en retrait. Immédiatement, son frère de race le suit sur le chemin de la mort. Le panache blanc du parachute jaillit aussitôt dans le ciel éclatant. L'avion s'écrase dans un bruit terrifiant, et une gerbe de feu et de fumée nous signale l'exploit peu commun du mitrailleur qui, par deux fois, a réussi à neutraliser le monstre d'acier. Un sentiment de fierté légitime nous envahit. Intérieurement, nous poussons un " vivat " puissant, mais sans aucune sonorité.

Ce signe du ciel exalte le moral des hommes. Cette protection surnaturelle accordée à nos djounoud déshérités stimule l'ardeur, raffermi le courage, et chacun regarde l'avenir autrement. En quelques secondes, le sentiment d'impuissance s'était estompé, et une formidable énergie nous animait de nouveau. Le mitrailleur de la première section de la compagnie Omaria, Tahar, mérite tous les éloges. Son exploit rejaillit immédiatement sur la katiba 224, lui offrant un prestige immense. Il a abattu les deux avions sans changer de position de tir, ni même de chargeur.

La section se dégage alors sans encombre, car le commandement français a mis fin aux attaques aériennes. Les officiers français devaient supposer que nous étions puissamment armés, et n'ont probablement jamais envisagé l'hypothèse selon laquelle les deux avions avaient été abattus par un seul homme.

Immédiatement, la plupart des hommes se rendent, au pas de course, auprès du premier avion abattu. Il est presque intact. Il repose en travers de l'oued, curieuse passerelle reliant les deux rives. Les buissons déchiquetés constituent les piliers de ce pont improvisé. Il n'y a pas eu d'impact au sol, donc pas d'explosion.

A leur poste de combat, les trois occupants de l'avion, morts, veillent encore le cadavre de leur engin. Ce tableau macabre donne encore une impression de vie. Le moteur fume, et l'hélice centrale continue de vibrer, comme si ce grand oiseau s'apprêtait à reprendre son envol.

Il faut agir vite, récupérer l'armement et tout ce qui peut être facilement enlevé, avant un incendie, toujours possible. Les précieuses bandes des mitrailleuses, de calibre 7,65, soigneusement retirées, alimenteront nos fusils mitrailleurs 24/29. Notre butin s'élève à 14.000 cartouches intactes. Une aubaine extraordinaire. Dans les engagements en cours, ces munitions nous permettront de mettre hors de combat bon nombre d'ennemis et, peut-être, d'autres avions, eux aussi remplis de munitions. On peut toujours rêver, quand le vent devient ainsi favorable.

Nous récupérons quelques fusils, dont l'état n'inspire cependant guère confiance. Cette carcasse, cercueil de fer pour ses trois occupants, n'offre plus d'intérêt pour nous. Il faut vite retrouver l'autre appareil et son pilote qui a réussi à s'éjecter et à sauter en parachute. Le monstre d'acier gît à trois cent mètres de là. Il s'est disloqué, et sa carlingue flambe encore. Je vois une plaque, avec deux mots : " construction ", et " Chicago ". Je ne savais pas ce qu'était Chicago !

Malgré notre insistance, nous ne pouvons rien en tirer. La chute n'a rien épargné. Des morceaux de tôle, des pièces d'armatures jonchent le sol dans un rayon de cent mètres. Les munitions broyées, écrasées par la force de l'impact, ne sont plus d'aucune utilité.

Mais déjà apparaissent dans le ciel des hélicoptères, à la recherche du parachutiste tombé dans le douar tout proche de Aïn Zeboudja. Il faut donc décrocher. Le repli s'effectue en direction de la position de la kati-ba 424. Le transport des blessés s'avère toujours difficile, et ralentit notre marche. Le soleil se trouve maintenant au zénith. Notre retraite dans la forêt nous éloigne déjà de plus de deux heures de marche du secteur de combat, où les parachutistes fouillent rageusement le moindre fourré, le doigt crispé sur la détente, prêts à lâcher la mort. Les avions tournoient autour des points suspects, insistent et mitraillent tout ce qui ce qui semble bouger. Mais ils ne peuvent nous localiser. Nous sommes loin. Les blessés reçoivent les premiers soins, et le regroupement s'effectue petit à petit.

A la tombée de la nuit, un premier inventaire des pertes nous donne le bilan suivant : sept morts, trois blessés graves, cinq légèrement touchés. L'ennemi, de son côté, a payé chèrement ce premier contact. La katiba 224 a fait honneur à l'ALN. Le mitrailleur de la katiba Omaria reçoit les félicitations admiratives de tous. Les larmes aux yeux, il ne sait que dire, et se contente d'étreindre tendrement son arme.

Dans le courant de la nuit, le contact a été établi avec les katibas 424 et 324, témoins impuissants de la bataille. Mais elles avaient fait le bon choix, en évitant de s'engager. Les consignes étaient claires à ce sujet, malgré leur dureté apparente. Quand un accrochage devient inévitable, il faut laisser l'unité engagée se tirer d'affaire, sans révéler la présence d'autres unités. Cette directive découlait d'un autre principe, bien connu des mouvements de guérilla : éviter systématiquement de s'engager dans des batailles imposées par l'ennemi, tenter toujours de choisir le lieu et l'heure du combat. C'est pour cela qu'en ce 28 décembre 1958, seules deux sections ont fait face à l'assaut alors que trois compagnies se trouvaient dans le secteur.

Inégalité

Mais les autres unités allaient avoir l'occasion de faire le coup de feu. Car l'ennemi, sentant la proie toute proche, bivouaquait sur les lieux même. Durant la nuit, je pouvais voir la lueur des feux de camp. J'entendais parfois des éclats de voix et des bribes de conversation.

Je me rendais aussi compte du dénuement de mes hommes, comparés à ceux d'en face. J'imaginai la ration des soldats français, avec une soupe chaude, un morceau de viande, du pain frais, et un bon quart de café chaud. Je grignote un morceau de galette, maigre et dure. Je me console en pensant que le lendemain, l'estomac léger ne constituera pas un handicap dans la bataille.

Je regarde autour de moi. Les hommes dorment, harassés. Ils sont pelotonnés dans leurs kachabia, allongés au gré de la clairière. Ils ont besoin de ce repos pour faire face durant les journées difficiles qui s'annoncent.

Les opérations de ratissage se poursuivent durant trois jours, du 29 au 31 décembre. Elles ne donnent lieu à aucun accrochage significatif. C'est en fait un jeu du chat et de la souris qui se poursuit, un jeu du chasseur et de sa proie avec, comme enjeu, la mort. Les marches de nuit nous mènent à des positions diamétralement opposées à celle de la veille, nous permettant de brouiller les pistes, en attendant l'occasion de briser l'encerclement.

Durant la journée, il faut se camoufler, rester immobile, invisible, tout en suivant le mouvement des troupes françaises. Tenter, à travers ces mouvements, d'anticiper, de savoir comment sera organisée l'attaque, si elle doit avoir lieu, d'où elle partira, comment s'y dérober. On essaie de deviner la pensée de l'autre, on adopte sa manière de raisonner, logique, cartésienne, qui présente ses propres faiblesses. Il faut trouver un refuge là il pensera : " c'est impossible, ils ne peuvent tenir ici ", et avancera des arguments imparables pour le justifier. A la jumelle, nous observons les unités françaises dédaigner notre cache, justement parce qu'il est impossible de s'y cacher, pour se rendre là où nous étions la veille. Mais eux aussi finiront au bout du compte par lire dans nos pensées et deviner notre démarche.

Dans la nuit du 31 décembre, les trois katibas se regroupent à la limite est de zone de Mokorno, un nom qui deviendra célèbre. Ce choix est contraire à tout ce qui est enseigné dans les écoles de guerre. Mais ce jour là, il a été le bon choix, parce que totalement inattendu pour l'adversaire. Cette concentration si proche d'une zone de combats est probablement un fait unique de la guerre de libération.

Nous nous rendons au douar Mehadjbia, entre Berrouaghia et Zoubiria, ex-Brazza. Un modeste repas nous y attend, œuvre de nos commissaires politiques, ces hommes qui ne se reposent jamais, qui repartent à la quête quand les moudjahidine, terrassés, ne pensent qu'à trouver un peu de sommeil.

Bataillon Ben Badis

Les officiers français ne peuvent imaginer que nous sommes paisiblement installés dans un douar, chez de paisibles fellahs, alors qu'ils tournent en rond, depuis trois jours, à fouiller les buissons pour nous retrouver.

Chaque groupe, composé d'une douzaine d'hommes, se voit désigner une maison où manger et passer une partie de la nuit. Les guetteurs sont en place. Les consignes sont transmises, mot de passe, directives en cas d'accrochage. Les hommes peuvent se reposer.

Les officiers se réunissent. Ils décident, pour la première fois, et à titre tout à fait symbolique, la création du premier bataillon de la Wilaya IV, qui portera le nom de Ben Badis. Pour commémorer cette décision, j'en arrive à souhaiter une grande opération, qui verrait le bataillon connaître son baptême du feu. Le destin exauce mes vœux. Et bien au-delà, malheureusement.

Durant la nuit, nos patrouilles signalent un important mouvement de troupes. L'alarme est rapidement donnée. Il faut quitter le douar, abandonner ce calme pour de nouvelles marches harassantes. Le redéploiement est rapide. Chaque section avait déjà reçu ses consignes. En quelques minutes, les chaumières se vident. Plus rien n'indique notre passage.

Le commandement français a mis les grands moyens. Chars, engins blindés, artillerie, et des milliers d'hommes. La voie que devait emprunter la katiba 424 est occupée par d'importantes forces françaises. Il lui faut rebrousser chemin, pendant que les deux autres katibas prennent position aux endroits prévus.

Quand pointe l'aube de ce 1er janvier 1959, les katibas sont en place. Des émissaires font continuellement la navette, transmettant les maigres informations que nous pouvions récolter à partir de nos observations. La 324 occupe le sommet de la crête de Mokorno, la 224 se trouve sur un piton, à 500 mètres, vers le sud-ouest, et la 424 en contrebas de Mokorno, à la limite de la forêt, le dos à la plaine. La position est très difficile à tenir en cas de bataille, mais elle ne peut faire autrement. Elle tente de trouver un passage, pour parvenir à une position plus favorable. Mais la nuit précédente, une compagnie de la Wilaya VI, la 146, sévèrement accrochée par l'armée française durant la journée, s'était repliée dans le secteur, et se terrait entre les positions des katibas 424 et 324. Et c'est ainsi que sur un terrain de quelques kilomètres carrés, se trouvaient concentrées quatre katibas de l'ALN, dont certaines ignoraient les positions respectives des autres, et en ignoraient même la présence !

L'état-major français a réussi à détecter le mouvement de la katiba 424. Alors qu'une aube blafarde se lève, que les hommes sont transis de froid, une grande opération de ratissage est lancée. Lentement, hommes et engins se déploient. Comme consciente de ce danger, la forêt tarde à se réveiller. Elle est étrangement silencieuse. Je sens nettement cette absence de bruit, tant j'étais devenu familier de ces moments que j'aimais beaucoup. C'est comme si la forêt avait peur. Elle était dans l'attente d'un grand évènement.

Ce silence se répercute sur le comportement des hommes. On se sent tendu. On essaie de trouver des signes prémonitoires, des indices auxquels on s'accroche, pour se convaincre qu'on va s'en sortir, et d'autres, qui provoquent l'abattement, si on y décèle une fin toute proche.

1er janvier 1959. Une manière curieuse de présenter et de recevoir des vœux. La seule offrande qui s'impose, c'est la mort. Et le cadeau le plus probable, c'est un grand voyage, le plus grand.

Les premiers coups de feu déchirent le silence de la forêt vers sept heures. Simultanément, les katibas 424 et 146 affrontent les éléments avancés de l'armée française. De notre position, je peux suivre, à la jumelle, les combats, mais je ne sais pas quelles sont les unités engagées. Ce n'est qu'une heure plus tard, vers huit heures, que les premiers voltigeurs parviennent vers nous et nous décrivent la situation.

Le plan de l'ennemi se dessine petit à petit. Il concentre ses blindés sur une ligne se situant entre nos positions et la forêt la plus dense, celle qui était considérée comme une zone interdite. Pour le moment, il veut nous fixer sur nos positions, pour nous empêcher de nous replier vers une zone où la forêt est plus dense. Dans une seconde étape, il compte nous bouter hors de la forêt, vers des zones découvertes. Là, nous n'aurions aucune chance. Ignorant notre position sur la crête du Mokorno, des unités françaises effectuent un large mouvement circulaire pour venir y prendre position.

Pour nous, une seule démarche s'impose, à l'évidence. Il faut, à tout prix, forcer le barrage d'acier, trouver un passage, y engager une compagnie, en la couvrant par un feu nourri. Dès que cette katiba aura franchi le rideau, elle mènera des actions de diversion, harcèlera les unités fran-

çaises, pour empêcher des regroupements, et permettre aux autres katibas d'emprunter le même chemin ou de tenter des sortes similaires.

Mais nous n'avons guère le temps de mettre ces plans à exécution. L'artillerie et l'aviation entrent en jeu à leur tour, pilonnant chaque pouce de terrain. Les quatre katibas se trouvent alors impliquées, simultanément, dans la bataille.

J'avais secrètement souhaité que le bataillon Ben Badis mène une action d'éclat, avec la participation des quatre compagnies. Mon voeu était exaucé, mais dans quelles conditions ! De plus, il avait une compagnie en renfort, la katiba 146. Quel destin avait amené cette katiba sur les lieux ? Ces hommes, habitués à combattre dans des zones découvertes, plus au sud, avaient pensé trouver un peu de répit dans cette région boisée, située en dehors de leur Wilaya. Ils avaient trouvé un déluge de feu.

Quel destin a placé les katibas 424 et 146 côte à côte ? Se croyant attaquées, elles ont répondu simultanément, déployant une puissance de feu jamais soupçonnée. Même le général Massu, qui dirigeait personnellement l'opération, ne pouvait s'attendre à une telle riposte.

Je reste avec la katiba 324. Du haut de la crête Mokorno, nous dominons la scène de combat. Il était temps de tenter une sortie. Mais notre première tentative de nous frayer un passage se solde par un échec. Alors que nous arrivions tout près du but, nous sommes tombés sur une concentration de blindés, qui nous barrait l'accès à la zone interdite. Il est impossible d'affronter ces monstres.

Nous revenons rapidement à nos positions antérieures. Le combat, au corps à corps, s'engage avec les paras. Les mitraillettes crachent la mort, à bout portant. Il n'y a plus de ligne de front. Là encore, la décision se joue en une fraction de seconde. Un mouvement, une rafale, un homme tombe, on saute sur son arme, car nos munitions s'épuisent, et abattre un adversaire signifie à la fois un sursis et une chance supplémentaire, car on a une nouvelle arme. Dans la tragédie, la même arme sert tantôt à tuer des hommes de l'ALN, tantôt des hommes de l'armée française. Certains hommes ont changé leur arme une dizaine de fois en ces journées terribles.

Les paras décrochent. Ils doivent faire le point, et établir le bilan. Pour nous, cela signifie que notre position va très vite être la cible de l'artillerie

et de l'aviation. Nous abandonnes la crête, pour nous mettre en position en contrebas. Nous nous plaquons au sol, cherchant un abri dans la moindre anfractuosité, le moindre accident de terrain.

L'aviation entre aussitôt en jeu. Elle cible le sommet de la crête, comme prévu. Bombes, roquettes, mitraille. On se blottit comme on peut. On n'a même pas le temps de lever la tête. On entend seulement le bruit d'enfer, les roches éclatent, des mottes de terre dévalent la pente, des branchages nous atteignent. Mais peu importe. Il faut serrer les dents, garder son calme, ne pas céder à la panique. Il faut occuper son esprit ailleurs en ces minutes interminables. Il ne me reste plus que le tiers d'un chargeur. Il faut que je récupère une nouvelle arme, le plus vite possible.

La crête de la survie

Dans un dernier vrombissement, les avions s'éloignent, leur besoin accompli. Je compte mentalement jusqu'à dix, puis je regarde autour de moi. Les hommes sont là, éparpillés, se distinguant à peine du sol. Un signal, et tout le monde s' lance, pour reprendre pied au sommet de la colline, avant l'arrivée des parachutistes. Cette crête est devenue l'enjeu à travers lequel se jouera notre sort.

Nous avons à peine atteint l'objectif que les paras se présentent, sur le versant opposé. Ils avaient tenu le même raisonnement. Le choc est brutal. L'affrontement est d'une férocité incroyable. Pour nous c'est une question de survie. Pour eux, il faut aussi survivre, et sauver leur réputation d'unités d'élite.

Cette fois, un autre impératif s'impose à nous : ne pas rompre le combat. Il faut imposer aux parachutistes la poursuite d'un combat rapproché le plus longtemps possible. C'est le seul moyen d'éviter le retour de l'aviation. Nous préférons ce combat contre des troupes féroces, aguerries, bien entraînées, plutôt que le retour des monstres en acier.

Mais encore une fois, l'adversaire tient le même raisonnement. Les parachutistes essaient de décrocher. Ils ont de la peine à se débarrasser de ces sangsues qui collent à eux. Nous réussissons pendant un moment à maintenir un contact direct. Ils reculent, nous avançons. Mais pour aller où ? Progresser jusqu'où ? Comment maintenir ce contact jusqu'à la nuit?

Les paras réussissent à décrocher. Il faut se replier, vite, mais pas vers la crête. Dans quelques minutes, elle serait la cible d'un nouveau bombardement. L'accrochage avec les paras avait à peine cessé que les avions déversaient la mort sur la crête. Il faut faire le mort, attendre. Et aussitôt que les avions se sont éloignés, repartir vers la crête, au pas de course. Grimper, pour prendre les paras de vitesse.

Ce chassé croisé se poursuit une dizaine de fois. Le même manège de la mort se répète, inlassablement. Une fois, nous sommes arrivés sur la crête en même temps que les paras. Comment se fait la décision ? Qui va l'emporter durant ces quelques secondes où le destin peut basculer dans un camp ou un autre ? Peut-être est-ce notre désespoir qui l'emporte, dans cette ronde infernale de la mort.

Vers midi, en pleine mêlée, je tombe sur mon cousin, Abderrahmane. Il était gravement blessé. Il n'avait plus de bras. Un garrot rapidement placé au milieu de son avant-bras bloquait partiellement l'hémorragie. Il me demande de lui procurer une arme. Je vois tout de suite que sa blessure ne lui laisse aucune chance de s'en servir. Je désigne deux hommes pour l'aider. Je ne devais plus le revoir vivant. Ni lui, ni les deux hommes chargés de l'aider. Il s'agit de Aïssa Boutoumi, d'El-Omaria, et Fodhil Mabel, de Médéa.

Des responsables de compagnie m'ont rejoint, pour une petite réunion de concertation. Rabah, de Chebli, commandant de la katiba Omaria, la 224, Sadj, de Cherchell, adjoint de Hamdane, commandant de la katiba Hamdania, la 234. Un groupe de moudjahidine était dispersé autour de nous.

Au moment où ils arrivent, un avion nous a mitraillé. On se plaque au sol. Peu après, je me relève. Rabah est toujours allongé, face contre terre. J'allonge le bras, et le retourne. Ma main est pleine de sang. Il a été touché à la tête. Mort sur le coup. Morts aussi : Benaïssa Benseffar, chef de section au sein de la compagnie Zoubiria, Sadj, adjoint du chef de la katiba Hamdania, deux chefs de section de la katiba Hamdania, Ahmed El-Mtine, de Koléa, et Larbi, de Beni Tamou.

On n'a guère le temps de s'occuper d'eux. La mêlée reprend, confuse, indécise. Il y a des flottements de part et d'autre, des actes de bravoure

inouïs, d'une témérité incroyable. Tout ceci pour une crête, un bout de terre perdu en pleine forêt, qui sera arrosé d'un sang généreux, avant que la nature ne reprenne le dessus. Bientôt, l'herbe sera de nouveau verte, les arbres repousseront, les animaux reprendront leur vie en ce lieu même, alors que les héros ne seront qu'un souvenir de cette journée tragique.

La réunion n'aura pas lieu. A partir de midi, je cherche désespérément à organiser une petite concertation pour voir comment forcer le passage. Je ne pourrai discuter avec quelques hommes que vers dix sept heures. Car durant tout l'après-midi, le même scénario se répète. Le Ciel nous accordera-t-il quelques instants de répit ? Je n'ai jamais autant souhaité que la nuit tombe comme ce jour là. Mais l'adversaire ne peut nous laisser de répit. Il sait qu'il a une chance unique de porter un coup sérieux à la Wilaya IV.

Je regarde le soleil, qui semble ralentir sa course, pour prolonger nos souffrances. Il est quinze heures. Nous rompons le contact une nouvelle fois, pour regagner nos abris. Je retrouve un tronc d'arbre, abri précaire, mais qui s'est révélé efficace. Nos effectifs diminuent à vue d'œil. Le nombre de blessés augmente. Je vois les visages hagards, pâles, les yeux cernés des djounoud. Le sang macule les tenues, la sueur et la boue colent aux visages, leur donnant l'apparence d'hommes des cavernes.

Je n'ai pas le temps de terminer mon inspection sommaire. Les avions reviennent. L'artillerie s'en mêle aussi. Son tir est précis. L'adversaire veut en finir. Il donne l'impression de vouloir raser définitivement la crête. Près de trente minutes de bombardement incessant, et l'intensité du feu ne diminue guère. C'est un vacarme infernal. Le sommet explose littéralement sous l'avalanche de feu.

Enfin, le feu diminue d'intensité, puis s'arrête. On se décolle prudemment du sol. Les hommes lèvent la tête, scrutent le ciel. Personne ne bouge. Peut-être est-ce un piège. J'imagine qu'il n'y aura pas de course de vitesse avec les paras, que l'aviation et l'artillerie attendent simplement le moment où nous sommes sensés revenir au sommet de la crête pour reprendre le tir. Peut-être aussi est-ce la fatigue, la lassitude, qui nous ont retardés. Un retard salutaire, car aussitôt, le bombardement reprend, un nouveau déluge de feu, auquel on ne s'habitue jamais.

C'est un jeu de loterie avec la mort. Le feu cesse. Une, deux, cinq minutes. Il faut y aller. En comptant sur la chance. On ne peut plus attendre, car si les paras arrivent avant nous là haut, sur la crête, nous sommes faits. Je ne vois comment nous pourrions la reprendre. Nous nous élançons, mais l'adversaire nous a précédés. Il a bénéficié de ce moment d'hésitation pour nous devancer.

Les quatre compagnies combattent désormais côte à côte, à trois cent mètres en contrebas. Peu d'officiers et de sous-officiers ont survécu. La katiba 224 a perdu son chef et deux chefs de section, la 146 son chef et trois chefs de section, la 324 a perdu deux chefs de section, un troisième, blessé, a été fait prisonnier, et un adjoint est porté disparu, alors que la 424 a perdu deux chefs de sections.

La crita

Je suis le seul officier vivant. Je suis légèrement blessé à la tête, par un éclat d'obus. Un peu de sang a coulé. Un compagnon, m'ayant vu, pensait que j'étais mort. Il en a informé ses compagnons. A la fin de la journée, la majorité des hommes me croyaient mort.

Le jour commence à décliner. Je sens le poids écrasant de cette responsabilité qui m'échoit. Mais je n'ai pas le temps de réfléchir, car notre obsession est là : il faut coûte que coûte reprendre la crête, avant que les paras ne reçoivent des renforts et la transforment en un bastion imprenable. Il fut la reprendre avant la tombée de la nuit. Quel qu'en soit le prix. Autrement, ils vont nous exterminer.

Sur le flanc gauche, on me signale un fort contingent de paras qui progresse vers nous, appuyé par des blindés. Argument supplémentaire pour agir vite, très vite, avant que les paras ne puissent s'implanter massivement en cet endroit qui me hante, la crête.

Combien de fois ce mot a été prononcé, en arabe, en français ? La crête, la crita, peut importe. Il désigne un endroit devenu indispensable pour l'adversaire. Pour nous, c'est la survie. Il est si près, mais si difficile à atteindre.

Ma décision est prise. On va prendre cette crête tout de suite, pour préserver ce mince fil qui nous lie à la vie. Car les unités françaises avan-

cent vers nous, nous encerclent de tous côtés. Ce sont des vagues d'assaut qui se dirigent vers nous, inexorablement, refermant l'étau. Et là haut, sur la crête, une unité de paras, qui est en train de nous décimer. Un para, nous narguant, s'est adressé à nous, pour nous demander si nous avons des munitions. Il portait un chapeau.

Un moudjahid, un tout jeune homme, à peine seize ans, décida de descendre le parachutiste. Il s'approcha de la crête, en rampant. Il fut surpris pas d'autres soldats, plaqués sur le côté. Ils tirèrent sur lui, mais il se jeta dans une crevasse, et s'en sortit miraculeusement indemne. Il avait une petite radio, qu'il perdit dans sa chute.

Il revint vers nous. Puis, poussé par son culot, il décida de repartir à la recherche de sa radio. " Je ne la leur laisserai pas ", dit-il. Il se mit de nouveau à ramper, puis disparut. Il n'est pas revenu. A cause d'une radio qu'il voulait récupérer.

La première ligne des paras qui nous encercle en bas agit comme à l'entraînement. Une salve de mitrailleuse, puis ils se plaquent contre le sol. Ceux de la deuxième ligne lancent ensuite leurs grenades, à distance réglementaire, se plaquent à leur tour au sol. Enfin, arrivent les " nettoyeurs ", avec mortier de campagne et fusil-mitrailleur. Ils agissent méthodiquement, sans se presser, comme ils l'ont appris dans les manuels d'entraînement.

Comment échapper à ce rouleau compresseur qui nous broie petit à petit ? Je donne l'ordre à tous les chefs de groupe l'ordre de diriger une prière collective. Puis je recense les fusils mitrailleurs. J'organise une ligne de feu qui concentre son tir, salve sur salve, contre la crête. Nous avons 22 pièces collectives en tout. Pour une fois, nos mitrailleurs doivent utiliser leur puissance de feu pour empêcher les paras de s'opposer à notre avancée vers la crête. Ainsi nous permettront-ils d'arriver le plus près possible du sommet. S'il y a une velléité de résistance, une deuxième ligne de feu sera mise en place tout près de l'objectif.

Vers seize heures, le dispositif est en place. Je dispose quelques hommes valides en contrebas, pour freiner, si possible, la marche de ceux qui arrivent pour nous encercler, en vue de retarder l'étau qui se referme.

Je donne le signal. Cette fois-ci, le feu vient de nos rangs. Un feu terrifiant, caractéristique des vagues d'assaut. Toute la puissance de feu dont

nous disposons est concentrée sur la crête. Et la chance tourne en notre faveur. Le commandement français, en contrebas, ne peut pas imaginer que ce feu puissant vient de nos rangs. Il n'imagine pas que nous disposons d'autant de fusils mitrailleurs. Il en déduit que ce sont les paras qui partent à l'assaut pour prendre la crête. Pensant leur venir en aide, il donne l'ordre aux blindés de nettoyer le sommet de la crête, avec leurs armes de gros calibre. Et c'est ainsi qu'à notre grand étonnement, la crête est balayée d'un feu nourri provenant des blindés se trouvant alors sur notre gauche.

Dès que le feu cesse, nous gravissons la pente au pas de charge. Encore une fois, nous reprenons Notre crête, alors que la nuit commence à tomber. Les blindés français ont fait de terribles dégâts parmi les parachutistes, les forçant à se retirer, laissant leurs morts sur place. Il faudra de longues minutes au commandement français pour se rendre compte de son erreur. Leurs officiers devront se réunir, faire le bilan des dégâts, et se montrer prudents à l'avenir.

Pour le moment, le combat continue. Les paras sont contraints de reculer. La nuit et le brouillard nous enveloppent alors que nous sommes séparés d'une centaine de mètres à peine. Nous sommes soulagés, car la nuit est notre complice. A condition de ne pas laisser passer l'aubaine. Il faut vaincre la fatigue, surmonter la lassitude, faire face au désarroi, supporter le fardeau des blessés, 45 en tout, et trouver une solution qui permette de nous sortir des mailles du filet. Les jambes doivent encore souffrir, les nerfs supporter cette angoisse, et trouver une issue. Avant le jour.

Manœuvre périlleuse

Je divise les hommes en trois groupes. Je répartis les blessés de façon équitable entre eux. Et vers vingt et une heures, nous tentons une percée, par surprise, en trois endroits différents. Mais l'ennemi avait resserré son dispositif, et réussit à nous repousser vers l'intérieur du piège.

Une demi-heure plus tard, je donne l'ordre à mon groupe de forcer le passage. Nouvel échec. L'ennemi a pris de nouvelles dispositions. Il organise des embuscades sur les points de passage. C'est donc l'encerclement

total, peut-être fatal, pour quatre katibas, et aussi pour le bataillon Ben Badis, mort prématurément, quelques heures à peine après sa naissance.

Où trouve-t-on les ressources, pour tenir physiquement et élaborer des plans, dans des situations pareilles ? Comment trouve-t-on la force de réfléchir, d'où vient cette volonté de se battre, d'aller de l'avant ? Je ne le sais. Mourir, tomber en chahid, cela paraît si simple. C'est de vivre qui est alors le plus difficile. C'est pénible, douloureux, exténuant, c'est psychologiquement intenable. Mais ces hommes autour de moi montrent une telle force, une telle volonté, une telle ténacité, que je me décide à jouer le tout pour le tout. Je pense à une solution encore plus périlleuse, si dangereuse que le commandement français ne peut pas y penser.

Je décide d'aller droit sur la ligne des blindés. Quand nous en serons tout près, nous la longerons dans la direction opposée, pour aller vers la plaine, en terrain découvert. Les officiers français ne peuvent pas imaginer que nous pouvons choisir d'aller en terrain découvert. Nous marcherons à la faveur de la nuit, pour contourner les lignes françaises, puis, après un crochet, nous réintégrerons la forêt.

Notre plan réussit. Mon groupe réintègre la zone interdite, où nous serons en sécurité, toujours dans la région 4 dans la zone 2. Le second groupe se fraie un passage entre le village de Zoubiria, ex-Brazza, et le flanc droit des forces adverses. Il se retrouve en Wilaya VI. Le troisième groupe, par une manœuvre similaire, se retrouve en région 2, zone 2 de la Wilaya IV.

La démarche, particulièrement audacieuse, nous a temporairement sauvés. Nous sommes soulagés. L'espoir revient. Mais nous sommes trop fatigués pour une nouvelle marche de nuit. Pourtant, il faut s'éloigner. Nous faisons une halte à une distance de trois heures de marche de la zone de combats. C'est le moment de faire le point.

La situation est terrible. Nous avons de nombreux blessés, certains gravement touchés. La moitié d'entre eux ne survivront pas. Nous en avons enterré cinq dans une seule fosse. Yahia Bettache, de la région d Zoubiria, transportait " Ouaguenay ", de Aïn-Defa, sur son dos. Il avait parcouru une longue distance. Mais il ne savait pas que Ouaguenay était mort. Le moral est durement atteint. Physiquement, nous sommes à bout.

Mais il nous faut surtout éviter un nouvel accrochage pour la prochaine journée. Nous ne sommes pas en mesure de tenir.

Les unités françaises, de leur côté, poursuivent le ratissage, le lendemain, mais sans grande conviction. L'erreur d'appréciation de leur commandement, amenant les blindés à tirer sur les parachutistes, leur a porté un sale coup, d'autant plus que les pertes ont été sévères. En outre, effectuer un ratissage dans une zone jonchée de cadavres ne contribue guère à relever le moral.

Dès le lendemain soir, les recherches cessent sur la cote Mokorno. Quant à nous, ce n'est qu'au troisième jour que nous pouvons nous regrouper, pour faire le bilan. Il est sévère. Sur un effectif de six cent hommes, nous déplorons 178 morts, soit près du tiers notre effectif. Nous avons 45 blessés dans un état alarmant.

La katiba 146 a subi les pertes les plus lourdes. Ironie du sort, elle venait de la Wilaya VI en Wilaya IV pour trouver un moment de répit, et permettre aux hommes de se reposer. Les survivants sont restés parmi nous quelques jours, pansant leurs plaies, reconstituant leurs forces, avant de repartir.

Sang généreux

La katibia Zoubiria compte 18 chouhada, et 12 blessés. On fait le décompte des armes. Huit armes ont été perdues, et cinq récupérées. Je constate que le solde est négatif. Mais faire ce simple constat me remet d'aplomb : je pense déjà à l'avenir, aux prochains combats. La lutte continue, et les hommes sont prêts. Aussi bien pour d'autres exploits que pour de nouveaux sacrifices.

Mokorno a été pour nous une légende. J'ai baptisé mon habitation à Alger du nom de Mokorno. Mais il y en a eu d'autres, où le sang des chouhada a coulé à flots. Au printemps 1957, dans le djebel El-Horra, dont un versant domine la plaine du Cheliff au nord, et l'autre la plaine du Sersou, au sud, on a enregistré 75 morts en une journée.

En mai 1959, peu après la mort de Si M'Hamed Bougara, de grandes batailles ont eu lieu dans le secteur de Oued El-Malah, entre Médéa et

Tablat. L'ALN a perdu près de trois cent hommes. La compagnie Omaria, à elle seule, a perdu 118 hommes. Elle fut décimée, et dissoute. On n'a compté qu'une trentaine de miraculés. En 1966, nous avons voulu leur accorder une sépulture décente. Nous avons retrouvé plus de 130 corps dans une seule fosse commune.

Au printemps 1959, à Titouilt, en zone 4 de la Wilaya IV, entre le Zaccar et Cherchell, au nord de Aïn-Defla, l'ALN a perdu plus de 150 hommes en une journée. Le commando zonal a été décimé et dissous. Ces pertes énormes, à quelques semaines d'intervalle, ont eu lieu pendant l'opération Courroie.

Une conclusion s'impose alors à nous. Les grandes concentrations sont mortelles pour l'ALN. Certes, dans ces batailles, nos pertes sont inférieures à celles du camp adverse. Mais le nombre joue contre nous. Il faut coûte que coûte les éviter à l'avenir, et ne jamais engager d'importantes forces dans des accrochages. Même si les batailles antérieures n'ont pas été voulues, mais imposées par un simple concours de circonstances, qui a amené des katibas à se retrouver, par le plus grand des hasards, au même endroit et au même moment.

Bien que l'année 1959 ait été la plus dure, les deux années suivantes ont aussi provoqué des pertes importantes. De 1959 à la mi 1961, la Wilaya IV a perdu 38 capitaines et lieutenants, 26 sous-lieutenants et chefs de région, 11 sous-lieutenants chefs de commando, 46 aspirants, et 19 adjudants chefs de compagnie. Pour la seule zone 2 où j'étais lieutenant, responsable militaire de zone, nous avons perdu 1.700 hommes au total.

C'était le tribu de la liberté.

V- L'AFFAIRE DE L'ÉLYSÉE

SI SALAH

Divergences avec l'extérieur

La rencontre secrète qui a réuni à l'Elysée, en juin 1960, des dirigeants de la Wilaya IV, dont Si Salah, chef de Wilaya, avec le Général de Gaulle, a suscité de nombreuses polémiques. Des interprétations diverses ont été avancées pour condamner ou justifier la rencontre, des thèses ont été élaborées sur la personnalité de Si Salah et sur sa manière de diriger la Wilaya. Les non dits sont restés, pesants, portant gravement atteinte à la mémoire d'hommes de grande valeur. Si Salah avait, certes, enfreint le consensus révolutionnaire, et dépassé ses prérogatives de chef de Wilaya. Mais cela justifie-t-il pour autant ces accusations de trahison, d'autant plus que ceux qui les ont portées étaient, pour la plupart, planqués à l'étranger, attendant le moment favorable pour prendre le pouvoir, pendant que les moudjahidine de l'intérieur subissaient le déluge de feu de l'armée française ?

Je voudrais apporter mon témoignage sur la personnalité de Si Salah et sur les circonstances qui ont entouré la rencontre de l'Elysée. Car celle-ci, détachée de son contexte, peut amener à des accusations hâtives, à accuser le Chef de la Wilaya IV d'initiative douteuse, de le dénoncer, et, finalement, de l'accuser de trahison. Il faut donc savoir qui est Salah, comment il raisonnait, comment il dirigeait la Wilaya IV, comment il était perçu par ses compagnons, moudjahidine et dirigeants des autres Wilayas, et aussi comment et pourquoi est née puis a grandi cette idée de se rendre à l'Elysée pour rencontrer De Gaulle ?

J'ai connu Si Salah dans la localité de Beni Massira, en octobre 1956. La rencontre a eu lieu au retour d'une patrouille dans l'ouest du pays, mon premier grand périple au sein de l'ALN. Lui-même revenait du congrès de la Soummam, en compagnie de Si M'Hamed Bougara. La rencontre était destinée à expliquer les décisions de la Soummam. C'est ce jour là que j'appris que Si Salah était devenu membre du Conseil de la Wilaya IV.



En haut, de gauche à droite: Laghdhar Bouragaa, Bouchemaa, Abdellatif Tolba,

En bas: Abdellatif Tolba, à gauche, avec Hamdane



Les hommes de Mokorno

L'affaire de l'Élysée



VI-GUERRE FRATRICIDE

LA COURSE AU POUVOIR

Je me trouvais dans un petit douar de la région de Médéa, quand j'entendis, à la radio, l'annonce des accords d'Evian par le Président du GPRA Benyoucef Benkhedda et le président français Charles De Gaulle. J'ai gardé en mémoire certains passages du discours de Benkhedda : " Peuple algérien ! Après plusieurs mois de négociations difficiles et fructueuses, nous sommes parvenus à un accord général à Evian entre la délégation algérienne et la délégation française. C'est une victoire acquise par le peuple algérien, qui a arraché son droit à l'indépendance. A cette occasion, j'annonce, au nom du GPRA, mandaté par le CNRA, un cessez-le-feu sur tout le territoire national, à partir de lundi 19 mars à 12 H. Au nom du GPRA, j'ordonne à toutes les unités de cesser les opérations militaires et les actions armées sur tout le territoire national ".

Je ne pus contenir ma joie. Je sentais que la forêt qui nous avait abrités pendant la révolution, les arbres qui avaient été nos complices, les rochers qui étaient nos repères, les ravins qui constituaient nos gîtes, tous semblaient entonner le chant de la révolution. Tout ce que je voyais devant moi avait une âme, et partageait notre bonheur. Les martyrs étaient revenus partager avec nous cet instant. Leur image défilait devant moi. Je les voyais tous, heureux de cette liberté acquise. Si M'Hamed Bougara, mon maître, mon chef, Si Mohamed Bounaama, l'aigle qui avait plané sur l'Ouarsenis et toute la Wilaya IV, mes compagnons qui avaient partagé avec moi les moments de douleur et les fabuleux assauts au cri de " Allah Akbar ", mon frère Rabah Bouragaa.

Je ne pus retenir mes larmes. C'était un moment immense. C'était aussi la fin d'une époque, et le début d'une autre. Une nouvelle ère, ouverte à toutes les possibilités, les plus grandioses comme les plus sombres. Je pleurai. C'était la troisième fois que je pleurais, depuis que j'avais rejoint l'ALN.

Cette nuit même, nous avons reçu un groupe de compagnons venus de Tunis. Ils étaient arrivés avant nous au PC de la Wilaya. Il s'agissait de

Azzeddine, Omar Oussedik, le colonel Sadek, Boualem Oussedik, Ali Lounici et Si Cherif. Ils avaient été officiers de la Wilaya IV, et appartenaient à la base de l'Est. J'étais surpris aussi bien par la manière que par la célérité avec laquelle ils arrivaient. Ils étaient rentrés par avion, avec de faux passeports français au premier jour du cessez-le-feu!

Pourquoi venaient-ils si vite, et sur l'ordre de qui ? La joie de la rencontre, le bonheur de la liberté acquise étaient plus forts que les doutes. Mais je ne pus m'empêcher de me poser des questions. Ces hommes affirmaient qu'ils étaient envoyés par le GPRA, sur ordre personnel de son président Benyoucef Benkhedda. Ils devaient nous informer des divergences qui étaient apparues entre le GPRA et l'état-major général, dirigé par le colonel Houari Boumediene. Ils sont cependant restés dans des généralités, se contentant de nous poser des questions pour tenter de savoir notre point de vue, et en faveur de qui la Wilaya IV allait prendre position.

Ils nous montrèrent également un ordre écrit du président Benkhedda confiant au commandant Azzeddine la responsabilité de la région d'Alger, qui devait être de nouveau séparée de la Wilaya IV. Nous avons appliqué l'ordre sans aucune discussion. C'était probablement la première grande erreur que nous avons commise. Ils ont ensuite fait valoir un autre document portant nomination de Mohamed Megueddem, un vieux routier du mouvement nationaliste, comme responsable d'Alger centre. Il était curieux de voir deux ordres de mission émanant tous les deux du président Benkhedda portant nomination de deux personnes différentes à Alger.

Nous ignorions totalement ce qui se passait à l'extérieur. Nous ne savions ni qui avait tort, ni qui avait raison, ni qui soutenir. Totalement isolés de l'extérieur, nous vivions au milieu d'une population pauvre mais résolue, digne dans le malheur, sachant faire face aux épreuves. Nous étions loin du monde des complots, des combines, des coups d'état et des coups bas. Peut-être avons nous une vision idéaliste de la révolution. Après tout, côtoyer des hommes de la pureté de Bougara et de la détermination de Bounaama laisse forcément des traces. Ces deux chefs de Wilaya n'avaient jamais quitté l'Algérie depuis qu'ils avaient rejoint l'ALN.

Ils ne concevaient la lutte que parmi leurs compagnons, face au feu. Ils avaient développé si fort l'esprit de solidarité et de fraternité, aussi bien parmi les moudjahidine qu'avec la population, y compris dans les moments les plus durs, que nous étions enclins à penser que la révolution, c'est d'abord un esprit, une manière d'être, une manière de penser, avant d'être une guerre.

Lutter, combattre, était pour nous un honneur et un bonheur. Se sacrifier était un privilège. Bougara avait interdit à ceux qui avaient eu vent des luttes qui se développaient à l'extérieur d'en parler. C'était un autre monde, que nous avons brutalement découvert à partir du cessez-le-feu du 19 mars 1962.

Anciens compagnons

Nous sommes naturellement restés neutres quand apparurent publiquement les premières divergences. Nous ne savions même pas en quoi consistaient réellement les divergences entre le GPRA et ceux qui soutenaient Houari Boumediene et sa bande. Afin d'y voir plus clair, nous avons alors organisé une confrontation avec Ahmed Bencherif, un des hommes de Boumediene, qui avait en sa possession un ordre de mission portant la signature du chef d'état-major. Il l'a déchiré publiquement, devant nous, en signe de loyauté envers la Wilaya IV! Il fit semblant d'être en colère, et nous annonça qu'il prenait ses distances avec Boumediene et son groupe.

Nous réalisâmes alors que les divergences au sein de la direction avaient désormais leur prolongement parmi nous, au sein de nos propres compagnons. Les informations nous parvenaient, parcellaires, mais le puzzle se reconstituait. Nous pûmes mesurer l'ampleur des conflits qui avaient surgi au congrès de Tripoli, entre des parties préoccupées d'abord par l'impératif de prendre le pouvoir. Le congrès avait donné lieu à un véritable coup d'état. Nous en avons pris acte, mais nous résolûmes de maintenir notre neutralité, pour éviter tout drame supplémentaire.

Le conflit puisait ses racines dans la composante même du CNRA. Celui-ci comprenait les représentants de différents organismes :

- Pour le GPRA : Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Ali Boumendjel, Ferhat Abbas, Hadj Ben Alla, Ahmed Francis, Rabah Bitat, le Colonel Nasser.

- Pour l'état-major général : Houari Boumediene, Kaïd Ahmed, Ali Mendjeli.

- Wilaya I : Tahar Z'biri, Amar Mellah, Smaïl Mahfoudh et Mohamed Salah Yahiaoui.

- Wilaya II : colonel Larbi et colonel Rabah.

- Wilaya III : Mohammedi Saïd, Mohand Oulhadj, et quatre commandants, Tayeb, Hassan, Mohamed et Ali.

- Wilaya IV : Si Hassan, Mohamed Bousmaha, Lakhdhar Bouragaa, Ahmed Bencherif.

- Wilaya V: Colonel Athmane, Abou Bakr, Abdelouahab, commandant Nasser et Abbas.

- Wilaya VI : Mohamed Chaabani, Slimane Slimani, Amar Sakhri, Azzeddine Cherif et Mohamed Rouina.

Une réunion eut lieu à Tunis du 22 au 27 février. Elle approuva l'accord de cessez-le-feu. Mais les membres n'étaient pas tous présents. Les absents avaient délégué leur voix à leurs collègues. La réunion a regroupé:

- Benyoucef Benkhedda, Lakhdhar Ben Tobbal, Abdelhamid Boussof, Saad Dahlab, Krim Belkacem, Mohamed Saïdi et M'Hamed Yazid pour le GPRA.

- Houari Boumediene, Kaïd Ahmed et Amor Mendjeli pour le GPRA.

- Mustapha Benkobbi pour la Wilaya I.

- Si Nasser et Si Athmane pour la Wilaya V.

- Omar Adlani, Rabah Bouaziz, Mohamed Boudaoud, Ali Haroun et Abdelkrim Souissi pour la Fédération de France.

- Ferhat Abbas, Mustapha Benaouda, Mohamed Bensalem, Mohamed Benyahia, Ahmed Boumendjel, Slimane Dehilès, Mohamed Hedjaï, Mohamed Kheireddine, Abdelhamid Mehri, Omar Ousseddik, Mohamed Yazout, M'Hamed Tahali, Hadj Lakhdhar, Ali Kafi et Amar

Ouamrane pour le CNRA.

- Rabah Belloucif, Larbi Benredjam, Salah Boubnider, Tahar Bouderbala, Abdelmadjid Kahlerras, ont délégué le président du GPRA pour les représenter.

- Ahcène Mahiouz, Mohand Ouaali, Mohand Akli, Hadj Tayeb Seddiki, tous délégués de Kabylie, ont mandaté Mohamed Yazourt.

- Tahar Z'Biri a mandaté Lakhdhar Ben Tobbal.

- Benyoucef Benkhedda, Si Hassan, Mohamed Bousmaha, Omar Ramdane ont représenté la Wilaya IV.

- Ahmed Boudjenane, Abdelwahab, Brahim Merai, Boubekeur Kadi ont représenté la Wilaya V.

- Hadj Ben Alla et Ahmed Bencherif ont représenté la Wilaya VI.

- Le commandant Azzeddine, Smaïl, Mahfoudh Mustapha, Amar Mellah, Mohamed Salah Yahiaoui étaient absents. Ahmed Francis, Ahcène Kadri et Mostéfa Lacheraf se sont abstenus de participer.

49 membres du CNRA ont ainsi participé à la réunion du 22 au 27 février à Tripoli. Ils les représentaient les 4/5 des membres du parlement de la révolution, ce qui était suffisant pour atteindre le quorum nécessaire pour tenir ces assises, selon la constitution provisoire adoptée au cours d'une réunion antérieure tenue en décembre 1959 - janvier 1960. La réunion était habilitée à approuver l'accord de cessez-le feu.

Quand les résultats de la réunion nous furent parvenus, la Wilaya IV a délégué Youcef Benkherouf à Rocher Noir, l'ancien nom de Boumerdès, où se trouvait alors l'administration provisoire qui devait gérer le pays entre la date du cessez-le-feu et le référendum d'autodétermination. Benkherouf était chargé de la liaison avec cette institution et avec la direction à l'extérieur. Il prit contact le GPRA et l'état-major général. Il était mandaté pour soutenir la direction extérieure, à condition qu'une position commune soit adoptée. Par contre, s'il constatait des divergences, il ne devait mandater personne pour parler au nom de la Wilaya IV.

Benkherouf n'a pas respecté cet engagement. Il a cédé son mandat à Ahmed Bencherif, qui l'a utilisé à sa guise pour négocier et prendre des engagements au nom de la Wilaya IV. Il a fini par rallier le groupe de

Boumediene. Quand nous avons découvert ce que faisait Bencherif au nom de la Wilaya IV, nous l'avons mis en quarantaine. Mais il a persisté dans sa démarche, alors qu'il pouvait éviter que coule ne le sang de ses anciens compagnons d'armes.

Dans cette confusion, nous avons reçu la visite de Kaïd Ahmed, mandaté par l'état-major général de Boumediene, alors en rupture de ban et officiellement limogé par le GPRA. Kaïd Ahmed nous informé des positions de l'état-major, et a exposé les arguments qui l'avaient poussé à ces choix. Il nous apprit qu'il était chargé de préparer l'entrée de Boumediene à Alger en vue d'y prendre le pouvoir.

Kaïd Ahmed était un homme franc, sincère, courageux, exprimant clairement ses points de vue. Il était énergique, savait ce qu'il voulait. Il nous le dit clairement, à l'inverse de Bencherif, qui a longtemps caché son jeu.

Il nous a demandé de soutenir le groupe de Boumediene. Nous avons refusé cette proposition. Notre réponse a été aussi claire que tranchée :

- Vous avez peut-être suffisamment d'arguments pour refuser les membres du GPRA, car vous vous connaissez entre vous. Mais nous, à l'intérieur, nous sommes loin du conflit. Nous ignorons tout des parties en conflit. Nous n'avons aucune raison de vous soutenir, ou de soutenir le GPRA contre vous. Nous ne voulons pas utiliser nos armes contre vous ou contre eux, après les avoir utilisées contre l'ennemi. Si nous devons faire quelque chose, c'est éviter une nouvelle hémorragie, épargner au pays la catastrophe qui se dessine, et travailler à unir les rangs pour bâtir cette Algérie que l'ennemi a détruite. Si nous ne réussissons pas dans cette démarche, nous observerons une position de neutralité jusqu'à ce que les positions évoluent. Mais si la situation continue de se dégrader, nous ne resterons pas les bras croisés. Nous ne permettrons pas à ceux qui jouent avec le destin de ce peuple martyr de poursuivre leurs menées destructrices. Et s'il fallait absolument un procès, vous êtes tous concernés, car vous êtes responsables de la division des rangs de la révolution et de la poursuite du drame dont le prix est versé par l'ALN et, à travers elle, le peuple algérien ". C'était là le sens de notre message.

Kaïd Ahmed se rendit alors en Wilaya II, où il fut arrêté aussitôt après son arrivée. De négociateur, il devint prisonnier. Une nouvelle fois, nous étions contraints d'intervenir comme médiateurs. Nos efforts furent couronnés de succès. Salah Boubnider répondit à notre requête, et accepta de le libérer.

Conciliation

La tension entre les deux parties en conflit continuait cependant de monter. Un climat de peur s'était installé, pendant que d'intenses efforts étaient déployés pour trouver un terrain d'entente. Nous avons appelé à une réunion qui a regroupé les Wilayas II, III, IV, la zone d'Alger et la Fédération de France. La rencontre eut lieu à Zemmoura, en Wilaya III, le 26 août 1962. Les autres Wilayas ne purent se faire représenter, mais elles donnèrent leur accord en faveur des décisions qui seraient prises.

Le document adopté à l'issue de la réunion exprimait l'inquiétude des participants : " Nous ne comprenons ni les raisons de la démission d'Ahmed Khider, ni les raisons qui ont poussé Ahmed Ben Bella à se rendre au Caire. Toutes ces divisions risquent de nous mener à la guerre civile (...) Nous demandons donc au GPRA de ne pas précipiter son entrée à Alger tant que persistent les déchirements actuels. Ceci ne signifie pas qu'on leur interdise de rentrer à Alger, mais nous souhaitons protéger le pays contre toute crise susceptible de porter les divisions actuelles dans les rangs du peuple. Nous appelons l'ensemble des dirigeants à l'extérieur à unifier leurs rangs. Dès lors, les portes de l'Algérie seront ouvertes à tous".

A l'issue de cette rencontre, nous avons délégué Si Hassan, Mohamed Oulhadj et Saïd Hermouche pour rencontrer Ben Bella au Maroc, et lui remettre la déclaration adoptée. Il lui était demandé de mettre fin à ses navettes entre le Maroc et l'Egypte, de rentrer en Algérie avec ses compagnons, unis, pour discuter, et consulter le peuple.

La mission fut échec. Ben Bella rejeta leur appel. Il se rendit à Tlemcen, où il rencontra Khider. Une alliance antipopulaire se dessinait. Les émissaires continuaient leur navette entre Tlemcen et Tizi-Ouzou, pour tenter de calmer le jeu et éviter de nouveaux affrontements. Une

guerre de communiqués s'était déclenchée entre-temps. Le plus curieux de ces documents est probablement celui qui annonçait la formation d'un bureau politique.

Le groupe de Tizi-Ouzou tentait de contrer celui de Tlemcen, qui travaillait méthodiquement pour renforcer ses positions, tout en multipliant les provocations. Il plaçait ses pions, partout, poussait son avantage sur le terrain, tout en faisant traîner les négociations en longueur pour gagner du temps. Il discutait formellement, mais sur le terrain, il imposait la force brutale comme seul argument. Organisé autour de Boumediene, il regroupait des officiers de l'armée des frontières, et préparait Ben Bella pour le mettre au pouvoir, car Boumediene n'avait pas encore la stature de chef d'état. Ce groupe avait armé des milices à Alger, sous la direction de Yacef Saadi, en exploitant sa simplicité d'esprit, sa crédulité et son orgueil.

Nous étions alors dans une situation particulièrement délicate. La moindre étincelle pouvait provoquer une explosion. Et une fois encore, nous nous trouvions au centre de l'engrenage. Une lourde responsabilité nous incombait. De notre position dépendrait, peut-être, la possibilité d'éviter au pays une guerre fratricide.

Il nous fallait agir pour mettre fin à cette situation explosive, contraire à l'esprit de la Révolution. Nous avons décidé de permettre au bureau politique de rentrer à Alger, à la suite d'un accord de principe, conclu le 25 septembre 1962. Cet accord préconisait la préparation de l'élection d'un bureau politique provisoire, et l'élection d'une nouvelle assemblée nationale, qui aurait toutes les prérogatives pour choisir parmi ses membres ceux qui devaient faire partie du bureau politique de manière permanente. Les autres structures administratives devaient être maintenues.

La première réunion eut lieu à El-Asnam (Chlef). Elle a duré deux jours. Des représentants de toutes les Wilayas y ont participé. Ce fut une épreuve pénible. La tension était permanente. Une sourde inquiétude concernant l'avenir du pays planait sur les travaux. La souveraineté, acquise au prix d'un sang à peine séché, se trouvait aussitôt menacée.

La rencontre a tout de même abouti à un accord de principe pour mettre un terme au climat de tension, et réunir d'urgence le Conseil National

de la Révolution Algérienne. Au cas où le quorum ne serait pas atteint, un bureau politique serait créé. Il serait composé des commandants des six Wilayas, auxquels s'ajouteraient des représentants de la Fédération de France, deux membres représentant les bases des frontières Est et Ouest. Ceci portera le nombre des membres de ce bureau à dix.

Cet accord adopté par consensus, une délégation s'est déplacée à Tlemcen pour négocier avec ceux que nous considérons comme rebelles. Il fallait leur soumettre le texte, et les mettre devant leur responsabilité. Mais aussitôt arrivés à Tlemcen, la délégation fut surprise d'y trouver les signes d'une mobilisation anormale. Un important mouvement de troupes agitait la ville. Des véhicules militaires sillonnaient les rues; des soldats armés patrouillaient dans les quartiers et jusque dans les ruelles ; une surveillance stricte était assurée autour du siège du commandement des troupes de Boumediene.

Une première rencontre fut organisée. La délégation a exposé notre position, et mis en garde contre les risques graves qui planaient sur le pays. Mais les représentants du groupe de Tlemcen ne lui ont même pas laissé le temps d'aller au bout de son argumentation. Faisant preuve du même entêtement qui a toujours marqué leur démarche, ils ont affirmé qu'ils ne reconnaissent pas la réunion d'EI-Asnam, et qu'ils étaient décidés à utiliser la force contre quiconque tenterait de leur barrer la route d'Alger.

Reniiements

La délégation revenait à la charge, espérant toujours convaincre, en mettant l'avenir du pays au dessus de tout. Mais pendant que les représentants de la Wilaya IV s'accrochaient à une vision unitaire de la révolution, le groupe de Tlemcen s'activait dans les coulisses. Ses représentants approchaient les membres de la délégation de manière individuelle, promettant postes et privilèges. Les discussions avaient changé de terrain. Le dialogue direct, public, transparent, avait cédé la place aux négociations de coulisse.

Les représentants des Wilayas I, II et VI finirent par rallier la position du groupe de Tlemcen. Les masques étaient tombés. Les délégués de la

Wilaya IV se retrouvaient seuls, face au complot. Il n'y avait plus rien à faire. Un à un, les compagnons des autres Wilayas, qui avaient pourtant affirmé leur attachement à la paix et participé à l'élaboration de l'accord d'El-Asnam, se ralliaient à Boumediene.

Avant de quitter Tlemcen, notre délégation a fait une déclaration publique. " Nous aurions voulu rester tels que vous nous aviez toujours connus, en position d'arbitre et non en position de belligérant. Nous vous avons laissé le temps nécessaire pour prouver vos bonnes intentions devant les populations qui ont assez souffert du drame de la guerre, qui refusent catégoriquement de voir couler le sang des frères. Mais puisque vous avez fermé la porte du dialogue, nous vous disons pour la dernière fois que la capitale n'est ni votre propriété, ni celle du groupe de Tizi-Ouzou. C'est la capitale de tous. C'est le cœur de la nation. Puisque vous refusez l'unification des rangs, et choisissez de prendre le pouvoir par la force, nous allons dire ouvertement aux masses la vérité sur tous les conflits et déchirements. Nous leur laissons le soin de décider de l'attitude à adopter. Nous avons dit ce que nous avons à dire. Dieu en est témoin ".

Ils nous écoutaient, mais restaient insensibles à nos arguments. La soif de pouvoir les aveuglait. Ils rejetaient la voix de la raison, et mettaient de côté le sens du devoir national. Ils ne voyaient que leurs intérêts, guidés par l'attrait d'un pouvoir qu'ils voulaient conquérir, selon une stratégie mise au point depuis longtemps, lorsqu'ils se terraient hors des frontières, constituant une armée pendant que les Wilayas s'affaiblissaient.

La délégation avait d'ailleurs à peine quitté Tlemcen, pour revenir en Wilaya IV, qu'une nouvelle réunion eut lieu dans cette ville, pour annoncer la constitution d'un bureau politique. Le procès-verbal a été rédigé à la lumière d'une bougie, à la suite d'une panne d'électricité !

Le groupe de Tlemcen était dès lors prêt à tout. Ses dirigeants donnèrent l'ordre aux unités qui les soutenaient, aux frontières et dans toutes les Wilayas, de marcher sur la capitale. Le coup de force était engagé, sans tenir compte des conséquences possibles. C'était la course au pouvoir et à l'aventure.

Les unités chargées de prendre Alger comprenaient :

1. Les forces de la Wilaya II, dirigées par les commandants Larbi et Rabah Belloucif ;
2. Les forces de la Wilaya I, sous la direction de Tahar Z'Biri ;
3. Les forces de la Wilaya VI, sous le commandement du colonel Chaabani ;
4. Les forces de la Wilaya V, sous le commandement du colonel Athmane ;

Les premières troupes partirent de Tlemcen. Puis ce fut la curée. De toutes parts, mouvement de troupes, véhicules militaires bondés, bruits de bottes. Tous convergeaient vers Alger.

Au sein de la Wilaya IV, nous étions dans une position délicate. Fallait-il laisser faire, et se dérober à son devoir historique, ou s'opposer et prendre le risque de livrer une bataille où le frère tuerait son propre frère, et le fils son propre père? Nous avons été contraints à une solution douloureuse. Nous avons pris les armes pour défendre la légitimité révolutionnaire contre une direction partie à l'aventure, ignorant toutes les préoccupations du moment, si ce n'est la prise du pouvoir, à n'importe quel prix.

A Alger, d'importantes quantités d'armes arrivaient discrètement par la mer. Elles étaient transportées par des embarcations de pêche, au vu et au su des forces françaises. Des éléments de l'administration provisoire du Rocher Noir ont pris part à l'opération, avec l'aval de l'armée française. Elles étaient distribuées aux unités de Yacef Saadi, chargées éventuellement de nous prendre à revers.

A cette époque, le port d'Alger était pris d'assaut par les colons, les pieds noirs et les harkis, qui se bouscuaient, par milliers, pour fuir l'Algérie. Nous leur avons réservé une aire de 1500 m², pour faciliter les opérations départ. Des hommes de la Wilaya IV surveillaient discrètement ce qui se passait au port.

Nos soupçons étaient légitimes. L'aire réservée à ceux qui partaient était considérée par l'ennemi comme zone libre. Elle était placée sous la supervision de Chiaffino. Elle a été par la suite élargie, pour atteindre 4500 m². Les hommes chargés de la surveillance du port nous ont averti

que des bateaux de pêche déchargeaient des caisses d'armes, remises aussitôt aux groupes de la capitale. L'opération de déchargement se faisait en parallèle à une opération de chargement d'autres caisses à destination de la France. Nous ignorions ce qu'elles contenaient.

Aussitôt que nous avons pu vérifier ces informations, et que nous avons eu la certitude que la partie française était impliquée dans cette opération, nous avons donné l'ordre d'arrêter tout chargement. Nous avons procédé à la vérification du contenu des caisses quittant l'Algérie. L'une d'elles contenait des documents secrets, ainsi que des cartes indiquant la localisation des puits et des ressources en eau à travers tout le territoire national. D'autres cartes indiquaient le tracé des canalisations de distribution souterraine dans les grandes villes. Nous avons également découvert sur des documents secrets que 400 fonctionnaires français du ministère des finances avaient quitté définitivement l'Algérie sans que leur paie ne soit suspendue. Pour sa part, Peugeot France avait quitté l'Algérie sans verser à ses ouvriers leurs salaires, évalués à 75 millions de centimes.

La situation suscitait la perplexité. Qui était complice de qui dans ces opérations ? Pourquoi l'armée française fermait les yeux sur les armes qui arrivaient, si elle n'aidait à organiser, leur débarquement, et pourquoi l'administration provisoire laissait évacuer le patrimoine du pays ? Nous avons donné les ordres nécessaires pour arrêter ces opérations de contrebande. Nous avons saisi ce qui nous est tombé sous la main, dont des voitures de type 403 en cours d'exportation illégale, et de nombreuses autres marchandises. Nous avons également mis fin à la contrebande d'armes destinées aux complices de Yacef Saadi. Dès lors, les hommes de la Wilaya IV ont pris en charge le contrôle du port.

La riposte nous a surpris, non par sa nature, mais par les alliances auxquelles elle a donné lieu. La partie française en a fait une " affaire ", profitant de la tension qui régnait entre les Wilayas. Elle a, malheureusement, été appuyée par l'administration provisoire qui siégeait à Boumerdès. Ensuite, tout le monde s'est mis d'accord pour combattre la Wilaya IV, prétendant qu'elle était la seule à gêner l'application des accords d'Evian !

Les forces françaises ont lancé une série d'initiatives destinées à entraver notre action. Elles nous empêchaient de recevoir des couvertures, des

médicaments et des provisions. Elles en ont fait de même avec les autres Wilayas. Elles ont également organisé des patrouilles mobiles, pour surveiller les grands axes routiers. Elles fouillaient les véhicules, sous prétexte d'empêcher la circulation des armes, des équipements de guerre et des explosifs. En fait, elles faisaient le jeu de l'armée des frontières qui avançait sur Alger, entravant notre action pour permettre à Boumediene de gagner du terrain.

La confusion régnait. Un désordre inquiétant s'installait dans le pays. L'armée des frontières progressait par étapes, renforçant ses positions. Au sud, ses unités étaient aux portes de Aïn-Ouessara. A l'est, elles avaient atteint les confins de Sidi Aïssa, et avaient bloqué les accès d'EI-Asnam, à l'ouest. Dans la capitale, les éléments de Yacef Saadi s'entraînaient et s'organisaient. Le piège se refermait inexorablement.

La dérive

Progressivement, ce qui pouvait donner lieu à un débat politique s'est transformé en un affrontement sanglant entre anciens compagnons. Toutes les voix appelant à la raison se sont tues, ou ont été contraintes au silence, laissant aux armes seules le soin de trancher les conflits. Le feu s'est abattu sur les villes, villages et les douars de la Wilaya IV. Ces canons et ces mitraillettes, longtemps en attente derrière les frontières, n'ayant jamais servi dans les batailles meurtrières que nous menions, poitrine découverte, contre l'ennemi, étaient désormais dirigées contre nous.

Je me souviens de ce jour où les premières unités de l'armée de Boumediene ont atteint les limites de Aïn-Ouessara. Je me trouvais dans l'une des bases de notre état-major, près de Médéa. J'ai reçu une communication téléphonique de Ahmed Bencherif, qui se trouvait à Aïn-Ouessara. Il insistait pour me voir personnellement, en tête-à-tête. J'étais surpris d'apprendre qu'il se trouvait sur place. Je pensais qu'il était à Blida, avec le commandement des troupes chargées d'envahir Alger.

Fallait-il aller à sa rencontre ? Je me rappelai une scène antérieure. Celle où Bencherif avait déchiré le laissez-passer signé par Houari Boumediene. C'était une position apparemment courageuse, digne. Il avait voulu prouver sa loyauté envers la Wilaya IV. Mais d'autres scènes



Houari Boumediene, entre Ferhat Abbas et Krim Belkacem



Youcef Ferguè, tué à Sour El-Ghozlane par l'armée des frontières

me revenaient en mémoire. Elles trahissaient des attitudes totalement différentes. J'étais enclin à penser que son insistance pour me voir devait cacher un piège. Je devais donc refuser cette rencontre. Mais la situation du moment, avec les menaces qui pesaient sur le pays m'imposaient d'accepter la rencontre, de prendre le risque. Je ne pouvais me dérober à une opportunité, aussi minime soit-elle, pour d'éviter l'affrontement.

Je devais évidemment prendre mes précautions. J'ai chargé un moudjahid, habillé en civil pour la circonstance, de contrôler les mouvements des hommes de Boumediene à Blida, lieu du rendez-vous. Il devait signaler tout mouvement suspect dans la ville, et rester en contact avec l'état-major de la Wilaya IV, au cas où je serais kidnappé pendant mes déplacements.

Je suis allé au rendez-vous à bord d'une Peugeot 403 noire, accompagné de l'un des mes adjoints. La rencontre était fixée à 10 heures, au siège de la mairie de Blida. J'y suis arrivé à l'avance, volontairement. Bencherif m'attendait sur le pas de la porte de la mairie. Il m'a accueilli, et accompagné à l'intérieur. Je me suis retrouvé dans une grande salle de réunion, où j'ai été accueilli par un jeune homme de petite taille, débordant d'enthousiasme. Il m'a serré la main. C'était Mohamed Chaabani, chef de la Wilaya VI. J'avais souvent vu sa photo dans les journaux. Il était secondé de Slimani Slimane. Bencherif m'a présenté le groupe, et me présenta à mon tour, citant mon nom, mon grade et ma fonction.

Près de l'estrade, se tenait un homme maigre, au visage osseux. Silencieux. Il avait des yeux brillants, un visage pâle, et une large bouche, partiellement masquée par une épaisse moustache. Ses mains s'agitaient, en des gestes rapides. Il tenait une tasse de café d'une main, et de l'autre, une cigarette, dont la fumée voilait le haut de son visage. Il avait attiré mon attention, par son silence mystérieux, son allure particulière, et ses gestes bizarres. Mais je l'ai rapidement oublié, dans le brouhaha qui nous parvenait de l'extérieur et l'agitation qui régnait dans la ville. La nécessité d'agir rapidement pour éviter une guerre civile ne permettaient guère de s'attarder à des détails.

Ahmed Bencherif a été le premier à prendre la parole. Il était mal à l'aise. Il ne pouvait fixer son regard à un endroit précis, ou sur quelqu'un.

- Nous t'avons choisi pour négocier avec toi. Nous ne voulons pas négocier avec les autres, dit-il. Ta présence ici est importante.

Il entamait bien son discours. Une flatterie, et une invitation à trahir ses compagnons. Il fit une pause, et reprit :

- Je dois reconnaître que tu es le meilleur au sein du conseil de Wilaya. Tu l'as prouvé par ton dévouement, ton sérieux et ton travail. Tes collègues ne sont pas réalistes, ajouta-t-il.

Après cette courte introduction, il est allé droit au but :

- Nous t'avons invité à cette réunion pour avoir ton accord. Nous voulons entrer dans la capitale à condition que personne ne se mette de travers sur notre chemin.

Un long silence a suivi ses propos. Tout était dit. Ils m'invitaient à me rallier, ou à les laisser faire, en abandonnant mes idéaux, mes compagnons et tout ce pour quoi je me suis battu. Ils me demandaient d'accepter le fait accompli, les divisions, les déchirements, et offraient comme seule alternative l'affrontement. L'offre était claire. La menace aussi.

- Comment voulez-vous entrer dans la capitale alors que vous y êtes déjà ? demandai-je. J'ajoutai, à l'adresse de Bencherif :

- Il me semblait que vous m'avez téléphoné d'Alger. Pouvez-vous me dire qui vous a empêché d'y entrer ? Et puis, au profit de qui travailles-tu ?

Il répondit, sur ton excité :

- Je te parle au nom du groupe (el-djemaa).

- De quel groupe veux-tu parler ?

- Au nom des membres du bureau politique qui m'ont délégué, et au nom du commandant en chef de l'Armée Nationale Populaire, le colonel Houari Boumediene qui a donné ordre d'entrer à Alger.

Je fis un signe de la main pour l'inviter à se taire.

- Tu dis qu'un Bureau politique t'a délégué. Peux-tu m'expliquer lequel des deux, le bureau politique de Tlemcen ou celui de Tizi-Ouzou ?

Je précisai que j'étais un militant de la cause nationale. J'étais neutre dans cette crise. Je n'avais de liens ni avec un groupe ni avec l'autre. Je n'étais tenu par aucun engagement.

- Alger appartient à tous les Algériens, repris-je. Y entrer ne doit pas passer par les voies de l'escroquerie et de la trahison. Cela ne doit pas se faire en brandissant les armes devant ses frères et ses compagnons. Quant aux ordres du commandant en chef de l'armée qui exige d'entrer dans la capitale, je vais te rappeler quelques faits très simples. Mon chef n'a jamais eu le plaisir de dormir en pyjama. Il n'a jamais pris un petit déjeuner, avec café au lait et croissants. Mon chef ne trouvait à manger qu'un morceau de galette sèche. Il passait des jours et des nuits, le ventre creux. Il dormait avec nous dans la nature durant toute la Révolution. Quand au nommé Boumediene, ton commandant en chef, je regrette de te dire que je refuse de le reconnaître en tant que chef, notamment dans la tourmente actuelle. Mon véritable chef, c'est le président du conseil de notre Wilaya qui m'attend. Je te répète pour la dernière fois que l'accès de la capitale est permis à tous les Algériens, et personne n'a le droit d'empêcher quiconque de se rendre dans la capitale de son pays. Mais il n'est pas question d'y accéder de cette manière provocatrice et humiliante. C'est une démarche qui doit être absolument bannie, et à jamais.

Un silence de mort a suivi mon intervention. Ils étaient visiblement surpris par mes propos. Ils ont compris que ce qu'ils avaient entendu de notre Wilaya était très loin de la réalité. A ce moment, l'homme maigre, qui s'était enfermé dans un mutisme complet, s'est éclairci la gorge, et émis un simple murmure. Je n'ai pas compris ce qu'il disait. Je ne savais pas encore que c'était le colonel Houari Boumediene.

Finalement, c'est le colonel Chaabani qui est intervenu. Parlant d'une voix très calme, il a offert une issue à la discussion, qui arrivait à une impasse:

- Il y a des soldats qui voudraient rencontrer leurs proches. Les empêchiez-vous de le faire? demanda-t-il. Et puis, jusqu'à quand allons-nous rester à la porte d'Alger, sans y entrer, à griller au soleil, alors que nos approvisionnements deviennent de plus en plus difficiles ?

- S'il ne s'agit que de vos besoins logistiques, nous pourrions les prendre en charge, dans la limite de nos possibilités. Mais je dois auparavant demander l'avis de mes supérieurs. Quand à votre entrée dans la capitale, elle vous reste interdite si vous maintenez votre démarche. Ce que je peux

vous promettre, c'est une rencontre très proche, pour vous rendre compte de ce que le conseil de la Wilaya aura décidé.

J'étais convaincu que mon message était bien reçu, qu'un accord entre nous était possible, et que nous allions rentrer ensemble à Alger. J'attendais ce grand moment qui nous verrait défiler ensemble, unis, dans les rues de la capitale.

Après la rencontre, je suis retourné à notre base en Wilaya IV. En cours de route, j'ai rencontré des dirigeants de la Wilaya IV, ainsi que le chef de zone, chargé de me seconder jusqu'à la fin de ma mission. Il était impatient, inquiet. Je le rassurai.

Je donnai les ordres nécessaires pour approvisionner les unités stationnées près de Aïn-Ouessara. Eau, boissons gazeuses, produits alimentaires furent rapidement acheminés. Ce convoi alimentaire devait être accompagné d'une patrouille sans armes. Sa mission se limiterait à la distribution des provisions aux forces stationnées près de Aïn-Ouessara, en respectant les règles de l'hospitalité. Ils étaient chez nous. Nous devons les traiter comme des invités de marque.

J'ai été surpris de voir nos soldats se précipiter pour cette mission. Chacun espérait rencontrer là-bas un frère, un ami ou un parent. Des civils ont également participé à cette entreprise, mettant à notre disposition leurs véhicules et leurs modestes moyens. J'étais heureux de voir le convoi partir. J'étais rassuré et ému par ce sentiment de fraternité qui dominait au sein des troupes.

Je repartis vers le siège provisoire de notre état-major, au Télémly, où se trouvaient le colonel Si Hassan et ses compagnons. Je les informai des échanges qui avaient eu lieu lors de la rencontre de Blida. Mais j'avais à peine terminé mon compte rendu que la radio a commencé à diffuser des nouvelles particulièrement graves. Elle annonçait que l'invasion de la capitale par les forces de Boumediene avait repris. Ses troupes se sont déplacées de Aïn-Ouessara vers Ksar El-Boukhari, utilisant la force. Leur commandement devait publier un communiqué le lendemain de leur arrivée à Ksar El-Boukhari, pour donner des détails de leur marche sur Alger. Ces troupes s'étaient données un premier rendez-vous à Médéa.

J'étais effondré. Mes compagnons me regardaient avec suspicion, tant ce que j'avais dit était contradictoire avec les informations qui nous par-

venaient. Seule la pudeur les a empêchés de douter de ma bonne foi. Les évènements se sont ensuite précipités, confirmant mes propos.

LE CLAN D'OUJDA

Hourï Boumediene

Fin juillet 1962, des moudjahidine de la Wilaya IV avaient capturé le colonel Ahmed Bencherif et Mustapha Fettaf. Ils les avaient longuement surveillé, contrôlant de près leurs mouvements depuis leur sortie de prison. Ils avaient acquis la conviction que les deux hommes travaillaient pour Boumediene, en liaison avec le groupe d'Alger dirigé par Yacéf Saadi, chargé de préparer le terrain pour faciliter la prise d'Alger.

Une fois la complicité de Bencherif et de son compagnon confirmée, ordre a été donné de les arrêter. Ils ont été aussitôt transférés vers la région de Bougara, dans une ferme abandonnée. Ligotés, étroitement surveillés, ils n'étaient plus dangereux. C'est dans cet état que je les trouvai, alors que je revenais d'une mission. La scène était pénible. Bencherif laissait apparaître des signes de fatigue. Mais il était surtout humilié. Lui, le colonel, le baroudeur, n'admettait pas de se retrouver dans une situation aussi pénible.

Je n'ai pu, de mon côté, supporter voir un officier de l'ALN ainsi traité. J'ai immédiatement ordonné au chef de la zone 1, Youcef, et à ses deux adjoints, Abdennour Bensmail et Tayeb Akouche, de détacher les deux hommes, et de rassembler une section pour présenter les honneurs militaires au colonel Bencherif. Je m'isolai ensuite avec le chef de zone, pour lui exprimer ma ferme désapprobation envers la manière dont il avait traité les deux hommes.

- Ce sont des actes qui risquent de choquer les hommes et de les démoraliser, insistait-je. Je lui rappelai que dans le cadre de sa mission, il devait se contenter d'arrêter et de transférer au commandement les hommes qu'il pourrait soupçonner d'être une menace pour le pays. Il n'avait le droit ni de les humilier ni de les maltraiter.

Si Youcef s'est obstiné. Il me rappela les accusations portées contre Bencherif, tous les reniements dont cet homme était devenu expert. Mais je restais inflexible. Je répétais fermement mes ordres.

- A vos ordres, dit-il finalement. Il se retourna, fit quelques pas, puis revint vers moi :

- Cet homme saisira la première occasion pour t'égorger, toi en premier, me dit-il. Puis il partit pour exécuter les ordres. Il réunit un groupe de djounoud, devant lesquels Bencherif prononça un discours de circonstance, pour remonter le moral des troupes et se remonter le moral. Sans Besmala (la formule " Au nom de Dieu, Clément et Miséricordieux, qui précède tout acte chez un musulman), il leva les deux mains au Ciel et fondit en larmes :

- Vous voyez ces deux mains, qui sont restées ligotées pendant dix heures ? Je les ai brandies à Tripoli pour louer vos sacrifices et votre héroïsme au sein de cette Wilaya martyre ! dit-il.

Le discours était aussi beau que flatteur. En fait, par ces belles paroles, Bencherif voulait faire oublier sa complicité avec ceux qui voulaient passer sur le corps des moudjahidine de la Wilaya IV pour prendre le pouvoir.

Après cet incident, j'ai demandé à Bencherif de quitter la Wilaya IV sur le champ, afin de préserver sa dignité. Il se retira pour rejoindre l'équipe de Boumediene et devenir l'un des piliers du coup d'état.

La lutte pour le pouvoir

- Dans la vie de tout homme, il y a des moments d'intense bonheur et d'autres d'une tristesse infinie. Des événements heureux côtoient d'autres, particulièrement douloureux. Ils marquent profondément la mémoire, laissant leur empreinte qui, consciemment ou non, exercent une forte influence sur le comportement et oriente le sens de notre vie. Dans mon parcours personnel, il y a des moments que je ne peux oublier. Les plus marquants sont incontestablement le jour où j'ai rejoint l'ALN, celui où j'ai appris la mort de mon chef de Wilaya Si M'hamed Bougara, celui jour où j'ai entendu l'annonce du cessez-le-feu, la guerre entre Wilayas durant

l'été 1962, et les années de prison et de torture après l'indépendance.

La crise de l'été 1962 fut un de ces moments tristes, douloureux, où on voit un rêve s'écrouler, sans pouvoir redresser la situation. Au moment où on pense atteindre un objectif pour lequel tant d'hommes ont combattu, on se retrouve, les armes à la main, face à un frère, un ami, un compagnon. Le pays était à genoux, détruit par la colonisation et la guerre, et Alger, enjeu de la prise du pouvoir, vivait dans une vive tension, sur fond de misère sociale et de pauvreté. Les séquelles de la guerre imposée par l'armée française étaient visibles partout à travers la capitale. Les actes de destruction commis par l'OAS témoignaient d'une barbarie rarement égalée.

Alger était l'objet de toutes les convoitises. Elle avait été rattachée à la Wilaya IV deux années plus tôt, pour être incluse dans la zone 6 qui englobait également le Sahel et la Mitidja. La décision était dictée par la nécessité de reprendre en mains la capitale, où aucune activité politique significative n'avait été signalée depuis la dramatique bataille d'Alger. Les efforts de la Wilaya IV ont notamment abouti aux manifestations de décembre 1960.

Mais à l'indépendance, notre inquiétude était de voir la ville plonger dans un nouveau bain de sang. Car la guerre fratricide devait fatalement se dénouer avec la prise de la capitale, avec son statut de capitale, de principale ville du pays, abritant le plus grand port et aéroport, le trésor public, les banques, le siège de la radio et de la télévision, et toutes les institutions de première importance. Pour les belligérants, maîtriser la capitale dans le chaos qui régnait alors signifiait qu'ils s'assuraient le pouvoir, le contrôle de l'opinion publique et la domination de tout le peuple. Opportunistes, taupes, traîtres, putschistes, enragés du pouvoir, simples affairistes suivant leur intérêt personnel, tous se sont alors ligüés pour se ruier sur nous.

Nous avons donné l'ordre à nos unités de prendre position aux points sensibles de la capitale. Nous avons choisi pour cela nos meilleurs éléments, les plus disciplinés et les mieux encadrés. Ceci a quelque peu redonné confiance aux civils, et les a rassurés quant à la neutralité de la capitale. La sécurité assurée par les moudjahidines de la Wilaya IV, restés neutres dans cette course au pouvoir, chargés ensuite de monter la garde

aux centres névralgiques de la ville et de veiller à leur sécurité, a permis d'instaurer un nouveau climat. Même si nous n'étions pas encore au bout de nos épreuves.

Il était convenu que des unités militaires en provenance des différentes Wilayas se retrouvent à Sidi-Fredj la veille du 5 juillet 1962, pour lever les couleurs nationales, à l'endroit même où les forces françaises avaient débarqué pour la conquête de l'Algérie le 5 juillet 1830. L'entrée de ces mêmes unités dans la capitale elle-même devait avoir lieu le lendemain.

Mais nous avons été surpris de voir que les accords d'Evian portaient des restrictions qui rendaient difficiles de tels défilés. Au terme de ces accords, les Français s'arrogeaient le droit de conserver la maîtrise de quelques centres stratégiques au parlement, à la justice, ainsi que des cantonnements et des bases militaires. Les Européens devaient, en outre, rester encore en Algérie pendant 15 ans.

Nous avons rejeté ces clauses. Nous avons procédé à une analyse de certains articles qui nous semblaient contraires à nos aspirations légitimes pour une jouissance pleine de notre souveraineté. Ces restrictions nous apparaissaient inacceptables. Nous avons alors déchiré le texte de l'accord, en trois parties. La première a été envoyée à Abderrahmane Farès, responsable de l'administration provisoire, installée à Rocher Noir. Au dos de l'enveloppe, nous avons écrit la mention suivante: "Abderrahmane Farès = Bao Dai ", l'homme qui avait vendu le Vietnam. La deuxième partie a été envoyée au Général De Gaulle. Nous avons conservé la troisième partie. Nous voulions ainsi exprimer notre refus envers le colonisateur, l'équipe de Rocher Noir et tous ceux qui évoluaient dans leur orbite. Cette prise de position n'a pas plu à l'équipe de Rocher Noir, soutenue alors par les forces françaises et par le groupe de Tlemcen.

La veille du 5 juillet, j'ai personnellement donné l'ordre à nos unités qui avaient pris position à Alger de fêter l'événement : c'était le recouvrement de notre souveraineté nationale, dont nous avons été privés pendant un siècle demi. Nous avons payé le prix fort, avec des millions de Martyrs, pour la retrouver. Le peuple avait enfin le droit d'exprimer librement sa joie, sans restrictions. Tirs de rafales en l'air, chants, youyous ont créé une atmosphère d'allégresse dans la capitale. Ce fut la nuit de " Tahia El-Djazaïr " et Allah Akbar.

Le lendemain, nous avons célébré le recouvrement de notre souveraineté sur les lieux même où elle a été confisquée, 132 ans plus tôt. Nous avons hissé les couleurs nationales à l'aube du 5 juillet 1962 à Sidi-Fredj, là où les premières troupes françaises avaient débarqué en 1830. Puis, sous le regard des parachutistes français, le doyen des moudjahiddine présents, le colonel Mohand Oulhadj, chef de la Wilaya III, a prononcé la fatiha de l'indépendance. Il fit un discours spontané, émouvant, dans lequel il a remercié Allah de la victoire acquise, et rendu hommage aux sacrifices des chouhada et au dévouement du peuple.

Les colons étaient, de leur côté, pris de panique. Ils quittaient leurs domiciles en emportant ce qu'ils pouvaient emporter. Ils se dirigeaient, par colonnes entières, vers l'aéroport et le port, sous la protection de l'armée française. Ma joie n'avait pas de limite de voir partir, par milliers, ces colons qui nous avaient privés de liberté, écrasé notre dignité et notre honneur, pris nos biens et tué les nôtres pendant plus d'un siècle.

C'était un moment grandiose, qui tranchait avec les intrigues du groupe du Rocher Noir et les manœuvres des putschistes qui se préparaient à la prise d'Alger. Le premier, tranquillement installé à Boumerdès, défiait le sentiment populaire en maintenant le statu quo, ni paix ni guerre, pendant que le second poursuivait son avancée pour faire la jonction avec les éléments de Yacef Saadi déjà présents à Alger. Ce dernier voulait engager une épreuve de force avec les éléments de la Wilaya IV, pour les expulser de la capitale, pendant que les troupes de Boumediene, venant du sud et de l'ouest, prenaient les unités de la Wilaya IV à revers.

Après Ksar EI-Boukhari, les troupes de Boumediene, remontant vers le nord, ont occupé Médéa. Elles ont arrêté et emprisonné les soldats que j'ai chargés de les approvisionner ! Ils leur ont confisqué leurs véhicules.

Nous faisons face à une situation douloureuse. La guerre des communiqués battait son plein. Face à des unités prêtes à tout pour prendre le pouvoir, nous avons retiré nos troupes stationnées dans certains centres importants de la capitale afin d'éviter une nouvelle effusion de sang. Mais les assaillants n'ont même pas respecté le pacte que j'avais conclu avec eux. Ils sont entrés avec leurs troupes et leur matériel à Alger, transformée alors en une ville ouverte à toutes les aventures.

La course

Dans cette tourmente, Mohamed Boudiaf est venu de M'Sila pour nous voir à Berrouaghia. Il était accompagné du colonel Sadek Dehilès. Nous avons accepté de le rencontrer parce qu'il jouissait d'un grand prestige. Il a rencontré les membres du conseil de Wilaya : le colonel Si Hassan, le Dr Hermouche et Mohamed Bousmaha. Après de longues négociations, Boudiaf proposa de constituer un front unique avec le groupe de Tizi-Ouzou, pour faire face au groupe de Tlemcen dirigé par Ahmed Ben Bella et Houari Boumediene.

Sa démarche nous est apparue comme une nouvelle manœuvre dans la rivalité entre ceux qui se battaient pour le pouvoir. Notre commandement a catégoriquement rejeté sa proposition, et l'a invité à rester neutre, pour atténuer au mieux la tension du moment, préserver son propre prestige et épargner au pays une effusion de sang. Il a rejeté notre démarche. Il a proposé de rencontrer Mohamed Bousmaha en tête-à-tête. Ayant trouvé un groupe soudé en face de lui, il a préféré discuter en privé avec les dirigeants de la Wilaya IV, pensant ainsi à les gagner individuellement à ses positions.

Boudiaf est revenu à la charge au cours de sa rencontre avec Bousmaha. Il espérait le convaincre, en mettant à profit son jeune âge et sa fougue, qu'il prenait pour de l'inexpérience. Il a trouvé en face de lui un homme résolu à respecter la position du conseil de Wilaya.

Boudiaf perdit notre confiance. L'auréole qui entourait le personnage avait disparu. Le mythe s'était effondré. Il nous est apparu comme un homme banal, stupide, de peu d'envergure, sans relief. En effet, y a-t-il plus stupide que de vouloir rencontre en privé Bousmaha, qui faisait partie d'une direction solidaire ?

A la suite de cette tentative, Bousmaha a tenu une conférence de presse. " Notre espoir est que les cinq chefs de la révolution puissent dépasser cette crise pour trouver un accord en vue de désigner les dirigeants du pays ", dit-il. Il rappela les qualités de Ben Bella, qui jouissait d'une grande popularité à l'intérieur, et d'un grand respect sur la scène internationale. Bousmaha n'a pas mentionné le nom de Boudiaf, ce qui lui a valu une solide inimité de sa part.

Boudiaf a quitté le siège de la Wilaya IV pour rejoindre celui de la Wilaya III. Il s'est ainsi joint au groupe de Tizi-Ouzou, en guerre contre le clan de Tlemcen.

Pendant ce temps, le commandant de la Wilaya IV me chargeait de transmettre un message aux dirigeants de la Wilaya III. J'ai rencontré Mohand Ouelhadj, chef de cette Wilaya, à Yakourène. Je lui ai relaté dans le détail le déroulement des événements, depuis le déclenchement de la crise pour le pouvoir jusqu'à l'arrivée de Boudiaf. Je l'ai prié de mobiliser toutes ses énergies afin que sa Wilaya se maintienne dans la neutralité, et évite de se laisser entraîner dans une guerre civile.

Mohamed Oulhadj m'a grandement honoré pendant cette visite. Il m'a fait participer à ses réunions restreintes, ce qui m'a conduit à souligner ses qualités et à faire l'éloge de sa Wilaya à mon. Il avait fait preuve d'une grande compréhension envers notre position de neutralité. Une compréhension qui, malheureusement, n'a pas duré longtemps. Le même scénario déjà vécu avec le groupe de Boumediene lors de la rencontre de Aïn-Ouessara s'est répété.

Le commandement de la Wilaya III a rompu son engagement. Son chef, Mohand Oulhadj, a organisé un grand meeting populaire durant lequel Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf et lui-même ont annoncé leur décision de s'opposer au groupe de Tlemcen par tous les moyens. Et c'est ainsi que la Wilaya IV, la nôtre, s'est seule à prôner la voie de la raison, à proclamer la neutralité, le dialogue et à la paix. La guerre civile était là : nous nous sommes retrouvés dans l'œil du cyclone.

C'est alors qu'est apparu un autre acteur, Benyoucef Benkhedda, président légitime du GPRA. Il nous a contactés par l'intermédiaire du groupe de Rocher Noir, insistant pour rencontrer les dirigeants de la Wilaya IV. Nous avons rejeté sa demande, afin de ne pas être accusé de parti pris. Notre représentant, Youcef Ferhani, s'est contenté de le rencontrer à l'aéroport d'Alger. Benkhedda nous a de nouveau sollicités. Ses émissaires précisaient qu'il souhaitait organiser un meeting populaire pour expliquer le point de vue du GPRA envers les accords d'Evian. Il sentait que la population avait besoin d'éclaircissements pour dissiper les incertitudes qui planaient sur l'avenir du pays. Président du GPRA depuis trois ans, il

était, de ce fait, le seul à représenter ayant une légitimité. Mais nous avons refusé encore une fois sa demande. Nous lui avons rappelé les multiples lettres que nous lui avons envoyées, en vain, pour le mettre en garde contre les intrigues qui se tramaient dans son gouvernement.

Benkhedda n'a pour autant perdu espoir de tenir son meeting. Il s'est rendu à Blida, où nous l'avons rencontré pendant plusieurs heures. Il est retourné à Alger sans obtenir satisfaction. Là, il a pu trouver quelqu'un qui savait saisir les opportunités et tirer profit de toute circonstance pour servir ses propres intérêts. C'était commandant Azzeddine, que Benkhedda avait nommé auparavant commandant de la zone d'Alger.

L'histoire enregistrera au bénéfice de Benyoucef Benkhedda qu'il n'a pas pris part à l'attisement du conflit. Il ne s'est pas battu comme les autres pour le pouvoir. Il aurait pu le faire, en sa qualité de président du GPRA, détenteur de la légitimité. Peut-être qu'il s'en est abstenu parce sa base régionale n'a pas répondu favorablement à son appel, comme ce fut les cas pour d'autres.

Benkhedda a toutefois montré que lui non plus n'avait guère d'envergure. Son attitude était indigne d'un homme d'état. Il n'a pas pris de décisions quand il était au sommet de la hiérarchie et qu'il avait encore les rênes en mains. Il aurait pu démettre tous les belligérants, notamment les membres de l'état-major. Une fois qu'il a perdu le contrôle du pouvoir, ses ordres sont venus, tardifs et hésitants, au point où les aventuriers s'en sont moqués, les considérant comme nuls et non avenus.

Boumediene a d'ailleurs fait une curieuse lecture des décisions de Benkhedda. Il a considéré que la décision du président du GPRA de démettre l'état-major était suggérée par les dirigeants des Wilayas. Pourtant, la décision de limoger l'état-major est arrivée alors que celui-ci avait acquis une influence telle qu'il avait virtuellement pris le contrôle de l'armée, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. La décision de Benkhedda s'est retournée contre lui, car le groupe des insurgés a considéré le maintien de Benkhedda à la tête du gouvernement comme illégitime. La faiblesse du GPRA a ensuite permis à Ben Bella et Boumediene d'affirmer leur insoumission, et de se placer à la tête de l'état et de l'armée.

Benkhedda n'a pas pris la mesure des données de cette phase, et n'a pas évalué correctement les éléments du conflit, ni correctement appré-

cié les belligérants. Il n'a pas non plus utilisé le temps qu'il a passé au pouvoir à son profit, encore moins pour dessiner des perspectives d'avenir pour le pays. Il n'a pas tiré de leçons suffisantes de l'expérience de la Révolution, avec les intrigues et les liquidations dont elle a souffert. Pourtant, il a été témoin d'événements sanglants, qui ont coûté la vie à des hommes illustres. Parmi ces victimes, on peut citer Abbas Laghrour, Taleb Larbi, Lamouri, Abdelouahed, Abdelhay, Mustapha Lakehal, Aouachria, Abane Ramdane et bien d'autres. Benkhedda n'a pas brisé à temps l'arrogance de certains officiers de l'état-major, avant qu'ils ne s'insurgent contre le pouvoir légitime. Ils avaient ainsi rejeté les accords d'Evian, accusant les membres du GPRA qui les avaient ratifiés de " négatifs, capitulards et anti-nationalistes ".

Si Benkhedda avait su établir de bons rapports entre les cinq chefs de la Révolution et les membres du GPRA, ils seraient entrés dans la capitale en toute légalité et sans effusion de sang. Personne ne serait aventuré à exhiber ses forces ni son pouvoir. C'est la Révolution qui a fait d'eux des dirigeants célèbres et des chefs respectés. Autrement, Ferhat Abbas, qui a passé sa vie à rechercher la personnalité algérienne à travers l'histoire, sans la trouver, ne serait pas devenu le chef d'une grande révolution. Ni lui, ni Benkhedda, ni Krim Belkacem, ni Ben Bella ni Boumediene. Personne ne pouvait acquérir ce prestige sans le sacrifice de la population et sa la lutte héroïque.

Khider, Krim, Boudiaf

Certains d'entre eux, honorés par la révolution, l'ont trahie, ouvrant la porte aux opportunistes et aux comploteurs, pour en faire des alliés en vue d'accéder au pouvoir et se retourner ensuite contre les valeurs de la révolution et les révolutionnaires. Ils n'ont pas hésité à s'allier avec l'ennemi français qui les avait formés. Ils sont devenus pires que leurs maîtres.

Leur rôle a été décisif dans la crise de l'été 1962. Il a, en tous les cas, ouvert la voie au groupe de Tlemcen, qui a envahi la partie ouest de la Wilaya IV, sans tenir ne tenant compte ni des appels répétés à la paix, ni des souffrances des populations, ni de la situation d'un pays exténué par sept années de guerre, elles-mêmes consécutives à plus d'un siècle de colonisation.

Dans une déclaration faite au cours de cette épreuve, Mohamed Khider affirmé : "Dès que nous serons entrés dans la capitale, nous arrêterons les insoumis de la Wilaya IV, nous les pendrons en public et nous accrocherons leurs corps aux portes de la capitale. Ce sera leur châtiment pour leur trahison et leur résistance". La propagande n'avait plus de limites. Nous étions tantôt des traîtres et des rebelles, tantôt des insurgés.

Pendant ce temps là, les promotions des écoles militaires françaises s'infiltraient dans l'ALN, et travaillaient méthodiquement à assassiner la révolution. Elles avaient un objectif clairement tracé : s'emparer du commandement de l'armée, et occuper les postes de responsabilité les plus importants.

Dans ces conditions troubles, la guerre qui nous était imposée s'étendait de Berrouaghia, au sud, à Hadjout, au nord, englobant de nombreuses localités. Nombreux sont les martyrs tombés dans ces combats fratricides. Des hommes qui avaient rejoint le train de la révolution à la dernière minute et d'autres, qui avaient rejoint les putschistes, les ont assassinés. Citons, parmi ces chouhada, le commandant Bencherif, responsable du secteur militaire de Blida, les capitaines Mostefai et Toumi, ainsi que Bouchenafa, et bien d'autres.

C'était l'acte final d'une déviation née dans les rangs de la révolution des années auparavant, lorsque la direction à l'extérieur s'est coupée de l'intérieur. Elle a alors ouvert la voie aux collaborateurs, formés par les services spéciaux français et préparés pour prendre le relais afin de perpétuer la domination de l'Algérie. Ils ont tiré profit d'une erreur stratégique du GPRA. En effet, au lieu de les juger pour leurs crimes contre le peuple et pour leur trahison, il leur a décerné les titres et les médailles. Il leur a offert un pouvoir auquel ils n'avaient jamais espéré accéder quand ils étaient au service de l'ennemi. Dans cette même logique, il a soumis les moudjahidine aux ordres de ces traîtres. C'est ainsi que le traître a gouverné le militant nationaliste, le collaborateur a dirigé le militant honnête et le harki a donné ses ordres au moujahid.

Boumediene prend Alger

La Wilaya IV, sortie exsangue des années de guerre, a subi les attaques des forces qui se battaient pour le pouvoir. Celles-ci, munies d'armes

modernes, d'engins stationnées en dehors des frontières en attendant le jour J, bien équipées, disposant d'hommes frais, se présentaient dans un rapport de forces nettement favorable. Face à cette déferlante, nous avons établi un plan de défense et réparti les rôles de chaque commandement:

- Youcef Benkherouf a été chargé de faire face aux envahisseurs dans la région de Sidi Aïssa, au sud-est de la Wilaya IV; La consigne était de les empêcher d'avancer vers Alger ;
- Le commandant Omar Ramdane, de son côté, s'est posté aux environs d'EI-Asnam (Chlef), à l'ouest, avec les mêmes consignes.
- Les forces que je dirigeais ont été chargées de la région de Aïn-Ouessara, dans le sud de la Wilaya IV.

Le destin a ainsi voulu que je revienne à Aïn-Ouessara pour faire la guerre à mes anciens compagnons, après les avoir rencontrés auparavant en négociateur. J'ai laissé mes deux compagnons Si Hassan et Bousmaha au Quartier général, où ils restaient en contact avec les Wilaya II et III, ainsi qu'avec Boumediene, dans l'espoir de les convaincre d'éviter l'affrontement. Mais leur réponse est restée négative.

Dans le camp adverse, les rôles ont été répartis. La Wilaya II s'est divisée en deux camps. L'un a rejoint le groupe de Tlemcen, et l'autre a maintenu une position de neutralité, servant ainsi les intérêts de Boumediene et Ben Bella.

La Wilaya III a, dans un premier temps, envoyé quelques régiments dans la région de Sour El-Ghozlane et Sidi Aïssa, pour faire face à l'armée des frontières. Mais face à la puissance de feu des hommes de Boumediene, ces troupes se sont rapidement retirées, pour revenir dans leur wilaya. Je n'ai jamais pu savoir si leur retraite a été ordonnée par Krim Belkacem lui-même ou par un autre dirigeant. Leur retraite a facilité l'avancée des unités de Boumediene.

Ainsi, nous sommes-nous retrouvés, au sein d'une force réduite, mal équipée, à combattre des unités supérieures en nombre, disposant d'un matériel moderne et d'une puissance de feu sans commune mesure avec notre maigre armement. Nous n'avons été soutenus que par un groupe de la fédération de France du FLN, et par Hocine Aït-Ahmed. Celui-ci a affirmé sa position dans une déclaration publique, une position qu'il devait payer chèrement.

L'affrontement était là. Inévitable. Il n'y avait plus qu'à le subir. Je me trouvais alors dans la région de Ksar El-Boukhari, sur le flanc sud de la Wilaya IV. J'y retournais après un court séjour à Alger. A mon arrivée, la ville était déjà encerclée. Je réussis à m'y faufiler, de nuit.

Le crime était commis. Pour prendre le pouvoir, des Algériens tiraient sur des Algériens. Le moudjahid se trouvait face à son ancien compagnon d'armes, celui qu'il a sauvé, ou celui qui l'avait sauvé ! Ils s'affrontaient parce que d'autres, tapis dans l'ombre depuis des années, préparaient leurs plans pour prendre le pouvoir, y compris contre la volonté du peuple.

Le choc fut brutal. Il donna lieu à des combats très violents, qui durèrent une journée et une nuit. Nous faisons face, tant bien que mal. L'armée des frontières avait une puissance de feu nettement supérieure à la nôtre. Ses unités disposaient d'armes que nous ne connaissions même pas. Aucune oreille, même la plus fine, n'arrivait à identifier ces instruments de la mort utilisés par les hommes de Boumediene, alors que les moudjahidine pouvaient d'habitude identifier une arme au premier coup de feu.

La région s'est transformée en enfer. Comme si ses souffrances antérieures n'étaient pas suffisantes. Elle avait subi l'armée coloniale, les messalistes, les hommes de Noir et ceux de Bensaidi. Il avait fallu des efforts gigantesques pour y imposer l'ALN et en chasser tous les ralliés. Et au moment où elle retrouvait la liberté, elle devait subir le passage de l'armée des frontières.

Au deuxième jour des combats, un hélicoptère est venu tournoyer au dessus du champ de bataille. Il faisait de larges cercles au dessus de Mokorno. Cela me rappelait d'autres images, des souvenirs anciens que je pensais ne plus jamais revivre, ceux des hélicoptères de l'armée française surveillant le champ de bataille. Peu après, l'appareil s'est posé dans un endroit dégagé, près de la zone de combats. Trois hommes en sont descendus : Si Hassan, chef de la Wilaya IV, Mohamed Bousmaha, membre du conseil de Wilaya, et un troisième, un homme de grande taille. Certains disaient que c'était Ben Bella.

Ils venaient nous annoncer un cessez-le-feu qui venait d'être conclu. Un de mes compagnons, le capitaine "Moustache", a été le premier à apprendre la nouvelle. Il était tout surpris. Il est venu m'en informer.

L'accord reprenait les clauses de celui que nous avions conclu auparavant au cours la rencontre de Blida avec Boumediene, Mohamed Chaabani et Ahmed Bencherif. Il ne comportait aucune disposition nouvelle. Il prévoyait simplement de mettre fin aux combats, de maintenir une sorte de statu quo politique, d'organiser une réunion du Bureau Politique pour préparer l'élection d'une assemblée nationale, et la formation d'un gouvernement dans lequel toutes les parties seront représentées, avec les mêmes droits.

Pourquoi alors avoir engagé un coup de force ? Pourquoi tant de morts, de blessés, de traumatismes ? Pourquoi avoir commis l'irréparable, des combats entre anciens compagnons, entre frères, pour accepter finalement de revenir à un accord déjà entériné ? Quelle volonté criminelle pouvait ainsi engager une guerre fratricide, en faire payer le prix à un pays exsangue, pour revenir au statu quo ? Etait-ce simplement pour tester notre détermination ?

Sebaa snine barakat

J'avais une autre idée de la révolution. Elle était très différente de ce que je voyais. Je pensais que les révolutionnaires avaient un comportement à l'opposé de ceux que j'avais à affronter. Je ne parle pas des djounoud qui se trouvaient en face, évidemment, mais de ceux qui les avaient mis en face de nous pour satisfaire leurs ambitions de pouvoir. Je ne pus contenir ma colère. J'en fis part à Ben Bella. Je lui exposai mes arguments et ma manière de voir, avec des mots crus.

Mais sur le moment, le plus important restait de mettre fin aux combats. J'ai donc rapidement transmis l'ordre de cessez-le-feu. Quand les armes se sont tues, je me suis senti soulagé. Mais une sourde colère, mêlée d'une profonde tristesse, grondait dans les rangs du peuple. Des hommes de valeur sont tombés dans ces affrontements qui n'avaient comme seule justification que la prise du pouvoir par un groupe qui voulait s'accaparer le combat de tout un peuple.

Les Algériens sont sortis dans la rue, pour manifester leur refus des combats fratricides. Dans un élan spontané, le peuple a scandé : " sebaa snine, barakat ", sept ans, ça suffit ! La formule est restée célèbre dans la

mémoire collective du pays. Elle montrait la sagesse d'un peuple, son refus de la violence inutile, son rejet des déchirements qui portait atteinte à la grandeur de ses sacrifices.

Le cessez-le-feu fut respecté, mais une énigme demeurait : pourquoi l'ont-ils accepté ? Est-ce en raison de notre résistance ? Est-ce pour l'amour de la Révolution ? Ou est-ce en raison d'une quelconque pitié qu'ils auraient éprouvée envers la population ? Il y a, dans l'itinéraire de ces hommes, des faits qui excluent certaines explications. Je pense que c'était simplement une halte dans le plan tracé par Boumediene, avec la complicité de Ben Bella, pour prendre le pouvoir.

Boumediene avait une grande capacité de manipulation. Il était passé maître dans l'art des tractations de coulisses. Il avait largement eu le temps de parfaire ses connaissances dans ce domaine pendant les longues années passées aux frontières, pendant que nous subissions le feu de l'ennemi. Il avait exploité la personnalité et le prestige de Ben Bella pour acquérir le soutien de la population au profit du président de son choix. Il l'a utilisé, installé au pouvoir, mais en réalité, il préparait déjà le terrain pour lui-même.

Nous aurions pu accompagner le mouvement, ne pas nous opposer au groupe de Tlemcen, et nous abstenir de défendre la légitimité des institutions de la révolution. Nous aurions tout aussi bien pu participer au partage du butin. Mais cela ne faisait partie ni de nos moeurs ni de nos principes. Je reconnais que nous ignorions les petits calculs politiques, les complots, les combines, les lâchetés et les trahisons. Nous avions une idée grandiose de la révolution. Elle signifiait pour nous honnêteté révolutionnaire, liberté, solidarité.

Le décalage entre nous et le duo Ben Bella-Boumediene était immense. Non seulement ils avaient fait couler le sang des Algériens, mais ils nous accusés de rébellion. Ils ont lancé une vaste campagne de propagande pour justifier l'usage des armes contre les moudjahidine qui défendaient la légitimité. Ils ont sali une page de l'histoire de la Révolution. Puis, pour couronner le tout, ils nous ont accusé de vouloir prendre le pouvoir !

Les plus acharnés étaient des anciens officiers de l'armée française, qui

avaient acquis leur pouvoir grâce à Boumediene. Ils avaient atteint des postes de décision et de responsabilité qu'en faisaient des éléments clés de son dispositif. Certains portaient encore les distinctions de l'armée française et les médailles acquises dans les combats contre le moudjahidine. Leurs mains étaient tachées du sang du peuple, mais Boumediene n'a pas hésité à les utiliser dans sa marche pour la conquête du pouvoir.

Ils se sont acharnés contre moi, essayant parfois de me faire endosser seul la responsabilité de tout ce qui s'est passé. Et, pour eux, la position de la Wilaya IV signifiait rébellion et tentative de prise du pouvoir, alors que notre seul objectif était de défendre la légitimité, pour asseoir des institutions solides, en mesure d'assurer aux Algériens une vie digne, à la hauteur des sacrifices consentis. Cette liberté, acquise à un prix si élevé, ne devait plus jamais être confisqué. Si M'Hamed Bougara, mon maître, mon guide, m'avait mis en garde un jour : "Ne jamais provoquer de déchirements dans les rangs du peuple, ne jamais toucher à la liberté du peuple". Ce sont de là des recommandations que j'ai toujours scrupuleusement respectées.

On ne peut en dire autant de ceux que la Wilaya IV a eus à affronter. Ben Bella et Boumediene ont fait couler le sang des moudjahidines. Ils ont ensuite utilisé des méthodes immorales dans toute leur action. J'ai eu personnellement à en subir les conséquences à deux reprises. La première fois quand nous étions parvenus à un accord, qu'ils ont aussitôt violé, alors que je n'étais pas encore revenu auprès du commandement de la Wilaya IV, ce qui m'a mis en mauvaise posture avec mes compagnons. La seconde fois quand ils ont réussi à me faire endosser la responsabilité du conflit.

Ces événements ont provoqué en moi une révolte comme j'en avais rarement connue auparavant. Une révolte tardive, certes, comme l'a souligné un de mes compagnons. Mais elle m'a révélé la nature de ces hommes, leurs méthodes, leur absence totale de scrupules. Je me résolus alors de combattre ces usurpateurs, de plier s'il le fallait, mais de reprendre l'initiative dès que l'occasion s'en présenterait. C'était la seule position digne envers le pouvoir de Ben Bella et Boumediene. Quel que soit le prix à payer.

Rester digne, fidèle à ses principes, ceux qu'on a partagés avec les centaines de milliers de chouhada, devenait alors ma seule préoccupation. Nous n'étions pas nombreux à nous être révoltés contre le putsch qui a renversé le GPRA, tout en résistant à la tentation de prendre le pouvoir. Nous restions au sein de ce cercle d'hommes qui ont refusé les privilèges contre leur silence, et rejeté des postes de responsabilité en contrepartie de la compromission. Je remercie Allah de m'avoir donné cette volonté et cette force de rester fidèle à mes engagements, d'avoir gardé une démarche dont auraient été fiers mes compagnons qui ont eu droit à la chahada avant de voir leur pays libre, d'avoir surmonté toutes les tentations et d'avoir résisté aux pressions et à la torture. Mais pouvais-je agir autrement, moi qui ai eu l'honneur et la chance d'avoir côtoyé Bougara et Bounaama?

VII- L'INDÉPENDANCE

L'adieu à l'uniforme

La guerre des Wilayas avait pris fin. L'Algérie échappait à la guerre civile. Mais tout était à construire, en premier lieu des institutions qui permettent aux Algériens de réaliser les formidables aspirations qui secouaient toute la société.

Les discussions ayant abouti au cessez-le-feu entre les unités de la Wilaya IV et l'armée des frontières prévoyait l'élection d'une Assemblée Nationale. Cette idée réussissait un consensus de tous les partenaires politiques. Les préparatifs ont donc été aussitôt entamés. La Wilaya IV a proposé que tous les membres de son comité en soient membres, au même titre que les autres Wilayas.

Pour ma part, je voulais, dans un premier temps, rester au sein de l'Armée Nationale Populaire. Mon objectif était d'intégrer les moudjahidine de la Wilaya IV au sein de l'armée. Il aurait été plus judicieux d'intégrer l'armée des frontières au sein de l'ALN de l'intérieur, et non l'inverse. Cela aurait préservé le prestige de l'armée, tout en gardant ce puissant rapport qu'elle avait avec le peuple. Mais l'armée de Boumediene, à l'abri des combats derrière les frontières, était puissante, structurée, face à des Wilayas affaiblies, après avoir subi de terribles épreuves. L'organisation de Boumediene a finalement absorbé les katibas de l'intérieur.

Le travail de restructuration de l'armée a été entamé, par une réorganisation complète. Forme et taille des unités, grades, hiérarchie, redéploiement, tout était à faire. Nous avons recensé et collecté les armes. Alors que nous étions absorbés par cette tâche, Houari Boumediene nous a rendu visite à Blida, en compagnie de Mohamed Ben Ahmed Abdelghani et M'hamed Yazid. Ce dernier, originaire de Blida, ancien ministre de l'Information du GPRA, était chargé de la coordination entre Boumediene et le conseil de la Wilaya IV.

Celle-ci était représentée à cette rencontre par le colonel Si Hassan, Mohamed Bousmaha et le Dr Hermouche. Nous avons convenu, à l'unanimité, d'intégrer les djounoud de la Wilaya IV au sein de l'ANP. Je n'ai

pas pris part à toutes les séances, mais j'ai endossé mon uniforme militaire pour assister à la séance de clôture. J'ai pris connaissance de ces décisions et donné mon accord, tout comme les autres assistants.

Ce jour là, je fis connaissance avec Boumediene. Je l'avais pourtant vu une première fois, à Blida. Mais lors de la première rencontre, il s'était enfermé dans un mutisme total, se contentant d'observer et d'écouter. Je l'avais violemment critiqué, et même blessé, sans le reconnaître.

Au cours de la deuxième rencontre, nous n'avons pas évoqué cet incident, afin de ne pas envenimer une situation déjà tendue. Avant que Boumediene ne quitte la ferme de Bariki, près de Blida, où s'était tenue la réunion, je lui ai tendu la main pour le saluer.

A ce moment là, je pensais sérieusement à quitter l'armée. Je ne pouvais rester sous les ordres de Boumediene, ni sous les ordres des officiers de l'armée française qui le secondaient. Ceux-ci venaient d'accéder au commandement de la nouvelle ANP, dont ils ont pris le contrôle dès les premiers moments de l'indépendance.

Jouissant d'une bonne formation et d'une compétence technique certaine, ils avaient rapidement gravi les échelons de la hiérarchie, dans une sorte de marché avec Boumediene. A lui le pouvoir suprême, à eux les principaux leviers qui y conduisent. Mais ces officiers étaient peu imprégnés de l'amour du pays et du sens du sacrifice. Considérés comme une force capable d'organiser et de moderniser l'armée, ils ont dépassé ce rôle, pour déborder sur des questions politiques et influencer sur des orientations de première importance. Boumediene n'a pas tenu compte de cet aspect, ni du danger qu'ils pouvaient, à terme, constituer pour l'avenir de l'institution militaire et pour la nation toute entière.

Quant au gouvernement, il avait pris une allure folklorique. Il se prenait au jeu des discours démagogiques et des démonstrations de prestige. Le Président Ahmed Ben Bella était sur un nuage, menant de grandes batailles contre les moulins à vent, pendant que Boumediene observait, planifiait, mettait en place son dispositif en attendant l'occasion de s'emparer du pouvoir. Boudiaf, de son côté, bâtissait des projets creux sur du sable mouvant. Ni lui, ni son parti, n'ont pu constituer une alternative crédible.

Le parlement était secoué par des crises cycliques. Il glissait peu à peu vers des coalitions régionales qui étouffaient toute initiative démocratique. Les députés passaient l'essentiel de leur temps à échanger des accusations sur des thèmes secondaires, étouffant toute tentative sérieuse de débat. Quant à l'administration, elle était restée française, dans son fonctionnement comme dans les intérêts qu'elle défendait, malgré un changement dans sa composante.

Je me trouvais alors face à un choix douloureux. Je ne pouvais rester au sein de l'armée sous les ordres d'hommes que je considérais comme des harkis. Tout me poussait donc à quitter l'armée. Devrais-je un jour me mettre au garde-à-vous pour saluer des hommes qui se sont salés les mains avec le sang des Algériens ?

Mais d'un autre côté, je ne pouvais non plus envisager de laisser le terrain libre. Ils étaient froids, cyniques, calculateurs, et faisaient tout pour pousser ceux les officiers de l'ALN de l'intérieur à quitter l'armée, précisément pour leur laisser à eux seuls le contrôle de l'institution.

Ils avaient un puissant parrain, Boumediene, devenu ministre de la Défense. Obsédé par ses plans de prise du pouvoir, il savait que ces "fidèles", qui lui devaient tout, étaient indispensables pour mener à terme sa démarche. Il a su exploiter les "dossiers" pour les recruter et se servir d'eux. Ils sont devenus ses serviteurs dociles et ses meilleurs assistants.

D'un autre côté, Boumediene avait humilié les moudjahidine de l'intérieur, les maquisards. Ils étaient passés maîtres dans l'art de la guérilla, faisant face à la puissante armée française, mais pour lui, ils n'étaient plus utiles. L'armée qu'il mettait sur pieds était destinée à prendre le pouvoir, non à protéger le pays.

J'ai longuement vécu ce déchirement. J'ai souffert des reproches de mes amis les plus sincères, dont certains ont été jusqu'à m'accuser d'abandonner le terrain à ces traîtres. Je résolus finalement de quitter l'uniforme, que je chérissais pourtant plus que ma personne. Il sentait le maquis, et portait la couleur de la montagne. Pour moi, il faisait intimement partie du principe du sacrifice et de la dignité. Mais depuis peu, depuis le moment où j'avais découvert qui le portait et qui en détenait les commandes, je n'avais plus pour lui la même estime.

Ma décision est parvenue rapidement à Alger, à Boumediene. Il l'a refusée. Il a dépêché un émissaire pour tenter de me convaincre de ne pas quitter l'armée. Il s'agissait de Bachir Rouis, originaire de Médéa, ancien officier de la Wilaya IV, qui avait rejoint plus tard Boumediene à l'extérieur.

- Je ne reviendrai pas sur ma décision, répondis-je. Je n'attendrai la permission de personne pour quitter l'armée, comme je n'avais demandé le conseil de personne le jour où j'ai rejoint l'ALN.

Ma réponse était nette. Elle ne souffrait d'aucune ambiguïté. J'ajoutai mon appréciation sur ce qu'était devenue l'armée.

- L'ANP n'est plus une armée révolutionnaire. Elle ne remplit plus son rôle. Ils l'ont détournée de ses principes, dis-je à l'émissaire de Boumediene.

A la suite de cet entretien, Boumediene a insisté pour que je le rencontre. Je me rendis à son bureau, pour notre troisième rencontre. Son état-major était alors installé au Palais du Gouvernement. Rabah Bitat, alors chargé de la coordination entre les commandements de l'armée et Boumediene, a assisté à l'entrevue. Nous avons parlé choses et d'autres, de manière très courtoise. La discussion traînait en longueur. Elle fut interrompue par le bruit d'un d'un hélicoptère, qui larguait des tracts. Je voulus en connaître le contenu. J'avais encore en mémoire les tracts distribués par les avions français au-dessus des maquis. Il y en avait notamment un qui contenait, d'un côté, la photo du général De Gaulle, et de l'autre, un laissez-passer adressé aux moudjahidine qui accepteraient "la paix des braves".

- Ne t'inquiète pas, m'a répondu Boumediene. Les tracts que tu vois ne sont rien d'autre qu'un salut que nous adressons à la population de la capitale. C'est le salut de leur armée.

Je n'ai pas répondu à sa provocation. Je pensais que Rabah Bitat le ferait. Il jouissait d'un très grand prestige. Mais il a gardé le silence. De nouveau, je sentis monter en moi une colère sourde contre Boumediene. Je ne pouvais supporter de l'entendre vanter à tout moment son nationalisme, alors qu'il venait d'emprunter à l'ennemi des avions pour adresser un message démagogique au peuple. Savait-il ce que rappelait cette image

d'avions déversant des tracts ? Savait-il ce que pour les Algériens, des hélicoptères, au dessus de la ville ou des maquis, signifiaient bombardement, largage de tracts invitant à la trahison, ou largage de parachutistes dont la mission était de tuer des Algériens ? Je me rendais compte à quel point les images que je gardais de la guerre étaient différentes de celles qui pouvaient préoccuper Boumediene.

Je pris le café qu'on m'avait servi. Au moins, il me donnait une contenance, en attendant que Boumediene aborde le sujet pour lequel il avait voulu me rencontrer. Il avait un stylo à la main, avec lequel il tambourinait distraitemment sur la table.

L'impatience et la colère me gagnaient. J'étais révolté par cette démonstration burlesque, indigne d'un homme qui prétendait diriger l'armée algérienne. Je décidai de quitter les lieux, pour éviter tout incident. J'étais dans un état d'esprit qui pouvait me pousser à une conduite inconvenable. Je me levai, et me dirigeai vers la porte. Je ne voulais même plus entendre ce qu'il avait à me dire.

- J'ai décidé de quitter l'armée immédiatement. Personne n'a le droit de m'en empêcher, dis-je tout en me préparant à sortir.

Il n'a pas répondu tout de suite. Il jeté un coup d'oeil rapide sur un dossier placé sur son bureau. Il y a apposé une signature. Tout en regardant le dossier, il dit:

- Notre mission est toujours la même. Que ce soit dans les rangs de l'ALN ou de l'ANP. Tu demeureras toujours un membre actif dans n'importe quelle institution du Parti ou de l'état.

Je n'ai pas répondu. Je suis sorti sans le saluer. J'étais envahi par d'étranges sentiments. Les souvenirs défilaient dans ma tête. Le spectacle de ce dérapage qui se déroulait sous mes yeux provoquait en moi un profond sentiment de culpabilité. J'avais conscience que le compte à rebours avait commencé. J'étais convaincu que celui qui a osé emprunter des avions à l'ennemi pour larguer des tracts destinés au peuple est tout à fait capable de demander à ces mêmes pilotes de larguer des bombes sur le même peuple. C'est ce qui s'est passé plus tard. Mes appréhensions ont été confirmées bien des années après cet incident.

En sortant, j'empruntai les escaliers qui descendent du palais du gouvernement vers le centre d'Alger. Des milliers de tracts tombaient du ciel, entraînés par une brise humide de l'automne algérois. Des groupes d'enfants, des jeunes, des curieux, se bousculaient pour ramasser les bouts de papier qui voltigeaient autour de nous. Les discussions s'animaient. Je fus frappé par la réflexion d'un enfant à l'adresse de ses compagnons de jeux:

- Ces feuilles larguées par l'avion français ne nous sont pas destinées, nous les Arabes. Elles sont destinées aux français. Tu vois bien qu'elles ne portent pas la mention FLN, disait-il. Cette observation m'a poussé à relire de nouveau le bout de papier que j'avais attrapé au vol. Effectivement, les tracts ne comportaient pas le terme FLN. J'ai jeté le bout de papier, et, de rage, je l'ai foulé de mes pieds.

Mais je pensais à autre chose. J'étais certain que Boumediene était satisfait de me voir quitter l'armée. Il devait souhaiter que tous les moudjahidine qui avaient la passion du pays, de la liberté, qui avaient combattu auprès du peuple sans jamais connaître de répit, prennent la même décision. Ils lui laisseraient le champ libre, à lui et à son équipe, celle qui a été formée à l'école française et dans ses écoles et institutions militaires. Maigre consolation, certains moudjahidine se sont rendus compte du danger, et sont restés dans l'armée. Ils ont supporté brimades et vexations, ils ont subi le mépris des "diplômés" des grandes écoles militaires, pour maintenir au sein de l'ANP l'esprit de l'ALN. C'est grâce à eux que l'Algérie a pu sauver une part de sa dignité.

Au Parlement

En quittant l'armée, j'ai rejoint mes compagnons au Parlement. J'étais l'un des représentants de la Wilaya IV au sein de la première Assemblée de l'Algérie indépendante. Je découvrais la vie parlementaire, sur laquelle je fondais de grands espoirs. Mais là encore, je dus rapidement déchanter. Je regrettais amèrement cette expérience. Je pensais assister à des débats politiques, participer à donner une assise légale à l'œuvre prodigieuse du peuple algérien. Je me retrouvais au milieu des intrigues et des complots. C'était un jeu d'un autre genre, auquel je n'étais pas initié. Les grands principes pour lesquels nous avons vécu et combattu étaient totalement

absents. L'activité parlementaire était dénuée de tout caractère démocratique. Les intrigues l'emportaient sur le débat, l'intérêt personnel primait l'intérêt du pays, la gestion individuelle des carrières prenait le pas sur les projets politiques.

Le Parlement était divisé en trois groupes principaux. Le plus nombreux était celui des collaborateurs, disciples de la France ou français de nationalité. Les accords d'Evian en avaient fait une majorité ; le second groupe était celui des frontières Est et Ouest, avec les bases de Ghardimaou, en Tunisie, et Oujda au Maroc. Enfin, une minorité représentait l'ensemble des Wilayas de l'intérieur.

Une assemblée ainsi composée ne pouvait prendre en charge l'avenir d'un peuple qui avait énormément souffert et qui était animé de formidables ambitions. Elle était incapable d'asseoir des traditions démocratiques, dans un pays ravagé par sept années et demi de guerre, qui faisaient elle-même suite à une colonisation de 130 années. La tâche était immense, disproportionnée par rapport aux hommes sensés la réaliser.

Le Parlement se contentait d'ailleurs d'entériner des décisions prises ailleurs. Ainsi en fût-il de la désignation d'Ahmed Ben Bella à la présidence de la République. Ce fut une opération bien orchestrée. Prise depuis que le groupe de Tlemcen avait décidé d'envahir le pays, elle fut entérinée au cours d'une session de l'Assemblée. Hadj Ben Alla, qui était alors Président de l'Assemblée, a déclaré, à propos des candidatures à la présidence de la république:

- Tous les membres de notre assemblée ont proposé le frère (el akh) Ahmed au poste de Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

Sa déclaration fut accueillie par un tonnerre d'applaudissements, dans une sorte d'hystérie collective. Seule une minorité est restée silencieuse. Elle ne pouvait cautionner cette dérive qui s'accroissait. Mais elle assistait, témoin impuissant, à la montée de la dictature qui s'étendait au Parlement.

Un délégué, qui se trouvait à mes côtés, a demandé à haute voix:

- Qui est ce Ahmed proposé pour être président ? Des Ahmed, il y en a une pléthore dans cette assemblée! dit-il. Mais sa voix fut étouffée par celle des autres, les plus nombreux, qui se bousculaient pour féliciter le



En haut, au comité central du FLN, en 1963.

A gauche, avec des citoyens



nouveau chef de l'état, dans l'espoir de se retrouver dans ses bonnes grâces lorsque sera venu le moment de partager postes de responsabilité et butin.

Mon appréhension s'est malheureusement confirmée très rapidement. Le nouveau pouvoir ne supportait plus de la contradiction. Il ne tolérait plus d'opposition, et refusait le débat. Ce refus devint bientôt brutal, violent, utilisant la force comme principal argument.

La répression a ainsi commencé dès l'élection de Ben Bella. Nous n'étions alors qu'une dizaine à nous y opposer. La plupart des députés nous considéraient comme une opposition au sein de l'assemblée Nationale. Nous avons d'ailleurs refusé de voter le projet de loi portant budget de la fonction publique. Pour nous, il lésait certaines catégories sociales. Il prévoyait de verser au fils de chahid l'équivalent d'un dinar par jour. Il accordait une allocation de 90 dinars par mois à la mère de chahid, même si elle était mères de plusieurs chouhada. Nous étions onze à nous opposer à ce projet.

Le refus de ce jeu me poussait naturellement à trouver des alternatives ailleurs. Les bonnes volontés ne manquaient pas. Une concertation nous a amenés à lancer une opération en faveur des enfants de chouhada de la Wilaya IV. Près de 700 enfants, entre 5 et 10 ans, ont été rassemblés dans différentes localités pour être placés dans des centres qui dépendaient auparavant de l'armée coloniale. Les bâtisses ont été restaurées et aménagées pour les accueillir convenablement.

Beaucoup de ces enfants étaient abandonnés, sans aucune ressource. Il suffisait de les regarder pour se rendre compte qu'ils ne mangeaient pas à leur faim. Mal habillés, certains étaient pieds nus. D'autres portaient de grandes chaussures militaires qui les faisaient souffrir. D'autres encore ne trouvaient pas de quoi cacher leur nudité. C'était une réalité révoltante. Elle constituait la trame d'une cruelle tragédie. La détresse de ces enfants désignait clairement la responsabilité criminelle du colonisateur, qui tue le père et laisse le fils démuné, affamé, sans ressource et sans abri.

Il nous était impossible de leur offrir tout le confort souhaité, tant nos ressources étaient maigres. Nous avons toutefois pu les aider, en leur offrant un foyer et un minimum d'éducation. Mais pour nous, le plus

important était de sauvegarder leur dignité, d'honorer le chahid et sa famille, et de rester fidèles à l'idéal pour lequel il s'est sacrifié.

Les chouhada avaient eu la chance d'accéder à la récompense suprême. Ceux qui avaient survécu devaient face. J'étais l'un d'entre eux, et ma vie a été une série de révoltes. Révolte contre le colonisateur, contre les tentatives de déformation du cours de la révolution, contre l'abus et la corruption, puis contre la confiscation du pouvoir. Je me suis révolté contre Ben Bella lorsqu'il a pris le pouvoir par la force, contre Boumediene lorsqu'il a laissé le champ libre aux collaborateurs de la France, leur permettant de s'installer dans les principaux rouages de l'armée et de l'état. Membre de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, je me suis révolté contre l'humiliation imposée aux moudjahidine, particulièrement ceux d'entre eux qui avaient subi la guerre dans leur chair, ceux qui étaient restés invalides ou handicapés.

Au centre d'accueil de Ben Aknoun, la dignité des moudjahidine et de leurs ayants droits était quotidiennement bafouée. Les bureaucrates qui avaient mis en place ce service ne tenaient pas compte de leur état physique, qu'ils soient handicapés, malades, blessés de guerre ou des personnes âgées. Tous devaient passer des jours entiers, parfois des semaines, avant de pouvoir régler des formalités administratives pourtant simples. Ils devaient souvent répondre à des convocations répétées, que rien ne justifiait.

Cette attitude n'était pas innocente. Elle visait l'humiliation des moudjahidine, pour les mettre à genoux, les amener à céder sur ce qu'il y avait de plus sacré dans leur combat. Il est vrai que beaucoup savaient se battre les armes à la main, mais se trouvaient totalement désarmés lorsqu'il s'agissait de luttes politiques. Peu à peu, le glissement s'est fait. Ce qui devait être une reconnaissance de la Nation envers des hommes qui ont payé de leur chair la liberté, s'est transformé en un privilège, en une rente qu'on pouvait marchander. La compromission n'était pas loin.

Le régime a ainsi entraîné de nombreux moudjahidine dans la corruption et la déchéance. Il leur a facilité l'accès aux licences de tous genres, de l'exploitation d'un café ou d'un commerce, à la gestion de cabarets et au commerce de l'alcool. Tous les moyens étaient bons pour avoir leur

soutien, au moins leur silence. L'image du moujahid s'est peu à peu ternie, l'admiration qu'il inspirait a cédé la place au mépris.

Je suis convaincu que la dérive a commencé lorsque Ben Bella et Boumediene ont pris le pouvoir en 1962. Elle s'est aggravée après le coup d'état du 19 juin 1965, quand Boumediene a corrompu les moudjahidine, notamment les officiers supérieurs, en leur accordant crédits et fonds de commerce. Il les a ainsi dépouillés de l'honneur du djihad, pour en faire des mercenaires qui percevaient le prix de leur participation au combat en millions de dinars, ou sous forme d'exploitation de bars et de restaurants. Il les a définitivement réduits au silence, après avoir acheté leur conscience. Le symbole est alors tombé. Ne restait plus que le commerçant. Une sorte d'égalité dans la honte s'est établie entre celui qui a mené son djihad pour Dieu et la patrie, et le collaborateur qui travaillait naguère pour l'armée coloniale, pour se retrouver dirigeant d'une révolution et se prétendre symbole du progrès.

Le combat a ainsi évolué, passant d'une confrontation avec l'ennemi à une guerre entre frères, où la force alterne avec la corruption, l'objectif final étant de détruire le symbole de la révolution et de la liberté. Nous étions fiers de nos blessures. Celui qui n'avait pas été blessé ni subi un handicap quelconque se sentait inférieur devant ses compagnons qui portaient dans leur chair les traces de la guerres. Mais les choses ont évolué : ce ne sont plus les blessures qu'on exhibe, mais les bars, les camions et les comptes en banque...

C'est le sort de beaucoup de révolutions. Certaines réussissent toutefois à se préserver mieux que d'autres, à protéger les hommes qui gardent alors leurs idéaux. En Yougoslavie, j'ai un rencontré un général d'un âge avancé, analphabète pendant la résistance à l'occupation nazie, mais qui avait fait l'effort de suivre des cours jusqu'à l'obtention du baccalauréat. Pour lui exprimer la reconnaissance du pays envers son engagement, le ministère yougoslave de la défense avait mis sur pied un programme spécial pour lui permettre de poursuivre ses études.

J'assistai à la cérémonie organisée en son honneur. Quand il reçut son diplôme, il s'est approché de moi, avec son corps décharné, marqué par l'âge et les épreuves. Je lui demandai s'il pensait encore être capable de défendre la Yougoslavie, à son âge.

- J'ai combattu en Espagne avec les républicains contre les troupes de Franco. J'ai combattu les nazis qui ont envahi mon pays. Je suis prêt à sacrifier ma vie pour mon pays, à tout moment, à condition que mon sacrifice ait lieu sous la bannière de l'étoile rouge, dit-il.

J'étais frappé par la sincérité de cet homme. Je ne pus m'empêcher d'établir la comparaison entre lui et des officiers auxquels l'Algérie a tout offert, mais qui n'ont pas hésité à dire qu'ils ne feraient pas la guerre une seconde fois, quelles que soient les circonstances. La différence était simple. Le général yougoslave était imprégné d'idéaux et de principes, alors que les officiers algériens avaient pour seule préoccupation d'obtenir des privilèges de tous genres. Et quand ils les obtenaient, ils oubliaient le devoir, oubliaient leur djihad, et se laissaient entraîner par la logique de l'argent, pour glisser ensuite vers l'injustice, l'abus de pouvoir et finir dans la corruption.

Certains moudjahidine ont toutefois réagi dignement. Mais le régime a accentué la pression, n'hésitant pas à recourir aux moyens les plus extrêmes. Quand la carotte ne suffit pas, c'est le bâton : enlèvements à l'aube, détention, torture. Les agents de la sécurité militaire faisaient irruption chez ces militants qui voulaient préserver leur dignité, pour les conduire en des lieux inconnus, en dehors de toute légalité. Même les députés n'y ont pas échappé, en dépit de leur immunité parlementaire toute théorique.

Mohamed Chaabani

Le cas le plus extrême fut celui du colonel Mohamed Chaabani. C'était un jeune homme fougueux, débordant d'énergie et de vitalité, animé de projets ambitieux pour le pays. Il était dynamique, volontaire, et symbolisait la jeunesse et la vitalité. Promu colonel alors qu'il avait à peine dépassé la vingtaine, il avait fait ses armes dans la région la plus difficile, la Wilaya VI. Je le rencontrai en 1964, alors que lui aussi allait à son destin. Il était alors chef de la 6ème région militaire. Il préparait sa rébellion contre Ben Bella et Boumediene.

J'étais inquiet. J'étais convaincu que Chaabani allait mourir. J'insistai, de toute ma force, pour tenter d'aplanir ce conflit par des voies pacifiques, sans effusion de sang. L'Algérie n'avait que trop souffert.

Les discussions furent très difficiles avec Chaabani. Je menais cette action de médiation au sein d'un groupe qui comprenait également Si Hassan, Ali Mendjeli, membre de l'état-major général pendant la guerre de libération, Mohand Oulhadj, chef de la Wilaya III, Larbi Mili, commandant au sein de la Wilaya II, et Mohamed Bousmaha, membre du conseil de la Wilaya IV. Malgré tous nos efforts, nous ne sommes pas arrivés à le convaincre. Le fossé s'était creusé entre lui et le pouvoir, et il ne lui était plus possible de faire marche arrière. Il était résolu à aller jusqu'au bout, tout en sachant qu'il avait peu de chances de gagner.

Après le départ de mes compagnons, Chaabani me demanda de rester une nuit supplémentaire. Je passai deux jours en sa compagnie. Ce fut une occasion pour moi d'évoquer, avec lui, les grands souvenirs de notre épopée, en parcourant ces merveilleux paysages faits de dunes et de palmeraies.

Je ne voulais pas admettre que le sort de ce jeune homme pétri de qualités était de mourir à si brève échéance, tué par ses anciens compagnons. C'était particulièrement douloureux de voir la révolution détruire des hommes valeureux qu'elle avait enfantés. Mais le pouvoir mis en place par ben Bella et Boumediene n'offrait aucune possibilité démocratique de régler les conflits. Seule la force avait droit de cité. Chaabani refusait de se soumettre. Il a été arrêté, condamné à mort, et exécuté dans la foulée. C'était le premier officier supérieur exécuté après l'indépendance par ses compagnons d'armes.

Le jeu se refermait. J'ai alors acquis la certitude que le vrai travail dont le pays avait besoin se situait ailleurs qu'au parlement. Les séances de l'Assemblée Nationale étaient, pour moi, une source permanente de colère et de révolte. J'y gagnais l'hostilité des députés, qui lançaient contre moi toutes sortes d'accusations.

Il n'était plus possible de faire quoi que ce soit sur le terrain politique. Les institutions officielles ont été progressivement étouffées par un pouvoir totalitaire. Les espaces de liberté s'étaient considérablement rétrécis. Il fallait alors se résoudre à travailler ailleurs, modestement, pour maintenir cette étincelle de vie et de liberté qui nous animait.

L'agriculture offrait un terrain favorable et un refuge. L'idée consistait à regrouper les fellahs que le colonisateur avait chassés, pour les aider à

reprendre le travail leurs propres terres. Il fallait les approcher, discuter avec eux, les convaincre de revenir, leur assurer que le travail de la terre pouvait de nouveau leur assurer un revenu décent. Ils devaient prendre leurs responsabilités, travailler, produire, pour assurer ainsi leur pain, synonyme d'émancipation. Il fallait éviter d'en faire des salariés attendant leur paie, pour éviter cette situation absurde à laquelle avait abouti le système d'autogestion lancé par le pouvoir.

L'expérience a connu un bon démarrage, sans publicité ni un slogan. Elle accompagnait un besoin des fellahs et constituait une nécessité économique, ce qui lui a assuré un succès évident. Les paysans y ont finalement adhéré avec enthousiasme, à Oued Bouachra, Oued EI-Maleh, Rmili, Beni Mesra et ailleurs.

Parallèlement, fut engagée la restauration des villages détruits pendant les années de guerre et abandonnés par leurs habitants. Les anciens centres de concentration ont été aménagés en écoles provisoires, en colonies et en centres d'accueil pour les instituteurs. A défaut de moyens, il y avait des idées, de l'enthousiasme et de la sincérité.

L'expérience était totalement différente de celle des villages socialistes agricoles construits plus tard par le pouvoir. Aujourd'hui complètement abandonnés, après avoir englouti des sommes colossales, les villages de Boumediene ont été construits sur des terrains inadaptés. Le fellah s'est trouvé déraciné, éloigné de son milieu familial, de son environnement culturel et économique, de sa terre et de son bétail. On en a fait un simple fonctionnaire. Les grands moyens ont été mobilisés pour la propagande, rien n'a été fait pour encourager la production. La Révolution agraire a pris place dans les journaux, la littérature, les chants et les pièces de théâtre, pendant que l'agriculture était abandonnée. Le pouvoir a voulu faire croire que le paradis a été conquis, que les Algériens avaient atteint un bonheur définitif. Le logement était acquis à tous les citoyens, tout comme l'emploi, l'école, les soins. Le bonheur était désormais à la portée de tous.

J'étais en prison à cette époque. J'ai souhaité vivre pour admirer cette merveille. Immédiatement après ma libération, je me suis rendu dans les Aurès pour effectuer un pèlerinage en ces lieux qui sentaient encore la

Révolution. J'ai visité le village de Ouled Moussa, où s'est réuni un des premiers groupes des moudjahidine à la veille du 1er novembre 1954, sous la présidence de Mustapha Benboulaïd. J'ai été sidéré de voir que des gens habitaient encore des grottes. Ils marchaient comme des ombres. C'était dans les années soixante dix. Les lumières de l'indépendance ne semblaient pas encore arrivées dans ces contrées.

Je mesurais l'ampleur du décalage entre cette propagande officielle et la réalité du pays. Le crime était immense. De l'autogestion à la révolution agraire et aux villages socialistes, les échecs se répétaient, pendant que le pouvoir s'obstinait dans une propagande sans aucun lien avec la réalité.

Je n'ai retrouvé qu'une seule vérité, celle de la détresse du fellah, de la lapidation des terres agricole, et de l'agression permanente contre les valeurs de la paysannerie, livrée à une bureaucratie aussi corrompue qu'inutile qui prétendait gérer la terre à partir des bureaux. Le fellah en était amené à détester sa terre, pour laquelle il avait combattu quelques années auparavant, prouvant qu'il était prêt à mourir pour elle.

Le régime a transformé ce fellah en une machine de consommation. D'une population digne et fière, il a fait des êtres serviles. La terre nourricière est restée en jachère. Des projets industriels hasardeux ont été implantés sur les meilleures terres, après en avoir arraché les arbres fruitiers et détruit les cultures maraîchères. La plaine du Cheliff offre la meilleure preuve de ce massacre. Les pertes enregistrées dans cette région dépassent de loin les dégâts occasionnés par les tremblements de terre. Le peu de terres agricoles qui subsistaient ont été envahies par le béton. Des villas somptueuses, des constructions de prestige et des stades ont été érigés là où se trouvaient de magnifiques orangeries et les plus beaux champs de blé du pays. Le sol a été pollué par les déchets industriels.

La Mitidja est comme l'une des plaines les plus célèbres au monde. Les colons, qui en avaient fait leur fief, la gardaient les armes à la main. Ils s'y rendaient en pèlerinage pour admirer les magnifiques plantations. Ils se promenaient dans ses jardins, se faisaient photographier dans les bois, s'émerveillaient devant ses arbres ses cours d'eau. Elle est devenue une immense succession de constructions illicites et d'usines. Elle paie, de son sang et de sa chair, la rançon de la folie du système.

Au FFS

Sous la présidence de Ben Bella, les services de sécurité de Boumediene ont kidnappé l'ancien président du GPRA Ferhat Abbas, alors président de l'Assemblée Nationale. Ils n'ont respecté ni sa fonction, ni sa dignité, ni son prestige, ni son âge. De la même manière, ils ont arrêté Mohamed Boudiaf, Salah Boubnider (Saout-El-Arab), Boualem Ousseddik et bien d'autres. Pour chacun d'entre eux, le régime a inventé une accusation, plus ou moins grave, dont la plus répandue était celle de "perturbation de l'ordre public et agitation".

Le fossé s'est creusé entre le régime et les moudjahidine qui refusaient d'abdiquer. Ces hommes, les plus indépendants, les plus nobles, étaient traqués, pourchassés, contraints à se retirer des institutions officielles et de la vie politique, laissant à Ben Bella le pouvoir apparent pendant que Boumediene tissait sa trame. La logique totalitaire ne supportait plus la présence d'hommes refusant d'être dociles.

J'ai fini par perdre toute confiance en ce régime. En septembre 1963, j'ai décidé de prendre contact avec Hocine Aït-Ahmed, qui s'était retiré dans un village de Kabylie, sur les hauteurs du Djurdjura. Il avait préféré prendre ses distances, pour regarder de loin ce spectacle d'intrigues politiques qui se tramaient à Alger. J'étais accompagné du Dr Ramdane Hermouche, de Ali-Yahia Abdennour et Aboubakr Belkaïd, qui avait alors quitté le PRS de Mohamed Boudiaf.

Aït-Ahmed a refusé de nous recevoir chez lui. Il a préféré que la rencontre ait lieu dans un lieu public, un café. Il choisissait d'agir de manière transparente, tranchant ainsi avec les méthodes du pouvoir qui privilégiait les coulisses, les discussions en aparté, les intrigues et les enlèvements de nuit.

C'était un homme crédible. Son passé témoignait en sa faveur, avant et pendant la Révolution. Militant de la première heure, dirigeant de l'OS, il avait refusé de se joindre à l'un des groupes en course pour le pouvoir au lendemain de l'indépendance. Sa stature, son prestige, ses convictions en faisaient un homme en mesure de diriger une formation politique au sein de laquelle nous pourrions militer.

D'autres noms furent proposés, ceux d'hommes intègres, susceptibles d'apporter un plus à notre organisation. Aït-Ahmed a écouté patiemment la liste des noms proposés. Quand le nom de Krim Belkacem a été prononcé, il y a opposé un refus tranché. Nous avons insisté. Krim était un homme de grande expérience. Il avait des relations, et il était introduit dans de nombreux réseaux qui pourraient nous être utiles. Il avait pris des positions courageuses, et il n'était pas possible de l'ignorer. Il résidait alors temporairement en France. Il était possible de le convaincre de n'adhérer à aucune formation jusqu'à ce que la situation mûrisse pour qu'il puisse nous rejoindre. Des dirigeants de la Fédération de France devaient se charger de cette tâche.

Ait Ahmed a finalement donné son accord. Il y a toutefois mis une condition: que les membres du PRS de Boudiaf nous rejoignent. C'est sur la base de cet accord que le FFS est né.

Une seconde réunion fut organisée une semaine plus tard. Nous y avons noté une absence, celle de Boualem Benhamouda, alors porte-parole de la Wilaya IV. En fait, Benhamouda avait basculé dans l'autre camp. Il a informé le président Ben Bella de notre démarche. Il lui a fourni des informations détaillées sur notre organisation, son sigle, ses membres, et tous les secrets qu'il avait pu récolter depuis les premières rencontres.

L'attitude de Benhamouda n'a pas pour autant perturbé notre démarche. Le FFS comprenait des militants de valeur, des hommes d'envergure, des moudjahidine et des dirigeants chevronnés. Ce n'était pas un parti clandestin. Il agissait publiquement. Dès son apparition, il a rallié l'essentiel des militants du PRS qui s'est retrouvé, de fait, dépassé.

Au cours de la deuxième rencontre, la liste des membres fondateurs du FFS a été établie. Ils étaient seize. Les objectifs du nouveau parti ont été définis. Sa tâche consistait à sensibiliser les citoyens sur la gravité de la situation politique, mettre fin à l'anarchie et à l'improvisation dont faisait preuve le président Ben Bella, assainir l'ALN, mettre un terme aux agissements des services de renseignements, ces "visiteurs de l'aube" qui effectuaient des descentes chez les militants et les citoyens pour les arrêter traditionnellement au lever du jour, asseoir les bases d'une véritable démocratie, libérer tous les détenus politiques.

Mohand Oulhadj, commandant de la Wilaya III, n'a pas rejoint le FFS. Il a fixé comme condition à son adhésion : qu'elle se fasse de manière simultanée avec celle de Krim Belkacem, auquel doit être réservé un rôle de même niveau que celui de Aït-Ahmed. Nous avons donné notre accord, tout en attendant que la nouvelle de l'adhésion de Krim nous parvienne de France. Il a promis qu'il serait à nos côtés dès que la nécessité se ferait sentir. Dans l'intervalle, des officiers de la Wilaya III nous ont rejoints, sans informer Mohand Oulhadj.

La première grande assemblée plénière a pu enfin se tenir, en présence de tous les membres. Elle était imposante. L'espoir semblait de nouveau permis. Une organisation capable de canaliser toutes les bonnes volontés, de mobiliser les militants en désaccord avec le pouvoir, soucieuse de travailler sur des bases démocratiques, était sur le point de naître.

Certains officiers avaient ramené avec eux armes et munitions. Ils ont affirmé qu'elles pourraient être utiles pour " nous aider à nous défendre en cas d'attaque ou dans le cas où notre organisation serait mise en danger ". Ils les ont présentées au chef de l'organisation, Hocine Ait Ahmed, qui n'avait à aucun moment parlé de réunir des armes.

Il fallait prendre une décision concernant ces armes. Il a été convenu de les confier au capitaine Moussa, ancien officier de l'ALN, alors affecté dans une caserne à Blida. Il était en contact secret et permanent avec Aït-Ahmed. Un rendez-vous fut fixé pour la collecte des armes.

Le capitaine Moussa est arrivé au lieu du rendez-vous en tenue militaire. Cela a provoqué la panique chez les hommes chargés de collecter les armes pour les lui remettre. Ils ne le connaissaient pas. Ils ont donc pensé à un piège des services des renseignements.

Aussitôt les armes remises au capitaine Moussa, ont ils pris contact avec le commandant de la Wilaya III Mohamed Oulhadj, à l'initiative de Belaïd, qui était alors chef de daïra à Larbaa Nath Irathen, en kabylie. Belaïd avait personnellement participé à la collecte des armes et se trouvait d'autant plus exposé. Mohand Oulhadj, de son côté, ignorait le rôle de ces hommes au sein du FFS. A son tour, il craignait d'être obligé de rendre compte un jour d'une action à laquelle il n'avait pas participé, mais à laquelle des officiers qui avaient été ses subordonnés et qui lui vouaient

un grand respect avaient pris part. Il résolut donc de prendre le train en marche. C'est donc un curieux concours de circonstances qui a poussé Mohand Oulhadj à rejoindre le FFS, non une conviction vraiment partagée.

Le noyau d'une solide organisation était ainsi mis en place. Le mouvement avait de l'ambition, et suscitait de grands espoirs d'offrir enfin un cadre en mesure de s'opposer au pouvoir. Celui-ci disposait d'une armée, d'une gendarmerie, d'une police, de services de renseignements qui apprenaient vite à étouffer les libertés. Il avait aussi des moyens gigantesques, et montrait une avidité de pouvoir sans égal. Mais cela ne nous arrêtait pas. Nous avons décidé de prendre nos responsabilités, de nous opposer à ce régime et de le combattre. La défense de la liberté imposait ce choix.

Le pouvoir a lancé une campagne de dénigrement contre le FFS, essayant d'un côté de minimiser son importance, et d'un autre côté de faire croire qu'il s'agissait d'une " bande de berbéristes " qui aspirait à la sécession de la Kabylie. C'était une organisation terroriste et ségrégationniste, qui s'attachait à réanimer les sentiments tribaux claniques. C'est, du moins, ce que voulait faire croire le pouvoir, qui jouait sur la fibre nationaliste, qui connaissait l'impact de ce type d'accusations sur un peuple hostile à toute idée d'atteinte à l'unité nationale.

Les propagandistes se sont alors déchaînés. Ils faisaient planer le risque d'un affrontement, d'une guerre civile que l'opinion rejetait largement. Mais c'était aussi une aubaine pour le pouvoir de détourner l'opinion publique des problèmes de fond liés à l'absence de démocratie. L'occasion était favorable pour le pouvoir de restaurer l'image de Ben Bella, objet d'un véritable culte de la personnalité.

Le pouvoir n'a pas non plus hésité à solliciter le soutien de l'opinion internationale et des mouvements de libération, auprès de qui la révolution algérienne suscitait une grande admiration. Il a agi de même auprès de la presse internationale, présente en force en Algérie à ce moment, nous présentant comme des perturbateurs, anti-révolutionnaires, racistes et sécessionnistes.

Dans la confusion de l'époque, tout était possible. Un hebdomadaire arabe nous a accusés d'être des collaborateurs de l'ennemi israélien ! Il a

appuyé ses accusations par des photos truquées. C'était une accusation particulièrement grave auprès de l'opinion publique arabe.

La presse occidentale, française en tête, a décrit la situation en Algérie avec un alarmisme évident. Elle considérait la situation politique et militaire en Algérie comme " extrêmement dangereuse ". Curieusement, Ben Bella avait le soutien de la France. Un ministre français a déclaré : " Cette affaire concerne un état avec le quel nous avons des accords et des intérêts. Il est impératif que nous soutenions le pouvoir en place et lui fournissions tous les moyens nécessaires pour l'aider à créer le climat adéquat afin de préserver nos acquis. Tout changement à la situation actuelle mettrait en danger nos intérêts ".

Nous étions contraints à livrer bataille sur deux terrains. Faire face à la propagande du pouvoir, d'une part, et d'autre part, affronter le régime, avec ses appareils de répression. Nous avons cependant réussi à expliquer publiquement nos véritables objectifs et convaincre de nos intentions. Nous avons prouvé que notre organisation était un mouvement noble dans ses fondements et dans ses aspirations

C'était un mouvement national, ni sécessionniste ni chauviniste. La population nous a adoptés. Nous pouvions circuler dans les lieux publics, en tenue militaire, avec le sigle du FFS. L'ALN nous a d'ailleurs quelques fois protégés. Elle ne nous a pas empêchés de tenir nos meetings. Certaines unités nous ont même facilité nos déplacements entre différentes régions. Les djounoud engageaient avec nous des discussions sur les objectifs de notre mouvement.

C'est ce que craignaient Ben Bella et Boumediene. Ils ont alors organisé un coup monté. Ils ont donné des ordres pour provoquer des combats, nous entraîner dans une guerre civile, et justifier ainsi une action militaire d'envergure pour organiser la répression. Nous étions toutefois bien informés des décisions de la présidence et de l'état-major. Les militants reçurent pour éviter de tomber dans le piège, et ne pas se laisser entraîner dans des accrochages avec l'ALN. Au contraire, nous nous les avons incités à bien accueillir les éléments de l'ALN, à établir et renforcer avec eux des liens de fraternité. Les militants et sympathisants ont accueilli les éléments de l'ALN chez eux, évitant tout affrontement, ce qui

a provoqué la colère de Boumediene et Ben Bella. Le premier se trompait rarement dans ses calculs, le second avait l'habitude d'être obéi sans discussion : tous deux se trouvaient face à une situation d'un genre nouveau.

Malgré cette tension extrême, la direction du FFS a toujours conservé un contact, aussi ténu soit-il, avec le pouvoir. L'objectif était de trouver une issue honorable pour préserver l'unité du pays et de la Révolution. Les rencontres furent nombreuses.

La première a eu lieu près de Djamaa Saharidj, à l'est de Tizi-Ouzou. Saïd Abid dirigeait la délégation envoyée par Boumediene. Il est arrivé dans la région à la tête de troupes importantes, équipées d'armes lourdes. Une rencontre fut organisée. Les représentants du FFS ont expliqué les raisons du soulèvement, insistant sur le refus d'entrer en guerre contre des frères, comme cela s'était passé lors des affrontements entre Wilayas, même si les responsables du régime souhaitaient en venir à cette solution extrême.

Ils ont aussi présenté les revendications du mouvement : assurer une ouverture démocratique, mettre fin au pouvoir personnel, stopper les agissements des infiltrés de l'armée française au sein de l'ALN, confier le commandement de l'armée confié à des hommes sûrs, de vrais moudjahidine. Pour nous, Boumediene pouvait conserver le ministère de la Défense, mais que le commandement général devait revenir aux chefs de Wilaya les plus intègres. Nous avons proposé des noms, dont ceux de Tahar Z'Biri et Mohamed Chaabani.

Saïd Abid paraissait convaincu par nos arguments. Il était rassuré en repartant vers Alger, où il devait transmettre nos revendications. Je ne crois pas qu'il en ait fait part à Ben Bella, mais il a dû se contenter de les transmettre à son supérieur direct, le colonel Houari Boumediene.

Ce dernier l'a chargé d'une deuxième mission de négociation. Saïd Abid est donc revenu à Tizi-Ouzou, en compagnie du commandant Zerguini. Mais ce dernier avait une mission bien précise. Il devait manœuvrer Saïd Abid lui-même et tenter de nous piéger.

Zerguini a en effet envoyé deux camions, civils, chargés de soldats. Ceux-ci devaient se rendre dans la région de Azazga, pour une mission secrète. Ils devaient faire semblant d'intercepter un troisième groupe, éga-

lement envoyé par Zerguini, de l'accrocher, en l'accusant d'être à la solde du FFS et de préparer un attentat à Azazga. L'objectif était de provoquer un affrontement pour justifier la répression.

L'accrochage a effectivement eu lieu. Trois soldats sont morts, et de nombreux autres ont été blessés. Le chef du groupe assaillant a rapidement donné l'ordre de repli, pour éviter que le complot ne soit dévoilé.

Quand Saïd Abid a appris la nouvelle, il est devenu furieux. Il a pensé, dans un premier temps, que notre mouvement provoquait ces actes dangereux, afin de l'impliquer dans les combats. Il redoutait également que Boumediene ne le croie pas lorsqu'il tenterait d'expliquer l'échec de sa mission. Il était convaincu que Boumediene n'avait pas confiance en lui, et avait envoyé Zerguini avec lui pour l'espionner.

Saïd Abid était choqué. Il était devenu méfiant, ne croyant plus personne. Il est venu à notre rencontre, en espérant connaître la vérité. Mais il n'a pas trouvé les preuves matérielles nécessaires pour le convaincre de notre bonne foi. Il était rongé par le doute, jusqu'au moment où un soldat, pris de remords après avoir participé à l'opération sous les ordres de Zerguini, décide de dévoiler la vérité.

Ben Bella et Boumediene ont exploité à fond cet incident. Ils l'ont décrit comme une " catastrophe nationale ". Ben Bella a déclaré que " la situation dans le pays est au bord de l'effondrement. La scission est inévitable. La Révolution est en danger ", a-t-il dit. La voie était ouverte à l'utilisation des grands moyens. Il a dès lors transformé son bureau en salle de commandement militaire, et finit par déclarer que " toutes les unités de l'armée doivent être engagées dans l'opération pour éradiquer le FFS".

Il donna l'ordre à Chaabani de marcher avec ses forces sur la Kabylie et d'écraser les insurgés. Mais Chaabani refusa d'impliquer ses troupes dans un engrenage de la mort. Il ne voulait pas s'impliquer dans une opération dont il ignorait les fondements.

Ben Bella était furieux. Boumediene, de son côté, s'enferma dans son mutisme habituel. Ben Bella lui a laissé un temps de réflexion, tout en continuant à faire pression sur lui. Il faisait preuve de beaucoup d'attention envers Boumediene. Il finit par l'inviter à un dîner, pendant lequel ils eurent un entretien qui s'est prolongé tard dans la nuit. Ben Bella en sor-

tit satisfait. Non seulement Boumediene rejoignait ses thèses, mais il avait imaginé un scénario détaillé destiné à créer un conflit entre Chaabani et le FFS.

Le plan consistait à tendre une embuscade au colonel Chaabani, à son retour d'une mission auprès du FFS. L'embuscade eut lieu aux alentours de Lakhdharia (Palestro), à 100 Km à l'est d'Alger, à la tombée de la nuit. Chaabani conduisait lui-même sa voiture. Un tronc d'arbre a été mis en travers de la route, qu'il barrait dans toute sa largeur. Chaabani freina brutalement. Le véhicule fit une embardée, dérapa et finit sur le bas-côté. Il fut aussitôt pris dans un feu nourri. Mais il ne fut pas touché. L'objectif était de lui faire peur, pas de le tuer.

Les soldats qui avaient organisé l'embuscade l'ont ensuite pris, obligé à se mettre devant le véhicule, dont les phares l'aveuglaient, tout en l'insultant et en le brutalisant. Ils lui demandèrent ses papiers, le fouillèrent minutieusement, tout comme ils fouillèrent le véhicule, avant de le relâcher. Auparavant, ils avaient évidemment déclaré qu'ils appartenaient au FFS, et qu'ils contrôlaient la région.

Mais Chaabani, en dirigeant chevronné, a réussi à garder son calme tout au long de l'incident. Il a rapidement compris que l'opération était commanditée par Boumediene. Il l'avait invité la veille à un dîner qui s'était prolongé jusqu'à l'aube. Boumediene était donc le seul à savoir que Chaabani se rendait à Biskra ce jour là, et à connaître l'itinéraire.

Chaabani a gardé le silence sur cet incident. Il ne donna pas à Boumediene l'occasion d'incriminer le FFS. De son côté, Boumediene, rusé comme il était, avait compris que son intrigue avait échoué, que Chaabani ne pouvait être dupe. Il changea alors de tactique envers Chaabani, et l'accusa directement de refuser de combattre les éléments du FFS. Il porta la même accusation contre Mohamed Khider.

Pendant que ces intrigues et manipulations se poursuivaient, le FFS étendait son implantation. Il choisit le langage de la persuasion. Il multipliait les contacts avec la population, pour expliquer la nécessité d'oeuvrer à la construction du pays, d'opter pour la voie démocratique, de ne porter atteinte ni aux institutions de l'état, ni à l'armée, ni à la police, ni à la gendarmerie. Ainsi, on ne pouvait plus nous accuser d'être des " bandits des grand chemin ".

Nous avons privé le pouvoir de l'opportunité de nous affronter, et de plonger le pays dans la guerre civile. Nous n'avons tué personne, à ma connaissance, alors que les troupes du pouvoir avaient fait 250 victimes. Des informations faisant état d'arrestations nous parvenaient quotidiennement.

Les prisons étaient de nouveau pleines. Parmi les détenus, on peut citer le sergent Mohamed Hasnaoui, dit Moustache, le sergent Moussa, assassiné dans des circonstances atroces. Les services de sécurité l'ont informé qu'il devait partir pour la région de Tindouf, que l'armée marocaine voulait envahir. Il prenait tranquillement son repas, en pensant à son départ, quand il a été assassiné.

Le FFS devait toutefois faire le point. Il a tenté de s'opposer à un pouvoir totalitaire, mais il s'est heurté à deux grands handicaps. D'une part, le camp adverse, composé d'anciens officiers de l'armée française, de ralliés de la dernière heure et d'opportunistes de tous bords, avait réussi à contrôler l'armée, et disposait, de fait, de moyens immenses. D'un autre côté, le FFS était hanté par la crainte de voir le pays basculer vers une guerre civile dévastatrice, ce qui lui imposait la plus grande prudence.

Mais les deux courants, celui des moudjahidine et celui de ceux que je considérais comme des collaborateurs de l'armée française, se sont exprimés lors d'un rassemblement inoubliable organisé à la salle Afrique à Alger, le 4 avril 1964, en présence de 1.500 militants, à l'occasion du congrès du FLN. Les militants se sont levés pour scander pendant près d'un quart d'heure des slogans réclamant l'assainissement de l'ALN.

A la tribune, se tenaient le président Ahmed Ben Bella, et à son côté, le colonel Houari Boumediene. Ce dernier, jetant un regard méprisant sur la salle, a déclaré :

- Qui est cet homme pur (tahr), fils d'un homme pur, qui veut purifier l'armée ?

Boumediene venait, encore une fois, de trancher. Par sa déclaration, il affirmait l'impossibilité d'assainir l'ALN. Il délivrait ainsi un chèque à blanc aux collaborateurs. Il donnait son approbation à l'intégration des traîtres au sein de l'armée. Cette attitude était présentée comme une tentative d'unification des rangs de l'armée. En fait, c'était la consécration du

dérapage, le premier jalon d'une nouvelle colonisation de l'Algérie. Le dispositif était complété par la toute puissance des services de renseignements, qui ne reculaient devant rien, devenant peu à peu le principal instrument de maintien du pouvoir.

La guerre des sables

Pendant que la dictature se mettait en place, et que nous nous organisions pour tenter de créer une opposition démocratique, l'armée marocaine envahissait le territoire algérien, le 9 octobre 1963. L'agression avait eu lieu une année à peine après l'indépendance, alors que le pays était encore meurtri par la guerre et ruiné par les destructions. Elle émanait d'un pays dont le peuple nous avait soutenus pendant la guerre de libération. C'était un peuple frère, qui partageait avec nous la même langue, la même religion, la même identité, la même histoire et, pensions-nous, le même destin. Mais le roi Hassan II, poussé par des prétentions territoriales démesurées, voulait étendre son royaume en s'en prenant à des populations meurtries.

En elle-même, l'agression ne constituait pas une surprise. Les convoitises du Roi du Maroc étaient connues, tout comme sa rancune, voire son hostilité à la Révolution algérienne. Des faits, vécus pendant la guerre de libération, avaient donné naissance à des doutes sur la loyauté de certains dirigeants marocains à l'égard de l'ALN. Des dirigeants de l'Istiqlal partageaient, avec nous, ces doutes relatifs au comportement du Roi lui-même. Allal El-Fassi, chef de l'Istiqlal, était lui aussi l'un des hommes les plus hostiles à la Révolution algérienne.

Les Moudjahidine qui traversaient régulièrement les frontières marocaines durant la guerre de libération savaient ce qu'endurait le peuple marocain. Les prisons étaient pleines, les centres de détention très nombreux. Les liquidations physiques étaient monnaie courante.

Pourtant, cette hostilité des dirigeants était compensée par un grand élan de solidarité du peuple marocain. C'était l'autre côté de la médaille, qui permettait de voir l'avenir avec optimisme. Durant la guerre de libération, un de nos bataillons comptait pas moins de vingt moudjahidine

marocains ! Au sein de la katiba Zoubiria que j'ai eu le privilège de commander, un marocain nous avait rejoint avec ses deux enfants.

L'agression marocaine de 1963 changeait totalement les données politiques en Algérie. Elle imposait de nouvelles priorités. Mais, en un certain sens, elle facilitait les choix. L'agression était, dans l'absolu, inacceptable. Le fait qu'elle vienne d'un pays voisin, frère, contre une Algérie exsangue, qui venait de sortir d'une terrible guerre de sept années, la rendait encore plus injuste.

Dès que la nouvelle de l'agression nous est parvenue, le FFS a mis fin à toutes ses activités politiques et militaires. Nous avons dirigé toutes nos forces vers le nouveau front qui était imposé à l'Algérie. Aux premières heures du 19 octobre 1963, un contact a été établi entre le FFS et le pouvoir, par l'intermédiaire du colonel Si Hassan, ancien chef de la Wilaya IV. Un groupe, dirigé par Mohamed Bousmaha et Mohamed Saïki, est venu nous voir. La rencontre a eu lieu dans une ferme près de Chebli, dans la Mitidja.

Aussitôt après la fin de l'entrevue, j'ai pris directement contact avec Hocine Aït-Ahmed pour le mettre au courant des détails de la rencontre. Il avait lui aussi pris attache avec le pouvoir, par l'intermédiaire d'un avocat, Me Benhocine.

Nous étions engagés dans une course contre la montre, afin de ne pas être dépassés par des événements qui évoluaient très vite. Nous avons pris contact avec la Fédération de France, alors dirigée par Kaddour Adlani et Omar Boudaoud. Nous étions parvenus à un accord pour organiser une entrevue avec le président Ben Bella, afin de mettre un terme aux différends qui nous opposaient, et mettre au point un programme détaillé pour l'avenir. Aït-Ahmed proposa une rencontre directe avec Ben Bella, sans intermédiaire. Nous devions le mettre devant ses responsabilités.

La rencontre fut organisée avec une célérité étonnante. Nous avons pris des dispositions de sécurité strictes, afin d'éviter que ne se répète " l'incident " Chaabani. Nous avons donné l'ordre à nos soldats de prendre position dans des endroits stratégiques et notamment autour de la Villa Jolie, où la rencontre devait se dérouler.

Nous nous y sommes rendus dans une Peugeot 403 noire. Pendant le trajet, nous avons relu le texte du projet d'accord que nous avions préparé. Nous y avons apporté quelques correctifs, pour enlever à Ben Bella tout prétexte pour le rejeter.

Nous avons fait un détour par l'une des rues d'El-Biar, au domicile d'Aït-Ahmed, pour un rendez-vous avec Mustapha Fettal, directeur de la Sûreté, qui devait nous accompagner à la villa Jolie, lieu du rendez-vous. Pendant que nous l'attendions, mon attention a été attirée par la présence d'un homme à l'allure curieuse. Il n'était pas venu nous saluer. Son comportement m'incitait à penser qu'il s'agissait du maître de maison. Nous n'étions donc pas chez Aït-Ahmed, ainsi qu'on me l'avait affirmé au départ.

Au bout d'un moment, je me suis rendu compte qu'il s'agissait de Mohamed Khider. J'étais surpris de le voir sur les lieux. Je me suis demandé alors s'il était là par hasard. Je ne savais pas s'il soutenait notre organisation ou non, ni quelles étaient ses relations avec le mouvement de Boudiaf. Le trouver là, à cet instant, me perturbait, me gênait. J'étais presque déçu.

Ce n'est que lorsque nous avons achevé nos discussions au sujet du projet d'accord avec Bella, que Khider s'est avancé pour nous serrer la main. Aït-Ahmed m'a surpris alors en le présentant comme son gendre, Mohamed Khider. Celui-ci a pris place parmi nous, évitant d'aborder l'actualité politique. L'entretien s'est limité aux à de vagues formules de courtoisie.

Peu après, le directeur de la sûreté, Mustapha Fettal, est arrivé. Il conduisait lui-même sa voiture officielle. Aucune escorte n'était visible.

Nous avons pris la direction de la Villa Jolie. Le trajet était court, mais on traversait une petite partie d'Alger. C'était par une belle journée d'automne. Une brise légère rafraîchissait l'air, donnant à Alger cette atmosphère si particulière. Les quelques feuilles tournoyant autour des lampadaires offraient un joli spectacle, mais elle ne pouvaient dissiper toutes les questions que chacun de nous se posait. Nous étions tous silencieux. Des milliers de points d'interrogations envahissaient l'esprit de chacun de nous.

La voiture s'est arrêtée devant la porte de la Villa Jolie. Les gardes ont présenté les armes. Leur chef, depuis le poste de garde, annonça notre arrivée par téléphone.

Nous primes l'ascenseur. A peine en étions-nous sortis que le Président Ben Bella nous accueillait, avec sa taille imposante. Il était emmitouflé dans un épais manteau. Il nous serra la main, tout en se plaignant du coup de froid dont il était victime. Ses mains tremblaient. Est-ce en raison de cette rencontre avec Aït-Ahmed, ou était-ce du à la succession d'événements, internes et externes, qui l'avaient déstabilisé ?

Il ouvrit la porte de sa chambre et nous invita à y entrer. Mustapha Fettal ramena deux chaises. Ben Bella s'assit sur le bord de son lit, la tête appuyée contre le mur. Il s'était enveloppé dans une couverture brune. La chambre était triste. Un lit de camp en occupait le milieu. Près du lit, une table en bois noir, sur laquelle étaient disposés une petite radio, un tas de journaux nationaux et étrangers, une multitude de papiers, les uns écrits de sa main, les autres tapés à la machine. De nombreux dossiers de tous genres étaient jetés pêle-mêle.

La rencontre révélait une multitude de contradictions. Le Président Ben Bella croulait sous le poids des responsabilités, avec les difficultés et les conflits internes et externes auxquels il devait faire face. A tout cela, était venue se greffer l'agression marocaine.

Quant à Aït-Ahmed, il était préoccupé par les problèmes du FFS, cherchant des formules pour lui permettre de prendre de l'envergure pour devenir une alternative au pouvoir totalitaire qui s'étendait. Mais à peine le FFS était-il lancé que le pays tout entier se trouvait poignardé dans le dos. A côté d'Aït-Ahmed, Lakhdhar Bouragaa, un homme révolté, ayant refusé la confiscation du pouvoir, après s'être opposé aux collaborateurs de la France au sein l'institution nationale la plus importante, l'armée, aujourd'hui blessé au coeur par l'agression marocaine contre l'Algérie. Chacun était dans un monde à lui, portant ses propres préoccupations, ses propres idéaux.

Un silence gêné envahit la pièce. Ben Bella se décida à le rompre.

- Je n'ai jamais imaginé qu'un jour, Hocine Ait Ahmed brandirait son arme contre moi, dit-il.

Il personnalisait délibérément le conflit. Il n'accusait pas Aït-Ahmed de rébellion " contre le pouvoir", ou contre le commandant en chef de l'armée, ou contre le chef de l'état, mais contre sa propre personne.

Tout en parlant, il fixait Aït-Ahmed. Celui-ci répliqua :

- Et moi, je n'ai jamais pensé qu'un jour, Ahmed mettrait Mohamed en prison dans l'Algérie indépendante". Mohamed, c'était Boudiaf, arrêté, mis en prison, transféré de centre de détention en camp de sûreté. Le coup était dur. Ben Bella ne sut que répondre.

Un nouveau silence suivit cette passe d'armes. Ben Bella caressait du bout des doigts les bordures du lit. Il bougeait constamment la tête, cherchant une position plus confortable. Des gouttelettes de sueur perlaient sur son front.

Il rompit de nouveau le silence, en s'adressant à Aït-Ahmed, sur un autre terrain:

- Comment va Djamila ? Et comment se comporte Youghourta à l'école? Il parlait de la femme et du fils de Aït-Ahmed. Il demanda des nouvelles de tous les membres de la famille, les citant l'un après l'autre. Il plaçait de nouveau la discussion sur le terrain des relations personnelles.

Aït-Ahmed se redressa, évitant de répondre sur le champ. Il voulait aller au vif du sujet, aborder les questions brûlantes. Au bout d'un court instant, il répliqua par une nouvelle question :

- Quelles sont les véritables raisons de cette crise avec le Maroc ? Qui en est le responsable?

Aït-Ahmed craignait que Ben Bella ne fasse des événements une lecture erronée. Il redoutait que ces développements ne soient vus sous le seul angle de la question pouvoir, et amènent ainsi le chef de l'état à occulter les grands problèmes du pays, dont ceux liés à la question du pouvoir ne constituaient qu'un volet. Pour Aït-Ahmed, ce sont précisément ces contradictions qui avaient encouragé l'agression contre le pays. Il voulait donc pousser le président Ben Bella à une analyse précise afin de le mettre devant ses responsabilités.

Ben Bella a tout de suite compris les intentions d'Aït-Ahmed. Il répondit, sur les nerfs :

- Tu aurais du d'abord me demander comment se présente la situation sur le champ de bataille, où en sont les troupes marocaines dans leur avancée sur notre territoire ?

Il reprit aussitôt :

- Les Marocains ont profité de ces circonstances pour nous attaquer, et vous, vous avez saisi la même occasion pour nous combattre. Il n'y a aucune différence entre vous et eux. Sache que les troupes marocaines ont occupé Hassi El-Baydha, et sont en route vers Bechar, pour l'assiéger et empêcher l'envoi de tout renfort terrestre vers nos troupes. Malgré cette agression et toutes les difficultés que nous endurons, personne ne nous a apporté son assistance, à l'exception de Nasser et Fidel Castro. Tu devrais donc réfléchir, avec moi, à ce que tu diras pour répondre aux interrogations de nos amis qui se posent des questions sur ton attitude à mon égard et ta position concernant cette agression.

Il parlait rapidement, souvent sur un ton nerveux, pour tenter de se calmer quand il se rendait compte qu'il s'emportait inutilement. Sa voix tremblait Ses yeux étaient brillants.

Puis, d'un geste rapide, il déploya une carte, montrant d'un doigt nerveux les régions attaquées, et quelques villes frontalières que le Roi du Maroc menaçait d'annexer. Il leva la tête, pour ajouter:

- Notre armée sera encerclée si la situation militaire actuelle se maintient. Elle sera coupée des voies d'approvisionnement en vivres, en eau et en munitions.

L'urgence était là. Des unités de l'armée algérienne se trouvaient dans une situation critique. Choisisant ses mots, Aït-Ahmed répondit calmement :

- Si la situation se présente ainsi, nous sommes à la disposition du pays avec tous les moyens dont nous disposons. Nous sommes ici pour défendre notre patrie et la servir. Mais je voudrais, avant de quitter ces lieux pour accomplir mon devoir national, te prier de t'engager à libérer tous les détenus politiques, à restructurer le commandement de l'ANP comme nous nous te l'avons suggéré, en y incluant la direction des six Wilayas, à raison d'un représentant par Wilaya. Tu dois désigner à la tête du commandement un homme compétent et honnête, parmi les officiers fidèles

de l'ALN, et tu dois écarter Boumediene et ses officiers. Tu dois également distribuer les terres aux Moudjahidine et prendre l'initiative de préparer le prochain congrès du FLN. Tu dois immédiatement annoncer publiquement le contenu de cet accord.

Ben Bella l'interrompt:

- Je vais démettre Bouteflika de ses fonctions dès son retour de Conakry. J'ai déjà renvoyé Ahmed Medeghri. Si Boumediene ou quelqu'un de son entourage proteste, il subira le même sort. Par contre, si Boumediene veut rester ministre de la défense, sans se mêler de mes prérogatives, il pourra garder son poste.

La discussion se poursuivit pendant un moment. Nous sommes parvenus à un accord sur toutes les clauses abordées, y compris la diffusion de l'accord à travers la presse. Nous avons ensuite quitté la chambre de Ben Bella pour nous rendre dans la salle de réunion, où se trouvaient quelques ministres : Ahmed Mahsas, Omar Ouzeggane, Hocine Zahouane et Abdelkader Maachou, directeur de cabinet à la présidence. Mohamed Harbi s'approcha du Président et lui chuchota quelques mots à l'oreille.

Ben Bella salua l'assistance d'un geste de la main. Aït-Ahmed et moi-même avons fait de même. Nous étions en tenue militaire. Nous nous sommes installés derrière une grande table. Le Président de la République s'est placé devant des micros. Le matériel d'enregistrement était prêt. Les projecteurs se sont allumés. L'enregistrement a aussitôt commencé. Ben Bella a déclaré : "En ma qualité de Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, je déclare en vigueur, à compter de ce jour, les clauses de l'accord suivant ". Il donna lecture intégrale de notre accord, sans la moindre omission ni modification. Journalistes et photographes ont enregistré l'intégralité de ce moment historique. Les ordres ont été donnés pour sa diffusion sur les ondes de la radio et dans la presse du lendemain. Nous nous sommes séparés peu après. Il était près de minuit.

Aït-Ahmed est rentré chez-lui à El-Biar. De mon côté, je me suis rendu auprès de nos unités à Chlef, Médéa, Tablat et dans le Sahel, pour donner l'ordre de départ vers le front. Mustapha Fettaï m'a accompagné

jusqu'à la banlieue de Blida, pour donner des instructions très strictes aux agents de la sécurité, afin de faciliter les opérations de mobilisation des hommes et des moyens de transport, et les acheminer vers le front.

Avec l'assistance des structures du FLN et des autorités locales, nous avons pu, dans un délai très court, rassembler nos troupes dans une caserne de Blida. De là, nous nous sommes rendus directement sur les lignes de front. Mohamed Oulhadj s'est chargé, de son côté, de la même mission auprès des groupes du FFS qui se trouvaient dans la wilaya de Tizi-Ouzou. A mes yeux, le rôle historique du FFS était terminé.

Je me souviens encore de ces instants où je suis retourné voir les militants pour les informer de l'accord conclu avec le président ben Bella. Je les incitais à rejoindre les lignes de front, pour combattre l'agresseur. Certains pleuraient de joie, remerciant Dieu d'avoir mis fin au combat fratricide.

Je n'ai pas eu le temps d'expliquer toutes les clauses de l'accord. Je n'ai pas pu non plus contacter Aït-Ahmed pour le tenir au courant des dispositions prises pour envoyer nos unités vers le front. Mon attention se portait sur ce qui se passait à la frontière, sur l'approvisionnement en armes, en munitions et en ravitaillement, des compagnons qui nous avaient devancés. A aucun moment, je ne me suis demandé si le discours du président Ben Bella avait été diffusé ou non, et s'il avait eu de l'impact sur la population. Je ne savais pas qu'il a été diffusé alors qu'il était trop tard. Cela confirmait notre analyse, selon laquelle Ben Bella était totalement impuissant au sein d'un pouvoir miné par les anciens officiers de l'armée française, eux-mêmes dirigés par Boumediene.

Aït-Ahmed était d'autant plus déçu par les atermoiements de Ben Bella que celui-ci nous avait personnellement donné des assurances que l'accord serait respecté. Quand le dernier soldat ayant fait allégeance au FFS a quitté le centre du pays pour rejoindre la zone des combats dans la région frontalière avec le Maroc, Aït-Ahmed s'est réfugié dans son village, en Kabylie. Le Président a alors diffusé un communiqué totalement différent de ce qui avait été convenu. Il a fait allusion à notre accord, mais de manière très superficielle. Il a, par contre, longuement insisté sur Chaabani et sur son départ vers le front, à la tête de nouvelles troupes. Par

cette annonce, Ben Bella apportait en fait un démenti implicite aux bruits faisant état d'une rébellion de Chaabani.

Boumediene et son équipe étaient désormais assurés que Ben Bella était facile à manipuler. Boumediene se trouvait sur le lieu des opérations, à Bechar, mais il continuait à tirer les ficelles, à manœuvrer pour affaiblir aussi bien Ben Bella que le FFS. Il a su exploiter l'occasion que lui offraient les événements pour provoquer les changements qu'il souhaitait. Il déversa sa haine contre Aït-Ahmed, Mohand Oulhadj et moi-même, ainsi que contre un certain nombre d'officiers et de soldats de valeur qui se trouvaient sur les lignes de front. Il prétendait que sans l'affaiblissement de l'armée, lui-même résultat de la contestation imposée par le FFS, le Roi du Maroc n'aurait jamais osé attaquer l'Algérie.

Il déformait ainsi les problèmes internes du pays, les déplaçant de leur véritable contexte. Il en a fait un problème de scission, de rébellion contre la légitimité, et de déséquilibre des forces face à l'ennemi, alors qu'il s'agissait d'une revendication démocratique. Il en a tiré profit pour rassembler toutes les cartes entre ses mains, isolant progressivement un président qui n'avait guère le sens de la manoeuvre. Ben Bella pensait être un habile manoeuvrier. En fait, il ne savait pas gérer les conflits, ni tisser de réseaux, encore moins les contrôler. Il ne pouvait gérer les équilibres au sein de différentes structures et cercles qui font et défont le pouvoir. C'est un homme qui donne des ordres quand il se trouve au pouvoir, qui fait et défait l'avenir des gens sur de simples inspirations du moment, et qui confond ces décisions avec l'activité politique. Mais il est incapable de chercher l'adhésion des gens, de les convaincre, de travailler sur le long terme au sein d'équipes cohérentes et disciplinées.

En fait, il constituait, avec Boumediene, un duo qui se complétait. Autant Ben Bella se laissait entraîner par de simples pulsions, décidait parfois à l'emporte pièce, autant Boumediene était froid, calculateur, essayant de toujours tirer profit du moindre événement. Même pendant l'invasion marocaine, il a continué à se conduire de la même manière, faisant preuve d'un comportement particulièrement sectaire envers nous sur le front. Il accordait des avantages à ses troupes aux dépens des unités de l'opposition, qui participaient pourtant au même combat. Des officiers de

Boumediene ont exprimé des réserves sur les intentions des militants du FFS, allant jusqu'à les écarter pour les humilier. Mais cela n'a fait que renforcer leur conviction. Certains ont même pu s'infiltrer au-delà des lignes arrière de l'armée marocaine, sur environ 70 Kms, pour mener des opérations particulièrement osées. Nombre d'entre eux y sont tombés en martyrs. Les rescapés sont revenus porteurs de la victoire, et de l'honneur d'avoir défendu leur terre contre l'envahisseur.

Des officiers égyptiens, qui nous appuyaient pendant cette guerre des sables, ont été faits prisonniers par l'armée marocaine. Ils étaient venus nous aider, de façon symbolique, mais efficace, tout comme des officiers cubains. L'hélicoptère qui les transportait a été arraisonné.

La présence de ces officiers égyptiens et cubains révèle à la fois le prestige de la révolution algérienne à cette période, et l'aide sur laquelle elle pouvait compter. Fidel Castro et Nasser étaient des héros, des symboles de la lutte des peuples opprimés. La révolution algérienne, de son côté, accédait au rang de ces oeuvres mythiques de libération des peuples qui lui affichaient leur admiration et leur sympathie pour le message libérateur qu'elle contenait.

La guerre des sables a pris fin rapidement, grâce à la résistance algérienne, et grâce à la pression de l'opinion internationale. Le Roi du Maroc a été contraint à un cessez-le-feu. Un calme, empreint de méfiance, a succédé aux combats. Les armées des deux pays sont revenues aux lignes de démarcation internationales, mettant fin à une triste parenthèse dans les relations algéro-marocaines. Cet épisode a gravement nui à la solidarité entre Algériens et Marocains, forgée dans la douleur pendant la guerre de libération.

Le piège se referme sur Ben Bella

Aussitôt le dossier du conflit avec le Maroc fermé, celui de la Révolution algérienne avec elle-même a été rouvert. Des guerres déclarées, d'autres secrètes, ont éclaté entre les responsables du gouvernement, du parti et de l'armée. Les portes des prisons et des centres de séquestration se sont de nouveau refermées sur les militants indépendants et les opposants. Tout le monde avait peur de tout le monde. La vie politique était couverte d'un brouillard opaque.

Des crises ouvertes ont éclaté entre le Président et ses opposants, notamment Mohamed Khider, sérieusement menacé, avant d'être exécuté plus tard. Ben Bella avait donné l'ordre aux banques de ne pas prendre en considération la signature de Khider pour les comptes qu'il avait ouverts en son nom, en sa qualité de trésorier du FLN. Il a exigé le retrait de toutes les sommes déposées auprès des banques, notamment en Suisse, avant de l'accuser de gaspiller l'argent de la Révolution. Khider a rejeté ces accusations. Il affirmait son intention de mettre ces fonds à la disposition de l'opposition, pour lui permettre de renverser le régime de Ben Bella. Le conflit, qui était jusque là interne, latent, s'est transformé en un conflit public, avec plusieurs partenaires et de nombreuses ramifications.

Krim Belkacem s'est, à son tour, engagé dans la bataille. Il avait des comptes personnels à régler avec Ben Bella et avec l'état-major de l'armée. Il jouissait d'un grand prestige, à l'intérieur du pays et à l'extérieur, et comptait en tirer profit. Mohamed Boudiaf n'était pas absent non plus. De sa cellule, il était parvenu à écrire et à assurer une large diffusion à son livre, "La Dictature de Ben Bella".

Comparées aux intrigues menées par les éléments de Boumediene, ces luttes au grand jour ne revêtaient pas de gravité particulière. Au contraire, elles pouvaient être bénéfiques pour le pays, car elles imposaient un débat sur la démocratie et les libertés. Quant au groupe de Boumediene, il agissait dans la discrétion, planifiant ses actions de manière méthodique, préparant son projet de coup d'état. Il projetait de prendre le pouvoir et de liquider ses opposants, en les tuant ou en les arrêtant.

En tête de liste de ses victimes, figurait Hocine Aït-Ahmed. Le chef du FFS attendait que le Président Ben Bella tienne les promesses prises au cours de notre rencontre de la Villa " Jolie". Mais Ben Bella n'avait pas tenu ses engagements. Il nous a trahis. Seul promesse tenue, celle relative à la création d'une commission pour la préparation du congrès.

Mais dans le même temps, il a donné l'ordre d'arrêter Aït-Ahmed. La sécurité militaire s'est mise en chasse. Les mêmes ordres ont été donnés à la police et à la gendarmerie. La consigne était de l'arrêter mort ou vif. Il a finalement été arrêté, conduit en prison avant d'être présenté devant

un tribunal dans la clandestinité la plus totale. Le pouvoir voulait éviter que son arrestation et sa condamnation ne déclenchent un mouvement de solidarité ou de contestation.

Boumediene avait prévu de le faire exécuter. Il voulait éviter que le procès ne se transforme en un jugement du régime lui-même. Mais grâce au concours d'hommes de bonne volonté, nous avons pu réduire sa condamnation à la peine capitale en une condamnation à une peine de prison. J'étais alors en contact permanent avec le Président Ben Bella, que j'ai rencontré six fois en quelques jours. Toutes mes démarches avaient pour objectif d'éviter à Aït-Ahmed une condamnation à la peine capitale, qui aurait eu de graves conséquences.

De nombreux compagnons d'Aït-Ahmed, des moudjahidine et des dirigeants de tous bords exprimé leur désapprobation envers le traitement infligé par le président Ben Bella au leader du FFS. Ils l'avaient mis en garde contre toute atteinte à son intégrité physique. Mais Ben Bella était soumis à de fortes pressions exercées le groupe de Boumediene. Coléreux, s'emportant facilement, Ben Bella n'en restait pas moins aussi docile que naïf. Il s'est encore une fois laissé avoir par le clan de Boumediene, qui voulait neutraliser Aït-Ahmed en le mettant en prison.

Depuis cette époque, j'ai mis fin à mes contacts avec Ben Bella. J'ai même souhaité qu'il disparaisse. Je regrettais d'avoir sacrifié notre organisation, le FFS, à un moment où l'amour du pays et la nécessité de répondre à l'appel du devoir l'avaient emporté sur tout autre calcul politique.

En prenant congé de Ben Bella, lors de notre dernière rencontre, je ne pus me contenir. Je m'adressai à lui brutalement :

- Si vous pensez qu'il faut appliquer votre sentence contre Aït-Ahmed, pourquoi ne pas nous traduire tous en justice pour que le peuple sache qui est coupable et qui est innocent ? Tant que vous persisterez dans cet entêtement et dans les agissements irresponsables, vous ne ferez que nous inciter à nous insurger et à prendre de nouveau le maquis. Mais nous ne retomberons plus dans le piège, car les règles du jeu sont maintenant claires.

Je l'invitai à prendre une décision courageuse, en sa qualité de premier responsable.

- Il faut mettre un terme au complot qui se trame contre le pays, ajoutai-je. Nous vous avons averti plus d'une fois. Cela finira mal pour vous. Si vous ne débarrassez pas rapidement l'armée de ses traîtres, l'étau va forcément se resserrer sur vous.

Cet entretien a eu lieu chez Ben Bella. J'avais pris l'habitude d'y entrer sans autorisation préalable, même à des heures tardives de la nuit. Depuis, je ne l'ai revu qu'une fois, le 5 mai 1965, un mois avant qu'il ne soit renversé. Je faisais partie d'une délégation qui avait participé au congrès des moudjahidine. Il m'a reçu en tant que président, pas en tant qu'ami. Comme toujours, la rencontre s'est poursuivie tard dans la nuit. Je lui ai présenté quelques observations sur le congrès, sans entrer dans les détails. Les services secrets connaissaient tous les détails, et pouvaient lui rapporter tout ce qu'il voulait, y compris ce que les gens se disaient entre eux s'il le souhaitait.

Je lui décriai le faste déployé par Boumediene lors du congrès, visiblement pour séduire les moudjahidine. Il voulait certainement regagner leur confiance. C'était surprenant de sa part. J'ai également expliqué au Président ma position sur certaines questions qui avaient fait l'objet de discussions avec quelques uns de ses ministres, notamment le Docteur Nekkache et Hadj Ben Alla.

J'exposai aussi mon point de vue sur un problème qui menaçait, de mon point de vue, l'avenir de l'organisation des Moudjahidine. Boumediene avait mis tout son poids, à travers l'armée, pour appuyer et imposer une liste d'hommes qui lui étaient fidèles au sein du secrétariat général de l'organisation. La plupart de ces hommes avaient participé à la Révolution de façon symbolique. Ils venaient de l'armée française et s'étaient infiltrés dans l'organisation. Ils ne connaissaient de la Révolution que ce qu'ils ont appris à travers la presse internationale. J'ai exprimé au Président ma désapprobation et celle des vrais Moudjahidine. A ce jour encore, je conserve cette liste. Parmi ses membres, il y a des hommes qui sont encore au sommet du pouvoir, au sein de l'armée, du Parti ou de l'administration.

J'ai informé le Président que ma position avait déplu à Boumediene. Celui-ci m'avait convoqué, et menacé de prison si je persistais à m'oppo-

ser à ses hommes. J'ai mis en garde le Président contre les tentatives de Boumediene, qui cherchait l'appui de certains moudjahidine alors en conflit avec Ben Bella. Boumediene tentait de les soudoyer pour les utiliser dans la perspective d'un coup d'état.

Ben Bella a exprimé ses regrets, à la suite des conflits qui l'avaient opposé à certains moudjahidine. Il en parlait avec tristesse, et évoquait ces hommes avec beaucoup de tendresse. Il avait des remords. Il se replia sur lui-même. Il eut peut-être un moment de lucidité, qui aurait du déclencher une prise de conscience et lui révéler ce qui se tramait contre lui, contre la Révolution et contre ces valeurs assassinées à travers l'assassinat des hommes qui les portaient.

La rencontre s'est prolongée tard dans la nuit, chez le président Ben Bella. Il a insisté pour nous retenir à dîner avec lui, en privé. Il nous a fait préparer un couscous traditionnel, semblable à celui de tout algérien moyen. Cela différait totalement du luxe et du gaspillage que nous avons vu ce jour là aux banquets copieux offerts par Boumediene et son équipe. Nous étions cinq à partager ce repas: Si Hassan Khatib, Youcef Benkherouf, Omar Ramdane et Mohamed Harbi, son conseiller, qui ne le quittait jamais, et moi-même.

Harbi notait tout ce que disait le Président. Nous avons discuté des problèmes de l'heure, des difficultés qu'affrontait le chef de l'état. Certains ont donné leur avis sur l'avenir du pays, du Maghreb, des pays arabes et du monde. Mais nous avons longuement évoqué les conditions difficiles que vivait l'Algérie, au moment où elle tentait de jeter les bases de sa reconstruction.

Je ressentais, instinctivement, que la situation était différente de ce que je voyais ou entendais du Président. Il y avait un décalage immense entre ce qu'il disait et la réalité du pays. Je pressentais que l'avenir de l'Algérie se ferait sans lui, malgré sa popularité, son dévouement et son amour du pays.

Je me demandais comment il pouvait être aussi aveugle. Je n'étais pas le seul à m'inquiéter de la mainmise des officiers de l'armée française sur l'état algérien et son armée. D'autres moudjahidine l'avaient mis en garde. Même les amis étrangers de l'Algérie s'en préoccupaient, comme cet officier yougoslave qui m'en avait ouvertement parlé.

Je faisais alors partie d'une délégation officielle en Yougoslavie. C'était mon premier voyage dans ce pays généreux, qui nous a beaucoup aidés pendant la guerre de libération, et honorés plus tard. Au cours d'une soirée, durant laquelle fut projetée un documentaire sur la résistance yougoslave contre l'invasion nazie, un débat a été lancé sur cette forme de lutte, pour aboutir à une comparaison entre les expériences yougoslave et algérienne.

Un général, portant le nom de Mayor, se trouvait à mes côtés. Il était désireux de me parler, mais je sentis qu'il était gêné. Je l'encourageai, jusqu'à ce qu'une certaine confiance s'établisse entre nous. Il me parla alors longuement de ce qui le préoccupait.

- Faites attention aux officiers de l'armée française qui vous ont rejoints, dit-il. Le danger, tout le danger, vient de ces hommes qui ont trahi le pays. Ils l'ont fait une fois, ils peuvent le faire une seconde fois, et même indéfiniment, ajouta-t-il.

Je le coupai, sur un ton que je voulais tranchant :

- Il n'y a pas, parmi nous, d'officiers envoyés par l'ennemi.

Il me regarda longuement, comme s'il voulait s'assurer que j'étais sincère, que je ne me moquais pas de lui. Il me cita alors une série de noms, que je ne connaissais pas. J'ignorais qu'ils étaient officiers supérieurs de l'ANP.

Seul Ben Bella semblait ne pas vouloir regarder les faits en face. La discussion avec lui, durant cette dernière rencontre, s'est prolongée très tard. Nous voulions prendre congé alors que l'aube pointait sur Alger. Mais Ben Bella a insisté pour nous accompagner dans une randonnée autour du Palais. Il se plaignait d'insomnies. Il aimait bien être bercé par la petite brise du matin, dit-il. Ensuite, nous sommes repartis, à cinq, de la villa Jolie vers le Palais du Peuple. Sur notre chemin, nous avons croisé les cortèges des travailleurs se dirigeant vers au bureau ou sur les chantiers.

Arrivés près de l'entrée du Palais du Gouvernement, le Président nous retint encore un moment, pour dire, d'une voix très calme:

- Soyez assurés que Boumediene n'arrivera jamais au pouvoir. Il n'atteindra pas ses objectifs, pour de multiples raisons. D'abord, c'est un

homme que j'ai moi-même créé. Il me doit, et à moi seul, ce qu'il est. C'est moi qui l'ai fait parvenir là où il est. Ensuite, le peuple m'aime. Il est attaché à moi, et il m'est dévoué. Cela fera réfléchir toute personne qui veut me faire du mal. Enfin, le congrès afro-asiatique va bientôt se tenir dans chez nous. Les invitations sont déjà parvenues aux Rois et les Chefs d'états. Leur participation a été confirmée. En pareilles circonstances, je ne pense pas que quelqu'un osera mener le pays vers l'aventure. D'autre part, je vous promets que dès la fin du congrès, je vais mettre Boumediene dans un endroit que je connais parfaitement. Il n'y a donc pas de crainte à se faire.

C'était l'heure de nous quitter. Nous lui avons serré la main. Quand vint mon tour, j'ai eu le pressentiment de le faire pour la dernière fois. C'était un sentiment vague, que je ne pouvais expliquer. Peut-être parce que l'idée qui me hantait depuis un moment s'était imposée à moi comme une évidence. Je ne pouvais m'en séparer. Ben Bella affirmait qu'il tenait la situation en main, insistait sur ce point, et promettait de mettre fin aux ambitions de Boumediene. Mais je n'étais pas convaincu.

Nous nous sommes séparés. Le président s'est dirigé vers le hall du Palais du Gouvernement. Sa stature géante lui donnait une certaine allure. Un large sourire éclairait son visage quand il saluait les gardes qui lui présentaient les armes.

Un mois plus tard, le colonel Houari Boumediene, Ministre de la Défense, menait son coup d'état, dans nuit du 19 juin 1965. Ainsi s'achevait l'époque Ben Bella, avec ses mérites et ses déboires, et commençait celle de Boumediene.

Le coup d'Etat

Ceux qui avaient connu Houari Boumediene, un calculateur froid, cynique, travaillant méthodiquement, et Ahmed Ben Bella, un homme spontané et naïf, ne pouvaient être surpris par le coup d'état du 19 juin 1965. Boumediene a vécu et étudié en Egypte au début des années cinquante, où il a suivi de près les bouleversements dans ce pays, avec le renversement du Roi Farouk par les officiers libres de Nasser. Il a répété le même scénario en Algérie, en l'adaptant aux conditions locales.

Ben Bella était un personnage romantique, sentimental, facilement trompé par les apparences. Il était superficiel, n'allant jamais au fond des choses. A la fin de son pouvoir, il se considérait comme le héros du peuple. Il pensait que son pouvoir était sans partage, et son prestige sans égal. Il était convaincu que le peuple était son allié, et ne permettrait jamais qu'on ose s'en prendre lui. Il était emporté par cette vague d'euphorie nationaliste qui s'est manifestée dans les sacrifices pour la libération du pays, puis dans d'autres moments, aussi forts que symboliques. Ainsi, quand les Algériens, dans un élan extraordinaire, ont offert ce qu'ils avaient de plus précieux dans l'opération Caisse de Solidarité (sandouk ettdhamoun), destinée à remplir les caisses de l'état, au lendemain de l'indépendance, Ben Bella a-t-il interprété ce geste comme un soutien à sa propre personne. Plus tard, le même élan a poussé les Algériens de tous bords à se mobiliser contre l'invasion marocaine, lui donnant l'impression qu'il était invulnérable, au-dessus de tout.

Ben Bella préférait ces images symboliques, romantiques, au travail politique de fond. Il avait fini par tirer le débat politique vers le bas, avec un penchant prononcé pour les discours et les meetings folkloriques, aux détriments de l'activité politique, du débat et de l'action sur le terrain. Pendant ses discours, il avait pris l'habitude de laisser s'exprimer sa colère contre ses opposants, déversant contre eux critiques, insultes et calomnies.

Pendant que Ben Bella s'agitait, Boumediene préparait discrètement son coup d'état. Le 19 juin 1965, Ben Bella découvrait l'amère réalité. Il n'y avait ni parti pour le défendre, ni masses populaires prêtes à manifester en sa faveur. Seul Nasser, qu'une forte amitié liait à Ben Bella depuis le début des années cinquante, a réagi. Il a rapidement dépêché à Alger un émissaire, Zakaria Mohieddine, pour demander aux putschistes de ne pas condamner Ben Bella, d'éviter de le juger, afin de préserver l'image de la révolution algérienne. Il souhaitait que Ben Bella puisse éventuellement s'exiler en Egypte.

Boumediene a refusé de remettre Ben Bella à Zakaria Mohieddine. Il redoutait simplement que l'ancien chef de l'état ne se retrouve libre, et coalise contre lui toutes les oppositions. Et c'est ainsi que Ben Bella a été

jeté en prison, où il est resté pendant toute l'ère Boumediene et une partie de l'ère Chadli Bendjedid.

Le coup d'état de Boumediene a été accueilli à l'étranger avec beaucoup de réserve, sinon une franche hostilité. A l'intérieur, l'opposition était réduite au silence. Seules quelques manifestations spontanées ont été enregistrées. Elles ont été violemment réprimées. Aucune organisation politique ne fut en mesure de s'opposer sérieusement à Boumediene. Etudiants, travailleurs, et moudjahidine étaient réduits au silence.

Les partisans de Ben Bella se sont dispersés. Certains ont gagné l'étranger, d'autres ont gardé le silence. Mais les plus nombreux ont été arrêtés. Boumediene avait bien préparé le terrain. Il avait totalement isolé Ben Bella, et n'avait laissé en liberté aucune personnalité d'envergure susceptible de mobiliser et de structurer l'opposition pour refuser le fait accompli. Ainsi a-t-il pu mener son coup d'état avec une facilité étonnante.

Il était contraint de reporter le sommet afro-asiatique qui devait se tenir à Alger, mais cela n'avait guère d'importance. Il aurait tout le temps de se créer une image à l'extérieur. Pour le moment, il lui fallait agir vite, avant que Ben Bella ne devienne trop puissant. Ce sommet afro-asiatique risquait précisément de donner de pouvoir à Ben Bella, et en faire un chef d'état indétrônable. Et Boumediene savait que Ben Bella ne tarderait probablement pas à le limoger.

Le nouveau pouvoir avait la force. Celle de l'armée, montée par Boumediene aux frontières, depuis bientôt une décennie, en vue de l'utiliser pour prendre le pouvoir au moment opportun. Mais quand il a renversé Ben Bella, Boumediene avait surtout besoin de reconnaissance. En Algérie, le problème ne se posait pas. La sécurité militaire, et les multiples réseaux qu'il avait mis en place, étaient suffisamment efficaces pour lui assurer le ralliement de ce qui avait survécu de l'ère Ben Bella. Car l'ancien président, dans un incroyable aveuglement, avait fait le vide, pour finir, désarmé, dans son face à face avec Boumediene.

Rares donc sont ceux qui ne se sont pas ralliés au nouveau régime. Je faisais, encore une fois, partie des récalcitrants. J'étais parmi ceux qui n'avaient pas reconnu le nouveau pouvoir. Nous n'étions pas nombreux, mais nous avons tenté de lancer une campagne au sein de l'opinion et des

moudjahidine, pour mettre en garde contre le précédent grave que constituait le coup d'état.

Nous voyions bien que le pays franchissait un pas supplémentaire pour consacrer la force comme premier facteur d'accès au pouvoir. Ce fut déjà le cas en 1962, quand Boumediene avait imposé Ben Bella. Cette fois-ci, il agissait pour son propre compte. Mais même pendant la guerre de libération, la force avait déjà constitué l'ultime recours pour régler les crises. Le 19 juin 1965 n'était donc qu'un pas de plus dans cette dérive.

Je restais hostile au nouveau pouvoir de Boumediene pendant quelques jours. Jusqu'au 22 juin au soir, quand je reçus la visite de Boualem Benhamouda. Il était mandaté par un des hommes de Boumediene, pour solliciter notre soutien en faveur du nouveau conseil de la révolution qui venait d'être créé. Le nouvel homme fort considérait que les moudjahidine de la Wilaya IV lui étaient hostiles. Pour lui, notre position était une conséquence directe de la guerre inter-wilayas de 1962.

Boualem Benhamouda était chargé de nous convaincre de changer de position, et de rallier Boumediene. J'avoue que c'est lui qui m'y a entraîné. Il a débarqué chez moi tard le soir, sans me prévenir. Il m'a demandé, de but en blanc, de soutenir les putschistes. Il m'a avoué que cela renforcerait sa position personnelle. Il a aussi rappelé ce que nous avons enduré en 1962, quand nous nous sommes opposés au groupe de Tlemcen, puis ce que nous avons subi en participant à la création du FFS.

- Ce que nous avons perdu par la force, nous sommes en mesure de le conquérir par des moyens politiques, grâce à une alliance avec les auteurs du coup d'état, dit-il. Nous ne sommes pas condamnés à rester éternellement dans l'opposition.

Il hésita un court moment, avant d'ajouter :

- De toutes les façons, il n'y a plus aucun opposant.

Il a longuement insisté pour que je donne mon accord. Il voulait que je l'accompagne. Sa mission consistait à donner des preuves de son ralliement, et celle des moudjahidine de la Wilaya IV. C'était un homme qui ne reculait devant rien. Finalement, j'acceptai de le suivre, tout en me maudissant intérieurement.

Arrivés à la présidence de la république, où siégeait l'état-major politique de Boumediene, je me retrouvai avec les principaux lieutenants de Boumediene. Il y avait Kaïd Ahmed, Ahmed Medeghri, Cherif Belkacem et d'autres. Ils étaient tendus, en alerte.

Cherif Belkacem fut le premier à parler :

- Notre accord a été approuvé, dit-il à l'adresse de Benhamouda. Il parlait du limogeage de Sadek Batel, ministre de la jeunesse et des sports sous Ben Bella, et son remplacement par Benhamouda. Cherif Belkacem avait fait la promesse, et Boumediene avait donné son accord.

- D'accord, d'accord, répondit Benhamouda.

Ce poste de ministre était sa récompense. C'est pour cela qu'il était venu me voir, et insisté pour que je l'accompagne. Le nouveau pouvoir savait parfaitement ce qu'il pouvait tirer de cet homme faible, sans envergure, et qui savait se montrer docile.

Je quittai rapidement les lieux. La discussion s'était limitée aux formules de politesse. Il n'y avait rien à dire. Je rentraï chez moi, effondré. La situation était encore plus dramatique que ce que je pensais. Je confirmais à quel point Benhamouda pouvait être mesquin, mais je confirmais surtout quelles méthodes utilisait le nouveau pouvoir pour chercher des soutiens.

Je me cloîtrai chez moi. Je vivais d'autant plus douloureusement cette lente descente aux enfers dans laquelle s'engageait le pays, que je sentais mon impuissance à faire quoi que ce soit pour y faire face. Moins de trois années auparavant, je faisais face à Boumediene, à Blida, avec à mes côtés, mes compagnons et une base populaire qui refusait de voir la légitimité confisquée. Le temps avait fait son œuvre. Je me retrouvais en simple spectateur, n'ayant plus le moyen d'influer sur les événements.

Les hommes de Boumediene

Boumediene a entamé alors le renforcement de son pouvoir. Il a formé un gouvernement, conservant pour lui-même les postes de président du conseil de la révolution, ministre de la défense et commandant en chef des forces armées. Les autres postes étaient répartis entre ses fidèles.

les. Il a renforcé la mainmise des anciens officiers de l'armée française sur de l'armée. Le FLN était mis à l'écart, entamant une longue traversée du désert.

Il était mis sous la tutelle de l'administration. Celle-ci avait largement étendu ses pouvoirs, dans un régime se prétendant révolutionnaire et prônant un socialisme d'avant-garde. Les représentants de l'administration agissaient en terrain conquis. Agissant sous les ordres d'Ahmed Medeghri, alors ministre de l'intérieur, un des hommes clé du groupe de Boumediene, ils contribuaient à établir ce pouvoir hégémonique que leur patron mettait en place.

J'étais alors mouhafedh (commissaire) du FLN pour la Wilaya du Titteri. Je restais proche du peuple, essayant de redonner vie à un parti qui avait été toute ma vie, et que je refusais de voir mourir. Mon adversaire principal était le pouvoir, avec ses ramifications locales, administration et services de sécurité. L'administration refusait de verser les subventions du parti, poussant les PPT à nous couper le téléphone et Sonelgaz à couper l'alimentation en électricité. Il s'agissait de mesures de coercition contre un parti qui refusait de se plier.

Mais la cohabitation ne pouvait durer. Le décalage était si important que la rupture était inévitable. La seule inconnue était la forme qu'elle prendrait et le prétexte qui allait la déclencher. Elle se présenta sous forme d'une nouvelle injustice commise par un proche de Boumediene, Ahmed Bencherif.

Celui-ci avait imposé une gestion de type féodal sur vaste zone autour de Djelfa, pour l'étendre dans de nombreuses régions grâce à son pouvoir de commandant de la gendarmerie. Son frère, Abdelkader Bencherif, était resté dans l'armée française, pour ne revenir en Algérie qu'à l'indépendance. Il l'a intégré au sein de la gendarmerie et l'a promu officier, affecté au commandement de la gendarmerie.

Abdelkader Bencherif a tenté de s'accaparer le siège du FLN à Djelfa. Des militants s'y sont opposés. Parmi eux, Mokhtar Mekhalat, Mabkhout El-Bar, Saïd Haygoun, Ahmed Boulehouadjeb, Kouider, Bouachria, et d'autres encore, des moudjahidine dont la plupart avaient milité en Wilaya dans la région des monts Boukehil. Le président de la kasma de Djelfa

était alors un homme de la steppe, un bédouin fier, attaché aux traditions de ses traditions, qui avait consacré toute sa vie à la libération de l'Algérie. Même pendant la guerre de libération, il avait gardé ses habits traditionnels.

Malgré son âge avancé, les hommes de Bencherif ont décidé de le punir et de l'humilier. Arrêté par la gendarmerie, il a été jeté dans une cellule. Il n'y avait pas de lit, ni couverture. Mais les gendarmes ne sont pas arrêtés là. Ils ont lui ont rasé une moitié de ses moustaches, à la manière des clowns. Au moment de le libérer, vingt quatre heures plus tard, l'officier de gendarmerie s'est adressé à lui, pour le narguer une dernière fois :

- Tu as le choix. Ou tu restes chez toi jusqu'à ce que tes moustaches repoussent, ou tu rases ce qui te reste de moustache.

La réflexion a provoqué l'hilarité des autres gendarmes. Mais pour cet homme âgé, elle avait une autre signification. Il était profondément touché dans son amour-propre. Pour le bédouin qu'il était, sa virilité était remise en cause. Rester chez lui signifiait être cloîtré, comme une femme. Se raser les moustaches et apparaître ainsi, publiquement, signifiait accepter ce statut, dégradant pour lui.

Il est venu me voir, totalement abattu. Il avait mis un turban sur le bas du visage, pour cacher les traces de l'humiliation qu'il venait de subir. Il m'a raconté ce qu'il avait subi, dans le détail. Il est resté assis, toute la nuit, jusqu'à l'aube du lendemain. Il ne pouvait admettre que ceci arrivait dans l'Algérie indépendante. Il a d'ailleurs insisté pour se faire photographier dans cet état, pour bien se convaincre que ce qu'il subissait était réel.

Je l'ai accompagné le lendemain au siège du parti. Nous avons pu rencontrer Cherif Belkacem, en présence de Si Hassan, du colonel Salah Boubnider (Saout El-Arab), Mohand Oulhadj, Tayebi Larbi. Mon compagnon a rejeté les solutions qui lui ont été proposées. Moi non plus, je n'étais pas satisfait de ces formules qui visaient à ménager le chou et la chèvre.

Je demandai à Cherif Belkacem un d'organiser un rendez-vous avec Houari Boumediene. Je préparai un rapport détaillé sur cet incident, et sur le comportement de Bencherif. Je diffusai largement le rapport, dans les instances du parti, de l'état et au sein de l'armée.

Boumediene m'a finalement reçu en avril 1967. Je me rendis à son bureau, et lui remis le rapport, pensant qu'il ne l'avait peut-être pas reçu. En fait, il était déjà au courant. Le rapport devant lui, sur son immense bureau, au milieu de nombreux dossiers et d'une pile de journaux. Une cigarette à la main, il le feuilletait distraitement.

Le rapport était intitulé : " Ahmed Bencherif, membre du conseil de la révolution et commandant de la gendarmerie, se trompe d'histoire ". J'avais répété cette expression à de nombreuses reprises. A mesure qu'il avançait dans la lecture, Boumediene était pris de colère. Il se passait nerveusement la main sur le visage.

- Je vous informe que j'ai diffusé des exemplaires de ce document aux cadres du parti et de l'état, dis-je. Ce n'est pas seulement un rapport, mais une lettre ouverte à tous les responsables, cadres, membres du conseil de la révolution et du gouvernement.

Boumediene ne put contenir sa colère. Il jeta violemment le document sur son bureau, renversant le thé qui lui avait été servi. Il me regarda un moment, puis se détourna, fixant le coin du bureau, sans rien dire.

Le rapport contenait de nombreuses accusations graves. J'avais notamment écrit que " l'Histoire s'est trompée lorsqu'elle a permis à ceux qui ne le méritaient pas d'accéder au grade de colonel". Peut-être pensait-il que c'est lui qui était visé. Mais s'il ne fit pas de commentaire, il ne réussit pas à cacher ses sentiments.

- Reprends ton travail, me dit-il. Je te promets que je prendrai les décisions qui s'imposent contre ceux qui suscitent ce désordre. Je saurai quoi faire.

Je quittai Boumediene, satisfait. J'avais atteint deux objectifs. J'avais réussi à accomplir ma promesse envers le militant de Djelfa, à qui j'avais affirmé ma détermination à utiliser tous les moyens pour le réhabiliter ; d'un autre côté, j'avais contraint Boumediene à lire ce que je pensais de lui, à travers ce que je pensais de son équipe. C'était, pour moi, une revanche aussi éphémère que futile, car je ne savais pas encore que je serais, dans quelques mois, un des ennemis les plus acharnés de ce régime.

De son côté, Ahmed Bencherif fut pris d'hystérie quand il reçut le rapport. Il donna l'ordre de procéder à l'arrestation de tous les membres de la

fédération du FLN de Djelfa. Il voulait me faire arrêter, mais il avait peur. Son courage avait des limites.

La situation s'était dégradée entre-temps. Une crise grave avait éclaté entre structures de l'état et du parti, et s'étendait aux services de sécurité et à la justice, à cause des abus de pouvoir commis par Bencherif. J'étais, de mon côté, déterminé à soutenir ces hommes quoi se battaient pour leur dignité et leurs idées. Mais je ne voulais pas recourir aux mêmes procédés que Bencherif. Je tenais à respecter la légalité. Je pris contact avec le procureur de Médéa.

- Ne t'inquiète pas, lui dis-je. Je ne vais pas te demander de libérer les détenus. Je respecte l'indépendance de la justice. Je te demande simplement, en ton âme et conscience : es-tu un procureur au service de la république ou au service de Bencherif et de la gendarmerie ?

Je raccrochai aussitôt, sans lui laisser le temps de répliquer. C'était un homme jeune, récemment promu à ce poste. Quelques minutes plus tard, il se présentait à mon bureau.

- Je mesure pleinement la portée de ma décision de faire arrêter les militants de Djelfa, me dit-il. Je sais que c'est de l'abus, et je rejoins pleinement ton point de vue sur la fonction de procureur. Mais je t'informe que c'est Bencherif qui m'a personnellement ordonné de les faire arrêter. Il m'a laissé le choix : soit je les fais arrêter, soit il les fait arrêter par la gendarmerie. J'ai eu peur, à la fois pour eux et pour moi-même.

Je convins que sa position était délicate. Il me paraissait un homme consciencieux, mais il était pris au piège. Il débutait à peine sa carrière, mais on lui apprenait déjà à obéir aveuglément, à se soumettre aux puissants et à en dehors de la loi, lui qui était chargé de faire respecter la loi.

Je convoquai aussitôt une réunion de tous les cadres du parti de la Wilaya de Médéa. Je leur demandai à tous de ramener les clés de leurs bureaux. Je rassemblai ainsi les clés de huit fédérations et cinquante deux kasma. Mis les trousseaux dans un sac, et me rendis à Alger, au siège du parti. Les membres du comité exécutif se trouvaient là. Je jetai le sac devant eux :

- Voici vos clés, dis-je. Vous avez le choix entre les garder, ou les donner aux gendarmes. Quant à moi, je ne mettrai plus jamais les pieds dans

un parti qui reçoit ses ordres de la gendarmerie... Mes compagnons sont libres de rester ou de quitter le parti. Mais ce qui est arrivé avec les militants de Djelfa a dépassé toute forme d'injustice. Un parti qui l'accepte est un parti fini.

Ils étaient étonnés de ma décision. Mais je ne leur laissai pas le temps de réagir. Je quittai définitivement le FLN, plus que jamais convaincu que la mission du moudjahid, dans un système aussi dépravé, devait inévitablement le mener à l'opposition.

On était en avril 1967. Deux mois s'écoulèrent, pendant lesquels je décidai de me rendre en Orient. Mon séjour a coïncidé avec l'agression israélienne de juin 1967. Quand l'agression a commencé, je me trouvais en Syrie. Je me rendis sur le front le 5 juin.

J'assistai à un spectacle dramatique. Les avions israéliens déversaient leurs milliers de tonnes de bombes sur les positions syriennes, sur les villes et les villages. Aucune force ne s'opposait à eux. Ni avions, ni forces de la DCA. Un général, à la bedaine immense, totalement dépassé, se contentait de plonger en entendant le bruit des avions israéliens. Au bout d'un moment, je lui demandai pourquoi il ne donnait pas l'ordre à ses soldats de riposter. Il n'avait pas reçu d'ordres, répondit-il.

J'étais en colère. Mais j'étais surtout abattu par cette attitude absurde, qui amène un officier supérieur à laisser ses hommes se faire massacrer sous prétexte qu'il n'a pas reçu d'ordres. Je faillis en venir aux mains avec lui. Mais il persistait dans sa position, répétant qu'il n'avait pas reçu d'ordres.

Quand, finalement, ces ordres arrivèrent, l'armée israélienne avait acquis un avantage immense. Le sacrifice de ces soldats syriens, et d'autres soldats arabes sur différents fronts n'a que partiellement caché le mal qui s'installait partout dans le monde arabe, un mal profond, dont j'allais bientôt mesurer l'ampleur dans ma propre chair.

La défaite arabe de 1967 a ouvert à Boumediene de nouveaux horizons. Après avoir installé ses fidèles aux postes de responsabilité et centralisé l'essentiel du pouvoir, il a tenté de se trouver des zones d'influence à l'étranger. Il a essayé de s'imposer comme alternative à Nasser pour le leadership du monde arabe. Tirant profit de la défaite de juin 1967, il

s'est envolé pour Moscou, pour négocier avec les dirigeants du Kremlin la fourniture d'armes aux armées arabes. Il est aussitôt revenu pour conseiller à Nasser de poursuivre la guerre, même si cela devait conduire à l'occupation du Caire. Il a promis l'envoi de forces algériennes au front, et des unités ont été effectivement dépêchées en Egypte. Mais comme pour le reste des armées arabes, la participation des unités algériennes n'a pas donné de résultats.

L'étoile de Boumediene a commencé alors à briller. Il est devenu un leader reconnu, prônant des valeurs socialistes révolutionnaires, profitant à la fois du crédit de la révolution algérienne, et de la faiblesse des régimes arabes, qui avait durement atteint sa principale figure, Nasser.

Boumediene accédait à la reconnaissance sur le plan international. Il fréquentait Castro, Nasser et Tito. Il parlait au nom de la liberté des peuples, des pauvres et des opprimés, pendant que lui-même opprimait son propre peuple, en imposant une dictature implacable, impitoyable. Je suis l'un des témoins de cette période : j'en ai subi la prison, la torture, l'humiliation, l'injustice, et toutes sortes de violations de Droits de l'Homme.

VIII- LA PRISON

LE COUP D'ÉTAT DE Z'BIRI

Le monde arabe n'a pas mesuré l'impact de la défaite de 1967. Ce fut pourtant un moment déterminant dans notre histoire. Cette date marque le début d'un grand reflux, un immense mouvement de régression, après deux décennies qui ont permis aux pays arabes d'aller dans le sens de l'histoire et de la libération partielle de leurs sociétés, après avoir accédé à l'indépendance.

Les régimes hérités des luttes antérieures étaient arrivés au bout de leurs capacités. Ils n'étaient plus capables d'apporter des idées nouvelles, d'impulser le progrès au sein de sociétés animées d'une formidable soif de progrès et de justice. Le symbole le plus éclatant en était Nasser, contraint d'accepter la défaite, incapable d'en tirer les conséquences, parce que son régime et son pays étaient tous les deux à bout.

Dès lors, s'ouvrait dans le monde arabe une nouvelle période, qui allait révéler toute la détermination des régimes en place à se maintenir en réprimant leurs peuples. Même si nombre d'entre eux réussissaient, grâce à un discours populiste, à obtenir l'adhésion des foules.

L'Algérie n'a pas échappé à ce mouvement. D'autant que Boumediene pouvait exploiter sa nouvelle notoriété à l'extérieur pour réprimer ses opposants à l'intérieur, des opposants qu'il pouvait accuser d'être au service de l'impérialisme ou de la réaction. Des décennies plus tard, on se rend compte à quel point ces accusations sont futiles et absurdes. Elles ont pourtant provoqué de terribles dégâts dans le pays, et de nombreux Algériens, des hommes libres, de grande valeur, en ont payé le prix.

Boumediene avait alors totalement verrouillé le jeu politique. L'opposition avait été laminée. La sécurité militaire veillait au grain. Toute contestation était réduite de manière impitoyable. Dès lors, la seule contestation d'envergure ne pouvait venir que de l'intérieur du pouvoir, des proches de Boumediene.

Tahar Z'Biri était chef d'état-major de l'armée sous Houari Boumediene. A ce titre, il était donc l'un de ses proches, et un de ses hom-

mes de confiance. C'est pourtant lui qui a lancé la tentative de coup d'état la plus osée contre Boumediene, le 11 décembre 1967, révélant toutes les contradictions du pouvoir de cette époque.

Boumediene cumulait alors les postes de président de la république, président du conseil des ministres, président du conseil de la révolution et ministre de la défense. Il était à la tête d'une pyramide dont la base était très hétérogène. Celle-ci comprenait des moudjahidine, des hommes de valeur, qui avaient fait preuve d'un sens du sacrifice très poussé en restant fidèles aux idéaux du 1er novembre, cohabitant avec toutes sortes d'opportunistes, d'officiers de l'armée française, de ralliés de la dernière heure et de serviteurs zélés au service des puissants du moment.

Cette confusion a provoqué des dégâts irréparables. L'armée avait perdu sa vitalité. Elle avait peu à peu perdu cette force qu'elle avait hérité de la guerre de libération, du fait de son lien constant avec le peuple, pour se transformer en une force dont la tâche principale est de prendre ou de conserver le pouvoir. Les officiers les plus attachés à une armée au service du peuple et non au service du pouvoir ont été progressivement écartés ou éliminés, pour être remplacés par les clients de Boumediene dont la plupart venaient de l'armée française.

Le parti était de son côté devenu un simple appareil bureaucratique, sans aucun pouvoir. Vidé de ses cadres, sans moyens, placé sous surveillance étroite de l'administration et des services de sécurité, il a été isolé de la population, qui a fini par s'en méfier.

Trahisons

C'est dans ce contexte que Tahar Z'Biri a tenté de renverser Boumediene. Je n'ai ni participé, ni été mis au courant de cette opération. J'allais pourtant y être mêlé de près, à mon insu. Pour moi, tout a commencé par un appel téléphonique, à une heure avancée de la nuit, en ce 11 décembre 1967. J'avais passé une soirée tranquille, et me préparais à dormir, quand le téléphone a sonné. Je n'étais guère habitué à des appels aussi tardifs. Je pris le combiné.

Mon interlocuteur parlait d'une voix claire, puissante. Il était apparemment en pleine forme. Aucune trace de fatigue ne perçait dans ses propos.

- Je t'appelle du siège du parti, à Blida, dit-il. Je suis avec des compagnons qui souhaitent te rencontrer de toute urgence, pour une affaire de la plus haute importance.

Sans me laisser le temps de répondre, il a raccroché. J'étais intrigué. Et gêné aussi, par une question toute simple : je n'avais pas de voiture pour me rendre à Blida. Ma femme se rendait compte de mon anxiété. Elle était inquiète. Elle pensait que ce coup de téléphone apportait des mauvaises nouvelles concernant peut-être un parent ou un proche. Elle ne put se retenir, et me demanda de quoi il s'agissait.

- Un évènement grave a est survenu à toute l'Algérie, pas seulement à un parent, dis-je sans trop y réfléchir.

Je ne sais si ma réponse l'avait satisfaite. Je sortis aussitôt, à la recherche d'un véhicule pour me rendre à Blida. Mais peine étais-je sorti que je me rendais compte que les rues étaient désertes.

Je me rendis chez un voisin, qui avait une voiture. Sans même lui expliquer de quoi il s'agissait, je lui demandai de m'emmener à Blida. Il répondit à ma requête sans poser de questions. Je ne sais même pas si je lui ai adressé la parole pendant le trajet, tant j'étais préoccupé par cet appel me demandant simplement de me rendre à Blida.

J'arrivai au siège de la mouhafadha du FLN à Blida aux premières lueurs du jour. J'y trouvai un groupe important, des civils et des militaires. J'en connaissais quelques uns. Avant que j'aie pu poser la moindre question, Youcef Benkherouf, alors responsable de la mouhafadha de Blida, me prit par le bras pour m'emmener à l'écart. Je lui demandai les raisons de ce rassemblement où se mélangeaient militaires et civils.

Il me répondit rapidement :

- Pas besoin de détails pour le moment. Un bataillon de chars fait mouvement en ce moment d'El-Asnam (Chlef) vers nous. Un soulèvement militaire a eu lieu.

- Pourquoi m'avez-vous appelé ? Quel rôle suis sensé avoir dans ce soulèvement ? Et puis, qui organise ce soulèvement ? Quels en sont les objectifs ? Y a-t-il une organisation sérieuse ?

Un des compagnons de Benkherouf, qui s'était joint à nous, m'a coupé :

- On n'a pas suffisamment de temps pour tout expliquer. Ceux que tu vis ici sont au courant. Ils sont partie prenante. Tu auras tous les détails plus tard.

Aussitôt, il a entraîné Benkherouf avec lui, et ils sont sortis. Je me trouvais de nouveau seul. Les questions se bousculaient dans ma tête. Qui menait le soulèvement ? Avec quels moyens ? Pour quels objectifs ? Avait-il une chance de réussir ? Mais, surtout, quelles en seraient les conséquences pour le pays ?

J'entrai dans une grande salle de réunion, où beaucoup de gens se bousculaient. Des militaires, des civils, et d'autres, en pyjama, maladroitement dissimulé par un manteau militaire, négligemment jeté sur leurs épaules. J'étais choqué par tant de négligences, de manque de rigueur. Tenter un coup d'état en pyjama équivaut à affronter un char avec un jouet en bis. J'étais tenté de leur dire ces simples vérités.

Je gardai cependant le silence, car j'avais reconnu quelques personnes que je connaissais : Si Hassan, Omar Ramdane, mon ami Mohamed Bousmaha, Salah Boubnider (Saout El-Arab), Hamid Allouache. Finalement, j'ai été mis au courant des détails de l'opération. Z'Biri menait un coup d'état contre le pouvoir de Boumediene et les officiers de l'armée française qui constituaient son équipe. Z'Biri lui-même était en route vers la mouhafadha de Blida pour nous réunir. Il pouvait compter sur trois bataillons. L'un, commandé par Ammar Mellah, venait de Médéa, le second, dirigé par Abdessalam, venait de Miliana, et le troisième, dirigé par un proche de Z'Biri, Layachi Houasnia, faisait mouvement à partir d'El-Asnam. Tous trois devaient converger vers Alger.

J'étais, à priori, favorable à une action pouvant remettre la révolution sur sa trajectoire naturelle. Mais j'appréhendais les conséquences de cette opération qui me paraissait bâclée. J'imaginai ces chars, faisant mouvement dans un vacarme assourdissant, devant des citoyens étonnés, ne sachant ce qui se passait, pendant que Boumediene et ses hommes préparaient une riposte impitoyable. Ceux qui avaient planifié l'opération avaient-ils tenu compte du temps qu'il faut à un char pour parcourir la distance d'El-Asnam à Alger ? Avaient-ils prévu des points de ravitaillement ? Etaient-ils en mesure de savoir combien de temps il fau-

drait à Boumediene pour apprendre le départ des unités, de se préparer à l'affronter, et quels moyens il mettrait en œuvre ?

J'avais de sérieux doutes, mais je gardai cependant ces réflexions pour moi-même. J'attendais simplement la suite des événements. Au petit matin, je fus invité à prendre place à bord d'une voiture qui faisait partie d'un long cortège se dirigeant vers Alger. Arrivés près de Oued El Alleug, les voitures prirent un sentier, pour s'arrêter devant une ferme, au cœur de la Mitidja. Tout le monde descendit.

Je me mis de nouveau à l'écart, avec ces questions qui me taraudaient toujours : cette opération mettrait-elle fin au pouvoir de Boumediene, qui aurait ainsi duré deux ans et demi, comme celui de son prédécesseur ? Aboutirait-elle à un assainissement de l'armée ? Pourrait-elle instaurer un régime démocratique en Algérie ? Quelle était la position des autres officiers supérieurs ? Avaient-ils décidé de soutenir Z'Biri ? Et les membres du conseil de la révolution ?

Nous étions dans une ferme, une de ces exploitations autogérées qui faisaient la fierté de la Mitidja. Mais nous étions totalement coupés du monde extérieur. Personne n'était en mesure de nous informer de ce qui se passait dans le pays. Aucune nouvelle ne nous parvenait de ces bataillons sensés faire mouvement sur Alger. Je voyais ces hommes, menant leur coup d'état en pyjama, attendant Z'Biri pour leur donner des ordres. De quelque manière que je prenais la situation, j'étais contraint d'admettre l'évidence : ces hommes couraient à la débâcle.

A ce moment surgirent deux hommes, exténués à force d'avoir couru. Ils avaient été envoyés pour suivre le mouvement des unités rebelles. Ils apportaient une nouvelle dramatique : les bataillons de Z'Biri n'avaient pu dépassé El-Affroun. Les forces restées loyales à Boumediene les avaient anéantis. L'aviation, la gendarmerie et le gros de l'armée étaient restés fidèles à Boumediene.

La nouvelle eut l'effet de la foudre. Certains se sont jetés contre le mur, d'autres sont carrément tombés par terre. C'était la panique. Chacun pensait à sa propre survie, à son propre salut. Le sauve qui peut primaire. Cruel. Pathétique.

- Je n'ai rien à voir avec ce qui s'est passé à El-Affroun, dit l'un d'eux. Je n'ai pas été consulté pour le déclenchement de cette opération.

- C'est la fin, dit un second. Bloqués à El-Affroun, cela signifie la défaite. Et notre fin !

- Non, ce n'est pas la fin, renchérit un troisième. C'est ta fin à toi. Je n'ai rien à voir dans ce qui se passe. Toute la responsabilité incombe à celui qui a organisé la rébellion. Je suis en civil, ce qui atteste clairement que je n'ai rien à voir avec vous. Personne ne m'a consulté, et je n'ai participé à aucune concertation !

C'était l'hystérie. Sans même s'assurer de ce qui s'était réellement passé, tout le monde acceptait la défaite, se laisser aller à une surenchère pitoyable. La courage affichée auparavant laissait place en une peur panique, l'amitié et la solidarité laissaient place à la trahison et un égoïsme pitoyable.

- Je propose qu'on rentre chez nous, ou qu'on se cache dans des endroits sûrs, en attendant que la situation soit plus claire, proposa quelqu'un.

Ses paroles furent accueillies comme une délivrance. Chacun se ruait vers sa voiture, pour s'enfuir. Ils ne prenaient même pas la peine de se saluer. Ils avaient perdu toute dignité. Je ne pus me retenir :

- Attendez un moment, dis-je. Qu'on sache au moins pourquoi vous vous êtes rebellés, et pourquoi vous avez donné votre accord à cette action ! Vous ne savez même pas si la rébellion a définitivement échoué !

Tout en se dirigeant vers la sortie, Hamid Allouache répondit :

- Nous avons été appelés exactement comme toi, sans même savoir de quoi il était question. Je ne savais même pas pourquoi j'étais venu.

- Je ne pense que tu ignorais la raison de ta présence, répondis-je. Ta fuite, maintenant, est une trahison, et un acte d'une grande bassesse.

Je me tournai vers les autres :

- Vous devez au moins attendre l'arrivée de Z'biri il vous a fait confiance. Soyez dignes de cette confiance.

Mais mes paroles n'eurent aucun écho. Ces hommes avaient peur. Incapables d'assumer leurs actes, ils s'enfuyaient, dans une débandade indescriptible. L'un d'eux, Hamid Allouache, se rendit dans une pièce contiguë, pour appeler au téléphone Salah " Vespa ", célèbre commissaire de police, un des bras droits du patron de la sûreté nationale de l'é-

poque Ahmed Draïa. Il lui fit une description détaillée des événements, passant tout en détail, citant les noms, les paroles, les comportements et l'ambiance qui avait régné parmi les partisans de Z'Biri. Il avait le numéro de téléphone personnel de Salah " Vespa ", à qui il communiquait toutes les informations sur les initiatives des amis de Z'Biri.

Son forfait accompli, il revint, comme si de rien n'était. Mais il était visiblement sur les nerfs. J'avais remarqué son manège. J'avais instinctivement deviné sa mission. Je m'adressai à lui, à haute voix, de manière à être entendu par ceux qui étaient encore présents :

- Chacun d'entre nous doit assumer ses responsabilités, maintenant que les autorités sont au courant de tout, nos noms, l'endroit où nous sommes, et notre participation au coup d'état. Nous n'avons plus de secret à cacher aux forces de sécurité, n'est-ce pas, mon frère ?

Je voulais, par ces propos, signifier à cet homme qu'il était impliqué, comme les autres, dans la tentative de coup d'état. Sa trahison ne le blanchissait pas totalement. Mais ses autres compagnons ne prêtaient plus attention à ce qu'on disait. Ils étaient abattus. Seule la fuite les intéressait. Certains n'hésitaient pas à proférer des insultes et des accusations odieuses contre Z'Biri. C'était plus que je ne pouvais supporter.

- Je refuse de fuir. Je reste jusqu'à ce que Z'Biri arrive. Votre attitude est indigne. Vous n'avez pas le droit de proférer des accusations pareilles contre lui après l'avoir considéré comme El-Mehdi El Mountadhar (le messie). Comment osez-vous le transformer en criminel après l'avoir porté aux nues ? Quelle que soit votre attitude, j'attendrai Z'Biri. Même si je reste seul à l'attendre !

Je restai effectivement seul à l'attendre. Au bout de quelques minutes, il n'y avait plus personne. J'étais toujours dans cette ferme, au milieu des arbres. Le bruit de camions et d'ambulances, les navettes de voitures de police, au loin, tranchait avec le magnifique paysage des plantations de la Mitidja. Les orangers, chargés de fruits mûrs, leur donnaient une couleur particulière, atténuant le froid de décembre.

Une voiture s'approcha de la ferme. Youcef Benkherouf, accompagné d'un de ses adjoints, en descendit. Il balaya du regard cette espèce de clairière devant la ferme où il pensait trouver les partisans de Z'Biri. Il comprit. Il dit, d'une voix déçue :

- Si Tahar se trouve, avec son chauffeur, dans la région de Chréa, dit-il.

Nous partîmes aussitôt, en direction de Chréa. La circulation, dominée par des véhicules militaires, révélait une tension extrême dans la région. Les traces des combats étaient visibles. Des dizaines de véhicules blindés sillonnaient les routes. La ronde des ambulances se poursuivait. Des barrages de contrôle barraient toutes les routes.

Nous avons cependant réussi à atteindre sans encombre le refuge de Z'Biri. Il était en compagnie de son chauffeur, Belkacem. Il s'était réfugié chez un moudjahid, fils de chahid, Djamel Mokhbat. Je lui tendis la main. C'était la première fois. Je ne l'avais pas bien connu auparavant. Je le regardai. Son visage reflétait la sincérité.

Je suis entré directement dans le vif du sujet, en lui demandant quels étaient les objectifs de cette opération, et les raisons de son échec. Avant de répondre, il m'a posé, à son tour, une question sur ces responsables, civils et militaires, avec qui j'avais passé une partie de la matinée.

- Ils sont tous partis, répondis-je simplement. Ils sont rentrés chez eux.

Il était surpris. D'un ton éprouvé, il posa plusieurs questions, comme s'il parlait pour lui-même :

- Partis ! Pourquoi sont-ils partis ? Pourquoi se sont-ils dispersés ? Pourquoi n'ont-ils pas attendu mes ordres ? Et où sont-ils allés ?

Il me faisait pitié. Je mesurais ce que la trahison avait fait de cet homme. Je lui racontai brièvement ce qui s'était passé, la fuite de ses compagnons. Il ne devait plus penser qu'à son propre salut.

- Tu es dans une situation difficile. Tu es seul, face au pouvoir. Tu n'as ni amis, ni partisans.

D'une main tremblante, il essuya la sueur qui inondait son front, malgré le froid. Il se rendait compte de la gravité de la situation. Curieusement, ceci l'apaisait. Le baroudeur reprenait le dessus.

- Il faut que je passe ce qui s'est passé à El-Affroun, dit-il. Je ne peux rien faire avant de savoir ce qui s'est passé.

- Laisse tomber, répondis-je. Occupe-toi de ce qui est plus important, maintenant.

J'étais d'abord préoccupé par les conséquences terribles de cette opération, mal préparée, sans objectif précis. Une action impulsive, menée sur un coup de tête par des amateurs. Elle avait déjà fait trop de victimes, pour rien. Je ne pouvais m'empêcher d'en faire la remarque à Z'Biri.

- Je ne peux soutenir cette action, ni dans la forme, ni dans le fond, lui dis-je. Non pas que je soutienne ce pouvoir, et tu le sais. Mais c'était une aventure hasardeuse qui a fait des morts inutiles. Je ne peux en aucune manière cautionner une quelconque opération qui fait couler le sang des Algériens.

Mais c'était là une simple mise au point, sans conséquence. Z'Biri le savait. Le plus urgent était de s'informer, de le protéger, en attendant de trouver une issue. Pour le moment, il était en sécurité. Mais les prochains jours risquent d'être difficiles.

Je me dirigeai de nouveau vers El-Affroun, en compagnie de Hamoud Bey, un des homes de Z'Biri. Nous étions tous deux en civil. Nous avons pu effectuer le trajet sans encombre.

Mais aussitôt à El-Affroun, nous avons été frappés par l'ampleur des destructions. De habitations avaient été détruites, des véhicules, brûlés, jonchaient les routes. Des débris de toutes sortes, résultat des bombardements de l'aviation, donnaient à la ville un aspect sinistre. Et, par-dessus, de nombreux cadavres étaient encore là, jetés pêle-mêle, au bord de la route, parmi les décombres ou aux abords des maisons détruites.

Des unités de l'armée et de la gendarmerie occupaient les lieux, dans un climat de tension extrême. A l'entrée de la ville, la route avait été barrée par un amoncellement de véhicules et de barricades de toutes sortes, pour couper la route aux chars de Z'Biri. Des deux côtés de la route, des unités loyalistes avaient été déployées.

Il n'y avait guère besoin de se poser de question. La bataille était finie. Z'Biri l'avait perdue. Ses chars avaient été bloqués au pont de Oued Bouroumi, à la sortie d'El-Affroun. Ironie de l'histoire, les premiers chars de la colonne sur laquelle comptait Z'Biri avaient causé sa perte. Arrivés aux abords du pont, peut-être impressionnés par le déploiement des forces de Boumediene, peut-être ayant simplement pris peur, les éléments de tête avaient abandonné leurs engins pour s'enfuir. Ces chars avaient alors

constitué un obstacle qui a bloqué tout le reste de la colonne. C'est alors que les forces de Boumediene, appuyées par l'aviation, se sont déchaînées contre les " rebelles ", offrant un spectacle effroyable.

Des corps gisaient aux abords de la route, sur le pont, à côté des chars. Des hommes, très jeunes, certains à peine sortis de l'enfance, sans connaissance des armes ni du combat, ramenés des écoles de sous-officiers et de l'école des cadets, avaient été sacrifiés. Ils avaient servi de chair à canon, pour être massacrés sans pitié dans une bataille qui ne les regardait pas.

Le chef des forces loyalistes était le commandant Zerguini. Celles de Z'Biri étaient dirigées par Ammar Mellah et Layachi Houasnia. Zerguini avait choisi de bloquer les forces de Z'Biri au pont de Oued Bouroumi, sur la seule route menant vers Alger. Il avait établi des barricades, et déployé d'imposantes forces pour stopper les chars de Z'Biri. Au petit matin, les belligérants se sont retrouvés face à face, séparés par un pont. Des moudjahidine, des anciens compagnons d'armes, allaient s'affronter pour le pouvoir.

Le combat a été engagé, mais la première attaque n'a pas duré longtemps. Elle n'a pas débouché sur une victoire significative d'une partie ou de l'autre. Mais peu après, est intervenue l'aviation, restée fidèle à Boumediene. En fait, il a suffi de deux avions militaires pour faire basculer la victoire en faveur des forces loyalistes. Les deux appareils ont bombardé la zone de combats, sans faire de distinction entre unités alliées et ennemies. Cet fut un carnage, qui explique le nombre élevé de victimes. Zoubir Benounnès, commissaire d'El-Affroun, a été tué dans les bombardements, menés sans distinction entre alliés et ennemis.

Boumediene voulait visiblement faire une démonstration. Il avait mis en place un énorme dispositif militaire, qui aurait largement suffi à contrer Z'Biri sans faire intervenir l'aviation. Mais il ne voulait pas seulement contrer la tentative de coup d'état, qui était en fait une opération bâclée et mal préparée. Il voulait surtout faire un exemple, pour signifier à tous ses opposants sa détermination à les écraser impitoyablement. Il adressait un message à tous ceux qui étaient susceptibles de le contester, et signifiait à l'opinion algérienne qu'il ne tolérait aucune forme de contestation.

Les hommes de Z'Biri se sont alors dispersés dans les bois et les plantations de la cette partie ouest de la Mitidja. Ils ont longtemps attendu l'aide promise par Saïd Abid, alors chef de la première région militaire, dont le siège et à Blida, et dont dépendait les bataillons rebelles. Saïd Abid avait promis son aide à Z'Biri. Il n'a pas tenue sa promesse, laissant les forces de Z'Biri faire face au déluge.

Saïd Abid a même tenté une habile manœuvre, dans laquelle Boumediene ne s'est toutefois pas laissé prendre. Il a appelé Boumediene pour lui proposer une médiation avec Z'Biri. Mais Boumediene avait compris le manège. Il lui répondit de manière cinglante :

- C'est trop tard. Il n'y a plus place pour les tergiversations après le lancement de la rébellion. Tu auras du savoir ce qui se tramait sur un terrain placé sous ton autorité. Maintenant que le coup est parti, et que la tentative a échoué, je ne veux plus que tu prennes contact avec moi une seconde fois.

Saïd Abid n'a pas supporté ce qu'il venait d'entendre de Boumediene. Il ne voulait pas être accusé pour sa participation dans la tentative de coup d'état, ni supporter les reproches de ses amis, qui ne manqueraient pas de lui rappeler qu'il n'avait pas tenu ses promesses. Il a choisi de se donner la mort. Il a estimé que c'était, pour lui, la seule issue possible.

Les forces loyalistes ont assuré leur mainmise sur le terrain. Les hommes de Z'Biri, restés sans ordre, tentaient de survivre. Dispersés dans les environs d'El-Affroun, ils ne pouvaient même pas utiliser leurs chars, en panne d'essence. Les unités de gendarmerie et de différents services de sécurité se déployaient à leur recherche, cherchant d'abord à arrêter Z'Biri.

A la nuit tombée, toute la région était sous le chaos. J'envoyai deux hommes chercher Z'Biri. Celui-ci réussit, à la faveur de la nuit, à se rendre dans la zone de combats, malgré les patrouilles incessantes des gendarmes et des parachutistes. Sa présence a quelque peu remonté le moral de ses hommes. Ils avaient de nouveau envie de se battre. Profitant de l'obscurité, ils réussirent à tendre une embuscade audacieuse à un convoi de forces loyalistes, dont ils s'emparèrent facilement. Ils reprenaient l'initiative. Mais pour combien de temps encore ?

Tirant profit de ce moment d'embellie, nous nous sommes rendus à El-Affroun, pour nous approvisionner en carburant. Des dizaines de fûts ont été ainsi remplis d'essence, pour être transportés vers El-Affroun. Les chars pouvaient de nouveau être opérationnels.

Z'Biri dirigeait lui-même les opérations. Il a ordonné à ses hommes de ne pas marcher sur Alger, mais de se replier. Il craignait une nouvelle intervention de l'aviation, qui ne manquerait pas de décimer ses unités. Il voulait préserver ces troupes, en attendant que ses partisans se manifestent. Car beaucoup d'officiers supérieurs lui avaient promis de le soutenir. Il comptait notamment sur l'aide de Mohamed Salah Yahiaoui, alors chef de la troisième région militaire. Après la défection de Saïd Abid, le soutien de Yahiaoui pouvait être déterminant, car il pouvait à son tour entraîner d'autres.

Commença alors une longue nuit d'attente. Je m'allongeai par terre, sur un sol humide. Je sentis le froid glacial de cette nuit de décembre. Au loin, les lumières de Hammam Righa brillaient. En contrebas, on pouvait aussi voir la lumière de rares véhicules empruntant la route par laquelle étaient arrivés les chars de Z'Biri.

A l'aube du second jour, il fallait se rendre à l'évidence. Personne ne viendrait au secours de Z'Biri. La plupart de ceux qui l'avaient encouragé à se rebeller, sentant le vent tourner, se ralliaient à Boumediene. Z'Biri était abattu.

- Personne ne m'a soutenu, malgré toutes les promesses, me dit-il. Que faire maintenant de ces hommes qui m'ont accompagné, et qui se retrouvent pourchassés dans les montagnes ?

Il était épuisé par la fatigue, le manque de sommeil et la déception. J'eus de nouveau pitié de lui :

- Je t'avais prévenu. Ta confiance était mal placée, et ton opération bâclée. Mais du moment que tu as trouvé refuge chez moi, je peux te promettre que je ne te laisserai pas tomber, jusqu'à ce que tu sois en sécurité.

Il gardait le silence, se contentant de fixer ses yeux au loin, à l'horizon. Comme s'il voulait éviter de regarder ces chars pataugeant dans la boue, avec leurs canons, devenus inutiles, pointés vers la montagne ; ces hommes qui l'avaient suivi, par conviction ou simplement en obéissant aux

ordres, et qui se retrouvaient pris au piège, pourchassés, menacés de mort. Et, au-delà, ces morts, et ce pays déchiré, livré à des aventuriers sans scrupules, n'hésitant pas à sacrifier des adolescents pour se maintenir au pouvoir.

Moi aussi, je restais silencieux. Certes, des dizaines de questions se bouscullaient dans ma tête. Comment Z'Biri avait-il eu l'idée de prendre Alger en utilisant des unités se trouvant à 200 kilomètres de la capitale, alors qu'il avait des unités sur place ? Comment avait-il commis des négligences aussi graves comme le fait de ne pas prévoir l'approvisionnement en carburant ? Et puis, que voulait-il réellement en lançant sa tentative de coup d'état ? Avait-il de vrais objectifs politiques, et quels étaient-ils, ou bien était-il, lui aussi, poussé par de simples ambitions de pouvoir ? Et aussi : qui lui avait promis de l'aide ? Sur quelles forces comptait-il ? Mais je m'abstins de lui poser la moindre question. Que pouvait-on dire à un chef militaire au milieu de la débâcle, contraint de subir la défaite, d'assister à la détresse des hommes qui l'ont suivi, et d'admettre la trahison de ceux à qui il avait fait confiance ?

Mais il était dit que Z'Biri était condamné à subir d'autres épreuves encore. Il espérait toujours le soutien de Yahiaoui. Et, qui sait, d'autres responsables pouvaient encore se rallier à son opération.

Au petit matin, nous nous sommes regroupés pour écouter les informations. Elles étaient sans illusion. L'opération menée par Z'Biri avait échoué. Les forces loyalistes contrôlaient la situation. Houari Boumediene, président du conseil de la révolution et chef des armées, fit un discours à la Nation.

Puis vint le tour de Yahiaoui. Sa déclaration était la plus attendue. Le choc fut terrible. Z'Biri était littéralement anéanti. Yahiaoui était plus violent envers lui que Boumediene, qui avait évité d'utiliser certains termes prononcés par Yahiaoui. " L'ami " et " l'allié " Yahiaoui ne se contentait pas de trahir. Il faisait de la surenchère.

Z'Biri perdait toutes ses illusions. C'était fini. Il avait perdu la bataille, ses rêves, ses amis. Il était désormais seul. Il serait impitoyablement pourchassé par les hommes de Boumediene, qui utiliseraient désormais tous les moyens pour l'avoir, mort ou vif. Il n'avait établi aucun plan de retrai-

te, n'avait rien prévu au cas où la situation tournerait en sa défaveur, ce qui, à mes yeux, confirmait l'absence totale de rigueur dans sa démarche.

Il était désespéré. Sa survie devenait une priorité. Je lui proposai de rester sur place, jusqu'à la tombée de la nuit. Nous pourrions alors nous rendre dans un autre endroit sûr. Il était inutile de tenter de se déplacer en plein jour, alors que des opérations de ratissage étaient menées un peu partout à sa recherche.

Quand l'obscurité envahit la région, nous nous sommes mis en route. Nous étions quatre. Deux fidèles de Z'Biri nous accompagnaient. D'étranges souvenirs me revenaient. Il me semblait que la vie était un éternel recommencement. Combien de fois, combien d'années, j'avais ainsi circulé la nuit à travers les montagnes ! Je retrouvais naturellement des réflexes que je pensais avoir perdus depuis l'indépendance. Gravier la pente, escalader des roches, deviner la piste, marcher la nuit, se diriger à l'instinct, ne pas faire de bruit, tout me revenait naturellement. J'avais alors 34 ans, et la guerre était finie depuis cinq ans.

Nous avons atteint un petit hameau, avec des maisons pauvres, des murs en terre, le toit recouvert d'un mélange de boue et de chaume. Des habitations construites à flanc de montagne, à peine visibles. Un homme âgé nous accueillit. Un simple regard dans la mesure révélait le dénuement dans il vivait. A voix haute, il dit à sa femme de nous préparer ce qu'elle avait de mieux comme plat. On était alors en plein Ramadan. Peu après, elle nous offrait une soupe de lentilles et un peu de pain d'orge.

Je me tournai vers Z'Biri :

- Tu vois ce que mangent les gens du peuple en plein Ramadhan ? C'est ce qu'ils ont de mieux. Ils ont tout donné à la révolution, et voilà comment ils sont récompensés!

Il s'arrêta de manger. Il pleurait. Lui qui, il y a deux jours à peine, était le puissant chef d'état-major de l'armée, était l'invité d'hommes humbles, pauvres, dont le pouvoir avait presque oublié l'existence. Il retrouvait cette Algérie des campagnes, misérable mais fière, vivant dans le plus grand dénuement mais n'oubliant jamais l'hospitalité. Il allait de nouveau vivre parmi ces gens de longues semaines.

Dès lors, notre vie avait basculé. Nous vivions la nuit, nous déplaçant de montagne en montagne, reprenant ces pistes qui m'avaient été si familières. De Hammah Righa, nous avons pris vers le sud-ouest, en direction de Djebel Ellouh, pour repartir ensuite à l'est, vers Médéa. Les caches étaient nombreuses, disponibles, les hommes de confiance nombreux. Ils ne connaissaient pas Z'Biri, mais nous recevaient correctement, selon les règles ancestrales de l'hospitalité. Il s'agissait en majorité de moudjahidine que j'avais côtoyés pendant la guerre de libération. Ils étaient restés dans leurs villages, ou à la campagne, ce qui les épargnés des tentations du pouvoir et de toutes les formes de corruption qui s'y rattachent. Dans la douleur, Z'Biri redécouvrait la solidarité, l'amitié et la confiance.

Sauver Z'Biri

De puissant chef d'état-major de l'armée, Tahar Z'Biri n'était plus qu'un fugitif, fuyant à travers les montagnes, se déplaçant de cache en cache chez les rares personnes qui acceptaient encore de l'héberger. Le destin m'a encore une fois placé sur son chemin. Ce moudjahid avait accompagné Boumediene, avant de se rebeller, et de tout perdre. Ses amis le reniaient, ses compagnons se détournaient en entendant son nom. C'était un homme seul, un proscrit. Il était venu trouver refuge dans cette région qui m'était si chère, pour demander de l'aide. Il ne l'a pas trouvée chez ses amis, ses compagnons, ceux qu'il considérait comme ses partisans.

J'ai effectué de longs périple en sa compagnie à travers les montagnes que je sillonnais déjà pendant la guerre de libération. Ce furent des moments difficiles, pénibles, mais émouvants. Ils incitent à la réflexion et aux confidences. Nous avons eu de longues discussions.

- Pourquoi tu ne t'es pas plus tôt révolté contre Boumediene ? lui demandai-je un jour, alors que nous nous trouvions en pleine montagne. Tu étais l'un des plus chauds partisans du coup d'état du 19 juin 1965. Pourtant, tu savais que Ben Bella avait donné son accord pour te nommer au poste de chef d'état-major, un poste qui t'aurait permis de changer le rapport de forces au sein de l'armée et de contribuer à l'assainir.

Il était nerveux.

- Je reconnais que j'étais l'un de ceux qui souhaitaient la destitution de Ben Bella, après avoir été l'un de ses partisans, répondit-il sur un ton gêné. J'ai soutenu le coup d'état de Boumediene sans en calculer les conséquences.

Il m'a ensuite expliqué ce son différend avec Ben Bella.

- J'ai commencé à en vouloir à Ben Bella depuis qu'il m'a manqué de respect, dit-il. C'était au cours d'une cérémonie officielle à Moscou. Nous étions invités aux cérémonies marquant l'anniversaire de la révolution d'octobre en Union Soviétique. J'ai suggéré à Ben Bella de promouvoir un des officiers de l'ANP au grade de maréchal, un grade symbolique qui lui donnerait un prestige suffisant pour recevoir dignement les délégations étrangères qui venaient en Algérie. J'avançai le nom de Mohand Oulhadj, qui était le plus âgé d'entre nous.

" Ben Bella m'a répondu ironiquement. L'ère du couteau est finie, m'a-t-il dit-il. Je ne pus alors me contenir. Je répliquai sèchement : S'il n'y avait eu le couteau, tu ne serais pas président de la république, et tu n'aurais jamais pu accéder à la Place Rouge.

" J'ai aussitôt quitté la cérémonie, pour regagner l'hôtel, avec l'idée de rentrer à Alger par le premier avion, avant la fin de la visite.

Mohamed Harbi m'a suivi dans ma chambre, à l'hôtel. Il s'est assis au bord du lit, et m'a dit, en souriant :

- Il ne faut pas prendre ces choses là au sérieux. Le président voulait te taquiner. N'oublie pas qu'il te voue un respect sans égal. Et puis, pourquoi te mettre en colère alors que ta réplique a été encore plus dure que sa réponse?

" Harbi m'a alors convaincu. La visite s'est poursuivie sans autre incident. Nous sommes rentrés à Alger. Mais au cours de ma première réunion avec Boumediene, celui-ci m'a dit, de but en blanc :

- " Ne t'ai-je pas dit que Ben Bella nous égorgerait tous l'un après l'autre?

" Je compris que Boumediene était au courant de l'incident de Moscou. Un de ses fidèles le lui a rapporté. Il m'a relancé, ravivant ma colère contre Ben Bella. Cet incident constituait en fait le point de départ

du changement de mon attitude envers Ben Bella, qui devait aboutir à mon soutien au coup d'état du 19 juin ".

C'est l'histoire de Z'Biri avec Ben Bella. Un incident mineur, qui aurait pu rester sans suite. Il a été exploité par Boumediene, qui a progressivement monté le chef d'état-major contre le chef de l'état, pour préparer sa prise du pouvoir, avant que Z'Biri ne se rebelle à son tour contre Boumediene, pour échouer finalement dans sa tentative de coup d'état. S'il n'y avait eu toutes ces victimes, et si Z'Biri n'était à son tour menacé de mort, la situation aurait prêté à sourire. J'avais tout le temps, durant ces journées de fuite éperdue, pour réfléchir à ces petits riens, ces incidents mineurs qui décident finalement du destin d'un homme.

Mais en cette journée où je me trouvais avec Z'Biri en pleine forêt, fuyant les unités de l'armée et de la gendarmerie qui recherchaient l'auteur de la tentative de coup d'état de décembre 1967, Ben Bella avait été destitué depuis plus de deux ans. J'évitai délibérément de demander à Z'Biri des informations sur les membres du conseil de la révolution qui avaient promis de le soutenir. La situation était suffisamment pénible pour éviter de remuer le couteau dans plaie. Il était encore plus difficile de parler de ses partisans qui avaient été arrêtés. Ils se trouvaient tous au siège de la daïra de Aïn-Defla, enchaînés comme des bêtes sauvages, attendant leur destin. Seul Z'Biri était encore en fuite.

Les services de sécurité ont eu recours à tous les moyens de torture pour faire parler les partisans de Z'Biri qui avaient été arrêtés. Ils voulaient repérer le chef de l'opération, connaître les itinéraires probables qu'il serait amené à emprunter dans sa fuite, ainsi que les pistes susceptibles de le mener vers l'étranger. Les recherches se poursuivaient sans relâche, nuit et jour, dans les zones où nous nous trouvions. Mais elles restaient infructueuses.

Cet échec a amené les services de sécurité à utiliser d'autres méthodes. Ils firent appel à un moudjahid à qui me liait une profonde amitié, Benmira Madjen, surnommé Benmira el-djadarmi (le gendarme). C'était un officier de la Wilaya IV, un valeureux combattant, originaire de Djelida, près de Aïn-Defla, établi ensuite à Khemis-Miliana. Lui aussi était un rebelle, dans son genre. Il avait participé à la création du FFS, et avait

pris le maquis deux fois après l'indépendance, avant de passer de longues années en prison. Cette fois-ci, il avait reçu carte blanche pour me contacter. Un laissez passer lui a été remis pour lui faciliter les déplacements. Il était chargé de me transmettre un message personnel de Boumediene.

Benmira connaissait les réseaux, les gens, les pistes et les refuges où j'étais susceptible de passer. Ayant fait les mêmes maquis de l'ALN, je suppose qu'il avait acquis la même manière de raisonner que moi. Après une longue période de prospection, il a retrouvé ma trace, et réussit à me contacter. Mais il est resté fidèle à lui-même, à son honneur de moudjahid. Il n'a pas monnayé cette information. Il ne l'a même pas transmise à ceux qui nous traquaient. Il m'a simplement fait savoir qu'il souhaitait me rencontrer, pour me transmettre un message.

De mon côté, je restais méfiant. Je n'ai pas permis à Benmira de me rencontrer avant de m'assurer de ses intentions. Quand j'ai estimé avoir suffisamment de garanties, j'ai demandé à des amis de l'amener. Je me trouvais alors avec Z'Biri à Ouled Brahim, au sud-ouest de Médéa. Je reçus le message, que je lus à Z'Biri. Je le relus une seconde fois : on nous demandait de nous rendre. En contrepartie, nous ne serions pas poursuivis. La crise était finie. Le coup d'état de Z'Biri avait échoué, ses partisans arrêtés ou éliminés. Il n'y avait plus de risque. Il était donc inutile de relancer la crise par une nouvelle affaire qui risquait de déstabiliser le pays.

Je devais me concerter avec Z'Biri. Il fallait discuter cette proposition. Nous nous sommes isolés. J'ai donné mon point de vue à Z'Biri :

- Le but de ce pouvoir n'est pas de mettre fin à l'effusion de sang. Ils veulent seulement gagner du temps pour savoir si ce mouvement a des partisans autres que ceux qui ont été arrêtés.

L'émissaire attendait une réponse. On ne pouvait la lui donner. Nous manquions d'informations. De plus, c'était à Z'Biri de trancher. Finalement, nous avons eu recours à une formule vague, qui nous permettait de gagner du temps. J'ai demandé à l'émissaire d'informer Boumediene que s'il fallait s'entendre, nous ne ménagerions pas nos efforts.

L'émissaire repartit sans réponse précise. Quant à nous, nous poursuivions nos déplacements continus, sans jamais nous attarder dans un

endroit. Notre fuite à travers monts et vallées a duré tout un mois. Jusqu'à ce que Z'Biri décide de rentrer à Alger. Il a beaucoup insisté. Je tentai de l'en dissuader, sans succès.

Nous avons alors entamé une nouvelle étape de notre périple, celle qui devait nous ramener à Alger. Nous empruntions des chemins non fréquentés qui me rappelaient les maquis de l'ALN. Mais il y avait une grande différence. J'avais dix années de plus, l'Algérie était indépendante, et ceux qui nous traquaient étaient des Algériens.

Nous sommes partis de Médéa en direction de Hammam Melouane. Nous pûmes nous reposer un peu, avant de repartir, toujours à pied, vers Chebli, avant de parvenir à Birkhadem, dans la banlieue d'Alger, à la faveur de la nuit.

Z'Biri pensait pouvoir trouver un peu d'aide auprès de ses partisans. Il fut désappointé en ne voyant, durant tout notre parcours, que les patrouilles de l'armée et de la gendarmerie, ainsi que les projecteurs aux barrages et chez les unités mobiles qui sillonnaient alors la Mitidja.

Il faisait très froid. La pluie rendait notre marche éprouvante. Mais le mauvais temps était une aubaine pour nous, car les itinéraires que nous empruntions étaient libres. De nuit, nous pûmes nous rendre de Birkhadem à Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger. Z'Biri a tenté d'entrer en contact avec certains de ses partisans, à Hydra et Bouzaréah. Il n'a trouvé personne. Il apprit seulement que l'un de ses compagnons, le commandant Ali Mellah, était lui aussi dans la nature.

Pendant toute cette période, je n'avais pas perdu le contact avec l'émissaire du pouvoir. Je ne lui ai pas révélé l'endroit où se trouvait Z'Biri. Je lui laissais entendre que le fugitif se trouvait toujours dans la région du Titteri, aux environs de Médéa, alors qu'il se trouvait en sécurité à Bouzaréah, dans la villa d'un ami en qui j'avais toute confiance.

Les contacts avec cet émissaire avaient changé de nature. Il n'était pas habilité à négocier. Il se contentait de transmettre les messages. Ils pouvaient, en outre, mettre en danger Z'Biri, car si l'émissaire lui-même m'inspirait confiance, je ne pouvais en dire autant de la sécurité militaire. Malgré les précautions qu'il prenait, l'émissaire pouvait être suivi, y compris à son insu. Je décidai donc de procéder autrement. Je l'informai que

si les contacts devaient se poursuivre, ils devaient avoir lieu avec un responsable, habilité à décider.

La réponse me parvint rapidement. Un homme, mandaté par Boumediene, était chargé de me rencontrer. Nous avons convenu d'une rencontre à Hydra au domicile de Hamid Allouache, autre officier de la Wilaya IV. Nous étions alors au début du Ramadhan 1967.

Je me rendis discrètement de Bouzaréah à Hydra pour cette rencontre que j'appréhendais. J'avais encore en mémoire l'assassinat de Mohamed Chaabani. Je demandai donc à des amis de surveiller discrètement le lieu du rendez-vous, de venir armés et d'intervenir en cas de nécessité.

A mon arrivée, je trouvai Salah " Vespa ", alors chef de sûreté de la wilaya d'Alger, en compagnie de Laribi, fonctionnaire à la direction générale de la police. Une troisième personne se trouvait également sur les lieux. J'ai appris plus tard qu'il s'agissait d'un officier de la sécurité militaire.

L'un d'eux engagea le dialogue.

- Ecoute bien ce que je vais te dire, commença-t-il, car ce que je vais te dire, ce sont les mots du président Boumediene lui-même.

- Et que dit Boumediene ? demandai-je.

- Boumediene te dit que c'est fini. La rébellion de Tahar Z'Biri est finie. Ses conséquences sont effacées. Tu ne seras pas poursuivi. Nous te considérons comme innocent, malgré le concours que tu lui as apporté dans sa fuite, ce qui nous a empêchés de l'appréhender. Nous sommes convaincus que tu as été mêlé malgré toi à cette rébellion. Nous savons que tu n'en as pas eu connaissance dans ses phases de préparation et d'exécution. C'est ce qui nous a convaincus de ton innocence.

Un autre intervint :

- Boumediene te dit : ce qui t'est demandé aujourd'hui, c'est un rapport détaillé concernant le déroulement des faits jusqu'à ta rencontre avec Z'Biri. Tu peux rentrer chez toi, auprès des tiens après nous avoir indiqué où se trouve Z'Biri.

Je souris. J'étais convaincu que leur seul objectif, c'était de manœuvrer, de gagner du temps, en attendant de trouver la cachette de Z'Biri. Je ne pus m'empêcher de leur dire ce que j'avais sur le cœur :

- Dites à votre président que s'il veut un rapport sur la rébellion, sur sa préparation et son déroulement, ce n'est pas à moi qu'il faut s'adresser. Lui-même est au courant de tous les détails, ceux que je connais et même ceux que je ne connais pas. Vous aussi d'ailleurs, vous en savez plus que moi. C'est un travail de police et de services de renseignements. Moi, je ne suis qu'un militant, ajoutai-je.

" Par contre, si Boumediene veut parler de la situation politique et sociale du pays, c'est moi qui lui demande d'expliquer l'impasse actuelle, qui a conduit à la rébellion de Z'Biri. Dites-lui que si Boumediene avait été perdu cette bataille, je l'aurais protégé de la même manière, car c'est un moudjahid. Je refuse que son sang coule, je refuse qu'il soit humilié, car c'est un symbole et une page de l'histoire de notre pays. La protection de Z'Biri est un devoir national. Vous le remettre, c'est accepter sa condamnation à mort et son exécution, comme ce fut le cas pour Chaabani. Je suis disposé à rencontrer Boumediene pour lui expliquer mon point de vue.

Ainsi prit fin l'entrevue avec les émissaires de Boumediene. Je quittai le lieu du rendez-vous en prenant soin de ne pas être suivi. Je retournai auprès de Z'Biri. J'avais l'esprit tranquille. J'avais accompli mon devoir. J'étais resté fidèle à mes convictions.

J'informai Z'Biri des détails de la rencontre. Il décida de se rendre à Batna, une idée à laquelle il avait déjà pensé auparavant. C'était la dernière étape de sa cabale avant son départ vers l'étranger.

Je menai des tractations difficiles avec un camionneur que m'avait indiqué Z'Biri, et en qui il avait confiance. Il transportait des marchandises acquises auprès d'un grossiste d'Alger, qu'il devait convoier jusqu'à Batna. Il voyageait de nuit. Nous convînmes que Z'Biri prenne place à bord de son camion le quatrième jour après l'Aïd.

Une voiture fut amenée devant la villa où se cachait Z'Biri. Le moteur restait en marche. Un dispositif d'alerte a été mis en place, discrètement. Il était composé de sympathisants et d'hommes de confiance. Quand Z'Biri est sorti de la villa, pour entamer ce dernier voyage, il était entouré d'un petit cercle d'amis. Le propriétaire de la villa, qui avait pris des risques énormes, était également présent.

Z'Biri nous donna l'accolade. Il regarda longuement la demeure qui l'avait abrité en ces moments difficiles. Il était très ému. Je lui souhaitai bonne chance, et il partit. Il devait se rendre au port d'Alger, où l'attendait le routier chargé de le transporter vers Batna. Je ne devais le revoir que de longues années plus tard.

Il était sauf. Moi, je m'apprêtais à vivre l'enfer.

Avec Krim Belkacem

Tahar Z'Biri évacué sain et sauf vers les Aurès, je quittai le refuge de Bouzaréah pour revenir chez moi, à Hydra. J'étais tenu au courant de ses déplacements. Je ne fus vraiment rassuré que lorsque je fus informé de son arrivée à bon port. Car j'avais entre-temps acquis la conviction que Z'Biri avait été trahi par ses propres compagnons. Il n'avait pas perdu la bataille le jour où des informateurs avaient mis Boumediène au courant de ses fréquents déplacements à Bordj El-Kiffan où se trouvait le bataillon de chars avec lequel il a tenté son coup d'état, ni le jour où il a donné son accord pour le déplacement de ce bataillon vers El-Asnam, ni même le jour où ses troupes ont été battues à l'entrée d'El-Affroun alors qu'elles faisaient route vers Alger, venant d'El-Asnam. Sa défaite remontait au jour où il avait vendu son âme à des hommes indignes de confiance, le jour où il a dévoilé ses secrets à Saïd Abid et Mohamed Salah Yahiaoui, en leur confiant ses projets, et a cru à leur engagement et à leur appui. En fait, la trahison a été plus rapide que la défaite.

Mais cette parenthèse était close. Je retrouvais ma famille, après ces dures journées d'hiver passées dans les montagnes, puis à Alger, de cache en cache. Les services de sécurité pensaient que Z'Biri était encore dans la région, et que je gardais un contact direct avec lui. Ils misaient sur le temps, attendant la faute qu'il commettrait, pour l'arrêter. Ils décidèrent de ne pas me persécuter sur ce coup là. Je ne reçus aucune visite de policier ou de gendarme, jusqu'en avril 1968.

En fait, ils n'avaient pas baissé les bras. Ils avaient seulement utilisé d'autres méthodes. La maison mitoyenne de la mienne a été évacuée de ses habitants, remplacés par des personnes âgées et des enfants de membres de services de sécurité, qui servaient de couverture. Des caméras et

des instruments d'écoute ont été installés, mon téléphone mis sur écoute, ce qui leur permettait de suivre tous mes mouvements et mes contacts. Je pus même entendre mon propre souffle lorsque, plus tard, je fus arrêté et interrogé !

Je ne changeai pas mon mode de vie pendant toute cette période. Ma maison était ouverte à tous. Riches et pauvres, jeunes et vieux, femmes et hommes, je recevais beaucoup de gens. La plupart des visiteurs étaient des anciens compagnons d'armes, leurs parents, et des enfants de chouhada. Ils ont été tous interrogés plus tard, lorsque je fus arrêté. Aucun d'eux n'a échappé aux enquêtes de la police et de la sécurité militaire, y compris les personnes âgées.

J'étais outré par ce traitement indigne que subissaient mes proches. M'avoir rencontré ou invité, être venu chez moi était suffisant pour devenir suspect. Ceux qui m'approchaient faisaient l'objet d'une persécution de tous les instants. Leur situation devenait intenable.

Je décidai mettre fin à la pression qui s'exerçait sur eux et sur moi. La seule solution qui s'offrait à moi était de partir momentanément à l'étranger. Avec l'appui de quelques amis, je réussis à me procurer un faux passeport. J'entamai, le 27 avril 1968, un long périple qui devait m'amener en France. Mes photos étaient alors placardées dans tous les commissariats. La police des frontières devait m'empêcher de quitter le territoire. Je pus cependant m'embarquer à l'aéroport Es-sénia d'Oran.

Je laissais derrière moi des amis qui m'étaient chers, ma femme, mon fils et ma fille, qui n'avait alors que six mois.

Aussitôt arrivé à Paris, je fus contacté par des hommes de Krim Belkacem, qui dirigeait alors un mouvement d'opposition, le " Mouvement Démocratique pour la Révolution Algérienne" (MDRA). Krim souhaitait me rencontrer. Je donnai mon accord, après avoir précisé qu'il s'agirait d'une rencontre serait amicale, d'ordre privé, et non un contact politique. J'avais posé cette condition, que Krim a acceptée.

Je me trouvais quelques jours plus tard dans un modeste café appartenant à un Algérien, dans le neuvième arrondissement, quand j'aperçus Krim Belkacem. Il prenait un café tout en lisant un journal. Je m'approchai de lui. Il me reconnut à son tour, se leva, et me donna longuement

l'accolade tout en riant, un rire d'enfant, franc, comme si, à travers moi, il donnait l'accolade à l'Algérie, ses montagnes, ses oliviers et ses oueds. Je ne l'avais pas vu depuis qu'il avait quitté l'Algérie en 1965, quatre années plus tôt.

Je le dévisageai. Ses traits étaient tirés. Son regard, triste, avait perdu l'éclat qui avait été celui du combattant, puis celui de l'homme libre dans l'Algérie indépendante. L'homme était visiblement éprouvé.

Nous évoquâmes longuement le passé, les souvenirs communs, nous informant mutuellement des anciens amis et compagnons. Puis Krim me posa des questions sur la rébellion de Tahar Z'Biri, ses conséquences sur l'Algérie, ainsi que sur le sort de Z'Biri. Je le mis au courant de tout ce que je savais, et lui fis part de mon point de vue. Je le rassurai quant au sort de Z'Biri.

Krim me parla alors longuement de son mouvement politique, le MDRA, et de ses objectifs. Il aspirait à renverser le régime de Boumediene, et à assainir l'ANP. Il parlait avec enthousiasme, s'exprimant à haute voix, au point de se faire entendre par les autres clients du café. En parlant de ses projets, il redevenait tel que je l'avais connu, déterminé, courageux, ne connaissant pas la peur.

Je sentais dans ses propos sincérité et honnêteté. J'oubliai Krim l'exilé, pour me rappeler Krim le militant, le jeune homme qui avait pris le maquis bien avant le début de la guerre de libération, après avoir abattu un collaborateur de l'administration coloniale. C'était un parent à lui, mais Krim n'avait pas tenu compte de ce lien familial, privilégiant l'intérêt supérieur du pays. Plus tard, quand ses compagnons lui firent part du projet de lancer la lutte armée, il n'a pas hésité, devenant le meilleur des compagnons, le plus sincère des moudjahidine et le dirigeant le plus valeureux. Au moment de conclure la guerre de libération, c'est encore lui qui dirige la délégation algérienne à Evian, négociant âprement, discutant point par point, jusqu'à obtenir satisfaction.

Malgré son passé héroïque, le voici réduit à l'exil, condamné à chercher des appuis pour tenter d'exister dans ce pays qu'il avait contribué à libérer. Il sait que le temps presse, car le pouvoir d'Alger se renforce. Mais il n'est pas abattu. Il reste déterminé à lutter, à tenter de corriger le cours

de l'histoire. Il m'apparaissait, ce jour là, comme un monument de notre histoire, une lumière qui ne s'éteindra jamais.

Nous nous séparâmes sans prendre de rendez-vous précis, ni d'engagement. Il ne m'a rien promis. Mais nous pûmes nous revoir plusieurs fois. Finalement, Krim me demanda d'adhérer à son mouvement. Je déclinai poliment l'invitation.

Les hommes de la Sécurité Militaire

Deux hommes ont assisté à une de mes rencontres avec Krim Belkacem. Ils font partie de ces gens qui aiment être sous les feux de la rampe, briller et occuper les médias. Je les connaissais bien. J'ai rapidement compris qu'ils avaient réussi à embobiner Krim Belkacem. Ils lui avaient présenté la situation en Algérie sous une image grotesque, au point de le convaincre que sa simple arrivée à Alger provoquerait la chute du régime.

Krim pensait qu'ils étaient attachés à lui. En fait, ils travaillaient pour la Sécurité Militaire, qui les avait chargés d'infiltrer le mouvement. Je connaissais de près l'un d'eux, le commandant Azzeddine. Il avait intégré les services secrets pour satisfaire ses ambitions personnelles, non pour servir une cause. Il avait été officier de l'ALN. Blessé dans des conditions obscures, fait prisonnier, il avait réussi à s'évader, dans des conditions tout aussi obscures, pour rejoindre Tunis où il avait tissé de solides relations avec Krim Belkacem, alors membre du GPRA.

Cet homme avait un petit magnétophone camouflé sous ses vêtements lors de ma rencontre avec Krim. Quant à son compagnon, il notait tout ce que disait le leader du MDRA. Celui-ci exposait son plan pour renverser le régime de Boumediene. Les deux hommes le poussaient à aller plus loin possible dans le détail. Il se laissait curieusement entraîner. Il donnait force détails sur son organisation, ses structures, ses relais, ses dirigeants, ses objectifs politiques et militaires. Finalement, il a remis aux deux hommes une copie du programme de son mouvement.

Je décidai de garder le silence. A part les salutations et les formules de courtoisie, je ne prononçai pas un mot en leur présence. Au moment de nous séparer, j'exprimai mon scepticisme à Krim:

- Je pense que l'opposition à partir de l'étranger est condamnée à l'échec. Le peuple algérien, que tu connais mieux que moi, n'accepte pas cette idée. Notre peuple a une sensibilité extrême envers ce qui vient de l'extérieur. Le seul moyen de le convaincre est de créer un mouvement en son sein, à l'intérieur du pays.

Krim me répondit avec un calme étonnant.

- Crois-moi, j'ai une base populaire très large sur laquelle je pourrai compter quand le moment sera arrivé, dit-il.

Je n'osai lui faire remarquer que ce slogan était usé, que Mohamed Boudiaf et Mohamed Khider l'avaient utilisé avant lui. Je le remerciai de son invitation et de la chaleur de son accueil. Il avait en effet tenu à nous proposer un plat bien algérien, et avait dit, en servant le café :

- Rien ne vaut un bon café bien chaud pour nous protéger contre le froid de la France.

Je le quittai, lui souhaitant plein succès, sans convenir d'un nouveau rendez-vous. Nous avons échangé nos points de vue, qui nous a permis de mesurer la différence dans notre perception de la situation de l'Algérie et des moyens d'agir.

Je fus de nouveau englouti par le métro, puis par les rues parisiennes. Je regardais ces énormes affiches publicitaires, ces murs froids et ces rues qui ravivaient en moi le sentiment d'exil. Dans ce pays, je n'avais ni parents, ni amis, ni fortune. Tout ce que me rappelait ce pays, c'était un combat dur, sanglant, la répression contre mon peuple, la pauvreté, le pillage de ses richesses, la négation de son identité.

J'étais de nouveau face à moi-même, et à cette réalité, aussi simple que cruelle : je n'avais d'autre alternative que de revenir en Algérie. Le souvenir de mes enfants s'imposait à moi. J'étais pris d'une envie folle de me retrouver auprès des miens, pour partager leur quotidien, rencontrer mes compagnons et discuter avec eux de ces idéaux qui nous avaient unis. Je décidai, à cet instant précis, de rentrer en Algérie. Peu m'importaient les conséquences. J'étais disposé à les affronter.

Je rentrai à l'hôtel. A peine avais-je franchi la porte de ma chambre que le téléphone se mit à sonner. On m'appelait d'Alger. Mon interlocuteur

était Mourad Krimi, originaire de Beni Haoua, près de Ténès. Il avait été capitaine de zone, puis député à l'assemblée constituante. Sa famille comptait dix sept chouhada.

Il n'y alla pas par quatre chemins :

- Les services de sécurité te recherchent. Ils poursuivent sans relâche tous ceux qui étaient mêlés aux événements du 17 décembre, me dit-il. Il me conseilla de ne pas rentrer en Algérie.

Je lui demandai qui était recherché, et quel sort avait été réservé aux autres. Je citai son nom, délibérément, parmi celui d'autres personnes dont je faisais semblant de demander des nouvelles. Il me répondit :

- Toi seul fais l'objet de recherches soutenues.

Je répliquai :

- Si la situation est telle que tu la présentes, alors, je rentre sur le champ à Alger, par le premier avion.

Je ramassai mes affaires, réglai ma note d'hôtel, et sortis rapidement, pour prendre le premier vol disponible vers l'Algérie. Mais le hasard a fait que les employés d'Air France soient en grève ce jour là. Je demandai à un ami, Mohamed Boudia, de me procurer un billet sur n'importe quelle autre compagnie aérienne. Il ne put l'obtenir, mais il me proposa de m'emmener en voiture à Genève, d'où je pourrais trouver un vol vers Alger. Pendant le trajet vers la Suisse, j'étais tiraillé entre l'envie de téléphoner à Blida, pour m'informer auprès de mes parents et amis, et l'idée de ne pas retourner en Algérie.

Arrivé à Genève, je fus surpris de ne trouver aucun vol en partance pour Alger. Par contre, il y avait un vol pour le Maroc prévu pour le lendemain. Je n'avais pas suffisamment d'argent pour les frais d'un séjour devant durer jusqu'au prochain vol d'un avion algérien.

Je descendis dans un hôtel modeste, fréquenté par les Africains et les personnes fauchées, comme je l'étais en ce moment. J'y passai une nuit difficile, et fus heureux de partir tôt le lendemain matin vers l'aéroport. J'accomplis les formalités douanières, et montai à bord de l'avion. Une nouvelle surprise m'attendait. L'hôtesse annonça que nous devions accomplir une escale à Madrid, où nous devions rester une journée entiè-

re, pour repartir le lendemain. Je fus soulagé en apprenant que les frais de séjour dans la capitale espagnole seraient à la charge de la compagnie aérienne. J'étais sans ressources.

Arrivé dans la capitale espagnole, j'allai flâner dans cette ville magnifique, découvrant ses habitants, ses monuments, son histoire. J'essayai de déceler des traces de la civilisation musulmane qui avait porté ce pays à son apogée, il y a plus de dix siècles, mais elle n'en avait pas gardé.

Je me laissai aller sans itinéraire précis, ni plan de visite. J'allais là où mes pas me guidaient. J'avais une journée à passer, je ne voulais pas me fixer de contrainte précise. Marcher, se laisser aller à l'instinct, flâner sans but précis, sans rien chercher. Moment de liberté, où les pensées s'envolent, traversent les frontières, rejoignent ceux qu'on aime, ceux qu'on admire, évoquent des moments ou des hommes dont le seul souvenir redonne un sens à la vie. Il y a dix ans que Si M'Hamed Bougara était mort. Que dirait-il de l'Algérie d'aujourd'hui ?

Je m'engageai dans une rue fortement animée. Au milieu de la foule, je bousculai quelqu'un. Je me retournai pour m'excuser et tombai nez à nez avec Krim Belkacem !

J'étais aussi surpris que lui. Il me demanda, soupçonneux :

- Que fais-tu ici ? Je t'ai laissé à Paris...
- Je suis en route pour Alger.

Je lui expliquai les raisons de ma présence à Madrid. Il m'écouta, et finit par se convaincre. Il me demanda alors de l'accompagner vers un grand hôtel de Madrid. Nous prîmes un café, et nous engageâmes dans une longue discussion. Je ne savais pas alors que ce café avec Krim allait me coûter dix années de prison.

Avant de le quitter, je lui demandai les raisons de sa présence à Madrid.

- J'attends le président tunisien Habib Bourguiba qui revient des Etats-Unis, dit-il. Nous avons convenu d'un rendez-vous à Madrid pour voir ce que nous pouvons faire ensemble pour le Maghreb, et évoquer d'autres questions qui nous intéressent. J'ai gardé une solide amitié avec le président Bourguiba, que je connais depuis longtemps. Il a beaucoup de sympathie pour notre organisation (le MDRA), qu'il considère comme un des leviers possibles pour l'unité du Maghreb.

J'étais gêné. Je ne pouvais lui répondre que, dans le climat de l'époque, cette rencontre allait encore jeter la suspicion sur son mouvement, déjà accusé d'extrémisme et de sectarisme berbériste. Bourguiba en serait évidemment le bénéficiaire, car il aurait une idée encore plus claire de l'Algérie, dont les relations avec la Tunisie étaient alors difficiles.

Je quittai Krim Belkacem. Depuis ce jour, je n'en entendis plus parler qu'en prison. C'est toujours en prison que j'appris son assassinat par les services secrets de Boumediène.

Le lendemain, je pris l'avion pour Casablanca. De là, je pris le bus pour Rabat, où je me rendis directement chez l'attaché militaire, Larbi Redjam, que je connaissais. Il avait été officier de l'ALN en Willaya II. Il me surprit en me disant qu'il n'était pas au courant de ma situation. Lui-même pensait qu'il avait été nommé à Rabat simplement pour être éloigné d'Algérie.

Je lui demandai d'informer les services de la sécurité militaire que je rentrais à Alger en passant par Oujda et Maghnia. Il refusa de le faire, par égard pour moi et pour notre combat commun. Il préférait rentrer à Alger et informer ses supérieurs de mon insistance à rentrer en Algérie. A mon tour, je rejetai sa proposition. J'allai jusqu'à le menacer de révéler notre entretien quand je serais rentré.

Je pris un bus pour Oujda, et, de là, rentra en Algérie. Pendant que traversais la frontière, je rencontrai Slimane Amirat, un des proches de Krim Belkacem. Les services de renseignements ont noté cette rencontre, et l'ont inscrite comme un nouvel élément d'un plan visant à renverser le pouvoir en place en Algérie.

Pour ma part, j'étais simplement heureux de rentrer chez moi, de retrouver les miens. Mais mon bonheur ne devait durer qu'un court moment.

LA PRISON

Z'Biri a quitté l'Algérie, sain et sauf. Krim Belkacem est exilé en Europe, où il a créé un mouvement d'opposition. Ayant aidé l'un à sortir d'Algérie, et décliné l'invitation du second à rejoindre son mouvement, je

suis rentré chez moi. Je voulais reprendre ma vie normale auprès des miens. Mais les services de sécurité ne m'avaient pas oublié.

Je fus arrêté le 3 juillet 1967, rue Larbi Ben M'Hidi, au cœur d'Alger. Des policiers en civil m'ont encerclé et littéralement séquestré alors que je me rendais chez une de mes connaissances. Ils m'ont passé les menottes devant de nombreux témoins, et embarqué à bord d'une Peugeot 403 noire. Peu après, j'ai été emmené au commissariat du " Cavaignac ", à deux pas de la Grande Poste. J'y restai jusqu'aux alentours de minuit. Des hommes de faction se succédaient pour me surveiller. Ils entraient, me regardaient silencieusement, restaient un moment, puis repartaient sans dire un mot.

Je fus ensuite conduit ailleurs, dans une gigantesque bâtisse, où je fus jeté dans une cellule sombre, au sous-sol. J'appris plus tard que d'autres personnes, accusées d'appartenir au mouvement de Krim Belkacem, étaient détenues dans le même bâtiment.

Je fus détenu dans cette cellule pendant un mois, où je subis toutes sortes de tortures, physiques et psychologiques. J'ai été frappé par des tortionnaires qui utilisaient des bâtons ou me piétinaient pendant que j'étais maintenu allongé. J'ai subi la gégène, appliquée sur les parties les plus sensibles. Il n'était pas rare que je sois aspergé d'eau sale, dont on me balançait tout un seau sur le corps. La torture variait, selon le tortionnaire. Quand je me sentais défaillir, ou m'évanouissais, ils arrêtaient les sévices, pour reprendre aussitôt que je reprenais conscience.

Je ne pouvais soupçonner l'existence, dans nos services de sécurité, d'hommes aussi haineux, capables de tels actes. Ils poussaient leur horrible tâche jusqu'aux limites du possible. Ils devaient savoir qu'avec le temps, l'organisme s'habitue à la torture, car je commençais, moi-même, à m'habituer aussi bien sur le plan physique que psychologique. Je ne sentais presque plus la douleur. Une sorte de défi m'opposait à des tortionnaires. Ils n'arrivaient pas à me faire plier, pour m'amener à leur dire ce qu'ils voulaient. Et moi, de mon côté, je ne pouvais ni mourir ni me soumettre et passer outre mes principes.

L'affrontement gagnait en violence avec le temps, pour atteindre son paroxysme. Mais je leur répétais continuellement que tout ce que je savais,

les services de sécurité le connaissaient parfaitement. Ils continuèrent, misant sur le temps et la douleur pour me faire plier, espérant chaque jour que je m'écroule et les implore. Ce traitement se poursuivit jusqu'au 27 août 1968, date à laquelle je fus transféré, presque inanimé, à la prison de Sid El-Houari, à Oran.

Je ne pus changer de vêtements pendant trois mois de détention. On m'a même empêché de laver ceux que je portais. Et quand arrivait l'heure de m'emmener de ma cellule à Alger vers une autre cellule, à la prison de Sid El-Houari, à Oran, je fus menotté, et attaché avec d'autres prisonniers. Nous avions tous les yeux bandés. Nous fûmes jetés dans un camion sans aération, dont la seule odeur aurait pu nous étouffer. Nous avons fait plus de quatre cent kilomètres dans ce camion.

Je restai deux mois à la prison de Sid El-Houari, sans que ma famille et mes amis sachent où je me trouvais. Quand mes proches s'en inquiétaient auprès des services de sécurité, on leur répondait qu'eux aussi me recherchaient, et qu'il fallait les aider à me retrouver !

A Sid El-Houari, bien que j'aie les yeux toujours bandés, je compris qu'on me mettait dans les sous-sols. J'entendis de nombreuses portes s'ouvrir et se fermer, ainsi qu'un grand brouhaha. Je fus amené à descendre des escaliers abrupts pour aboutir au sous-sol. Je fus jeté, seul, dans une cellule.

C'était une prison terrible, sinistre. Le froid y était glacial en hiver. La saleté y était repoussante. Il fallait mener une guerre continue contre les moustiques. Les cellules étaient en fait des sortes de puits creusés le long des couloirs. Elles n'étaient pas suffisamment larges pour qu'on puisse s'y allonger. La mienne ne devait pas faire un mètre sur deux. S'y retrouver donne l'impression d'être avalé par la terre.

Mon plus grand ennemi, dans cette cellule, était le silence. Un silence lourd, pesant, terrifiant. Il donnait un sentiment de solitude absolue. Il était interrompu par de rares bruits tout aussi sinistres, le grincement d'une porte qui s'ouvre, la toux d'un détenu malade, le cri d'un détenu qui se laisse aller au désespoir.

Mon arrivée dans ce monde des ténèbres fut brutale. Mon geôlier m'enleva le bandeau que je portais depuis mon départ d'Alger, et, d'une

violente poussée de la crosse de son arme, me désigna ma destination. Je trébuchai, et m'étendis de tout mon long dans la cellule. Je n'avais pas vu la fosse. Il faisait sombre, et mes yeux n'étaient pas encore habitués à l'obscurité, ni d'ailleurs à la lumière, après ces longues heures durant lesquelles je portais une cagoule.

Je tâtonnai, essayant de découvrir ce nouveau monde dans lequel j'atterrissais. Je vis très une faible lueur. Elle provenait du bas de la porte de la cellule. Je devais me mettre à genoux pour arriver à sa hauteur, car la cellule était aménagée à un niveau inférieur d'un mètre environ de celui du couloir.

Il n'y avait pas d'aération. Je dus bientôt faire face à un autre problème : comment faire mes besoins ? Je tâtonnai, mais ne trouvai rien. Il n'y avait même pas la fenêtre aux traditionnels barreaux. Rien que l'obscurité. Pas une anfractuosité. Des murs en terre, fissurés, je le sentais au toucher, avec une odeur tenace. Un toit humide, et des moustiques. Un sol avec des pierres qui me forçaient à changer constamment de place, pour tenter de trouver, en vain, une position confortable. Je regrettais ma cellule d'Alger!

Je désespérais. Je ne voyais pas de solution en vue. J'étais condamné à combattre la mort et la démence dans cet environnement terrifiant. J'y restai trente jours et trente nuits. Je ne pouvais plus faire la différence entre le jour et la nuit, entre le réel et l'illusoire, entre la crainte de la mort dans des conditions dont mes proches ne seraient jamais au courant, et la peur de la démence. Je dépensais l'essentiel de mon énergie à tenter de garder ma lucidité, à conserver mes esprits. Je voyais jusqu'où la barbarie pouvait entraîner les hommes, et de quelle manière elle pouvait les amener à traiter leurs pairs.

Le 27 septembre 1968, à 19 H, la porte s'ouvrit enfin. Mon geôlier m'ordonna de ramper pour sortir. Je pus ramper, difficilement, agrippai le rebord de la cellule, et finis par sortir du trou. Je me retrouvai dans le couloir. J'étais face à un groupe de gardiens. En fait, il s'agissait d'hommes de la sécurité militaire, comme je l'appris plus tard.

Ils me firent sortir, pour m'embarquer dans une voiture et me ramener de nouveau à Alger. Avant de me remettre en prison, ils m'ont bandé

les yeux et m'ont fait longuement tourner dans les rues d'Alger, pour que je ne puisse situer l'endroit où on m'emmenait. J'avais envie de vomir, j'étais exténué, mais par dessus tout, j'avais faim et j'étais très affaibli.

La voiture s'est enfin arrêtée. J'étais presque soulagé de me retrouver en prison. Je fus de nouveau emmené vers une cellule. Le plus âgé d'entre mes geôliers me dit :

- Maintenant, tu es entre des mains sûres. Tu es à la sûreté nationale. Nous t'avons ramené à Alger pour terminer l'interrogatoire. Le premier était insuffisant.

Un nouveau round d'interrogatoires débuta alors. Des questions, toujours des questions, mille fois répétées, sous mille formes, jour et nuit, posées par un homme, puis un autre, et un troisième, puis c'est un tout un groupe à la fois qui s'acharne contre moi. Elles variaient, concernaient un sujet puis un autre, sans logique apparente. Elles n'étaient pas rattachées à une seule affaire, mais portaient sur des accusations multiples. J'étais convaincu que ces hommes étaient des déséquilibrés qui se réjouissaient de la souffrance des autres. Pas un seul sujet concernant ma vie, y compris dans ses aspects privés, n'a été épargné. Ils me demandaient des précisions, revenaient sur des détails infimes.

Je n'avais plus une conscience réelle de ce qu'ils me voulaient. J'étais exténué, j'avais faim et je tombais de sommeil. J'étais éprouvé par la torture et les humiliations qu'ils m'ont fait subir. J'étais convaincu que je mourrais entre leurs mains.

Ils regardaient les traces des blessures que j'avais subies pendant la guerre de libération quand, les poitrines nues, nous combattions ce que je pensais être l'ennemi de l'Algérie, le seul... Ils regardaient bien la cicatrice, sur ma peau, puis y éteignaient leurs cigarettes. Ils le faisaient d'un geste détaché, tout en parlant d'autre chose. L'un d'eux y appliquait un morceau de fer chauffé à blanc, et demandait avec ironie, à ses compagnons :

- S'agit-il d'une vraie blessure ou d'une morsure de chien ?

Son collègue prenait le relais :

- C'est bien une morsure de chien. Je vois la trace des crocs.

Le troisième ne pouvait être en reste et enchaînait :

- Le moudjahid pouvait-il réellement faire face aux mitrailleuses et à l'aviation française ? On va voir aujourd'hui s'il est vraiment aussi courageux. Et il enfonçait sauvagement ses ongles dans la blessure.

Quand mes geôliers se sont rendus compte que ces méthodes ne donnaient pas de résultat, ils en ont adopté d'autres. Ils me suspendaient au plafond par les poignets, à l'aide d'une chaîne, et me laissaient dans cette position pendant plusieurs heures, jusqu'à sentir que mes articulations étaient sur le point de rompre. L'un d'eux se mettait ensuite sur une chaise, au-dessous de moi. Je pouvais alors laisser mon poids reposer sur ses épaules. Je ressentais un énorme soulagement, qui ne durait cependant que quelques secondes. Car l'homme se retirait brutalement. Tout le poids de mon corps était attiré le vide, pour être retenu par les chaînes que qui me retenaient, suspendu. Les souffrances aux poignets et aux bras étaient atroces.

Mes tortionnaires s'amusaient. Ils avaient établi une sorte de compétition pour voir qui d'entre eux serait le plus inventif sur les moyens de me torturer. Tout au long des séances de torture, ils ne cessaient de me frapper de leurs matraques recouvertes de caoutchouc. La plupart des coups étaient destinés aux parties les plus sensibles. Je n'avais plus de force pour protester, ni pour crier. Je m'évanouissais régulièrement, mais ils me réveillaient en m'aspergeant d'eau.

Plus le temps passait, plus ils se montraient cruels. Je ne savais ce qui suscitait le plus leur colère : est-ce le fait que refusais de parler, ou que je refuse de les supplier ? Ma seule requête, c'était de demander de l'eau. Dans tout ce que je subissais, il me semblait qu'une gorgée d'eau, une seule, pouvait soulager toutes mes douleurs. Je n'avais jamais imaginé que la douleur provoquée par la soif puisse être plus forte que tout le reste. Mais mes tortionnaires étaient des professionnels. Eux savaient. Ils opposaient un refus systématique à ma demande. Par contre, ils me plongeaient souvent la tête dans de l'eau sale, que je buvais jusqu'à ce que mon ventre gonfle. Alors, ils m'allongeaient sur le dos et l'un d'eux me marchait sur le ventre, jusqu'à ce que l'eau se mette à couler de ma bouche, de mon nez, de mes oreilles et d'autres orifices naturels.

J'ai été soumis à cette torture pendant un mois, après mon retour de la prison d'Oran. Je ne dis pas un mot de plus que ce que j'avais déclaré lors des premiers interrogatoires. Pour une raison simple : je n'avais rien à dire. Finalement, ils se lassèrent, et me ramenèrent en prison. Je fus embarqué dans un camion, qui tourna longtemps dans les rues d'Alger, pour me donner l'impression qu'on m'éloignait de la capitale. Je fus ensuite ramené à la même prison que j'avais déjà connue avant celle d'Oran. J'avais les yeux bandés, mais je me repérai grâce à la forme des marches que je descendis et aux différents bruits de portes que j'entendais. J'en fus convaincu car peu après mon arrivée, j'entendis un muezzin dont je reconnaissais la voix. Son appel, " Allah Akbar ", m'a fortement remonté le moral. Dieu était avec moi.

Je fus rapidement mis en présence d'un officier de la sécurité militaire. J'étais pieds et poings liés, enchaîné à une chaise. L'homme me faisait face.

- Nous avons examiné ton dossier, dit-il. Tu es un homme propre. Il n'y a pas l'ombre d'un doute. Mais les enquêteurs de la police t'ont beaucoup chargé, après que tu aies reconnu des actes graves, peut-être sous l'effet de la torture. Nous, à la sécurité militaire, nous souhaitons que ton interrogatoire soit concis, précis et définitif, qu'on puisse savoir exactement ce qu'il en est.

- Je vous laisse avec votre conscience, répondis-je aussitôt. Je vous ai dit, à vous et aux policiers, ce que je savais des événements du 11 décembre 1967. Je n'ai rien à ajouter. Peu importe pour moi de savoir quel est le service responsable de ma torture. Ce que j'ai fait, je l'ai fait par conviction, de ma propre volonté. Si vous voulez vous-mêmes ajouter quelque chose à mes déclarations, libre à vous. Je suis votre prisonnier.

- Je veux entendre une seule chose, dit-il calmement. Des informations nous sont parvenues selon lesquelles tu as planifié l'assassinat du président Boumediene.

Je ne pus me retenir. J'éclatai d'un rire nerveux. Malgré la douleur, et la situation désespérée dans laquelle je me trouvais, je ne pus me contrôler. Je voyais parfaitement leur démarche. Il se préparait à m'envoyer de nouveau à la torture, pour me contraindre à avouer un acte aussi grave.

L'entretien fut bref. Il ne donna aucun résultat. Je n'avais rien à dire. Je fus donc de nouveau ramené à Oran. C'était le 27 octobre 1968. Le départ

eut lieu à quatre heures du matin. Arrivé en fin de matinée, je fus de nouveau jeté dans une autre cellule, où je ne vis pas de lumière pendant trois jours, à l'exception des courts moments durant lesquels le geôlier ouvrait la porte pour glisser un sombre plat de lentilles et un morceau de pain datant de plusieurs jours.

Je n'y restai pas longtemps. Nouveau transfert. Il commença, cette fois encore, par un bruit de clés, puis une voix, celle du geôlier, m'appelant à prendre mes affaires et à sortir. Quelles affaires pouvais-je posséder ? Un seau, pour faire mes besoins, une vieille couverture et une natte.

- Tu as bénéficié d'une amnistie, me dit-il. Le procureur t'attend.
- A quelle occasion cette amnistie a été décidée ? demandai-je.
- Ne sais-tu pas qu'on est à la veille du 1er novembre ? répondit-il, sur un ton qui n'appelait pas de réplique, ni n'admettait de nouvelles questions.

Je quittai ma cellule et m'engageai dans le couloir, mes poignets rattachés à mes pieds par une chaîne. Je marchais au milieu de deux rangées de gardiens, dans un climat fiévreux, avec de nombreux détenus attendant leur libération. Nous entendîmes des youyous et des coups de feu dehors, des parents qui fêtaient l'événement.

Un gardien s'approcha de moi. Il me scrutait attentivement. Il fit plusieurs tours autour de moi, me regardant comme on détaille une bête, au marché, avant de se décider à l'acheter. Il me fit descendre un escalier en pierre, pour aboutir à un couloir. J'y étais à peine arrivé qu'un autre gardien me poussait vers une porte métallique. Un troisième me donna un violent coup de pied, et je me retrouvai à l'intérieur d'une cellule où je faillis perdre mon équilibre. Un froid glacial y régnait.

Je fis connaissance avec la cellule qu'on m'offrait en cadeau à la veille de l'anniversaire du 1er novembre. En fait, il s'agissait d'un petit espace aménagé à côté d'une fosse sceptique. La pièce était un peu plus spacieuse que mon ancienne cellule. Sous la porte, je pouvais voir les chaussures des gardiens quand ils passaient devant ma cellule. Mais au centre, la fosse dégageait une odeur insupportable. J'étais exténué, affaibli. J'avais maigri, et mes anciennes blessures me faisaient souffrir. Mais comment dormir ? Et où mettre ma tête ? Du côté de la porte, qui laissait passer un froid glacial, ou du côté de la fosse avec son odeur pestilentielle ?

J'avais un compagnon. Un rat. Comme si ma présence le dérangeait, il se présenta peu après mon arrivée, me regardant bien en face. Je voulus le chasser en le menaçant avec le seau, mais j'avais peur de faire tomber cet unique ustensile dans la fosse sceptique. J'utilisai finalement ma abaya pour faire semblant de le menacer. Il s'enfuit, plongeant dans la fosse.

Je pensais m'en être débarrassé, mais je me trompais. Il revint peu après, accompagné de plusieurs autres rats, de tailles différentes. J'avais droit à la visite de toute la famille. Je me mis légèrement en retrait, pour es surveiller. Nous observions une sorte de trêve.

Mon esprit était cependant ailleurs. Nous étions à la veille du 1er novembre. Je me rappelais des moments qui m'étaient chers. Mon village, quand j'étais gamin, lorsque nous allions pêcher dans l'oued. Ou dans la forêt, quand nous allions chasser des oiseaux. Puis la guerre de libération, quand, avec les miens, nous menions le grand combat contre le colonisateur pour libérer notre terre sacrée ; la fraternité et le sens du sacrifice qui avaient marqué cette époque.

Après cette épopée, je me retrouvais prisonnier dans un sous-sol, à côté d'une fosse sceptique, assiégé par les rats, à la veille du 1er novembre. Est-ce là le destin de ceux qui ont aimé leur pays ? J'avais envie de pleurer devant toutes ces injustices, cette persécution, qui me ramenait à une existence quasi-bestiale.

Mais je devais aussi faire face. Je me mis à cultiver le souvenir. J'appris progressivement, dans la douleur, à développer une sorte de mémoire sélective. Je revivais les grands moments d'émotion, je forçais mes pensées à aller vers ce qui était fort, puissant, dans cette épopée qui fut la nôtre. Le bonheur absolu de savoir qu'on vit pour défendre sa liberté ; la terrible douleur d'apprendre qu'on a perdu un frère, un ami, un compagnon ; les larmes d'impuissance quand on voit l'un d'eux tomber, à un mètre, en sachant qu'il a eu droit à la récompense suprême, la chahada. Mais d'autres pensées réussissaient à revenir, faisaient une intrusion, et finissaient par s'imposer, car ce sont les images du présent ; des images de ces moments de déchéance, quand des hommes, ayant pris le pouvoir de manière illégitime, en abusent au profit de dictateurs sans scrupules.

Pendant que ces pensées contradictoires se bousculaient dans mon esprit, j'entendis des légers coups répétés, tout proches. Je crus que les

rats grignotaient quelque chose, ou tentaient de creuser un trou dans le mur. Je compris ensuite que le détenu de la colline voisine voulait me parler. Il attendait que je lui réponde. Je craignais cependant que ce ne soit un piège. Je m'abstins de répondre à ses appels.

Mais il ne s'est pas découragé. Quel drame vivait-il, lui aussi ? Comme moi, il devait avoir un besoin terrible de parler, de communiquer, de se confesser. De trouver un mot de réconfort, d'encouragement. La prudence lui dictait d'éviter tout contact avec les autres détenus. Le châtimement risquait d'être terrible. Mais il avait visiblement dépassé le stade de la peur. Il finit par m'appeler. Il me semblait que sa voix me parvenait du bout du monde.

- Je suis un détenu comme toi. Ecoute ce que je vais te dire, clama-t-il.

Je gardai le silence. Son audace avait accentué mes doutes. J'étais de plus en plus convaincu que c'était un piège. Mais l'homme continuait à frapper à coups réguliers, tout en m'appelant. Je finis par lui demander qui il était, où il se trouvait, et ce qu'il voulait.

- Je suis détenu comme toi, dit-il. Approche-toi.

Je m'approchai du mur. Il reprit :

- Je les ai entendus ouvrir les portes de la cellule et la refermer sur toi tard dans la nuit. J'ai compris qu'ils amenaient un prisonnier. D'où viens-tu ?

- Pourquoi ?

- Je voudrais savoir d'où tu viens pour te demander des nouvelles de certains de mes amis dont j'ignore le sort, dit-il.

Je le devançai :

- Depuis quand tu es ici ?

- Depuis un mois.

Je mis ses paroles en doute. J'étais de nouveau convaincu que c'était l'un des gardiens qui me tendait un piège. Ou un homme de la sécurité militaire enfermé à côté de moi à cet effet. J'excluais qu'un homme puisse tenir un mois dans ces conditions. J'étais décidé à connaître ses intentions, au moins pour voir clair. Je lui demandai de me décrire sa cellule, et ce qu'elle contenait.

- J'étais dans ta cellule, où je suis resté plusieurs jours. Ensuite, ils m'ont transféré dans ma cellule actuelle. Elle est meilleure, et moins dangereuse. Suis mes conseils. N'attaque pas les rats. Ne les tue, ils n'en seront que plus nombreux quand ils reviendront. La bouche d'égout qui est dans ta cellule se déverse dans la collecte principale de la ville. Tout ce que tu peux faire, c'est disposer des petits morceaux de pain au bord de la bouche d'égout. Les rats s'en contenteront et te laisseront tranquille.

Pendant que mon voisin me révélait ces plans de bataille contre les rats, je me rappelai le roman d'Albert Camus, *La Peste*. Je remerciai mon interlocuteur. Je devais apprendre, plus tard, qu'il faisait partie du mouvement de Krim Belkacem. J'appris donc à combattre les rats, ou plutôt à éviter de les combattre, pour me contenter de les éviter, et d'accepter de cohabiter avec eux. Puis, me vint également à l'esprit l'histoire d'Abou Firas El-Hamadani, ce grand chevalier, détenu par les romains, qui avait une tourterelle pour seule voisine. Il lui chantait :

Que dire avec une tourterelle comme voisine,
Chère voisine, sais-tu ce que j'endure ?
Chère voisine, la vie ne nous a pas gâtés,
Viens partager mes soucis, viens.

Mais mes compagnons à moi sont des rats et des geôliers. Il n'y avait ni Romains ni tourterelle. J'enviais Abou Firas. J'en voulais à ce destin, à l'Histoire, qui me donnait des concitoyens si cruels, et des compagnons si peu agréables. J'étais contraint de partager ma nourriture avec les rats. Pendant cette période de détention, je pris l'habitude de respecter scrupuleusement les conseils de mon voisin. Je disposais un peu de pain sec au bord de la fosse sceptique, attendant que les rats viennent déjeuner. Je mangeais ensuite le plat, avec un vague goût de lentilles, qu'on me servait invariablement. Je respectais ma part du pacte avec les rats, et ils ne me dérangaient pas trop. J'avais besoin de compagnie dans ces moments difficiles. Je me surpris à trouver du réconfort à leur présence. Une fois dépassé le dégoût qu'ils suscitent, ils étaient les seuls êtres vivants que je côtoyais.

Je décidai, un jour, de voir de quoi se composait le plat qu'on m'offrait. Je le versai dans le seau me servant à faire mes besoins. Je sacrifiais ainsi

un repas, rien que pour savoir. Je comptai exactement dix sept lentilles, navigant dans un demi-litre d'eau. C'était ma ration alimentaire.

Après la commémoration de l'anniversaire du 1er novembre, je fus déplacé vers une autre cellule. J'abandonnai le précieux seau. J'étais content de m'en débarrasser, mais il m'avait été très utile. En plus de différents autres usages hygiéniques, si on peut parler d'hygiène quand on est acculé à vivre près d'une fosse sceptique, je l'utilisais, le soir, pour y mettre les pieds. J'avais peur que les rats ne m'attaquent, profitant de mon sommeil.

J'étais convaincu que j'avais atteint le fond, et que je ne pourrais que remonter. Mais le destin m'emmenait sur une autre piste, cruelle. Je fus transféré vers une cellule où avait été détenu mon compagnon d'armes et ami, Mohamed Chaabani, quelques jours avant son assassinat. Il avait gravé son nom sur le mur de la cellule, dans une pratique à laquelle aucun prisonnier au monde ne peut échapper.

Un autre personnage y avait séjourné. C'est le " Barbu ", un ressortissant yougoslave arrêté par les autorités françaises après avoir acheminé clandestinement des armes en faveur des maquis de l'ALN à bord de l'Athos, en 1956. Avant de mourir, il avait, lui aussi, gravé son nom, sa date de naissance et son pays sur le mur de la cellule. Il avait creusé le mur avec ses ongles. Depuis, cette cellule était devenue " la cellule du Barbu ".

Dans les jours qui suivirent, je peu enfin rencontrer des hommes. Des êtres humains, ou ce qui en restait. Certains faisaient partie de l'organisation de Krim Belkacem, d'autres étaient liés au soulèvement de Tahar Z'Biri. D'autres, enfin, avaient été des officiers de l'ANP. Mais le régime, avec sa vision étroite du nationalisme, avait mis en doute leur nationalité, les considérant comme marocains, et travaillant donc pour les services spéciaux de Rabat. Certains avaient été rapatriés de l'étranger, notamment d'Egypte, où ils avaient été envoyés en formation par l'armée. Ces officiers nés au Maroc, ou dont l'un des parents était marocain, avaient pourtant été de brillants soldats ou officiers de l'ALN. Beaucoup sont tombés en martyrs, et les autres se retrouvaient suspects et emprisonnés.

Ils auraient pu constituer une base pour renforcer la solidarité entre les pays du Maghreb, et raffermir cette fraternité dans le combat qui avait

émergé pendant la guerre de libération. Ils sont devenus des détenus, suspectés de trahison, rejetés par leur propre pays parce soupçonnés de travailler pour le voisin, le frère ! Simple illustration de la dérive monstrueuse que prenaient les régimes en place dans les pays du Maghreb.

Ces hommes ne constituaient qu'une infime partie du drame que recevait la prison d'Oran, devenue un des centres où étaient punis, humiliés, détruits les révolutionnaires. J'ai vu des compagnons mourir de faim, tomber sous la torture ou emportés par la maladie. D'autres ont perdu la raison. D'autres encore ont attrapé la tuberculose, ou ont perdu la vue. A ma connaissance, personne n'est sorti totalement indemne de cette prison, que nous appelions " le sous-marin ". On l'appelait ainsi car bien que construite sur un monticule relativement élevé, ses cellules avaient été aménagées dans les sous-sols, que nous atteignions avec toutes les peines du monde. Je n'ai pas vu la lumière pendant une année. Je n'ai pas aperçu le soleil ni la lune pendant toute cette période, et je n'ai pas entendu le cri d'un oiseau ou d'un animal, à l'exception des rats et des aboiements de chiens qui nous menaçaient parfois devant les portes des cellules.

Les visites familiales étaient totalement interdites. Mon épouse et mes enfants sont venus à plusieurs reprises jusqu'à la prison, à Oran, dans des conditions pénibles, mais ils ont été systématiquement empêchés de me voir. Une vieille oranaise, Mme Behiri, les a aperçus une fois, au cours de l'un de ces voyages. Elle fut prise de pitié devant le spectacle de ces enfants, assis à côté de leur mère devant la porte de la prison, attendant vainement une autorisation pour voir leur père. Elle s'approcha d'eux, fit connaissance avec ma femme et de mes enfants, et les invita chez eux. Elle leur offrit l'hospitalité. Elle est devenue une amie de toute ma famille.

Une drôle de justice

J'ai passé près d'une année dans l'obscurité la plus totale. Je ne quittais une cellule que pour me rendre dans une autre cellule. Je ne reçus aucune visite. Personne ne m'a appelé par mon nom pendant toute cette période. J'avais perdu tout contact avec l'humanité, à l'exception des gardiens de la prison, si on peut encore parler d'humanité en ce qui les concerne. J'apercevais parfois leur tenue sombre. La notion de lumière perdait son

sens. On m'interdisait de lire et d'écrire. Je fus empêché de me changer pendant quatre mois. Mes vêtements partaient en lambeaux, et tout mon corps en souffrait. Mon état physique se dégradait, du fait des privations et de la torture.

Je fus maintenu dans ces conditions inhumaines jusqu'en juillet 1969. Alors que j'avais perdu toute notion de temps et de calendrier, un gardien est venu, un jour, ouvrir la porte de ma cellule. Il me fit sortir dans le couloir. Je redécouvrais la lumière. J'étais aveuglé. Je ne pus la supporter. Je m'évanouis. J'avais un handicap visuel, que je n'ai jamais réussi à soigner. Moi non plus, je ne sortirais pas indemne du " sous-marin ", si jamais je devais en sortir vivant.

Je fus emmené par des éléments des services de sécurité vers le tribunal militaire d'Oran, appelé " cour révolutionnaire ". J'y croisai, pour la première fois, le regard de certains des accusés qui, comme moi, avaient séjourné en prison pour les mêmes accusations. C'était un moment pénible, mais émouvant. Je pus lire des regrets, des reproches dans ces regards, mais aussi beaucoup de respect partagé. Il y avait notamment Ali Mellah, Layachi Amirat, Maammar Kara, ainsi que d'autres, des officiers, des chefs de bataillons, des chefs d'unités, des militants.

J'étais surpris par la composition hétéroclite de la cour. Elle comprenait des officiers, des anciens de l'ALN, mais aussi d'autres, qui provenaient des promotions Lacoste, ces hommes formés par l'ancien gouverneur d'Algérie pour prendre le relais du colonisateur. Je me demandais comment ils pouvaient cohabiter. Mais je me rendais aussi compte à quel point Boumediene avait réussi à écraser tous ces hommes, pour les mettre à son service.

Certains membres de la cour portaient la robe traditionnelle des magistrats, mais d'autres étaient venus en tenue d'officier, arborant grades et décorations. Je constatai que quelques uns avaient accédé au grade de colonel pendant ma détention. C'était la première promotion de colonels depuis l'indépendance.

La salle du tribunal fut envahie par un public nombreux, composé de proches des accusés et de curieux venus assister à la condamnation de ceux que la presse avait présentés comme de dangereux criminels. Un cli-

mat particulier régnait alors. Le pouvoir avait réussi à créer des conditions favorables pour organiser le procès selon sa volonté. Nous fûmes présentés comme des criminels aussi dangereux que des nazis. Une grande campagne avait été orchestrée autour du procès, jusqu'à convaincre l'opinion publique que nous étions le Mal.

Dans l'enceinte du tribunal, le climat était particulièrement tendu. La cour était présidée par Mohamed Benahmed Abdelghani, colonel, futur ministre de l'intérieur, futur chef du gouvernement, le chef d'une équipe de fossoyeurs venus enterrer des victimes déjà détruites par la prison et les sévices. Il était secondé par Ahmed Draïa, futur patron de la police et futur ministre, et Mohamed Touati, futur idéologue du régime.

En pleine séance du tribunal, sont arrivés les responsables de la sécurité militaire. A leur tête, le colonel Kasdi Merbah, patron de la SM, futur ministre, chef du gouvernement, accompagné de Yazid Zerhouni, un de ses adjoints, futur ministre de l'intérieur. Ils s'installèrent sur des sièges au premier rang. Ils avaient des cartables, dont ils tiraient des dossiers, des documents par paquets, qu'ils mirent bien en évidence, face aux magistrats. Ils voulaient visiblement les impressionner, pour les pousser à prononcer les condamnations les plus sévères.

C'était un jeu très curieux. La plupart des membres de la cour étaient considérés comme suspects dans la tentative de coup d'état de Tahar Z'Biri, y compris le président de la cour, Abdelghani. Un des détenus l'a d'ailleurs publiquement accusé d'avoir participé aux préparatifs du putsch. Cet homme aurait donc pu se retrouver parmi les accusés. Il était leur juge. La simple présence de Kasdi Merbah et Yazid Zerhouni lui rappelait la précarité de sa situation. Il devait donc se montrer d'autant plus zélé, pour prouver à Boumediene sa fidélité. Et le seul moyen de prouver sa loyauté devait l'amener à nous enfoncer.

La dérive a commencé aussitôt après l'ouverture de ce procès marathon. Il était clair qu'il ne serait guère question de justice. Les accusations les plus absurdes s'alignaient contre nous, alors que le vocabulaire utilisé n'avait aucun rapport avec la justice. On entendait beaucoup plus des mots comme " impérialisme ", " réaction ", " sionisme ", que ceux supposés être utilisés traditionnellement dans les tribunaux. On ne parlait pas

de loi, d'article, de procédure, de code pénal, de preuves, mais de contre-révolution, de suppôts de l'étranger et de déstabilisation. Nous sommes rapidement devenus des agents de l'impérialisme et de la réaction, comme si ces grands mots venaient de trouver la preuve de leur existence en Algérie. La loi, principal fondement des sociétés civilisées, était totalement bafouée.

Le président de la cour a lu un long discours, rédigé par des officiers de la sécurité militaire. Il lisait difficilement, il ânonnait, sans même saisir le sens de ce qu'il disait. Il nous a ensuite appelé à la barre les uns après les autres. Certains ne pouvaient se tenir debout, conséquence de la torture et des sévices subis pendant le long séjour en prison. Personne ne nous a demandé les circonstances de notre arrestation, ni où nous trouvions depuis cette date. Torture, méthodes particulières d'interrogatoire, détention dans les cachots, tout ceci fut occulté.

Quand est arrivé mon tour, je me suis levé, face au président de la cour, Abdelghani. Il a cité les charges retenues contre moi. après une courte pause, il m'a posé une première question :

- Quelle a été ta participation à la guerre de libération ?

- Je souhaiterais être dispensé de répondre à cette question dans les conditions actuelles, répondis-je aussitôt, car le passé ne jouit plus d'aucune considération. Comment allez-vous tenir compte de mon passé militant alors que je suis accusé d'être un agent de l'impérialisme, de la réaction et du sionisme ? Je ne pense pas que mon djihad puisse avoir la moindre crédibilité face à l'ampleur de ces accusations...

Il me coupa sèchement :

- La cour veut, à travers cette question, confirmer que tu es un spécialiste de l'agitation. Tu es le grand opposant, ajouta-t-il ironiquement. Nous savons que tu es un homme qui a participé à de multiples révolutions. Tu sais ce que je veux dire, comme nous savons à propos de quelles révolutions nous allons t'interroger.

Je voyais où il voulait m'entraîner. Je décidai donc de répondre calmement à toutes ses questions. Mais l'atmosphère changea très rapidement, quand il m'accusa d'avoir organisé un projet d'attentat contre Houari Boumediene. Je ne pus me contenir :

- Personne, parmi ceux qui me connaissent, ne pourra croire que je suis homme à tremper dans un assassinat. L'assassinat ne fait pas partie de mes principes, et ma morale révolutionnaire le rejette. Quand j'ai vu que la méthode de gouvernement de Houari Boumediene menait le pays à la dérive, je l'ai combattu par les armes, puis au sein du FFS, et enfin après le soulèvement du 11 décembre. Je remercie Dieu d'avoir réussi à sauver Tahar Z'Biri. Tout mon combat contre Boumediene a été public. Je l'ai mené de ma seule volonté. Quant à l'assassinat, à l'organisation d'attentats et de manière générale, tout ce qui vise à frapper un homme dans le dos, tout ceci ne fait pas partie de ma morale, ni de mes méthodes d'action. Vous le savez très bien.

Abdelghani m'a interrompu :

- Ne dis pas " Boumediene ". Il faut dire : " Monsieur le Président ".
- J'ai pris l'habitude de l'appeler Boumediene. Si vous voulez que j'utilise une formule plus respectueuse devant vous, cela ne me fera aucun mal.

Tout en fouillant dans le dossier, contenant des centaines de pages, il reprit :

- Ce que tu as dit à l'instruction n'est pas conforme à la réalité. Le tribunal ne fait pas confiance à tes déclarations.

Le président de la cour parlait en français, aussi bien lorsqu'il s'adressait à moi que quand il parlait à ses assistants. Il n'a pas prononcé un mot en arabe.

Je décidai de prendre l'initiative :

- Si je dois répondre à d'autres questions pour permettre d'établir la vérité, je suis prêt.

Il sortit alors une lettre. Il l'étala devant lui, et commença à en lire des extraits :

- Tu as rencontré Krim Belkacem. Vous avez eu de longues discussions sur l'avenir de son organisation. Après une pause, il ajouta :
- N'essaie pas de nier. L'auteur de la lettre est un témoin oculaire.

Il cita le nom de l'auteur : le commandant Azzeddine. C'est l'un des deux hommes qui avaient assisté à ma rencontre avec Krim Belkacem.

Parmi ceux que j'avais vus, c'est lui qui se montrait le plus enthousiaste pour pousser Krim à agir contre Houari Boumediene.

Je ne fus pas surpris d'entendre ce nom. Je le connaissais bien. Je connaissais son aptitude à la trahison et son opportunisme. C'est lui qui avait longuement pleuré Si Lakhdhar, dans l'espoir de le remplacer au sein du Conseil de la Wilaya IV. Il avait fini par y arriver. Il avait saisi toutes les opportunités pour servir les puissants du moment, là où il s'est trouvé. Mon opinion sur sa moralité et sur le sens de ses engagements se trouvait confirmée.

- Si je dois être jugé par cette cour, je refuse d'être jugé par correspondance, dis-je à mon tour. Je ne pense pas qu'il y ait un seul tribunal au monde qui fonctionne de cette manière. Si vous tenez absolument à présenter cette lettre comme preuve contre moi, pourquoi ne pas évoquer mes contacts avec l'ambassade d'Algérie à Rabat ? Pourquoi refuser d'en tenir compte, alors qu'ils peuvent constituer des preuves à décharge et influencer sur votre jugement ? J'aurais pu rester à l'étranger, mais mon innocence m'a poussé à rentrer dans mon pays et affronter le régime selon d'autres règles. Et puis, s'il faut absolument avoir recours à ce genre de témoignages, pourquoi ne pas ramener le témoin lui-même ? Je suis convaincu qu'il est ici même, à Oran. Peut-être même est-il devant la porte du tribunal, ou dans une pièce à côté...

Le procureur, Ahmed Draïa, a demandé une suspension de séance. Je n'avais pas eu le temps de m'asseoir que trois personnes me menottaient et m'emmenaient hors de la salle. J'étais assailli par le doute. Ne seraient-ils pas tentés de m'exécuter sur le champ ? J'en étais là de mes pensées quand surgit devant moi le procureur, Ahmed Draïa, en compagnie d'un officier, Hassan Merabet. Sur un ton qui m'a surpris, car dépourvu de haine, il m'a demandé :

- Qu'est-ce que tu entendais par cette " justice par correspondance" ?
- Une cour révolutionnaire ne peut tenir compte d'une lettre portant d'aussi graves accusations, répondis-je. Qu'est-ce qui vous prouve qu'elle est authentique ? Vous risquez de prononcer une condamnation à mort sur la base d'un document suspect. Il serait plus juste de convoquer l'auteur de la lettre.

Il ordonna aux gardiens de me ramener dans la salle du tribunal. Je fus invité à me lever pour entendre le verdict prononcé contre moi, après trois jours de procès. La peine était de trente années de prison ferme. J'étais condamné à vingt années de prison pour avoir participé à la rébellion de Tahar Z'Biri du 11 décembre 1967, et à dix années de détention pour avoir fait partie de l'organisation de Krim Belkacem. La peine prononcée était plus lourde que ce que le procureur avait requis !

La prison, pas la soumission

Je n'étais pas surpris par la sentence. Je m'attendais au pire. Nous vivions sous une junte militaire, qui n'avait aucun respect pour les libertés et les Droits de l'Homme. Au fond de moi, je n'en attendais guère mieux. J'étais même un peu soulagé que ce chapitre prenne fin. Je n'oubliais pas les tortionnaires et les geôliers, avec leurs matraques et leur gégène, ainsi que ses rats, ses poux, ses puces, et, par dessus tout, l'enfer de l'isolement.

Ma famille et mes amis furent plus frappés que moi par la dureté de la peine. Ils étaient terrifiés. Une consolation, tout de même : mes enfants étaient encore trop jeunes, et ne mesuraient pas la signification de ce qui m'arrivait.

Nous fûmes emmenés hors de la salle du tribunal, pour être transférés en prison. Le jour même, vers minuit, les geôliers nous ordonnèrent de nous regrouper dans une salle. En présence de nombreux policiers et hommes de la sécurité militaire, le directeur de la prison demanda à haute voix aux hommes impliqués dans le soulèvement de Tahar Z'Biri d'écrire une lettre au président du conseil de la révolution Houari Boumediene pour solliciter une mesure de grâce.

Tous les détenus acceptèrent cette proposition. Ils se dispersèrent, cherchant qui un stylo, qui du papier, chacun essayant de trouver la belle formule qui toucherait la sensibilité de Boumediene. Plusieurs d'entre eux durent déchirer la lettre, pour la réécrire, puis la déchirer une seconde fois, ne la trouvant pas assez expressive ni assez touchante pour émouvoir le chef de l'état.

Je refusai de me plier à cette démarche humiliante. J'ai été arrêté, mis au secret, affreusement torturé, injustement condamné à l'issue d'une parodie de procès. Et maintenant, on me proposait une suprême humiliation, celle de demander au responsable de tous mes malheurs d'avoir pitié de moi !

J'informai mes compagnons de malheur que je refusais d'écrire un seul mot à Boumediene pour demander son pardon. Ils me regardèrent, surpris et apitoyés. Ils me demandèrent de ne pas être trop " extrémiste ". Certains murmuraient, entre eux, que je n'y croyais pas, ou que je n'avais plus toute ma tête. Le directeur de la prison me supplia. Il évoqua mes enfants, me demandant de le faire pour eux. Il se proposa pour rédiger lui-même ma demande de grâce. Je n'aurais qu'à la signer. Je rejetai son offre.

Mes co-détenus s'apitoyaient sur mon sort. Mais en fait, c'est moi qui avais pitié d'eux. J'en arrivais presque à les mépriser. La vie ne leur avait décidément pas appris grand chose. Ils n'avaient pas compris la nature de ce système. Ils acceptaient d'être reconnaissants envers leur propre bourreau. Il était, certes, difficile de les condamner, mais je refusais une liberté à n'importe quel prix. En rejoignant l'ALN, j'avais accepté l'idée de mourir pour la liberté. Mais je la refusais si le prix en était l'humiliation.

Tout le monde s'y mettait, essayant de me convaincre de revenir sur ma décision. J'en avais assez de ces sollicitations. Pour y mettre fin, je m'adressai au directeur de la prison :

- S'il faut absolument que je sollicite une mesure de grâce, je demande qu'au préalable, nous soyons transférés dans une autre prison, avec les truands et bandits de grand chemin. Ce sera beaucoup mieux pour nous.

Personne ne saisit la portée de ma déclaration. Tout le monde était occupé à chercher son propre salut, attendant une nouvelle journée qui signifierait peut-être la liberté. Mais quelle liberté ? Je refusais celle à laquelle on accède en demandant pardon à son tortionnaire. Le poids de la soumission me paraissait plus dur à supporter que la prison, malgré ce que j'avais enduré.

Face à mon attitude intransigeante, le président du tribunal qui m'avait condamné à trente ans de prison, Mohamed Benahmed Abdelghani, a

demandé, à son tour, à me rencontrer en tête-à-tête. Il avait déjà rencontré les autres détenus, après avoir reçu leurs demandes de grâce. Je fus introduit auprès de lui. Sa promotion était encore récente, et il montrait le zèle nécessaire pour la justifier. Il avait une allure soignée, et portait des lunettes à monture dorée.

Le face à face ne manquait pas de piment. La sentence qu'il avait prononcée constituait une barrière définitive entre nous.

- Pourquoi n'as-tu pas fait une demande de grâce comme tes compagnons ? me demanda-t-il

- Pour une raison simple, répondis-je. Le tribunal qui m'a condamné à trente ans de prison peut tout aussi bien prononcer mon acquittement. Pourquoi une demande de grâce, alors que la sentence avait été décidée avant même l'ouverture du procès ?

Il hésita un moment, puis reprit :

- Ne désespère pas, dit-il. La sentence prononcée constitue une condamnation de principe. Elle n'est pas définitive. A la première fête nationale, tu seras transféré vers une prison à Alger, pour être près de tiens. On attendra un peu, et tu seras ensuite libéré.

Comme s'il parlait pour lui-même, il poursuivit :

- Quelle confiance peut-on accorder à cette vie ? Et qui sait ? Un jour viendra peut-être où je serai le détenu, et toi, tu seras alors un homme libre, en face de moi. C'est la vie !

Il s'arrêta, comme s'il attendait une réponse de ma part. Je gardai le silence. Je ne voulais pas m'engager avec lui dans une discussion qui m'amènerait à lui révéler le fond de ma pensée. C'est lui qui devait se sentir tourmenté. Peut-être sentait-il que j'étais plus libre, dans ma prison, que lui, dans son uniforme de colonel. Je n'avais rien à solliciter. Je ne voulais montrer aucun regret. J'avais fait des choix, conformes à mes principes, mon éthique et ma morale. J'avais pris des risques pendant le grand djihad, la guerre de libération. J'étais prêt à assumer les souffrances de l'indépendance.

Elles devaient s'avérer particulièrement dures. Je passai encore sept années en prison. J'ai connu la plupart des prisons algériennes. La frater-

nité avec les autres détenus allégeait partiellement le poids de la détention et du sentiment d'injustice qui ne m'a jamais quitté. La prison m'a appris certaines règles de la sagesse et la patience. J'y nouai des amitiés qui ont survécu pendant des décennies. J'y découvris des hommes libres, et découvris que de nombreux hommes se croyant libres sont en fait des esclaves.

Malgré la durée de la détention, je n'ai jamais perdu espoir. Je préservai ma dignité, malgré les conditions de détention et les traitements inhumains qui y étaient en vigueur. Je m'accrochais à mon pays, je me rappelais le sacrifice des chohada, et refusais de me laisser entraîner par le désespoir. Dans les moments difficiles, je me rappelais mes compagnons chohada, ces immortels, eux que Dieu glorifiait : " Ne croyez pas que ceux qui sont tombés pour la gloire de Dieu sont morts. Ils sont vivants auprès de Dieu qui pourvoit à leurs besoins ". Cela me suffisait.